

La justice britannique en accusation

DEUX institutions britanniques respectées, la justice et la police, font de nouveau figure d'accusées après la libération, mercredi 27 novembre, de deux jeunes gens qui avaient été condamnés à la détention perpétuelle pour le meurtre d'un policier en 1985. Un troisième détenu, condamné pour les mêmes faits, a été innocenté lundi mais restera en prison, où il purge une peine résultant d'une autre affaire.

Les événements d'octobre 1985 sont encore présents dans toutes les mémoires en Grande-Bretagne. Lors d'une perquisition dans un appartement habité par des Antillais, à Tottenham, dans la banlieue nord de Londres, une mère de famille s'écroule, terrassée par une crise cardiaque. La tension monte dans ce quartier formé de lugubres tours de béton et peuplé d'immigrants originaires des Caraïbes, en particulier de la Jamaïque. La police boucle les abords d'un grand ensemble, le Broadwater Farm Estate, régulièrement dénoncé pour les trafics de drogue qui s'y opèrent pratiquement au vu et au su de tous. C'est alors qu'un policier isolé est poignardé.

Trois suspects, deux Noirs et un Blanc, sont condamnés en 1987. Conformément à la tradition britannique, c'est un officier de police qui est chargé de l'enquête. La preuve vient d'être apportée qu'il avait falsifié les comptes-rendus d'interrogatoires de façon à faire apparaître la culpabilité des trois hommes. Il s'agissait apparemment de « venger » coûte que coûte le meurtre du policier.

Le meurtre est d'autant plus vécu en Grande-Bretagne que trois autres décisions de justice ont été récemment cassées dans des circonstances comparables. Il y avait eu, en octobre 1989, la libération des « quatre de Guildford », trois Irlandais et une jeune Anglaise condamnés à la prison à vie pour des attentats à la bombe commis contre des pubs de Guildford et de Wootton, deux petites villes du sud et de l'est de Londres.

Puis, en mars 1991, c'était le tour des « six de Birmingham », des Irlandais sympathisants de l'IRA mais n'appartenant pas à cette organisation, emprisonnés injustement pendant plus de seize ans pour l'attentat le plus meurtrier jamais commis en Angleterre, qui avait provoqué la mort de vingt et une personnes dans deux pubs de Birmingham. En juin 1991, enfin, les sept membres d'une famille Irlandaise, les Maguire, étaient reconnus innocents après avoir été condamnés en 1976 pour fabrication et détention d'explosifs. L'un d'eux avait été mort en détention et les autres avaient déjà effectué leur peine.

LES quatre de Guildford, très jeunes et un peu désorientés, avaient été brutalisés, et des aveux leur avaient ainsi été extorqués par des policiers peu scrupuleux qui avaient en outre dissimulé au tribunal les témoignages qui contredisaient leurs alibis. Les « six de Birmingham » et les Maguire avaient été victimes d'un « expert » qui avait ou décelé des traces de nitroglycérine sur leurs mains à l'aide d'un test qui réagissait cependant de la même façon au savon le plus banal.

Ces erreurs judiciaires en série amènent en cause le processus traditionnel de l'instruction. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour que celle-ci soit confiée à des magistrats, et non plus à des officiers de police, dans les affaires criminelles.

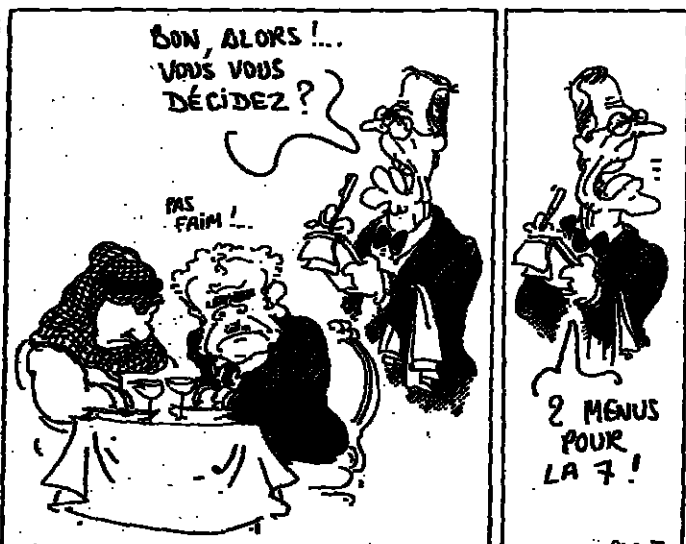
M0147 - 1129 0 - 6.00 F



Malgré les réticences de Jérusalem

Washington maintient la date des négociations israélo-arabes

Manifestement irritée par les objections israéliennes, l'administration américaine a fait savoir, mercredi 27 novembre, qu'elle maintenait la date du 4 décembre pour la reprise des négociations de paix à Washington. Quelques heures auparavant - alors que Syriens, Palestiniens, Jordaniens et Libanais avaient accepté l'invitation - le gouvernement israélien avait demandé que le rendez-vous soit repoussé au 9 décembre, en avançant des explications qui ont paru assez confuses.



Lire page 3 les articles d'ALAIN FRACHON et de PATRICE CLAUDE

L'Asie, foyer de prolifération nucléaire

La Corée du Nord et le Pakistan veulent « la bombe »

alors que la Chine et l'Inde disséminent leur science atomique

par Jean-Pierre Clerc

Le gotha du gouvernement américain à défilé, ces jours-ci, en Asie : James Baker, secrétaire d'Etat, au Japon, en Corée du Sud et en Chine; Dick Cheney, secrétaire à la défense, en Corée et au Japon; Colin Powell, chef d'état-major des forces armées, dans ces deux mêmes pays; et Reginald Bartholomew, responsable au département d'Etat des questions de sécurité,

au Pakistan et en Inde. Tout en haut de l'agenda de ces personnalités : la question de la prolifération nucléaire et/ou balistique.

Deux foyers de dissémination sont particulièrement visés : la péninsule coréenne et le sous-continent indien. Les Etats mis en cause, à divers titres, par Washington et bien d'autres capitales sont : la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Les Etats-Unis, qui ont la maîtrise des données

(par satellite notamment) relatives à la dissémination nucléaire, considèrent aujourd'hui la Corée du Nord comme leur souci majeur (le Monde du 12 novembre). Avec les moyens qui sont les nôtres, nous n'avons pas de raison de mettre en doute l'exactitude de leurs informations. Leur préoccupation est la nôtre. Et nous les soutenons, indique-t-on au Quai d'Orsay.

Lire la suite et nos informations page 4

Le grand spectacle de Max Ernst

An Centre Pompidou, une belle et adroite rétrospective pour rendre au surréaliste sa place dans l'art du XX^e siècle

par Philippe Dagen

En 1937, Max Ernst publia dans les Cahiers d'art, à l'occasion d'un numéro spécial consacré à son œuvre, un récit intitulé, non sans grandeur, *Au-delà de la peinture*. Dans les salles de la rétrospective Ernst, ce souvenir et la formule reviennent en mémoire, mais à la manière d'une interrogation : y a-t-il un « au-delà de la peinture » dans les tableaux d'Ernst ? A supposer qu'il existe, est-ce cet « au-delà » essentiel au surréalisme, rêves, frayeurs, obsessions, la part la plus captivante et la plus durable de l'œuvre ? Ne serait-ce pas, à l'inverse, la peinture elle-même, procédés, inventions, adresses, artifices ingénieux, qui « tient » le mieux et se voit désormais le plus ?

L'exposition suggère d'autant plus la question qu'elle est l'une des plus réussies, des mieux

dosées, des plus habilement accrochées que l'on ait vues en ce lieu malcommode, le cinquième étage du Centre Pompidou. Le mérite en revient à l'évidence à Werner Spies, commissaire de la cérémonie - cérémonie car il s'agit de célébrer le centenaire de la naissance de Max Ernst, le 2 avril 1891, à Brühl, entre Cologne et Bonn. L'exposition a

été présentée à Londres, à Stuttgart et à Düsseldorf avant d'achever sa carrière à Paris.

Les responsables du Centre n'ont cependant pas jugé nécessaire de libérer tout l'étage : étrange décision... moins étrange pourtant que celle de ne faire durer la manifestation que deux mois, alors qu'il est clair qu'elle a quelque chose de définitif.

Lire la suite page 13

LIVRES ♦ IDEES

■ Le voyage de Flaubert en Egypte. ■ Julien Gracq et son ombre. ■ David McNeil, un enfant de Vian ■ Lettres portugaises : le visage extrême de Herberto Helder : le triangle de Copernic : l'homme sans Dieu. ■ Le débat : une histoire des femmes est-elle possible ? ■ Histoire : l'explosion journalistique au dix-huitième siècle. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Les vingt-quatre heures de Proust ». ■ Histoires littéraires, par François Bott : « Un surréaliste de la banlieue sud-est ». ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Qu'est-ce qu'un livre pour enfants ? »

pages 15 à 26

هذا هو الكتاب

Economie

D'une souveraineté à l'autre

par Rudiger Dornbusch et Pierre Jacquet

La contrainte de la défense du franc vient d'avoir raison de la détermination affichée par le gouvernement de favoriser en France la baisse des taux d'intérêt. Rares, la marge de manœuvre de la politique économique n'a semblé si étroite, alors même que la dégradation de la situation et de la confiance semblerait appeler un assouplissement de cette politique.

La France a depuis 1983 accompli d'impressionnants progrès en matière de stabilité financière et de crédibilité de la politique économique et de la politique de taux de change. L'inflation est passée de 13 % en 1982 à 3 % depuis plus de trois ans. Mais, de façon évidente, il s'agit là de conditions nécessaires mais non suffisantes à la prospérité économique et au plein emploi.

Dire qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques actuelles est devenu un lieu commun. Nous pensons qu'il y en a une, qui respecte l'orthodoxie retrouvée de notre gestion économique, car il ne s'agit pas de mettre sa crédibilité en danger. Elle passe par l'idée qu'abandonner la souveraineté monétaire permet de renforcer la souveraineté économique et de réhabiliter d'autres instruments de la politique économique aujourd'hui rendus impuissants par le rôle des anticipations de taux de change.

Un reliquat de méfiance

Écartons tout d'abord la critique qui consisterait à faire porter sur la politique monétaire la responsabilité de la morosité économique. Les taux d'intérêt réels en France sont certes des plus élevés, et l'on souhaiterait voir baisser les taux nominaux. Mais ces derniers échappent largement en pratique au contrôle de la banque centrale dans un environnement de forte mobilité des capitaux. Ils sont, en effet, déterminés par les taux d'intérêt extérieurs, en l'occurrence allemands, les anticipations de dévaluation (qui concernent tant la dépréciation au sein de la bande de fluctuation que les anticipations de réalignement des parités), et une éventuelle prime de risque, qui à maintenant, du fait de l'ouverture et de la déréglementation financière en France, très largement disparu.

On ne peut avoir en France de taux d'intérêt inférieurs aux taux allemands que s'il y a sur les marchés des changes des anticipations d'appréciation du franc français. En l'absence de telles anticipations, le niveau des taux en France est directement contraint par la situation en

Allemagne : on ne peut guère s'attendre à y voir baisser les taux d'intérêt dans un avenir proche, tant le dérapage budgétaire contrarie les objectifs de réduction de l'inflation que la Bundesbank poursuivra coûte que coûte.

Pourquoi le franc français serait-il toujours victime d'anticipations de faiblesse, malgré les progrès accomplis en France et la relative dégradation de la situation macro-économique en Allemagne? En théorie, rien n'y prédispose a priori. Dans la pratique cependant, la montée du chômage en France, la situation économique médiocre, les désordres sociaux, les perspectives électorales, suggèrent que le gouvernement pourrait avoir du mal à maintenir la ligne de gestion rigoureuse qu'il s'est fixée, et pourrait être tenté par une « dernière » dévaluation ou être contraint à la mettre en œuvre. Or, en France, la banque centrale n'est pas indépendante du gouvernement, ce qui renforce les risques de dérapage. Il est inutile de chercher plus loin les raisons du reliquat de méfiance de la part des investisseurs. Il est urgent de construire ce dernier rempart protégeant la crédibilité de la politique économique.

Le résultat, c'est que l'Allemagne, dont le ratio de la dette publique par rapport au PIB (47,6 % en 1991) est du même ordre que celui de la France (47,5 %), peut sans risque majeur financer sur les marchés internationaux des capitaux un déficit budgétaire de l'ordre de 4 % du PIB. En France, ce déficit est inférieur à 2 % du PIB mais toute suggestion d'en accepter temporairement une hausse, même modeste, ravive les pires craintes d'instabilité financière et monétaire. L'Allemagne dispose certes d'un excédent d'épargne intérieure, c'est-à-dire d'une situation extérieure largement favorable permettant d'aborder la dégradation des finances publiques sans crainte de crise des paiements courants. Mais tant le déficit courant de la France que sa dette extérieure sont de faible ampleur; le pays conserve une excellente signature sur les marchés internationaux des capitaux. S'accrocher à la chimère de la souveraineté monétaire conduit à perdre une marge de manœuvre bien utile dans le domaine budgétaire.

Il ne s'agit ni de défendre le laxisme budgétaire ni de préconiser une relance budgétaire, dite « keynésienne », par la dépense publique. Mais qu'on ne dise pas non plus que la politique budgétaire est impuissante. Tant les États-Unis du début des années 80 que l'Allemagne du début des années 90 font

la preuve du contraire. Les problèmes de l'économie française aujourd'hui suggèrent qu'il est important de mener des politiques structurelles et des politiques d'offre, fondées sur des allègements fiscaux et, pourquoi pas, des innovations en matière de politique salariale : promouvoir l'emploi peut passer par la mise en place de mécanismes de partage des profits soutenus par des incitations fiscales afin d'augmenter la flexibilité des salaires. La compétitivité de la France, et sa capacité à créer des emplois, dépendent fondamentalement de l'effort d'investissement qu'elle sera capable de consentir. L'environnement économique, fiscal et réglementaire sera déterminant. La rigueur de la gestion est essentielle. Mais il faut une rigueur voulue, non une austérité subie.

Une Banque de France indépendante

Pour restaurer les marges de manœuvre de la politique économique, deux mesures paraissent essentielles. La première consiste à rendre la Banque de France indépendante, et à lui confier un objectif clair et prioritaire de défense de la valeur de la monnaie, c'est-à-dire de maintien de la stabilité des prix. La seconde vise à évaluer le rôle néfaste des anticipations de change, en fixant irrévocablement le taux de change du franc par rapport au mark, dans le cadre d'une coopération étroite avec l'Allemagne, à laquelle pourrait participer d'autres pays à inflation faible de la Communauté économique européenne.

Dès lors que la Banque de France serait indépendante, cette stratégie serait acceptable pour l'Allemagne. Elle aurait l'avantage de libérer la politique conjoncturelle de notip pays. Elle complèterait aussi très utilement les efforts en vue de l'intégration économique et monétaire en Europe. La fixation des taux de change permettrait non seulement de parfaire l'intégration financière, mais aussi de mettre en œuvre une transition de fait vers l'union monétaire, prouvant le mouvement en marche. Il est urgent de préférer la souveraineté économique à la souveraineté monétaire.

Rudiger Dornbusch est professeur d'économie internationale au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Pierre Jacquet est adjoint au directeur, responsable du département économique à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Transport aérien

Avis de tempête dans le ciel d'Europe

par Bernard Attali

Le transport aérien vient de vivre le plus grand traumatisme de son histoire. La guerre du golfe, la crise qui l'a suivie ont eu des répercussions très profondes. En quelques mois les compagnies aériennes de l'ATA ont perdu l'équivalent de leur profit des dix dernières années.

A mes yeux, pourtant, le gros de l'orage en Europe est encore devant nous. En octobre 1990, dans ces colonnes, j'écrivais « L'Europe du transport aérien est mal partie ». Aujourd'hui, la crise aggrave le diagnostic. L'histoire s'accélère, brutalement.

Aux États-Unis, d'abord, où l'on a assisté à un fantastique mouvement de reconcentration. Sur les 178 compagnies aériennes qui ont vu le jour entre 1981 et 1989, 2 seulement ont survécu et encore sont-elles sous protection de la loi régissant les banqueroutes. Au cours des derniers mois, près d'un dixième des personnes du transport aérien aux États-Unis ont perdu leur emploi. En treize ans, le transport américain a connu cent cinquante faillites et cinquante fusions. Au bénéfice des plus forts.

Trois grandes compagnies occupent maintenant le devant de la scène, assurant à elles seules près des trois quarts du trafic des compagnies américaines : American, United, Delta. Sur le marché intérieur américain, chacune s'est adjugé aujourd'hui près de 20 % d'un trafic qui représente à lui seul environ un tiers du trafic aérien mondial. Voilà le principal résultat de la déréglementation débridée.

L'armada américaine

La puissance de feu de ces mégacompanies est impressionnante. Elles ont la maîtrise de systèmes de réservation informatisés qui leur donnent une emprise planétaire sur la distribution. Elles disposent de plans d'investissement gigantesques : les quatre premières compagnies américaines ont actuellement en commande plus de 850 appareils, près de quatre fois plus que les trois premières compagnies européennes, dont les commandes ne dépassent pas 220 avions. United, pour ne prendre qu'un exemple, s'apprête à recevoir un avion par semaine dans les dix ans qui viennent.

Savez-vous qu'il faudrait rassembler les flottes de British Airways, Lufthansa et du groupe Air France pour constituer un ensemble qui se compare au parc de la seule compagnie américaine Airlines ? Savez-vous que les dix premières compagnies européennes ont transporté en 1990 deux fois moins de passagers que les cinq premières américaines ?

Parlons clair ; face à cette armada, les compagnies européennes vont beaucoup souffrir. Nos concurrents nord-américains assurent 70 % de leur activité sur un marché intérieur protégé de toute concurrence étrangère. Nous, compagnies européennes, assurons 70 % de notre activité hors l'Europe sur des lignes ouverts à la grande compétition. Les compagnies américaines disposent de droits de trafic intra-européen, ce qui n'est pas notre cas aux États-Unis.

De plus, nous sommes, en Europe, dans une situation de compétition intermodale inconnue aux États-Unis. L'avion y assure 14 % des déplacements interurbains, contre 2 % en Europe. La concurrence du rail y est quasi inexistante, alors que, déjà significative en Europe, elle va s'intensifiant au rythme de l'extension du TGV. L'Europe a la Commission européenne extrapolée de façon naïve à l'Europe les leçons de la déréglementation américaine, elle ignore dangereusement l'impact de cette concurrence intermodale qui n'existe pas aux États-Unis.

On aurait pu s'attendre à ce que le transport aérien européen cherche à compenser ce handicap par une intégration plus forte. Or, c'est l'inverse qui prévaut actuellement : les quatre premières compagnies européennes assurent à peine 40 % du trafic des compagnies européennes. Je vais être brutal : autour de la table de l'AEA (1), il y a aujourd'hui vingt-deux compagnies. Eh bien, au rythme où vont les choses, il y en aura peut-être dix de trop sous peu.

Cela explique la fièvre qui a saisi le secteur. Pas une semaine ne s'écoule sans que ne soit annoncé un plan de restructuration, une faillite, un projet de regroupement, une alliance... Et le plus spectaculaire est sans aucun doute devant nous : on a le verba sous peu. Ceux qui, il y a à

peine un an, critiquaient le regroupement Air France/UTA/Air Inter, en faisant semblant de douter de l'effet de taille dans le transport aérien, ont aujourd'hui bonne mine ! Mais pour survivre dans la bataille qui s'annonce, il ne suffira pas d'être plus grand que son concurrent. Il faudra aussi être plus efficace. C'est-à-dire offrir un meilleur service au client à un prix compétitif et, donc, agir à la fois sur la qualité du service et le contrôle des coûts.

C'est l'un des objectifs du plan stratégique d'Air France « Cap 93 ». Il doit notamment nous permettre de réduire nos dépenses annuelles de 1,5 milliard de francs chaque année, par le regroupement des activités aériennes long-courriers d'Air France et d'UTA, par l'allégement de nos structures et par un dépassement systématique de tous les gains de productivité non encore exploités.

La saturation des infrastructures

Regardons les choses en face. On ne peut engager une telle mutation, sans précédent dans l'histoire de la compagnie, sans susciter des inquiétudes. On ne peut bâtir le premier groupe aérien d'Europe et le troisième du monde sans susciter des réactions internes ou externes. Aux inquiétudes internes il faut répondre par un dialogue social permanent et nourri. C'est ce que nous nous efforçons de faire. J'ai confiance : tout le monde voit bien les mesures de restructuration brutales adoptées partout par nos concurrents. Par quel miracle Air France pourrait-elle, seule, faire l'économie de telles mesures ?

Pour les inquiétudes externes, je résume juste. Si les petites compagnies françaises ont des problèmes, si EAS est en faillite, si Air Littoral a du mal à remplir ses avions, si Mitterrand n'a pas le succès commercial escompté par certains, il est ridicule d'en rendre responsable on ne sait quel « complot » fomenté par Air France. La réalité est beaucoup plus simple : la concurrence est chose rude, voyez-vous.

Cela étant, l'avenir des compagnies européennes, hélas, ne dépend pas que d'elles-mêmes ! Il dépend aussi de données extérieures, dont deux méritent aujourd'hui un bref rappel : la politique d'infrastructure, et les règles du jeu de la concurrence.

La saturation des infrastructures de navigation aérienne et de certains équipements aéroportuaires est aujourd'hui une évidence en Europe. Elle explique les retards désastreux qui pénalisent notre exploitation ; un vol sur quatre en moyenne retardé de plus de quinze minutes, c'est beaucoup trop. Pour nos clients, d'abord. Pour nos comptes ensuite car les surcoûts sont de ce fait considérables. Un demi-milliard de francs pour le seul groupe Air France.

La bataille du ciel, nous la perdons au sol si les autorités nationales et communautaires ne prennent pas ce problème à bras le corps. Outre la mise en place du centre européen de régulation proposé par les ministères de la CEAC, sans dérapage de calendrier, il faut harmoniser rapidement les systèmes de contrôle aérien en Europe. Et que l'on ne nous objecte pas les

contraintes financières. Nous avons calculé qu'un investissement de 1,4 milliard d'euros permettrait de faire face à ce problème crucial, alors que la Commission programme 100 milliards d'euros pour le développement du TGV.

Enfin les règles du jeu de la concurrence doivent être clarifiées. L'affaire de Havilland aura au moins eu un mérite : celui d'avoir attiré l'attention sur le regard myope que certains portent sur le véritable enjeu. Notre bataille sera évidemment mondiale, bien plus qu'intra-européenne. Oui, c'est à l'échelle planétaire qu'il faut analyser les règles du jeu de la concurrence. La Commission ne saurait empêcher le transport aérien de se restructurer par concentrations, acquisitions ou autres alliances. Elle ne peut nous demander de faire la guerre en nous liant les mains dans le dos. Si les compagnies européennes restent à ce point inférieures en taille aux géants américains, elles sont condamnées au déclin. Et je ne vois pas bien où serait l'intérêt du consommateur européen de l'an 2000 s'il n'avait plus le choix qu'entre American et United...

Le marché unique aura besoin de compagnies aériennes capables d'apporter le développement économique et la puissance exportatrice de la future Europe. Mais cela ne se fera pas tout seul. Et là comme ailleurs « la chance ne sourit qu'à ceux qui se préparent... »

(1) Association des compagnies aériennes européennes.

► Bernard Attali est président d'Air France.

H-U-M-E-U-R

Métissage

Pauvre France ! Le Front national voit notre pays en grand danger de métissage. Il est vrai que les Francs d'origine, Picards ou Berrichons, ont subi les assauts historiques de hordes multicolores. Les Goths, Wisigoths, Burgondes, et même - ô douleur ! - les Belges, ont envahi le sol national et menacé la sécurité des indigènes.

Plus récemment, les Polonais, les Italiens, les Espagnols et les Portugais sont venus, comme chez eux, squatter nos mines de charbon et nos loges de concierges. Et voilà, enfin la dernière « date » des invasions : les Africains du Nord, dont on sait qu'ils menacent nos emplois de manœuvre, et les Africains tout noirs qui s'entassent sur nos bennes à ordures.

Trop, c'est trop ! Un seul homme pourrait préserver les Français de ce métissage et nous ramener à la pureté de la race française, chapeau mou et baguette de pain, un seul, M. Le Pen. Hélas ! il est breton !

HENRI MONTANT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLI-CITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugnet-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDUPUB 634 128 F

Tél. 46-62-98-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de M. Jean-Louis

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Imprimerie

de la Sarl Le Monde

12, c. M. Guesbroux

94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.808F

Reproduction interdite de tout article

sans autorisation écrite de la rédaction

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 281.311F

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG-PAYS-BAS

AUTRES PAYS

Valeurs normales

y compris CEE avion

3 mois

460 F

572 F

790 F

6 mois

890 F

1 123 F

1 560 F

1 an

1 620 F

2 086 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guix, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombini, Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric, Thomas Ferenzi

Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurans (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

is de tempête
le ciel d'Europe

La reprise des négociations de paix israélo-arabes

Les Etats-Unis maintiennent la date du 4 décembre

Bien que les Israéliens estiment être soumis à des pressions excessives de la part des Américains, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a déploré, mercredi 27 novembre, l'attitude passive et partielle des Etats-Unis qui « cautionnent l'intransigeance et l'arrogance israéliennes ». Il considère que de ne fait les négociations entre Israël et les délégations arabes, prévues la semaine prochaine à Washington, « seront ardues ».

A Tunis, M. Tayssir Khaled, membre du comité exécutif de l'OLP, a pressé la délégation palestinienne aux négociations de Washington de ne pas « se soumettre aux nouvelles injonctions américaines » contenues dans la lettre d'invitation de M. Bush (le Monde du 28 novembre). M. Khaled pense qu'un « groupe sioniste au département d'Etat veut imposer de nouvelles conditions aux négociations palestiniennes ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Cela peut s'appeler la « loi du sous » : ne jamais perdre la face, maintenir ses positions, tout en étant toujours prêt à en discuter. Il est naturel que cette « loi » soit appliquée par toutes les parties dans la préparation de pourparlers sur la paix au Proche-Orient.

Vexés de n'avoir pas été suffisamment consultés par les Etats-Unis, les Israéliens refusent de

reprénder le 4 décembre à Washington — date et lieu proposés par les Américains — les conversations de paix avec les Arabes et ont annoncé qu'ils voulaient bien se rendre dans la capitale fédérale mais seulement le 9. Aux yeux des Etats-Unis, cela relève du caprice et il n'est pas concevable d'y céder sans à se voir mis en cause par la partie arabe — dont certains éléments accusent déjà Washington de se plier aux quatre volontés de l'Etat hébreu.

Accord sur un lieu

Après avoir mûrement réfléchi — et retardé de deux heures son point de presse quotidien — le département d'Etat a ainsi déclaré qu'il n'était pas question de changer unilatéralement la date du 4 décembre et qu'il serait d'autant moins « approprié » de le faire que les Arabes ont donné leur accord à la Jordanie et le Liban avant même d'avoir eu connaissance de la réponse américaine à Israël, les Palestiniens et la Syrie après. « Nous serons donc prêts ce jour-là », le 4, « et après aussi », a souligné le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler : les pourparlers israélo-arabes seront disponibles et la porte ouverte pour qui voudra bien venir. Les Etats-Unis laissent aux Israéliens la responsabilité d'être les seuls absents et de prendre le risque de donner prétexte aux Arabes pour interrompre le processus de négociations.

Seulement, les Etats-Unis se veulent un coprésident responsable de la conférence de paix ouverte le

mois dernier à Madrid. L'important, disent-ils, est que les parties — incapables de s'entendre seules sur un lieu et une date — se retrouvent autour de la table de négociation. Les Etats-Unis déclarent donc se « réjouir » que chacun des protagonistes ait enfin donné son accord sur un lieu : Washington. Et si tout sera prêt pour le 4 décembre, Washington est aussi disposé à accueillir les protagonistes à toute autre date sur laquelle ils pourraient bien s'entendre. Comme il y a peu de chance qu'Israéliens et Arabes arrivent à un quelconque accord sans l'aide des Etats-Unis, M. Tutwiler a concédé, à demi-mots, que l'Etat américain, une fois de plus, allait « travailler discrètement » à trouver une solution qui convienne à tout le monde.

Au regard de l'histoire, cette affaire de date n'apparaît pas comme une affaire sérieuse », a déclaré M. Tutwiler.

Une formule de compromis

En somme, les Etats-Unis ne pouvaient pas accepter la suggestion israélienne — 9 décembre — mais n'en vont pas moins tenter de trouver une formule de compromis. Scénario envisagé par certains sources non officielles : tous les protagonistes seraient bien le 4 mais les pourparlers eux-mêmes ne commenceraient que quelques jours plus tard.

Après deux journées de séance inaugurale plénière, la conférence de paix réunie à Madrid sous la coprésidence des Etats-Unis et de l'URSS, était entrée le 3 novembre dans sa deuxième phase. Les protagonistes du conflit s'étaient retrou-

vés dans trois « forums » de négociations bilatérales : israélo-palestinien, israélo-syrien et israélo-libanais. Ce sont ces trois « forums » que les coprésidents s'efforcent à nouveau de convoquer.

En lançant leur invitation pour Washington, la semaine dernière, les Etats-Unis avaient encore suggéré aux protagonistes de commencer cette fois à discuter du fond des choses : dans une première étape, un statut d'autonomie pour les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ; un éventuel retrait israélien sur le plateau du Golan syrien ; un état des lieux dans le sud du Liban etc. Les Israéliens ont répliqué que l'administration n'avait pas à s'immiscer à l'avance dans le contenu des conversations, qu'ils n'entendaient se rendre à Washington que pour discuter de questions de procédure et souhaitaient avoir des garanties quant à un déplacement rapide de ces négociations bilatérales au Proche-Orient (ou à Chypre).

M. Tutwiler s'est voulu accommodant : une fois réunis à la table des pourparlers, il reviendra aux protagonistes de décider eux-mêmes de leur ordre du jour, s'elle indiquée ; elle a également répété que les Etats-Unis, sans s'engager plus avant, jugeaient « compréhensible » que les négociations, « à un certain moment », puissent être déplacées au Proche-Orient. Pour l'instant, on en est encore à chercher une date pour Washington.

ALAIN FRACHON

Les enquêtes sur les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Washington, Londres et Paris accroissent leurs pressions sur la Libye

Dans le cadre des enquêtes en cours sur les attentats contre le Boeing de la PanAm et le DC 10 d'UTA, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, dans une déclaration conjointe publiée mercredi 27 novembre, ont invité la Libye à « s'engager, de façon concrète et définitive, à renoncer à toute forme d'action terroriste et à tout soutien apporté à des groupements terroristes ». En outre, dans un communiqué, l'Elysée appelle Tripoli à « apporter toutes les preuves matérielles en sa possession » pour faciliter « la manifestation de la vérité ». Rejetant les preuves américaines ou britanniques, le colonel Kadhafi, jeudi, en a appelé à l'ONU, estimant que la Cour internationale de justice est « le tribunal compétent » pour cette affaire qui, selon lui, « menace la paix mondiale ».

WASHINGTON

de notre correspondant

En adressant un nouvel avertissement à la Libye, mercredi 27 novembre, les Etats-Unis semblent vouloir pousser leurs alliés européens à décréter un embargo économique et un boycottage diplomatique complets à l'encontre du régime du colonel Kadhafi.

Une fois encore, Washington a réitéré que Tripoli extrade aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne les deux Libyens que les justes américaines et britanniques accusent d'être les auteurs de l'attentat commis le 21 décembre 1988 contre le Boeing de la PanAm qui avait explosé en vol au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, et qui avait causé la mort de 270 personnes. A la mi-novembre, les magistrats britanniques et américains, au terme d'une longue et ardue enquête, avaient désigné deux Libyens : « MM. Abdel Bassel Ali Mohamed al Maghrebi et Ali Amin Khalifa Himahi » — comme étant les responsables de l'attentat et comme appartenant aux services secrets de la Jamahiriya.

« Le plus rapidement possible »

Dans une déclaration commune avec la Grande-Bretagne, rendue publique mercredi, les Etats-Unis ont demandé au gouvernement libyen de répondre « positivement » à leur requête et « le plus rapidement possible » afin que les deux hommes puissent être traduits en justice. La déclaration réclame encore que Tripoli reconnaisse ses responsabilités dans cette affaire, en dévoile tous les aspects et verse « les compensations appropriées ».

Tout en indiquant que leur requête n'était « pas un ultimatum », les responsables américains ont rappelé qu'ils n'excluaient aucun moyen de réplique possible contre la Libye, qu'il soit « économique, diplomatique ou militaire ». A Washington, personne ne s'attend à ce que le colonel Kadhafi obtempère et les porte-parole officiels ont précisé que les Etats-Unis consultaient leurs alliés européens sur la stratégie à adopter.

Les Etats-Unis n'entretennent plus de relations diplomatiques avec la Libye et, en principe, tous les échanges économiques et commerciaux avec ce pays sont aussi gelés. En fait, certaines filiales de compagnies pétrolières américaines travaillent toujours en Libye. L'objectif de Washington serait d'obtenir des Européens qu'ils adoptent le même comportement à l'égard de Tripoli.

Accusés par « erreur »

Lorsque la justice avait annoncé les résultats de son enquête, une bonne partie de la presse américaine s'était étonnée que la Syrie et l'Iran ne soient aucunement impliqués dans l'attentat. Ces dernières années, faisant état de fuites en provenance des services secrets occidentaux et israéliens, la presse américaine avait multiplié articles et émissions, accusant certains groupes palestiniens parmis par Damas — notamment le FPLP-CG de M. Ahmed Jibril — d'avoir organisé l'attentat pour le compte de l'Iran. Téhéran aurait souhaité « venger » la destruction en vol, par erreur, d'un avion civil iranien par un missile tiré depuis un bâtiment américain croisant dans le Golfe.

Dans une émission diffusée mercredi par la chaîne ABC, les deux Libyens accusés par la justice américaine démentent toute participation à l'attentat de Lockerbie. Filmes chez eux, en Libye, dans de paisibles environnements familiaux, les deux hommes assurent qu'ils ne peuvent s'agir que d'une « erreur ». Intervenant dans la même émission, le colonel Kadhafi accuse, pour sa part, les Etats-Unis de traiter son pays « comme une bouteille de Pepsi Cola » : « Ils secouent, ils secouent pour nous faire exploser », déclare le « guide » de la révolution libyenne.

Al. Fr.

Damas et Tripoli tenteraient de se débarrasser du terroriste « Carlos »

La Syrie a tenté d'expulser le terroriste vénézuélien « Carlos » vers la Libye, qui ne l'a pas accueilli, rapporte Libération dans son édition du jeudi 28 novembre. Selon le quotidien, « Carlos », « un des dix hommes les plus recherchés de la planète », avait été expulsé de Damas vers Tripoli le 21 septembre sans que les autorités libyennes en aient été prévenues. Il avait un passeport diplomatique et transportait, dans sa valise, des armes, 1 million de dollars et des bijoux.

Ayant découvert ce butin, les services de sécurité libyens ont interrogé ce « curieux diplomate » et l'ont refoulé vers Damas ainsi que sa femme, Magdalena Kopp, naguère membre de la Fraction armée rouge, en Allemagne. Trois jours après cette découverte, les autorités syriennes ont dû de nouveau déchanter. Tripoli, en effet, « réexpédie » vers Damas M. Ahmed Jibril, chef du groupe palestinien FPLP-Commandement général.

Valse-hésitation à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ira ? Ira pas ? La confusion était si grande jeudi matin 28 novembre, dans les milieux politico-diplomatiques israéliens, qu'entre les « oui » définitifs, les « non » temporaires, les « peut-être » et les « sûrement pas », il était impossible de rendre compte dans le détail de la spectaculaire valse-hésitation qui a eu lieu toute la journée de mercredi et la nuit suivante. Aux premières heures de la matinée de jeudi, les atermoiements semblaient se poursuivre et l'on affirmait encore, de source israélienne à Washington, que l'Etat juif restait ferme sur ses positions, que ce serait « non » pour le 4 décembre. Au même moment, à Jérusalem, on laissait entendre au contraire que, tout bien considéré, si les Etats-Unis insistaient, Israël pourrait encore une fois faire un geste.

La veille, dans la matinée, à l'issue d'un conseil des ministres qui, pour être restreint, n'en fut pas moins mouvementé, le gouvernement de M. Itzhak Shamir avait décidé, à la majorité de ses membres, de repousser la date de l'invitation américaine pour proposer, à la place, celle du 9 décembre. Officiellement, comme devait l'expliquer M. Benjamin Netanyahu, le vice-ministre chargé de l'informa-

tion, les Israéliens qui attendent, disent-ils, depuis quarante-trois ans l'occasion de parler enfin directement à leurs ennemis et voisins arabes, avaient encore besoin, de quelques jours « pour bien se préparer ». « Certains des membres de nos délégations sont religieux », avançait même M. Netanyahu, ils veulent fêter Hanouka (la fête juive des lumières) qui se termine le 9 décembre en paix.

En fait, chacun avait compris que le changement proposé par Jérusalem s'apparentait plutôt à une question de principe, voire, comme le soulignèrent toute la journée les leaders de l'opposition de gauche, « à un sursaut de dignité infantile et mal placé ». Le gouvernement de M. Shamir, apparaissant de plus en plus — notamment aux yeux de ses alliés politiques d'extrême droite — comme virtuellement prisonnier d'un processus dirigé de Washington, aurait voulu démontrer qu'il gardait tout de même son quant-à-soi. « Nous sommes encore un Etat souverain », glissa notamment le ministre de la défense, M. Moshe Arens, proche du chef du gouvernement et ferme partisan d'un nouveau délai de principe.

Une partie de l'explication du surcroît de nervosité israélienne se trouve sûrement dans le désarroi illustré par cette petite phrase :

comme le résumait pour le Monde, un haut diplomate, « notre message à Washington est en fait le suivant : nous nous avons imposé, lors de la conférence de Madrid, alors que nous voulions la discussion, nous ne voulons pas la présence à Madrid, comme co-présidents du processus, de Moshe, celui d'un observateur des Nations unies, puis d'un autre de la CEE, vous avez décidé le lieu et la date du premier round, vous tentez de nous imposer la date et le lieu du second, vous nous dites quels sujets nous devons aborder et même quelles concessions il serait bon que nous fissions, cela suffit ! »

Israël ne contrôle plus la situation

Convaincu, à tort ou à raison, que Washington entraine désormais quasiment sans discussion l'essentiel des positions arabes dans le conflit, Israël tente désespérément de reprendre le contrôle d'une situation qu'il sent lui échapper. La paix, oui, mais à nos conditions, c'est le message tant de fois expédié, sous diverses formes et depuis neuf longs mois, par Jérusalem à Washington. Mercredi, c'est M. Ehud Gol, porte-parole officiel du premier ministre, qui fut chargé, d'expliquer le nouvel inventaire des réticences gouverne-

mentales. Au-delà du problème de la date, Israël continue d'aborder d'insister pour que les négociations bilatérales aient, chacune des trois délégations arabes se poursuivent au Proche-Orient. « Nous avons des raisons de croire », affirme le communiqué officiel du gouvernement, que les Arabes ne sont pas intéressés à une négociation directe avec nous, mais qu'ils veulent au contraire dialoguer avec les Etats-Unis et, à travers eux, essayer d'exercer une pression sur Israël.

En conséquence, l'Etat juif, « par respect pour les Etats-Unis d'Amérique », est prêt à accepter Washington comme site de négociations, mais pour « une ou deux » réunions seulement. De même, Israël n'est pas favorable à la tenue simultanée et dans le même immeuble washingtonien, de toutes les rencontres bilatérales. « L'expérience prouve que dans ces circonstances — quand ils sont réunis sous le même toit — les Arabes ont tendance à adopter « des positions extrêmes ». Israël « propose » donc de tenir les négociations avec chacune des délégations arabes, dans des lieux séparés et « à trois dates différentes », avec, par exemple, des intervalles de « quatre ou cinq jours entre chaque » séance.

PATRICE CLAUDE

Représentant de la Tunisie à l'UNESCO

Hamadi Essid est mort

Hamadi Essid, représentant de la Tunisie auprès de l'UNESCO, est mort mercredi 27 novembre à Paris des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Hamadi Essid était sans doute le diplomate arabe le plus connu des médias parisiens. Son intelligence, son érudition, sa brillante élocution — en trois langues — avaient fait de lui l'interlocuteur régulier de la presse écrite et audiovisuelle qui appréciait la clarté de ses raisonnements et sa force de conviction.

Il commença sa carrière à la radio tunisienne où il présida notamment la société de production des programmes. Mais c'est comme diplomate qu'il donna toute sa mesure. Représentant personnel du secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi, dont il est très proche, Hamadi Essid est chargé de plusieurs médiations pendant la guerre du Liban, pays où il échappa deux fois à la mort. En novembre 1985, il

devient le chef de la mission de la Ligue à Paris. Homme de paix, il apprend peu à peu — de son propre aveu — à concilier ses vives sympathies pro-palestiniennes avec une meilleure connaissance des arguments israéliens. Son désir de dialoguer avec un juif se concrétisera dans un livre à deux voix (Deux vérités en face) écrit avec Théo Klein, à l'époque président du Conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF).

Pendant la crise du Golfe, il se prononce clairement — tout en condamnant l'invasion du Koweït — contre l'option militaire. Cette prise de position, contraire à la politique de la majorité des pays arabes, lui coûtera son poste. Son mandat s'achève sans être reconduit en octobre 1990, il devient, en février 1991, ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO. Hamadi Essid est tombé malade à la veille d'un débat consacré lundi 25 novembre aux « relations Franco-Maghrab », et dont il devait être l'un des animateurs.

J.-P. L.

FRANCIS JEANSON



Ces Algéries ont l'immense mérite de combattre un flot d'idées reçues. On y trouvera des clés grâce auxquelles se déterminera l'avenir du peuple algérien.

Alain Jacob / Le Monde

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Roitman, 95 F

Editions du Seuil

كتاب من احوال

هنا من اجل

ASIE

L'Asie, foyer de prolifération nucléaire

Suite de la première page

Passé à Paris en septembre - fait inédit depuis 1984 - un vice-ministre des affaires étrangères de Pyongyang s'est vu exposer que la situation est jugée « grave, très grave » : ce à quoi il a répondu, rituellement, que son pays n'est engagé que dans des activités pacifiques. La France, qui qu'il en soit, a été prompte à appuyer la déclaration de « dénucléarisation » faite le 8 novembre par le président sud-coréen Roh Tae-woo.

Washington, pour sa part, alterne carotte et bâton : annonce, le 27 septembre, par le président Bush, du retrait de toutes les armes nucléaires de courte portée ; mais spectaculaire déclaration américano-sud-coréenne, le mercredi 20 novembre, selon laquelle les retraits de GI, prévus de longue date dans le cadre d'un plan à moyen terme, sont suspendus tant que Pyongyang n'acceptera pas d'inspections de ses installations nucléaires. Pour l'instant, cependant, l'option militaire, quoiqu'étudiée, n'a pas la priorité : M. Baker vient de proposer la tenue d'une conférence à six (Etats-Unis, Japon, Chine, URSS et les deux Corées).

Les plus inquiets de l'apparente volonté des Nord-Coréens de se doter d'une usine de retraitement de matières radio-actives - dont la finalité ne pourrait être que la production de plutonium - sont évidemment les Japonais, qui ont vécu

dans leur chair le danger atomique. Ils font d'une vérification des initiatives nord-coréennes en la matière la condition de l'établissement de relations diplomatiques avec Pyongyang. L'affaire survient en outre à point nommé pour tous ceux qui estiment, dans l'archipel, que la diminution de la menace soviétique ne doit pas conduire le pays à baisser sa garde.

L'URSS, qui n'a jamais été complaisante en matière de prolifération (d'où sa brouille, au début des années 80, avec Pékin), n'est pas moins inquiète ; et on a été plus fier, à Moscou, d'avoir livré à l'allié de naguère les missiles Scud-B, qui, « bricolés », constituent désormais un des éléments de la menace nord-coréenne. Quant à la Chine, qui a souvent manifesté moins de prudence, elle ne traduira sans doute pas par des actes son alliance avec les Nord-Coréens, compte tenu des tensions déjà suscitées par leur développement nucléaire.

Le Pakistan dans le collimateur

Dans le sud de l'Asie, ce sont les activités du Pakistan qui sont dans le collimateur des Etats-Unis. Ceux-ci ont été conduits, en 1990, à suspendre leur très importante aide militaire et économique (600 millions de dollars) à ce pays, qu'ils soupçonnent de vouloir se doter d'armes atomiques face à l'ennemi historique indien, qui a fait sa première (et, à ce jour unique) expé-

rience en 1974. Islamabad, dont les déclarations sur le sujet sont assez onduyantes, reconnaît avoir les « capacités » de construire un engin, mais n'être pas intéressé à le faire.

Le 6 juin, le Pakistan a proposé une réunion à cinq avec l'Inde, les Etats-Unis, l'URSS et la Chine, en vue de dénucléariser l'Asie du Sud. M. R. Bartholomew, venu évaluer l'état actuel de l'effort nucléaire pakistanais (1), est également venu, le jeudi 21 novembre, en Inde, pour sonder l'autre partie prenante. Mais New-Delhi, dont le « poids » militaire est trois fois supérieur à celui de son voisin, a déjà refusé la proposition de conférence d'Islamabad, manifestant sa préférence pour une approche bilatérale. La France, quant à elle, appuie la thèse pakistanaise, sous réserve... que l'Inde en soit d'accord.

A New-Delhi, M. Bartholomew a également exprimé le mécontentement américain de la prochaine vente à l'Iran d'un petit réacteur nucléaire « de recherche ». Le nationalisme indien, toujours à fleur de peau, a été piqué au vif par l'attitude de Washington : serait-ce que les « Grands » ont un monopole, ont demandé des parlementaires - feignant d'oublier que le problème vient largement de ce que New-Delhi a refusé de signer le traité de non-prolifération, qui comporte des obligations de vérification bien plus strictes que celles auxquelles l'Inde se déclare prête.

Et le directeur de la Commission de l'énergie atomique, M. P.K. Iyengar, d'observer que les millions de roupies investies par son pays doivent être rentabilisées... Des réserves identiques de Washington viennent d'être transmises par M. Baker aux Chinois, à l'annonce de la vente à Téhéran par Pékin d'un « calutron » - équipement permettant la produ-

ction d'uranium enrichi, à destination, donc, virtuellement militaire (2).

C'est là un autre aspect, plus récent, mais aussi inquiétant, du dossier « prolifération » : la multiplication, sur le « marché », de vendeurs potentiels de technologies « déstabilisantes » - nucléaires et balistiques. Principale accusée : la Chine. Ce pays n'est-il pas soupçonné d'avoir aidé, outre l'Iran, l'Algérie, en matière nucléaire... Et Pékin a aussi envisagé de vendre des missiles M-11 à la Syrie et au Pakistan. Washington, dès lors, maintient son veto tant sur la vente d'ordinateurs surpuissants à la Chine que sur la coopération avec des entreprises de ce pays en matière de lancement de satellites (3).

De nombreuses révélations à venir

Le dossier de la prolifération en Asie est riche de révélations à venir. Dans nombre de cas, en effet, les canaux qui ont irrigué tel ou tel pays sont non seulement secrets, mais « privés » - à plus forte raison lorsqu'il s'agit de ventes non pas d'engins « complets » (réacteurs ou missiles), mais de matériels « partiels » (chambre à vide pour la fabrication de plutonium, télé-manipulateurs de produits radio-actifs, etc.). Plusieurs « filières » de dissémination sont, de longue date, réputées : celle des pays à motivation politique (la Chine, naguère ; mais aussi la France, en son temps, envers le Pakistan et, jadis, Israël) ; celle dite des « réprouvés » de la communauté internationale (Taiwan, Israël, l'Afrique du Sud) ; les Latins-Américains (Argentine et Brésil - ce dernier très actif en matière balistique) ; enfin, les pays à motivation plus particulièrement économique -

tant il est vrai que les technologies et les matériels dont il s'agit s'achètent à haut prix (l'Inde, et désormais la Chine).

Le caractère « islamique » de l'hypothétique bombe pakistanaise lui a valu de discrets appuis, à tout le moins financiers, de pays arabes ; comme l'on ne prête qu'aux riches, la Libye a été souvent citée. Il est connu, par ailleurs, que les entreprises chinoises d'armements, souvent dirigées par des « nomenclaturistes » (ou leurs enfants), ne répondent guère à des ordres de Pékin. Enfin, le secteur connaît aussi ses « free-lances » : entreprises soucieuses d'améliorer leur bilan, ou scientifiques désireux de monnayer leur savoir. L'Allemagne, dont les structures fédérales laissent bien des porosités en matière de contrôle des exportations et dont les cerveaux ne trouvent pas toujours emploi chez eux en raison des limitations qu'elle a dû accepter en ce domaine, est le

plus souvent montrée du doigt : récemment encore, le Spiegel a dénoncé une entreprise de Berlin, la Leis Engineering, pour avoir vendu à la Corée du Nord des matériels stratégiques.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Aux termes de « l'amendement Pressler », le président des Etats-Unis doit, une fois l'an, certifier au Congrès le caractère spécifique des développements nucléaires des pays susceptibles de recevoir une aide américaine. Le Pakistan y est, actuellement, le pays le plus intéressé.

(2) Le vice-président iranien, M. Mohajeri, a récemment déclaré que tous les pays musulmans avaient le droit d'avoir leur bombe, du fait qu'Israël avait la sienne...

(3) Les M-11 sont dérivés des fusées Longue Marche, utilisées par la Chine dans ses lancements de satellites.

Assouplissement de la position nord-coréenne

Pyongyang a fait connaître, lundi 25 novembre, de nouvelles propositions manifestant un assouplissement de sa position à propos d'une inspection de ses sites nucléaires. La Corée du Nord accepterait de parapher l'accord de garanties nucléaires (complément du traité de non-prolifération qu'elle a signé en 1985) dès que les Etats-Unis auraient commencé de retirer de Corée du Sud leurs armes atomiques, et à condition qu'ils permettent une inspection de leurs bases

dans le Sud. Il pourrait y avoir là matière à déblocage d'une situation actuellement tendue, dans la mesure où les Américains demeurent disposés à un retrait de tous leurs engins à courte portée - comme le président Bush l'avait annoncé le 27 septembre dernier - et envisagent d'en permettre la vérification internationale. Des négociations pourraient alors s'ouvrir entre les Etats-Unis et les deux Corées sur une dénucléarisation de la péninsule.

DIPLOMATIE

Le Quai d'Orsay estime que l'affaire du « Rainbow Warrior » « est close »

L'ambassadeur de France à Wellington, M. Gabriel de Regnaud de Bellescize, a quitté son poste pour Paris, jeudi 28 novembre, après avoir été rappelé « pour consultations ». Ce retour survient à la suite de l'arrestation en Suisse d'un des agents français accusés d'avoir participé à l'attentat contre le Rainbow Warrior en 1985 (le Monde des 27 et 28 novembre).

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a déclaré jeudi que ce rappel « n'est pas une procédure extraordinaire. C'est une procédure coutumière. Nous ne voulons pas croire en tout cas que l'affaire en question puisse connaître de nouveaux rebondissements. Pour ce qui nous concerne, l'affaire (...) est close » ; s'il affirmait en rappelant l'accord d'arbitrage conclu entre Paris et Wellington sous l'égide des Nations unies et le voyage en Nouvelle-Zélande de M. Michel Rocard, « qui avait scellé le rétablissement de relations normales et amicales ».

La police néo-zélandaise avait envoyé, dans les vingt-quatre heures après avoir été avertie, lundi, de l'arrestation, le 23 novembre, dernier, de M. Gérard Andrieu, une demande de maintien en détention provisoire aux autorités helvétiques. Mais son extradition devra être officiellement réclamée par le ministre de la justice de Wellington.

Mercredi, le premier ministre néo-zélandais, M. Jim Bolger, a rappelé la procédure judiciaire qui s'imposait dans ce cas. Il a prié les parlementaires d'« adopter une approche mesurée sur cette affaire, afin que, dans notre débat, nous soutenions notre tradition de justice, notre respect de la loi et de l'indépendance de la justice », et d'« éviter de se livrer à des commentaires ou à des spéculations prématurées ». Il a enfin fait état des « tentatives faites par les gouvernements néo-zélandais et français pour clarifier ce chapitre malheureux de nos relations ».

La France va ouvrir une ambassade en Mongolie. - De retour de Mongolie, M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a indiqué, mercredi 27 novembre, que la France avait décidé de rouvrir son ambassade à Oulan-Bator, fermée en 1984. Deux solutions sont envisagées pour cette ambassade, dans une ville qui connaît une pénurie de locaux : soit elle s'installe à l'intérieur des bâtiments de l'ambassade d'Allemagne, soit elle partage ceux de la mission tchécoslovaque. Selon M. Vivien, premier membre du gouvernement français à se rendre en Mongolie, la préférence de Paris irait à la solution tchécoslovaque.

ccès... tranche internationale : un grand succès... tranche

VOUS AVEZ ENCORE 2 JOURS POUR DEVENIR ACTIONNAIRE DU CRÉDIT LOCAL DE FRANCE.

210 F PAR ACTION.

C'EST UN PLACEMENT RECONNU A L'ÉTRANGER

En trois jours, 7 300 000 titres ont été demandés par les souscripteurs internationaux, soit près de quatre fois la part qui leur était réservée.

C'EST UN PLACEMENT SÛR, UNE VALEUR D'AVENIR

Le Crédit local de France est une société solide, en pleine expansion. Son bénéfice net consolidé dépassera un milliard de francs à fin 1991.

ADRESSEZ-VOUS AUX GUICHETS DES BANQUES, DE LA POSTE, DES CAISSES D'ÉPARGNE, AU TRÉSOR PUBLIC ET AUX SOCIÉTÉS DE BOURSE.



Une note d'opération
(visa COB n° 91-454 du 18.11.1991)
est disponible sur simple demande
auprès des établissements
chargés de recevoir les ordres d'achat.
BALO du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations,
téléphonez au
16 (1) 40 87 14 00
ou composez sur Minitel 36 16 CLF.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

LE BANQUIER DE VOTRE VILLE

ASIE

CAMBODGE : après l'attaque du siège de la délégation khmère rouge à Phnom-Penh

Le prince Sihanouk affirme qu'il n'y a pas d'échec du plan de paix

A la suite de la manifestation qui a provoqué l'évacuation sur Bangkok, mercredi 27 novembre, des deux Khmers rouges membres du Conseil national suprême (CNS), le prince Sihanouk a annoncé jeudi qu'il réunirait en conseil le 3 décembre en Thaïlande. « Il n'y a pas d'échec du plan de paix », a-t-il ajouté en recevant le directeur général de l'UNESCO. Les Khmers rouges ont déclaré à la radio qu'ils respectaient malgré tout les accords de Paris et qu'il ne fallait pas tomber dans le piège (...) tendu par les ennemis ». Pour sa part, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que « la France comprend l'émotion du peuple cambodgien ».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial
« Le mieux serait de les évacuer sur Bangkok », avait déclaré sur les lieux M. Hun Sen - comme si sa décision était déjà prise - alors que la manifestation contre les Khmers rouges battait encore son plein, mercredi en milieu de journée, au centre de Phnom-Penh. Ce qui fut fait en milieu d'après-midi. Les Khmers rouges, M. Khieu Samphan en tête, ont été transférés à l'aéroport de Pochentong (le Monde du 28 novembre). De là, ils ont gagné la Thaïlande à bord d'un petit Tupolev de Kampuchea Airlines. Il ne semble jamais avoir été question de les transférer ailleurs, à Phnom-Penh ou aux alentours, dans des lieux plus sûrs.

Arrivé le matin même de Bangkok, M. Khieu Samphan n'a donc passé qu'une demi-journée à Phnom-Penh. Pendant quelques heures, on a pu se demander s'il en sortirait vivant, en dépit du fait que, dans la foule, les éléments violents paraissent peu nombreux. En compagnie de M. Son Sen, l'autre Khmer rouge membre du CNS, il en est reparti avec une légère blessure au front et un casque de l'armée sur la tête (lire la chronique de Pierre Georges page 37).

Il avait pu, avant de monter dans un blindé sous une nuée de projectiles, ôter sa chemise tachée de sang. Le tout, sous l'œil vigilant des caméras de la télévision cambodgienne qui s'est empressée de diffuser longuement les images de la prise d'assaut et du pillage de la

villa des Khmers rouges, située en bordure du centre commercial de la capitale.

Depuis des semaines, non sans insistance, les autorités de Phnom-Penh avaient prévenu qu'elles auraient du mal à assurer la sécurité de la délégation khmère rouge. Les manifestations organisées la veille et le matin même sur la route de l'aéroport avaient, cependant, gardé une allure bon enfant. Les choses n'ont mal tourné qu'une fois M. Khieu Samphan arrivé chez lui, une grande villa qui, comme beaucoup d'autres à Phnom-Penh, ne se cache qu'à moitié des regards derrière une mince, et très vulnérable barrière de tôle.

Dès les premiers incidents, quand une première rangée de manifestants ont enfoncé sans difficulté la grille du jardin, il était devenu clair que les forces de sécurité ne réprimeraient pas une foule composée en grande partie de curieux pour protéger ceux qui restent des assassins aux yeux de la majorité.

Ce départ des Khmers rouges de Phnom-Penh est, à l'évidence, très populaire. M. Hor Nam Hong, ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, n'y a vu qu'un incident de parcours. Le CNS, mis en place par les accords de Paris pour incarner la souveraineté cambodgienne, n'en demeure pas moins, jusqu'à nouvel ordre, une coquille vide.

L'ONU devant le fait accompli

Ce Conseil, présidé par Norodom Sihanouk et dont deux des douze membres sont des Khmers rouges, devait être l'interlocuteur privilégié de la future APRONUC, l'Assemblée nationale provisoire des Nations unies pour le Cambodge, dont la mise en place est prévue pendant le premier semestre de l'an prochain. On voit mal, après ce qui s'est passé, comment il pourrait se réunir dans la capitale cambodgienne.

Le prince Sihanouk a donc proposé qu'il se réunisse le 3 décembre, à Bangkok ou à Pattaya, juste avant le départ pour le Cambodge, les conditions de sécurité dans lesquelles une délégation de Khmers rouges pourrait de nouveau s'installer à Phnom-Penh. Le prince, qui doit gagner la Thaïlande samedi, a également indiqué que les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que les chefs de l'APRONUC, qui ont demandé

une réunion du CNS, seraient ses invités en Thaïlande.

L'entente entre les autorités de Phnom-Penh et le prince Sihanouk, qui ont annoncé la formation d'un gouvernement de coalition, avait déjà marginalisé le CNS, condamné à se réunir, le cas échéant, pour entendre les plaintes de ceux tenus à l'écart de cette alliance, avant tout, les Khmers rouges. Mais, même ce rôle de chambre d'enregistrement lui échappe pour l'instant. L'APRONUC devrait donc, le jour venu, selon le souhait du prince Sihanouk, être invitée à travailler directement avec l'administration que le prince a décidé de coiffer. Conçu comme l'un des piliers de l'accord, le CNS se retrouve hors course. On semble penser, à Phnom-Penh, pouvoir mieux faire en se passant de ses services.

La partie va donc se jouer, sous les auspices de l'ONU, entre un gouvernement qui se voudrait rapidement d'union nationale, et une rébellion. Le fait est accompli. Les éléments avancés de l'ONU sur place depuis quinze jours - la MIPRENUC - la mission préparatoire de l'ONU pour le Cambodge - ne sont, bien entendu, pas intervenus mercredi : cela ne fait pas partie de leur mandat.

Installé sur la terrasse d'une maison voisine, c'est M. Hun Sen qui, à l'aide d'un haut-parleur, a pris les choses en main, appelant au calme tout en disant aux gens qu'il comprenait leurs griefs à l'égard des Khmers rouges. C'est encore lui qui s'est rendu à l'aéroport pour s'occuper de l'embarquement de MM. Khieu Samphan et Son Sen.

L'alliance entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen affecte donc déjà beaucoup, pensent pour le meilleur - le moins en réagissant par les auteurs du plan de paix, à savoir les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Le palais royal et l'administration de Phnom-Penh sont devenus l'autorité politique centrale au Cambodge, ce qui réduit sensiblement la portée de la mission de l'APRONUC, qui devra s'en accommoder. Il ne devrait donc pas y avoir de telle onusienne mais seulement de vastes chantiers - rapatriements, démobilisation, organisation d'élections - que l'ONU devra gérer, sans doute sans le CNS. Et, très probablement, sans les Khmers rouges.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire page 37 la chronique de Pierre Georges).

JAPON : dans une atmosphère houleuse

Le projet de loi permettant l'envoi de troupes à l'étranger sous l'égide de l'ONU a été adopté en commission

Le parti libéral-démocrate a obtenu, mercredi 27 novembre, grâce à l'aide du parti centriste Komeito, le passage en force en commission parlementaire du projet de loi sur l'envoi à l'étranger de forces de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies.

TOKYO

de notre correspondant

Ce texte, en discussion depuis la guerre du Golfe, doit permettre au Japon d'assumer un rôle accru sur la scène internationale. C'est la première fois depuis leur création en 1954 que les forces d'auto-défense pourront être déployées à l'étranger. Le passage du projet devant la commission spéciale de la Chambre basse a été pour le moins houleux. Il promet d'après débats au Sénat, où l'opposition est majoritaire. Il devrait néanmoins être adopté au cours de la session parlementaire extraordinaire qui s'achève début décembre.

Cinq conditions

Aux termes des dispositions adoptées, le gouvernement devra simplement solliciter le Parlement de sa décision ; il disposera de deux ans pour obtenir son approbation s'il souhaite une extension de l'opération. Les sociaux-démocrates exigent un contrôle parlementaire plus strict et demandaient que le délai d'approbation soit ramené à six mois.

Après avoir fléchi sur le principe du contrôle parlementaire, les

conservateurs se sont refusés à d'autres concessions. Les socialistes et les communistes sont opposés à la participation des forces d'auto-défense à des missions de paix. Ils font valoir que l'envoi de troupes à l'étranger est contraire à la Constitution.

Le texte adopté pose cinq conditions à l'utilisation d'un contingent nippon (au maximum 2 000 hommes) :

- l'existence d'un cessez-le-feu dans la région concernée ;
- l'acceptation de la participation du Japon par les parties au conflit ;
- la neutralité absolue de la mission de l'ONU ;
- le retrait des troupes en cas de reprise des hostilités ;
- le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense.

Ce dernier principe soulève des interrogations. Aux termes des dispositions de l'ONU concernant les missions de paix, il est en effet prévu que les troupes y participant peuvent non seulement se défendre mais aussi contre-attaquer en cas d'actions visant à saboter leur opération. Ce n'est pas la seule ambiguïté du projet. La « surveillance » qu'est censé exercer le Parlement paraît en effet purement symbolique.

« Le passage en force d'une loi ouvrant la voie à l'envoi de troupes japonaises à l'étranger en service commandé, modifiant ainsi profondément la position du Japon sur la scène mondiale, est loin de constituer un élément de persuasion pour l'opinion publique », a souligné le quotidien Asahi Shimbun.

L'incompatibilité de ce projet avec les dispositions constitutionnelles donne des arguments à ceux qui préconisent une révision de la loi fondamentale. Rappelant de sombres souvenirs, l'envoi de troupes japonaises à l'étranger suscite enfin de vives critiques dans la région.

PHILIPPE PONS

EN BREF

COLOMBIE : grève des magistrats après une nouvelle vague de violence. - Réclamant des mesures de sécurité supplémentaires, les magistrats colombiens se sont mis en grève illimitée, mercredi 27 novembre, au lendemain d'un attentat qui a fait huit morts. Un juge, sept policiers et un civil ont été tués à Usme (10 kilomètres au sud de Bogotá) par l'explosion d'une bombe sous le véhicule qui les transportait. La police a attribué cet attentat aux Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), mais ce mouvement de guérilla marxiste a nié toute responsabilité dans cette affaire. Six policiers avaient été blessés dans un autre attentat et le principal dédicataire du pays avait été dynamité, les jours précédents. (AFP, Reuters)

CUBA : la dissidente Maria Elena Cruz Varela condamnée à deux ans de prison. - Présidente du mouvement qui prône le « Critério Alternativo », la poétesse Maria Elena Cruz Varela, arrêtée la semaine dernière, a été condamnée à deux ans de prison pour « association illégale et diffamation », a indiqué, jeudi 28 novembre, l'agence Prensa Latina. Trois autres membres du groupe militant en faveur de réformes démocratiques, MM. Jorge Aracelio Pomar, Gabriel

AMÉRIQUES

HAÏTI : alors que la répression se poursuit

La population est menacée de famine

Dénouant « le climat d'intrigues et de querelles de personnes », le secrétaire général à la présidence provisoire, M. Louis-Arnaud Guerrier, a remis sa démission, mercredi 27 novembre, tandis que le premier ministre installé par les militaires annonçait la prochaine création d'un conseil électoral en vue d'un scrutin présidentiel début janvier. Durement touchée par l'embargo décrété par la communauté internationale, la population est menacée de famine.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial
Entassés comme du bétail, ils attendent, l'air résigné, qu'un employé de la Croix-Rouge haïtienne leur remette 50 gourdes, moins de 50 francs. Beaucoup sont pieds nus et n'ont d'autres biens que leur chemise et leur pantalon. Un bébé se met à pleurer dans les bras de sa mère, qui lui donne un sein vide pour le calmer. Débarqués à Port-au-Prince juste avant qu'un juge de Floride ne suspende le rapatriement des réfugiés haïtiens, ces trois cent quatre-vingt personnes ont été repêchées par le *Dallas*, un des quinze bateaux des gardes-côtes américains qui patrouillent sans relâche le Canal du vent pour tenter d'endiguer le flot croissant des candidats à la traversée. Depuis le coup d'État du 30 septembre dernier qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide, les garde-côtes ont intercepté près de cinq mille réfugiés haïtiens, cinq fois plus que pendant les douze mois de l'année dernière. Débordés, ils ont appelé le Pentagone à la rescousse ; huit cent cinquante soldats américains installés à la hâte un camp de réfugiés sur la base de Guantanamo, dans l'est de Cuba.

« Bienvenue en Haïti »
A Port-au-Prince, un officier des gardes-côtes observe les réfugiés perqués sous un auvent sur lequel est écrit en anglais : « Bienvenue en Haïti ». Des militaires haïtiens surveillent le groupe. Capturé avec 142 personnes sur un voilier en bois qu'il a construit avec des amis, M. Auguste Albert répond avec réticence aux questions des journalistes. Il évoque la misère qui s'est aggravée depuis l'application de l'embargo décrété par l'Organisation des États américains (OEA), avant d'ajouter : « Je ne peux pas donner mon opinion, je ne peux pas parler de politique ».

Selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui dépend de l'OEA, plus de 1 500 personnes sont mortes en Haïti, victimes de la répression, depuis le coup d'État. « Toutes les manifestations de protestation contre les autorités actuelles ont été réprimées, ce qui a entraîné un grand nombre de morts et de blessés », affirme la Commission qui fait état de « nombreux cas de détention arbitraire, de mauvais traitements, de tortures et de persécutions » et de la découverte, le 12 novembre dernier, « de deux fosses communes avec plus de

soixante cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants ». « Souvent les militaires tirent en l'air la nuit pour faire fuir les habitants et piller les maisons, mais ces rafales sont parfois mortelles », affirme une jeune travailleuse sociale qui vit dans un bidonville au sud de Port-au-Prince.

Beaucoup de jeunes qui ont fui la capitale sont victimes des « échecs de section », les suppléments de l'armée que le gouvernement de fait a rétablis dans leurs fonctions. « Tous les animateurs des groupes de jeunes ou de coopératives de paysans, qui sont considérés comme des pro-Aristide, ont été obligés de se cacher. Les acquis en matière de participation de la population aux projets de développement sont anéantis », constate M. Jean-Marc Duval, responsable de l'Action internationale contre la faim. Au Cap-Haïtien, un atelier communautaire, l'Arc-en-ciel, a été la cible des militaires qui ont criblé de balles, pillé et incendié les maisons des animateurs. « Parce qu'ils faisaient de l'animation et de l'instruction civique, ils étaient considérés comme des lavalassiens [partisans du père Aristide] », affirme M. Philippe Bécoulet, le directeur du Groupe de technologie intermédiaire d'Haïti, qui participe au projet.

Plus

de petits jobs

La destruction systématique du tissu d'associations créées depuis le milieu des années 80 pose un grave problème pour la distribution de l'aide humanitaire que la communauté internationale voudrait faire parvenir aux populations les plus touchées par l'embargo commercial. « Il existe de moins en moins de relais pour atteindre les plus démunis et les dépôts de vivres, de médicaments ou de combustibles risquent d'être pillés par les mili-

itaires », déclare un diplomate européen. La paralysie de l'activité économique, largement due au manque d'énergie et de transports, plonge une grande partie de la population dans une situation de quasi-famine. « Les petits jobs du secteur informel disparaissent. Les gens ont pu tenir le premier mois en gagnant les quelques objets qu'ils possèdent. À présent, ils en sont réduits à se nourrir de ce qu'ils trouvent, un morceau de canne à sucre ou des tubercules », explique Brigitte, envoyée en Haïti par l'organisation Aide à toute détresse-Quart-monde.

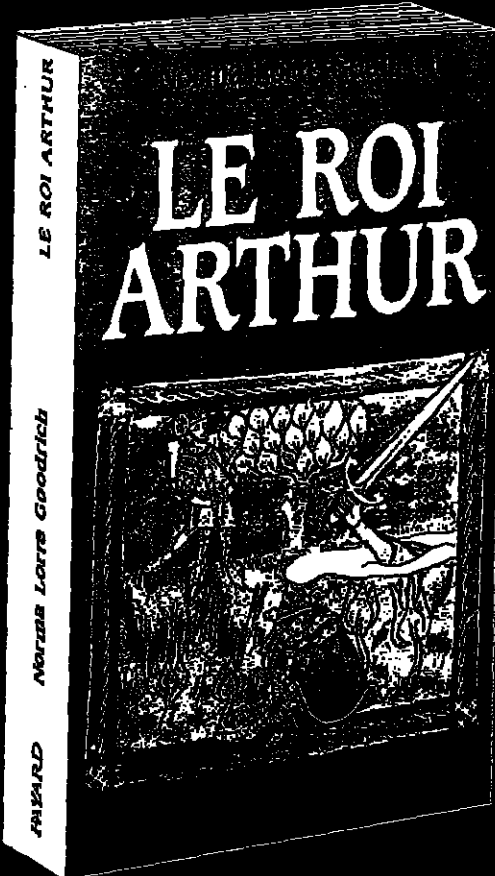
Malgré les privations, la grande masse de la population reste jusqu'à présent favorable à l'embargo qui, espère-t-elle, permettra de faire céder le régime militaire et de faire revenir le président Aristide. « Si le fait, je parierai à la campagne à pied et je me nourrirai de bouillon d'herbes sauvages », s'exclame Adeline Joseph, une jeune ouvrière qui vient d'être licenciée avec deux mille de ses collègues. Comme la plupart des entreprises du parc industriel situé à proximité de l'aéroport de la capitale, l'entreprise où Adeline cousait des tee-shirts, a décidé de fermer ses portes. « Pour le moment la population appuie l'embargo, mais, à tel point d'un mois, le temps jouera contre Aristide », estime de son côté un industriel.

« L'embargo est la seule arme dont dispose le président Aristide pour reconquérir le pouvoir pacifiquement », souligne un diplomate, aux yeux duquel l'échec des discussions de Carthagène, sous l'égide de l'OEA (le Monde du 26 novembre), était prévisible. « Le Parlement n'est pas l'interlocuteur qui peut débloquer la crise. Le vrai protagoniste, c'est l'armée, qui est résolument hostile au retour d'Aristide », conclut-il.

JEAN-MICHEL CAROIT

Le roi légendaire

Un ouvrage qui fera date dans l'historiographie de ce héros du cycle de la Table ronde.



Beaucoup de spécialistes se sont rendus aux raisons de Norma Lorre Goodrich, médiéviste, polyglotte, professeur à l'université de Los Angeles, dont la logique me paraît difficilement réfutable.

Pierre Goodrich, Le Figaro

Un livre de grande érudition qui réussit à être passionnant.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

l'Histoire
chez
FAYARD

هنا من الاصل



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régulateur C.S.P. 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 06.

SAMEDI 30 NOVEMBRE

S. 8 - Illustrateurs. M^e BOISGIRARD.

LUNDI 2 DÉCEMBRE

- S. 2 - Bijoux. Montres. Objets de vitrine. Argenture. Fourrures. - M^e BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
S. 3 - 14 h 15. Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^e ADER, TAJAN, MM. Déchaux et Stetten, experts. (Catalogue : étude, poste 469).
S. 4 - Tableaux anciens XIX^e et XX^e. Bijoux. Argenture. - Verrière 1900. Bon mobilier d'époque. Extrême-Orient. - M^e CARDINET-KALCK.
S. 5 - Objets d'art, mobilier XVIII^e et Empire. Tapis d'Aubusson XVIII^e. - M^e RIBREYRE, BARON.
S. 13 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^e ROGEON.
S. 15 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^e BINOCHÉ, GODEAU.

MARDI 3 DÉCEMBRE

- S. 5 et 6 - 17 h : bibliothèque orientale. 21 h : Arts d'Orient. - M^e BOISGIRARD.
S. 8 - Dessins et tableaux anciens. - M^e COUTURIER, de NICOLAY. M. Augier, expert.
S. 9 - Livres et illustrés modernes. - M^e de CAGNY.

MERCREDI 4 DÉCEMBRE

- S. 1 et 7 - Importants dessins et tableaux modernes. Art nouveau. Art déco. - M^e LENORMAND, DAYEN.
S. 2 - Souvenirs historiques de l'empereur Napoléon I^{er}. Collection du général Bertrand. - M^e MILLON, ROBERT. M. Duchiron.
S. 3 - DOUANES, BIJOUX. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Suite de la vente les 5 et 6/12, salle 3.
S. 4 - 14 h 15. Instruments de musique. - M^e ADER, TAJAN. M. Vign, expert, assisté de M^e R. Charle. (Catalogue : étude, poste 469).
S. 5 et 6 - Tableaux anciens et modernes. Objets d'art. - M^e BOISGIRARD.
S. 10 - Tapis d'Orient anciens et semi anciens. - M^e BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
S. 11 - Tableaux XIX^e et XX^e. Bijoux. Bon mobilier de style. Tapisseries. - M^e CARDINET-KALCK.
S. 12 - Collection CALMANN-LÉVY et à divers. Editions et autographes originaux du XIX^e. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14 - 14 h 15. BIBLIOTHÈQUE DU CHATEAU DE X... Important ensemble de livres des XVI^e et XVII^e. Nombreuses impressions en grec. Œuvres des Pères de l'Eglise. Littérature. Histoire. Sciences. Voyage. - M^e ADER, TAJAN, MM. Guéris et Courvoisier, experts. Exposition chez les experts : Librairie Girard-Bédin, 22, rue Capois, 75001 Paris. Tél. : (1) 46 30 30 58. - Fax : (1) 42 34 05 87 jusqu'au 2 décembre, 9/13 heures et 14/18 heures. (Catalogue : étude, poste 469).
S. 15 - Objets de curiosité. ARCOLE (M^e OGER, DUMONT).
S. 16 - Tableaux. Sculptures modernes. 1900. Sièges et meubles. - M^e LOUDMER.

JEUDI 5 DÉCEMBRE

- S. 8 - Grands vins et alcools. - M^e LOUDMER.
S. 9 - Tableaux anciens. Anseublement. - M^e DAUSSY, de RICQUES.

VENDREDI 6 DÉCEMBRE

- S. 1 - Flacons à parfum. - M^e MILLON, ROBERT. M^e de Robien.
S. 2 - Objets d'art. - M^e BONDU.
S. 5 et 6 - Meubles et objets d'art du XVIII^e. - M^e COUTURIER, de NICOLAY. MM. Le Fuel et de l'Espée, M. Saint-Bris.
S. 7 - 11 h. Estampes modernes. 15 h. Tableaux modernes, abstraits et contemporains. Sculptures. - M^e LOUDMER.
S. 14 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^e AUDAP, GODEAU, SOLANET.

SAMEDI 7 DÉCEMBRE à 11 h et 14 h 30 S. 9
et le LUNDI 9 DÉCEMBRE à 14 h 30 S. 8
ARTS PRIMITIFS.
Afrique - Amériques - Océanie.
M^e LOUDMER.



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

LUNDI 2 DÉCEMBRE à 21 h
IMPORTANTES SCULPTURES ET TABLEAUX MODERNES
ARP. CASTELLI, CESAR, DEGAS, DOMINGUEZ, FORAIN, KLEIN,
LIPCHITZ, MARCOUSIS, POMFON, RAYSSÉ, RODIN.
M^e Catherine CHARBONNEAU, commissaire-priseur.
(Exposition le jour de la vente.)

JEUDI 5 DÉCEMBRE à 21 h
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
M^e BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs.
(Expo. les 4 et 5/12, de 11 heures à 18 heures.)

VENDREDI 6 DÉCEMBRE à 14 h 30
10^e VENTE ANNIVERSAIRE DE L'ÉCOLE DE LENINGRAD
ARCOLE. M^e RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY,
commissaires-priseurs.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Pelletier (75009), 48-24-06-11.
Catherine CHARBONNEAU, 134, Fg-St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hypolite-Labas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RIBREYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HOTEL GEORGE-V (SALON - VENDÔME -)
31, avenue George-V, 75008 Paris

VENDREDI 6 DÉCEMBRE à 15 heures
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMBULEMENT
principalement du XVIII^e siècle.
M^e ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
MM. O. Le Fuel et R. de l'Espée, experts. (Expo. pub. : Hôtel George-V (salon « Vendôme »), le 4/12, de 16 à 22 heures et le 5/12, de 11 à 22 heures.)

AFRIQUE

TOGO : encerclant le siège du gouvernement

Un groupe de militaires a tenté un coup d'Etat

Un groupe de militaires a de nouveau pris le contrôle de la radio-télévision togolaise, à Lomé, jeudi 28 novembre à l'aube - comme ils l'avaient déjà fait la veille, - et a encerclé, avec des engins blindés, le siège du gouvernement, où se trouvait le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh. Se réclamant du président Eyadéma, dont les prérogatives ont été très limitées par la conférence nationale, ces militaires ont exigé, dans un communiqué, le renversement du gouvernement de transition démocratique. Dans la matinée, les soldats ont ouvert le feu ; il y a eu au moins une douzaine de morts.

LOMÉ

correspondance

Des engins blindés ont pris position, jeudi à 5 h 30 heure locale, autour de la radio, selon un journaliste sur place. Un premier communiqué la sur les ondes, au nom des Forces armées togolaises (FAT), a annoncé la fermeture des

frontières et de l'aéroport. Toutes les représentations diplomatiques ont été priées de « rester chez elles ».

Dans un autre communiqué, les militaires ont demandé au chef de l'Etat « de désigner un homme efficace » à la tête du gouvernement et ont annoncé que « tout mouvement hostile » serait « immédiatement et sévèrement réprimé ». Il a été « formellement interdit de circuler » dans un rayon de deux cents mètres autour de la radio, de la télévision et des ministères.

Dans la série de communiqués diffusés dans la matinée, figurait également un texte extrêmement confus, proclamant la « dissolution du Haut Conseil de la République » (HCR, assemblée législative provisoire), déclarant « nulles et non avenues les décisions de la Conférence nationale », et affirmant la « fin de l'existence de la transition ».

Le premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, qui a pu être joint au téléphone par des journalistes, a affirmé que cette tentative de coup d'Etat n'était menée que par « quelques éléments armés » et qu'il « suivait la situation » de son bureau en compagnie de son chef d'état-major, le général Bassami Bonfoh. Selon lui, les frontières ainsi que l'aéroport de la capitale restaient

ouverts. Mercredi déjà, une centaine de militaires épaulés par quatre blindés avaient investi l'immeuble de la radio dès l'aube.

De mystérieux « Démocrates des forces armées » avaient fait lire par des journalistes titanesques un communiqué dans lequel ils exigeaient du Haut Conseil de la République qu'il abroge une loi, votée la veille, portant sur la dissolution de l'« parti unique », le Rassemblement du peuple togolais, le « parti-Etat » qui a dominé le pays pendant un quart de siècle. A la suite de ce vote, la réaction de l'armée - dans son ensemble fidèle au général Eyadéma - n'a pas tardé.

Affrontements ethniques

L'occupation des locaux de la radio, mercredi, a immédiatement déclenché une réaction des partisans du premier ministre, regroupés au sein de milices qui ne répondent pas toujours à des mots d'ordre partisans. Dans les quartiers populaires de Lomé, ils se sont violemment bagarres avec les militants de l'ex-parti unique. Ces affrontements revêtent aussi un caractère ethnique. Ils ont opposé des Ewés, ethnique dont est originaire le premier ministre, à des Kabys, l'ethnie du général Eyadéma. Ces échauffourées se sont soldées par la mort de six personnes, selon le ministère de la santé. En fin d'après-midi, le calme était revenu, les militaires ayant quitté la radio.

En l'espace de deux mois, l'autorité du premier ministre - de retour à Lomé mercredi soir - avait déjà été ouvertement contestée deux fois par une poignée de militaires. Les 1^{er} et 8 octobre dernier, une réamalgamation tentative d'« État », puis une occupation des locaux de la radio et de la télévision, s'étaient soldées par la mort de onze personnes au cours d'affrontements entre nostalgiques de l'ancien régime et partisans du Renouveau démocratique.

JEAN-KARIM FALL

DJIBOUTI

Le président Gouled promet une consultation

Dans un discours radiodiffusé, le président djiboutien Hassan Gouled s'est engagé, mercredi 27 novembre, à « consulter le peuple djiboutien, par la voie du référendum ou la simple consultation populaire, sur les changements à apporter dans le domaine politique ». M. Gouled prévoit d'organiser cette consultation à une « date proche », « dès le retour à la sérénité d'une situation momentanément troublée ».

Cette déclaration fait suite aux

appels à « dialogue et à la réconciliation » lancés par la France, dont l'ambassadeur, M. Paul Dijoud, consulte les parties concernées dans le conflit que connaît l'ancien territoire des Afars et des Issas. « Nous n'accepterons jamais une consultation électorale alors que les listes électorales sont truquées », a estimé le député afar Mohamed Ahmed Issa, en regrettant que le président « continue de parler d'« éléments étrangers » pour désigner les opposants afars. » (AFP)

The implications
La presse américaine raconte
of HIV testing
comment le SIDA peut rapporter
stretch even
plus qu'il ne coûte.
further, however.
En français, cette semaine, dans
Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL
vous ne le lirez jamais.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
200 QUESTIONS
A MON AVOCAT
DEFENDRE VOS DROITS

GRATUIT
jusqu'au 15 décembre
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.55.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

MODE MASCULINE

LE MOIS DU CACHEMIRE

- Manteau laine et cachemire à partir de 1 650 F
Manteau 100 % cachemire » de 4 450 F
Veste laine et cachemire » de 1 050 F
Veste 100 % cachemire » de 2 350 F
Costume super 100 » de 1 850 F

Les collections 92 au prix du dégriffé

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

Atelier de retouches.

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M^e Bourse. Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Gault et Millau » et « Paris pas cher »

NEUBAUER
vous propose
votre **106, 205, 309, 405**
en série spéciale **CUIR**
(intérieur complet en cuir façon sellier)
NEUBAUER
vend et loue des **PAGUS**
c'est français, nous en sommes fiers !
29, bd des Batignolles, 75008 PARIS ☎42.93.59.82
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎46.21.60.21

سكنا من الأصل

EUROPE

YUGOSLAVIE

Le Conseil de sécurité approuve à l'unanimité la nouvelle mission de M. Cyrus Vance

Les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont adopté, mercredi 27 novembre, à l'unanimité une résolution (721) approuvant la nouvelle mission en Yougoslavie de l'émisnaire de l'ONU, M. Cyrus Vance. Celui-ci doit notamment examiner la possibilité d'un déploiement de « casques bleus » dans le pays. Selon le texte voté, l'envoi d'une force de maintien de la paix « ne peut être envisagé sans un respect complet, par toutes les parties, de l'accord signé le 23 novembre à Genève ». Les responsables croates, serbes et le chef de l'armée fédérale avaient alors accepté un cessez-le-feu – le quatorzième depuis le début de la guerre – la levée du blocus des casernes yougoslaves en Croatie et l'évacuation de leurs personnels avec leurs équipements.

La résolution 721 vise, dans l'esprit de leurs auteurs (Belgique, France, Grande-Bretagne), à préparer le terrain à un important engagement de l'ONU en Yougoslavie – une opération qui a toutes les chances d'être l'une des plus risquées jamais entreprises par les Nations unies (1). L'idée est de déployer « en peau de léopard »

les « casques bleus » (une dizaine de milliers d'hommes, dit-on) dans les zones de combat, de sorte à créer des « zones de sécurité neutralisées ». On ne sait encore si ces différentes zones seront reliées ou non entre elles par des « couloirs de sécurité ».

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl, qui parlait, mercredi, devant le Bundestag, a déclaré que son gouvernement était décidé à reconnaître l'indépendance des Républiques sécessionnistes – Croatie et Slovénie. « Cette question, a-t-il dit, ne doit pas être repoussée aux calendes grecques, mais doit être décidée avant Noël ». M. Kohl a exprimé l'espoir que les douze pays membres de la CEE se déclareront individuellement pour la reconnaissance des deux Républiques après le sommet de Maastricht. C'est également le point de vue du ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis.

Pour sa part, le premier ministre britannique, M. John Major, a estimé, mercredi, qu'une reconnaissance européenne de la Croatie et de la Slovénie était « inévitable » mais qu'elle devait se faire

« en commun ». « La question qui se pose, a-t-il ajouté, est de savoir quand » et de voir ce qui « complique ou aide » les efforts de paix. – (Reuter, AFP.)

(1) Hormis le Congo où l'ONU a envoyé jusqu'à 25 000 « casques bleus » pour tenter de mettre fin aux troubles qui avaient suivi la proclamation de l'indépendance en 1960, les dernières opérations de maintien de la paix n'ont jamais mis en œuvre plus de 6 000 hommes, la plus importante actuellement en cours étant celle de la FINUL au sud du Liban.

○ Poursuite des combats en Slavonie. – Les combats, qui se poursuivent malgré le cessez-le-feu, ont fait au moins dix morts, mercredi, à Osijek, dans l'est de la Croatie, assiégée par l'armée fédérale et les nationalistes serbes, a annoncé la radio croate. L'armée a de son côté accusé les Croates de bombarder des villages serbes proches d'Osijek avec des avions d'épandage agricole modifiés. A Zagreb, la police a arrêté dix-sept membres du Parti du droit (extrême droite), dont le leader, M. Dobroslav Paraga, est en prison depuis le 22 novembre. – (Reuter.)

La préparation du sommet de Maastricht

« Mieux vaut deux étapes qu'aucune », estime le chancelier Kohl



BONN

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en deux semaines, M. John Major était, mercredi soir 27 novembre, à Bonn, pour discuter avec le chancelier Kohl de la préparation du conseil européen de Maastricht. Le premier ministre britannique est ensuite reparti pour Rome. Le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti, était à son tour attendu, jeudi à Bonn, en compagnie de quatre de ses ministres pour les consultations germano-italiennes.

Sur les bords du Rhin, si le ton est à l'apaisement, il n'est pas question de repousser les échéances. Le chancelier Kohl et M. Major ont déclaré leur volonté de parvenir à un résultat sous les auspices de la présidence néerlandaise du conseil européen. Le chef du gouvernement allemand s'était exprimé de manière conciliante en début d'après-midi devant le Bundestag, où était débattu le budget de 1992. « L'Europe ne peut devenir quelque chose que si nous trouvons un compromis raisonnable », avait-il dit.

Favorable à un véritable pouvoir de contrôle du Parlement européen, le chancelier a estimé que l'état actuel des discussions laissait penser que « nous n'avancerons cer-

tainement là aussi qu'en deux étapes ». « Mieux vaut deux étapes qu'aucune », a-t-il ajouté, en suggérant de décider ce qui est possible pour la prochaine législature à partir de 1994 et de faire le reste pour la suivante, à partir de 1999. De même a-t-il renoncé à obtenir que des questions comme la lutte contre la drogue ou la politique d'immigration relèvent de la compétence communautaire, souhaitant seulement qu'on laisse la porte ouverte dans le traité pour revoir le sujet d'ici cinq à six ans.

La voix des Länder

En revanche, le chancelier a défendu la nécessité « de faire quelque chose dans le cadre de l'union politique européenne pour l'identité de défense de notre *Volk* commun ». En matière économique et monétaire, il a indiqué qu'il ne céderait pas sur le principe de « l'indépendance » d'une future banque centrale européenne ni sur l'engagement de mettre en œuvre l'étape finale de l'union. Il n'est pas question, a-t-il souligné, de se contenter « de la perspective d'une troisième étape à l'essai ».

Le Bundestag a assisté, mercredi, à la « première » du nouveau duo de témoins parlementaires, MM. Wolfgang Schäuble et Hans

Ulrich Klausmeier ayant été désignés comme chefs des groupes CDU/CSU et SPD. M. Schäuble a souligné que l'unification européenne et la réunification allemande étaient « inséparables », que Maastricht « doit être un succès ». Le chef de l'opposition a menacé de son côté le gouvernement de bloquer la ratification des deux futurs traités si ceux-ci ne prévoyaient pas « une amélioration fondamentale des droits du Parlement européen ».

Les Länder allemands se sont également fait entendre jeudi à Bonn par la voix du chef de la chancellerie de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Wolfgang Clement. Celui-ci a affirmé que l'approbation du traité par le Bundestag, la deuxième chambre du Parlement allemand, dépendrait de la formulation par les traités du rôle essentiel que doivent jouer les régions dans la future architecture politique européenne. Il a de nouveau demandé la création d'un comité régional auprès de la Commission européenne, qui, dans son esprit, pourrait être l'embryon d'une deuxième Chambre du Parlement européen.

HENRI DE BRESSON

GRANDE-BRETAGNE

Demi-victoire pour la presse britannique dans l'affaire « Spycatcher »

LONDRES

de notre correspondant

La Cour européenne des droits de l'homme a consacré une demi-victoire à la presse britannique, mardi 26 novembre, en condamnant le gouvernement pour avoir voulu bâillonner trois journaux dans l'affaire « Spycatcher », titre d'un livre publié en juillet 1987 par M. Peter Wright, ancien officier du MI 6, les services de renseignements britanniques.

La juridiction de Strasbourg a mis un terme à cette affaire en décidant, à l'unanimité de ses vingt-quatre membres, que le gouvernement était coupable d'avoir violé l'article 10 de la convention des droits de l'homme (sur la liberté d'expression) en tentant d'interdire, au *Guardian*, à l'*Observer* et au *Sunday Times*, la publication d'extraits des mémoires de

l'ancien agent secret, dès lors que ce livre était déjà publié aux Etats-Unis.

Mais le jugement est balancé, puisque la Cour reconnaît que le gouvernement britannique, qui avait invoqué des raisons de « sécurité nationale », était dans son droit en voulant interdire la publication d'informations potentiellement « sensibles » avant la publication du livre à l'étranger. Le gouvernement a été condamné à verser 100 000 livres (1 million de francs) à chacun des trois journaux, le coût total de cette bataille juridique de près de cinq ans étant estimé à 3,5 millions de livres (35 millions de francs).

Ce jugement, qui va rendre plus difficile pour un Etat d'interdire la publication d'informations disponibles dans un autre pays, sanctionne le vingt-huitième cas de violation des droits de l'homme

par la Grande-Bretagne depuis que Londres a ratifié la convention en 1966 : c'est le double du record atteint en la matière par l'un des vingt-trois autres pays signataires.

L. Z.

○ Renforts en Irlande du Nord. – Le gouvernement britannique va envoyer cinq cents à six cents soldats supplémentaires en Irlande du Nord, a annoncé, mercredi 27 novembre, le ministre de la défense, M. Tom King. Londres a déjà dépêché sur place deux mille hommes au début du mois après une nouvelle série d'attentats meurtriers. L'IRA a revendiqué, mercredi, le meurtre d'un soldat du régiment de défense de l'Ulster (UDR), enlevé dans l'est de la province. – (AFP.)

URSS : le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Les dirigeants des Républiques essaient d'éviter l'embrasement

En présence de leurs pairs – les membres du Conseil d'Etat réunis mercredi 27 novembre à Moscou –, les présidents de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, MM. Moutalibov et Ter Petrossian, ont proclamé leur volonté de régler leurs différends par la voie des négociations. Que les présidents de ces deux Républiques caucasiennes aient accepté de venir à Moscou et d'apposer leurs signatures en bas d'une « résolution » du Conseil d'Etat est assurément un signe encourageant. Mais il en faudra sans doute beaucoup plus pour éteindre le foyer de ce conflit qui ravage la région depuis au moins quatre ans.

D'autant que la mise en œuvre des mesures d'apaisement « décidées » mercredi n'est nullement assurée.

MOSCOU

de notre correspondant

Le Conseil d'Etat demande en particulier aux Parlements de Bakou et d'Erevan d'« annuler tous les actes anticonstitutionnels » qui ont porté atteinte « au statut légal de la région autonome du Haut-Karabakh ». Cela suppose que le Parlement d'Azerbaïdjan revienne sur sa décision, votée à l'unanimité mardi 26 novembre, de supprimer le statut d'autonomie de cette région peuplée en majorité d'Arméniens, et aussi pour faire bonne mesure, que le Parlement arménien annule une résolution plus ancienne et essentiellement symbolique par laquelle il rattachait cette région à l'Arménie.

Il est fort douteux que les Azeris acceptent facilement de revenir sur une décision si « populaire ». Au cours d'une conférence de presse précédée de la diffusion

d'un film sur les « atrocités » arméniennes, leur président, M. Moutalibov, a fait valoir que c'était à l'Arménie de faire le premier pas et qu'en tout état de cause le Conseil d'Etat n'avait émis que des « recommandations ». Dans l'opposition nationaliste, certains sont encore beaucoup plus catégoriques et affirment, comme l'explique un représentant du « Front populaire », que le Parlement de Bakou n'a commis aucun « acte anticonstitutionnel » et que l'Arménie est donc seule concernée par la résolution du Conseil d'Etat.

Arrêter l'escalade

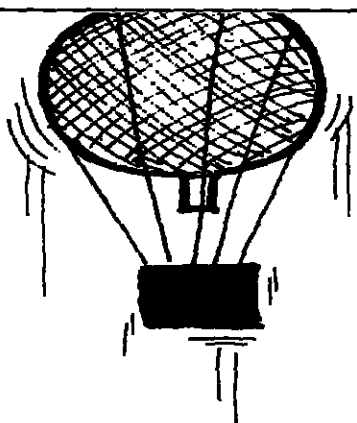
Pour le reste, le Conseil d'Etat invite les deux parties à poursuivre leurs négociations avec la participation des représentants de la Russie et du Kazakhstan, qui ont entrepris en septembre une mission de conciliation. Il est aussi question de « recommander » aux présidents de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan « de prendre des mesures de cessez-le-feu, de retirer toutes les formations armées illégales de la zone du conflit ». Mais la proposition de créer une zone-tampon de dix kilomètres de large à la frontière entre les deux pays, avancée récemment par M. Gorbatchev et acceptée entre temps par l'Azerbaïdjan, n'a pas été retenue, l'Arménie maintenant son opposition. Il est seulement envisagé de constituer dans les secteurs « où la tension est la plus grande » une « zone de sécurité » dont l'étendue et le régime devront être définis par des négociations.

Bref, il reste énormément de pain sur la planche et M. Mikhail Gorbatchev, tout en affichant sa satisfaction au cours d'un long entretien télévisé, a reconnu que le succès n'était pas garanti. Mais il a affirmé qu'on était parvenu à « stopper l'escalade du conflit ». Il

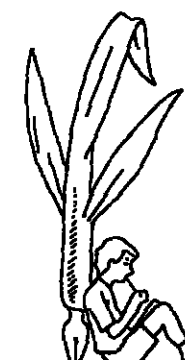
a profité de l'occasion pour mettre en valeur le rôle du Conseil d'Etat qu'il préside et qui représente à l'heure actuelle la seule instance commune aux anciennes Républiques de l'Union encore dotée d'une certaine légitimité. « Si nous n'avions pas trouvé de solution, il aurait peut-être été trop tard », a expliqué M. Gorbatchev. Pour l'instant cette « solution » n'est rien d'autre qu'une « résolution ». Le Conseil d'Etat, auquel ne participent que les dirigeants qui le veulent bien, a prouvé en l'occurrence son utilité en tant qu'instance de discussions et de conciliation. Mais aurait-il, le cas échéant, les moyens d'imposer sa volonté ? JAN KRAUZE

○ Mise en garde américaine. – Les Etats-Unis ont averti, mercredi 27 novembre, l'Arménie et l'Azerbaïdjan qu'une reprise des affrontements entre les deux Républiques affecterait leurs relations avec Washington. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a discuté de ce conflit, lundi, avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze et le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a indiqué le porte-parole du département d'Etat. – (AFP.)

○ ITALIE : démission du maire socialiste de Milan. – Le Parti socialiste, membre de la coalition au pouvoir à Rome, a perdu l'un de ses bastions après la démission, mercredi 27 novembre, du conseil municipal de Milan, dirigé par la gauche depuis seize ans. La rupture a été provoquée par un désaccord sur un projet de développement urbain concernant la Foire de Milan. La Ligue lombarde, un mouvement autonomiste qui a remporté un scrutin municipal près de Milan dimanche, demande la tenue d'élections anticipées pour sortir de cette crise. – (Reuter.)



- Depuis 4 ans il y a beaucoup mieux pour s'élever dans la vie.



« Plume en herbe »

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE « PLUME EN HERBE » 1992 AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2^d décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1993.



NATHAN Le Monde



1991-1992 - 50^{ème} anniversaire
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

هذا هو الجواب

POLITIQUE

Le débat sur la construction européenne à l'Assemblée nationale

« Nous avons pris le parti d'une mutation fondamentale vers une entité supranationale », déclare M. Roland Dumas



L'Assemblée nationale a entendu, mercredi 27 novembre, une déclaration du gouvernement sur l'état des travaux des conférences intergouvernementales avant le sommet de Maastricht, les 9 et 10 décembre. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a notamment déclaré que la France a pris le parti d'une « mutation fondamentale vers une entité supranationale ».

Maastricht est une étape décisive, et la déclaration de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a eu la clarté et l'autorité d'un ordre de marche. « La majorité [en Europe] qui a fait l'acte unique entend rendre la construction européenne irréversible. A Maastricht, nous irons au bout de la logique fonctionnelle qui a inspiré les fondateurs de la construction européenne », a assuré le ministre. « Que l'on entende bien, a-t-il ajouté à l'adresse des détracteurs de ce projet européen, il ne s'agit pas d'organiser la compétition entre les Etats et la Communauté, ni de dépouiller les premiers pour doter la seconde. La France ne renonce pas à son siège permanent au Conseil de sécurité et elle ne renoncera pas à ses responsabilités internationales qui demeurent fortes et originales. La France

ne sera dépossédée ni de son droit à faire la guerre ou la paix, ni de son droit de veto à l'ONU, ni de son droit d'armement nucléaire ».

Il n'empêche, la feuille de route proposée par le ministre l'a stipulé clairement : « La France est déterminée à jeter les bases d'une union à vocation fédérale. » « Le choix de la France n'est pas un choix de circonstance, il est délibéré et s'inscrit dans la longue histoire de notre peuple », a encore précisé M. Dumas. Nous avons pris pour Maastricht le parti d'une mutation fondamentale vers une entité supranationale. Cette acceptation ne nous empêche pas de la supranationalité, un terme qui évoque la poudre depuis la querelle sur la Communauté européenne de défense (CED) dans les années 50, a donné un aperçu de la détermination du ministre. « Si nous devions échouer, ce serait un drame historique, la fin d'une grande espérance », a-t-il souligné. « Ce qui est en jeu, c'est la stabilité, la paix et la prospérité », a ajouté, au terme du débat, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes.

Cette dramatisation a été diversement accueillie par les députés. Le groupe RPR et le groupe communiste, pour des motifs différents, ont refusé l'alternative Maastricht ou le chaos. « L'objectif serait la constitution d'un véritable pouvoir politique dans le but d'imposer la politique antisociale et antinationale qui

accompagne la mise en place d'un marché unique, a assuré M. Jean-Claude Gaxot (PC, Seine-Saint-Denis), une commission serait ainsi passée à notre peuple et aux autres ».

Le RPR a critiqué tant la cadence que la direction de « la marche en avant » proposée par M. Guigou. « Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux marquer une pause de réflexion dans la construction de la Communauté », a estimé M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie). Le secrétaire général du parti gaulliste, M. Alain Juppé (Paris), a été plus critique, tant à propos du déficit démocratique dont souffrent les instances communautaires qu'au sujet de la monnaie unique, ou de la politique de défense commune.

« Je ne suis pas sûr que l'Europe soit vraiment au rendez-vous de son avenir. Est-il raisonnable de maintenir pour seul objectif l'approfondissement de la Communauté à douze », s'est-il demandé avant de répondre par la négative : « La logique de l'approfondissement ne peut plus être exclusive, la CEE doit aussi s'élargir, même si cela est difficile et coûteux. La tentative faite du président de la République de conduire les nouvelles démocraties de l'Est vers la voie de garage de la confédération constitue l'exemple même de l'erreur politique ».

M. Juppé a également condamné fermement le principe de la supranationalité : « Qui peut imaginer

qu'une nation européenne se laisse imposer des actions de politique étrangère dont elle ne voudrait pas ? Il a même opposé, pour conclure, une union des Etats de l'Europe à la Communauté européenne, en exprimant sa préférence pour « l'Europe des nations ».

La résurgence des nationalismes

A l'inverse, insensibles au « spleen anti-européen », les centristes ont assuré qu'ils étaient prêts à effectuer des marches forcées pour atteindre au plus vite la fédération. M. Bernard Bosson (UDC, Haute-Savoie) n'a pas manqué d'ailleurs de critiquer la « filialité » du gouvernement. Opposé à la thèse développée par M. Juppé au sujet de l'élargissement (« Il est évident que tendre la main à ces nouvelles démocraties suppose qu'on renforce les institutions de la Communauté pour que celle-ci soit demain capable de s'élargir »), M. Bosson a longuement insisté sur la dimension « humaine » que devait revêtir la CEE. Il s'est aussi montré favorable à « un engagement irréversible vers une monnaie unique entre ceux qui le voudront ».

L'UDF a plutôt traité les pieds. « La France aurait dû être à l'origine d'un véritable élan européen. Or nous ne décollons dans les positions qu'elle a prises ni élan ni fil conducteur. Quand l'histoire s'accélère, nous n'avons pas le droit d'avoir de trop

modestes ambitions », s'est exclamé M. Alain Madelin (Ile-et-Vilaine).

Comparé à l'enthousiasme de M. Bosson et de M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin), pétris des œuvres de Jean Monnet et de Robert Schuman, les socialistes ont semblé manquer d'allant. M. André Bellon (Alpes-de-Haute-Provence) s'est inquiété, comme la plupart des orateurs, de la résurgence des nationalismes, qu'il a distingués de « l'union », beaucoup plus souhaitable « des nationalités ». M. Bellon a dit sa préoccupation devant le récent revirement de l'opinion publique à propos des affaires européennes. « Trop souvent nous avons négligé d'établir un lien entre la transformation de l'Europe et les sentiments de nos concitoyens. Si nous n'y prenons pas garde, nous risquons de nous trouver demain en porte-à-faux », a-t-il souligné, nous devons informer et expliquer. M. Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône), président de la commission des affaires étrangères et M. Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), président de la délégation pour les Communautés européennes, ont par ailleurs exprimé un sentiment partagé sur tous les bancs en envisageant les conditions d'une meilleure information des Parlementaires nationaux.

M. Dumas s'est bien entendu amusé des classiques divergences d'approche entre le RPR et les centristes mais, comme le pronostiquait

M. Mazeaud, le clivage sur le dossier européen est également passé à l'intérieur de chaque formation.

M. Michel Noir (non-inscrit, Rhône), ancien député RPR, a assuré que le traité d'Union économique et monétaire européenne est sous bien des aspects une « coquille creuse » rendant impossible un « nouvel élan ». « On peut être à la fois patriote français et citoyen européen », a cependant ajouté le maire de Lyon à l'attention de la droite. Autre franc-tireur, M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire-de-Belfort) s'est interrogé lui-même sur la direction pour l'Europe indiquée par M. Dumas. « C'est l'histoire d'une drôle, a-t-il ironisé en faisant référence à l'expédition du Kou-Ti, on part, mais on ne sait pas très bien où l'on va ».

M. Guigou s'est efforcée de répondre aux critiques et aux inquiétudes en assurant au terme du débat, tard dans la nuit, que le fédéralisme souhaité par le gouvernement était un « partage de souveraineté et non un abandon ». « Ce n'est pas un abandon à je ne sais quelle entité inconnue théorique et technocratique, c'est un partage librement consenti. Si Maastricht est un succès, nous ne serons pas pour autant au bout du chemin », a-t-elle dit. L'Europe est décidément une longue marche.

GILLES PARIS

Le syndrome yougoslave

par Pierre Servent

AU-DELA des clivages sur l'avenir de la construction européenne — union à vocation fédérale contre union des Etats de l'Europe, — le débat parlementaire consacré au contenu du futur traité européen de Maastricht a été fortement marqué par le syndrome yougoslave. Le constat du terrible danger d'écroulement et peut-être de contagion que révèle un nationalisme autiste comme celui qui oppose les frères ennemis serbes et croates s'est imposé à tous. Les points de vue divergent quand il s'agit d'arrêter la méthode la plus apte à juguler et à prévenir le risque mortel des poussées de fièvre nationaliste en Europe de l'Ouest et de l'Est.

Pour le gouvernement, la réussite du conseil européen de Maastricht s'impose d'autant plus qu'elle doit tout à la fois assurer une cohésion renforcée au sein d'une Europe des Douze, fortement secouée par

l'ébranlement du continent européen, et offrir aux jeunes démocraties de l'Est un solide et attractif point d'ancrage avant leur amarrage définitif.

La résolution affichée par Roland Dumas à la tribune n'était pas feinte. Le ministre des affaires étrangères a été clair en affirmant que la France avait la ferme intention de jeter à Maastricht les fondements d'une Union à vocation fédérale, susceptible de faire de l'Europe « la première puissance mondiale ».

Le respect des identités nationales

Une meilleure intégration européenne aurait notamment une double capacité, endogène et exogène, de neutralisation des virus nationalistes. « Que deviendrait l'Allemagne si elle était abandonnée à ses vieux démons ? » s'interrogeait en privé un parlementaire socialiste en insistant sur la nécessité, d'ailleurs bien com-

prise par les autorités allemandes, de souder plus que jamais le duo franco-allemand.

Pourtant, d'autres voix se sont fait entendre, y compris dans les rangs du groupe socialiste, pour mettre en garde contre une intégration européenne à marche forcée, sans véritable pédagogie explicative, sans réel débat de fond dans le pays. Dans le climat actuel, cela pourrait être perçu comme attentatoire au respect des identités nationales. Ce serait donc contre-productif : au lieu de contenir et de détruire la fièvre nationaliste, cela ne ferait que l'aviver en accentuant la perception d'un pouvoir communautaire non réellement démocratique, tout en bénéficiant d'immenses transferts de souveraineté. D'où le soulèvement par certains élus que l'on ne confonde pas les légitimes revendications en matière d'identité nationale et les ferments explosifs du nationalisme.

Pour eux, si la construction européenne donne le sentiment de se faire au détriment du respect des identités nationales, le risque d'un retour de bâton brutal de l'opinion publique serait à craindre. Et ce d'autant plus qu'il est particulièrement difficile en période de bouleversements et de tensions de lutter contre les fantasmes et contre la propulsion naturelle à désigner des boucs émissaires bien pratiques (la Commission de Bruxelles, par exemple).

Le débat n'est pas clos et ne le sera sans doute pas après Maastricht. Aussi est-il urgent de faire franchir au débat sur l'Europe un seuil de transparence et de lisibilité indispensable pour ne plus donner aux Français le sentiment que l'Europe est une chose trop sérieuse et trop compliquée pour qu'elle leur soit confiée...

Avant Maastricht

Le président de la République va consulter les dirigeants de la majorité et de l'opposition

M. François Mitterrand recevra à l'Elysée, à partir de la fin de cette semaine et dans le courant de la semaine prochaine, avant le sommet européen de Maastricht, diverses personnalités politiques de la majorité et de l'opposition.

Le président de la République s'entretiendra ainsi : le vendredi 29 novembre, avec MM. Alain Pöcher, président du Sénat, et Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale ; le mardi 3 décembre, avec MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, Jacques Chirac, président du RPR, Raymond Barre, ancien premier ministre, Georges Marchais, secrétaire général du PCF, Pierre Méhaignerie, président du CDS, Gérard Longuet, président du Parti républicain ; le mercredi 4 décembre, avec MM. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, Jean

François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, président de la commission des affaires économiques du Sénat ; le vendredi 6 décembre, avec MM. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, président de l'UDF. Ce jour-là, M. Mitterrand s'entretiendra aussi, de nouveau, avec M. Jacques Delors, président de la Commission européenne.

Le chef de l'Etat, qui devait recevoir, jeudi 28 novembre, le président en exercice de la CEE, M. Rud Lubbers, premier ministre néerlandais, préparera aussi la réunion de Maastricht en déjeunant à Londres, lundi 2 décembre, avec le chef du gouvernement britannique, M. John Major, et en dînant, le mardi 3 décembre, à l'Elysée, avec le chancelier allemand Helmut Kohl.

Les réformes électorales

La proportionnelle sera étendue aux départements élisant trois et quatre sénateurs

Le conseil des ministres a adopté mercredi 27 novembre un projet de loi étendant le système proportionnel pour l'élection des sénateurs (le Monde du 28 novembre).

Si le projet de loi déposé par le gouvernement recueille l'assentiment du Parlement, la proportionnelle, qui ne vaut actuellement que pour les départements comptant au moins cinq sénateurs, sera abaissée à ceux qui en élisent trois. 212 sénateurs seraient alors élus selon ce mode de scrutin au lieu de 98

actuellement. Dans le projet présenté mercredi 27 novembre au conseil des ministres par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, la barre avait été fixée à quatre. Ce moyen terme n'a pas convaincu MM. Pierre Joxe, Louis Mermaz et Lionel Jospin, favorables à un saut plus significatif, qui ont finalement emporté la décision.

Cette modification de dernière minute a comblé M. Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, qui critique depuis longtemps le scrutin actuel accusé de défavoriser la

gauche. Ce seuil de trois élus, qui avait déjà été retenu par M. Guy Ailhaud, sénateur socialiste du Nord, dans une proposition de loi déposée en novembre 1989, devrait faire gagner, à l'issue d'un renouvellement complet (le Sénat se renouvelle par tiers tous les trois ans), une bonne vingtaine de sièges au groupe PS, puisqu'il augmente le poids des zones urbaines traditionnellement favorables à la gauche.

La réforme proposée par le gouvernement a été, en revanche, très mal accueillie par la droite, qui détiend plus des deux tiers des sièges du Sénat.

Victimes présumées de la modification, les présidents des groupes des Républicains et indépendants, du Rassemblement démocratique et européen et de l'Union centriste ont multiplié les propos définitifs à l'encontre d'un projet qui ferait la part trop belle à la ville.

Solidarité sénatoriale oblige, le RPR, qui devrait lui aussi profiter de cette réforme et conforter son premier rang au palais du Luxembourg, a fait chorus. M. Charles Pasqua, président du groupe, a indiqué que « le RPR proposera à ses partenaires de l'UDF le rejet » du projet gouvernemental lorsqu'il sera présenté au Palais du Luxembourg. Le président du Sénat, M. Alain Pöcher, a également réagi en demandant audience au premier ministre.

G. P.

M. Mauroy retarde encore le choix d'un mode de scrutin par le PS

de travail, M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national.

Dans ces conditions, si le PS se rallie à la solution rocardienne, ou bien elle ne déboucherait sur aucune réforme effective — le gouvernement refusant de s'engager sur un projet juridiquement voué à l'échec, ou bien un éventuel texte de loi ferait prévaloir en fin de compte, sous la pression des juristes, une autre formule. Celle pour laquelle M. Mauroy a marqué sa préférence, par exemple. Ainsi, le premier secrétaire commencerait par avoir tort avec son parti, mais finirait par avoir raison contre lui, en mettant en échec, dans l'intervalle, les noirs desseins que cressent à son encontre les rocardiens, les fabiusiens et même certains jospinistes. Autre hypothèse : après des élections régionales et cantonales désastreuses pour le PS, l'instauration de la représentation proportionnelle pour les élections législatives ferait partie de l'ensemble des réformes institutionnelles soumises à référendum par M. François Mitterrand.

Les ressources de l'inertie

M. Mauroy a réaffirmé, mercredi, que le scrutin mixte « est un choix stratégique » pour le PS. C'en est un, en tout cas, pour lui-même : il avait indiqué, la semaine dernière, que, désavoué sur cette question, il en tirerait les conséquences en quittant son poste. Craignant peut-être qu'une majorité ne se dégage, au bureau exé-

cutif, pour le maintien de l'actuel scrutin mixte, ce qui obligerait à se considérer comme désavoué, le premier secrétaire a fait en sorte que la décision, primitivement annoncée comme rapide, soit reportée au-delà du congrès extraordinaire de la mi-décembre. M. André Billardou, numéro deux du PS, fabiusiste mais partageant les vues de M. Mauroy, a déclaré, après la réunion du groupe de travail : « Il faut envisager des délais plus longs que prévu. Nous ne sommes pas au terme de nos travaux. » Le député de la Seine-et-Marne a laissé entendre que ce terme pourrait n'être atteint qu'en janvier.

Invité à s'expliquer par le bureau exécutif, après que celui-ci eut entendu M. Martine Aubry exposer sa position en faveur de l'emploi, M. Mauroy a réaffirmé son intention de respecter la volonté majoritaire des comités, mais il n'a pas dit quand cette volonté serait autorisée à s'exprimer « dans les formes formelles ». Il a parlé de la prochaine réunion du bureau exécutif, le 4 décembre, ou du « séminaire » de la direction du parti, prévu le 5 décembre pour préparer le congrès, mais sans trop y insister. Manifestement, M. Mauroy compte sur les défaits de la formule rocardienne pour retarder la décision, et sur le comité directeur pour bousculer les frontières des copains. Le pari est risqué, mais M. Mauroy sait user des inépuisables ressources de l'inertie socialiste.

PATRICK JARREAU

35 départements concernés

Trente-cinq départements sont concernés par la réforme. Vingt-six d'entre eux élisent trois sénateurs : l'Aisne, le Calvados, la Charente-Maritime, la Côte-d'Or, les Côtes-d'Armor, le Doubs, l'Eure, le Gard, l'Hérault, l'Indre-et-Loire, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Manche, la Marne, le Morbihan, l'Oise, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Atlantiques, le Haut-Rhin, la Saône-et-Loire, la Sarthe, la Haute-Savoie, la Somme, le Var, la Vendée et la Réunion.

Neuf départements élisent quatre sénateurs : les Alpes-Maritimes, la Finistère, la Haute-Garonne, l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, la Loire, la Meurthe-et-Moselle, le Bas-Rhin et la Seine-et-Marne. La Val d'Oise, qui compte aussi quatre sénateurs, les désignait déjà à la proportionnelle.

La réforme concerne au total 114 sièges.

* Les départements renouvelables en 1993 figurent en gras.

La discussion budgétaire

Le Sénat rejette les crédits de la justice...

« Monsieur le procureur... excusez-moi... monsieur le sénateur. » Il était un peu plus de minuit, jeudi 28 novembre, lorsque la langue du ministre de la justice, M. Henri Nallet, a fourché. Fatigue ? Ou lapsus révélateur ? M. Nallet avait en effet quelques raisons de se sentir au banc des accusés face à des sénateurs qui ont fini par rejeter le budget de son ministère, dont le montant de 19,044 milliards de francs enregistre une progression de 4,8 % par rapport à 1991. Tous les groupes ont voté contre, à l'exception des socialistes.

Pour motiver leur réquisitoire, les sénateurs n'ont cessé de puiser dans un rapport - « le best-seller de la maison », s'est écrié M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, territoire de Belfort) - fruit des travaux de la commission de contrôle sénatorial sur « l'autorité judiciaire » présidée par M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin) (1). La référence la plus prise fut incontestablement un sondage de la SOFRES révélant la piètre opinion dans laquelle les Français tiennent leur justice. On y apprend notamment que 78 % des personnes interrogées estiment que la justice « ne remplit

pas ou pas bien son rôle » et que 60 % la classent comme « l'institution à réformer en priorité ». Ces chiffres rythmèrent quasiment toutes les interventions.

Non content d'avoir inspiré ses pairs, M. Haenel est revenu à la charge en s'inscrivant du futur projet de loi sur la sécurité intérieure annoncé par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand. « Faut-il aller jusqu'à faire du ministre de l'Intérieur le Fouché des temps modernes ? s'est-il exclamé. Je crève casse-cou », M. Jean Arthuis (Unicentr., Mayenne), coauteur du « dossier » sénatorial, a renchéri en qualifiant de « mesure réactionnaire » le rétablissement d'un droit d'enregistrement sur tous les actes d'huissier qui, selon lui, explique « le bon » dont bénéficient les crédits de M. Nallet.

« Les cancreaux de l'Europe »

Puisque tout le monde s'accorde à diagnostiquer une crise de la justice, M. José Balarcello (Rep. et ind., Alpes-Maritimes) a proposé comme remède la revalorisation des carrières, car, selon lui, « le rang qu'attribue aux chefs de cour et aux blâmes le nouveau protocole est des plus choquants ». De son côté, M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a mis l'accent sur la persistance de l'indigence des moyens dont souffre l'institution judiciaire. « Pendant que le nombre des recours tri-

plait de 1972 à 1983, a-t-il noté, les moyens des juridictions diminuaient. Nous sommes en ce domaine les cancreaux de l'Europe. »

Si M. Nallet a trouvé davantage de compréhension sur les bancs socialistes, il aura pu aussi y déceler un fond d'inquiétude. Ainsi M. Claude Fradille (PS, Gard), tout en saluant cette « heureuse politique qui a rompu avec le tautocratie », a-t-il averti : « Malgré les efforts budgétaires, le malaise de la justice persiste. Et le calme dans les prisons est à la merci du moindre incident ».

Face à un tel scepticismisme, M. Nallet a joué au Monsieur Loyal. Il a accepté que le gouvernement assume sa part de responsabilité, mais en exhortant le Parlement à faire de même. « On dénonce l'encombrement des tribunaux ? Mais le gouvernement ? Le Parlement ? N'y sommes-nous pour rien ? Ne les engouffrons-nous pas sous une marée papaver-sière ? Qui peut aujourd'hui prétendre connaître véritablement la loi, tant elle prolifère ? Par ailleurs, dans la bouche d'un ministre de la justice, donne effectivement la mesure du malaise.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) « Justice minuscule : démocratie en danger », d'Hubert Haenel et Jean Arthuis, Economica, 1991

... et vote ceux des DOM-TOM

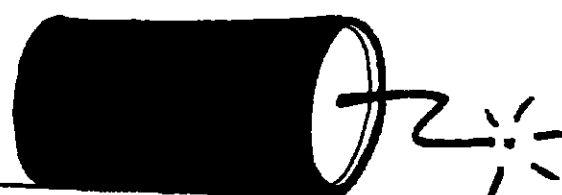
Le 12 novembre, au Palais-Bourbon, le ministre des départements et territoires d'outre-mer avait déjà remporté un beau succès politique personnel en parvenant à trouver une majorité pour voter son projet de budget pour 1992. Mercredi matin 27 novembre, au palais du Luxembourg, M. Le Penec s'est montré encore plus performant en obtenant l'aval du Sénat, qui a approuvé son projet de budget, à main levée, au terme d'un débat fort tranquille. Par rapport à celui de l'an dernier, pourtant, ce budget se caractérise plus par sa stagnation que par son originalité. On ne peut pas dire non plus que M. Le Penec ait fait preuve, en séance, d'une surprise originale. Ce ne sont pas les précisions qu'il a données sur la fin de la construction de la piste d'aviation prévue en Terre Adélie ou sur l'amélioration des

routes à Wallis-et-Futuna qui ont conduit les rapporteurs des commissions du Sénat et les sénateurs centristes, malgré l'expression de quelques réserves, à ne pas chercher une majorité alors que les communistes préféraient s'abstenir.

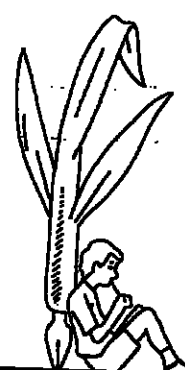
Le crédit de M. Le Penec, dont aucun budget, depuis 1981, n'a jamais été rejeté, ni au Palais du Luxembourg ni au Palais-Bourbon, récompense surtout un certain style fait de qualité d'écoute, d'égalité d'humeur, d'attention portée aux petites choses comme aux grandes, tout cela accompagné, chez ce Breton qui n'a pourtant jamais mis ses convictions dans sa poche - fût-ce en présence du président de la République - d'une grande considération pour le travail des élus au-delà de toute considération politique. La

majorité sénatoriale avait particulièrement apprécié, il y a quelques semaines, que le ministre rocardien des DOM-TOM ait accepté de venir débattre en public du rapport déposé par la mission d'information conduite sur l'île de la Réunion par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales. Quand, mercredi, M. Louis Virapoulle, sénateur centriste du département de l'océan indien, a salué en M. Le Penec « un ardent défenseur de l'outre-mer » et un ministre « qui a fait du dialogue son principal cheval de bataille », il a donc exprimé un sentiment très partagé. L'intéressé en a rougi de plaisir avant d'en rire, peut-être pour exorciser le risque de se retrouver prisonnier d'une image tellement consensuelle qu'elle pourrait devenir paralysante.

ALAIN ROLLAT



- Vos enfants vont avoir un meilleur moyen pour se faire remarquer.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2 décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Métro 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde



1991-1992 - 50^{ème} anniversaire.
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

Le transfert de certains organismes publics en province

M. Mitterrand « approuve pleinement » les mesures de délocalisation

Au cours de la réception annuelle de l'association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, mercredi après-midi 27 novembre, à l'Élysée, M. François Mitterrand a confirmé son soutien aux mesures de délocalisation prises par le gouvernement.

Le président de la République a évoqué, avec ironie, les protestations suscitées notamment par le transfert de l'ENA à Strasbourg : « C'est un mouvement qui commence et qui va se poursuivre. On ne va pas tomber

jusqu'à l'absurde. Il ne s'agit pas d'inventer tout et n'importe quoi, mais de nombreux services, de nombreux établissements ont été transférés en province, d'autres le seront. Nous veillerons à ne pas dépeupler Paris. D'ailleurs, je pense qu'on dépeuple davantage Paris en y installant tant de bureaux qu'en détruisant des logements, mais cela est une autre affaire.

Ce que je veux dire, c'est que je tiens plus que tout autre à la vie de notre capitale, mais qu'il me semble simplement que l'on n'est pas forcément excité quand on se trouve à Orléans, à Reims et même à Strasbourg. Non, Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas restauré par l'étré d'un tour l'exil en Sibérie. Et ce passage un peu éloigné de la capitale ne s'accompagnera d'aucun travail forcé. Il n'y aura ni gardes ni miradors. La description que l'on fait aujourd'hui de cette délocalisation pourrait laisser croire que nous procédons à des transferts de populations, ce qui a quelque chose de si excessif que cela en devient comique. Nous avons simplement pensé qu'une certaine France provinciale avait besoin d'être réactivée, qu'il suffirait de peu de choses, d'un élan peut-être, d'un signe. Il faut que les Français, là où ils sont, croient en eux-mêmes et en leur pays. Et ce signe est fait pour leur dire : vous avez raison et nous vous aidons (...). Ce qui est nouveau, en tout cas, c'est la volonté montrée par le gouvernement de donner une impulsion très vigoureuse à ce mouvement d'aménagement du territoire. Qu'on sache que j'approuve pleinement cette initiative.

M. Mitterrand, qui s'exprimait en présence du premier ministre et de plusieurs autres membres du gouvernement, a fait allusion, au passage, au débat provoqué par ses projets constitutionnels relatifs à un éventuelle réduction du mandat présidentiel. « La province, a-t-il souligné, on connaît-Moi-même, j'en viens et, si j'avais à y retourner - je ne sais pas dans quelles conditions, bien qu'on m'en prépare quelques-unes - je ne serais pas si fâché, parce que j'aime bien mon terroir, même si je me sens si bien à Paris qu'y rester ne me déplairait pas. »

Les agents délocalisés s'organisent en collectif. - Les représentants du personnel des vingt-quatre organismes publics délocalisés viennent officiellement de se constituer en « Collectif contre les délocalisations » afin d'exiger du gouvernement le retrait des décisions adoptées les 3 octobre et 7 novembre, en comité interministériel d'aménagement du territoire. Dans une lettre adressée mercredi 27 novembre, ce Collectif a appelé les fédérations syndicales de fonctionnaires à « refuser tout plan social ». Le Collectif faisait ainsi allusion à la série de consultations syndicales engagées par M. Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration française, chargé, en collaboration avec la DATAR, de proposer au premier ministre un plan social d'accompagnement d'ici à la fin de l'année.



ÉCOUTEZ LA RADIO
À L'ÉCOUTE DU MONDE.

Rfi
89FM
LA RADIO MONDIALE

هنا من هنا

سكنا من لاص

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les conséquences de la contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida

Le fonds d'indemnisation sera financé par un prélèvement sur les contrats d'assurance de biens

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ont présenté mercredi 27 novembre, au conseil des ministres, le projet de loi qui organise l'indemnisation des personnes contaminées avant le 31 décembre 1989 par le virus du sida à la suite d'une transfusion sanguine. Ce texte, qui sera soumis au Parlement avant la fin de l'année, prévoit que le fonds d'indemnisation sera alimenté par un prélèvement sur les primes ou cotisations des contrats d'assurance de biens (nos dernières éditions du 28 novembre).

Inspiré de la loi du 9 septembre 1986 relative à l'indemnisation des victimes de terrorisme, ce texte sera présenté au Parlement avant la fin de l'année sous la forme d'une lettre rectificative au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Il se justifie, explique-t-on au ministère de la santé, par le fait que les personnes contaminées, notamment les hémophiles, ont été exposées « à un risque médical tel qu'il dépasse la notion de risque ou d'accident thérapeutique ». S'agissant d'un drame de santé publique « sans équivalent », il a paru nécessaire, ajoute-t-on, « que la solidarité nationale se manifeste à l'égard de ces victimes pour qui la voie juridictionnelle ne peut être pleinement satisfaisante ».

Toutes les personnes, hémophiles ou non, ayant subi un préjudice résultant d'une contamination par le virus du sida causée par une transfusion de produits sanguins ou une injection de produits dérivés du sang réalisées avant le 1^{er} janvier 1990 pourront être indemnisées (les personnes contaminées par

la suite seront prises en charge dans le cadre de la police collective d'assurance des centres de transfusion sanguine mise en place le 1^{er} janvier 1990).

A cette fin, il est créé un fonds d'indemnisation doté de la personnalité civile, présidé par un haut magistrat de l'ordre judiciaire (un président de chambre ou un conseiller à la Cour de cassation) et administré par une commission d'indemnisation. Cette dernière devra comprendre un membre du Conseil d'Etat, un membre de l'inspection générale des affaires sociales, un médecin désigné par le Conseil national du sida et une personnalité qualifiée.

Les personnes désireuses de bénéficier de ce dispositif devront saisir ce fonds d'une demande d'indemnisation. Une offre leur sera faite dans un délai qui ne pourra excéder six mois. Ce délai court à compter du jour où le fonds reçoit la justification complète des préjudices. Cette disposition est également applicable en cas « d'aggravation d'un préjudice déjà couvert ». Une provision pourra être accordée si la demande en est faite. Sont concernées par cette indemnisation toutes les personnes contaminées — qu'elles soient malades ou séropositives, — leurs proches (conjoint ou concubins contaminés) et, en cas de décès, leurs ayants droit.

4 milliards en année pleine

Les victimes devront apporter la preuve de la contamination par le virus du sida et des transfusions sanguines subies. Le texte prévoit que le fonds « recherche les circonstances de la contamination et procède à toute investigation utile, sans que puisse être opposé le secret professionnel ». L'offre d'indemnisation indique l'évaluation retenue par le fonds pour chaque chef de préjudice et le montant des indemnités qui reviennent à la victime.

Les réactions

Dans un communiqué commun, publié mercredi 27 novembre, la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), le Groupement des sociétés d'assurance, à caractère mutuel (GEMA) et Groupama (assurances agricoles) se sont élevés « très vivement » contre le projet de loi du gouvernement qui prévoit que la totalité du financement du fonds d'indemnisation reposera « sur l'ensemble des assurés ». Elles estiment que « les charges moyennes par famille dépasseraient 500 francs sur trois ans pour obtenir, par cette voie, les sommes nécessaires à l'indemnisation des victimes, évaluées à 12 milliards de francs ». En conséquence, les assureurs protestent contre « ce mode de financement qui rien ne justifie ». Ils demandent que « les modalités en soient entièrement revues et que soit finalement retenu un système de financement qui respecte le principe de solidarité ».

L'Association de défense des transfusés (ADT) s'est déclarée en partie « rassurée » par le projet de loi, tout en considérant que des modalités d'application importantes « restent dans l'ombre ». Parmi celles-ci, estime l'ADT, figurent les questions de délais impartis à la commission d'indemnisa-

tion et le fait qu'il n'y a aucune obligation de délai pour proposer des provisions financières. L'ADT demande en outre que les associations concernées soient représentées parmi les gestionnaires du fonds d'indemnisation.

L'association des polytransfusés estime quant à elle que le projet de loi « ne doit en aucun cas faire renoncer à la procédure pénale qui est en cours ». Elle ajoute que « le fait que l'indemnisation ne soit pas prise directement sur le budget de l'Etat va sanctionner des particuliers qui ne sont en rien coupables des agissements de certains responsables du CNTS et de personnalités politiques ». Pour l'association, « une indemnisation à titre de provision, en attendant les décisions de justice, paraît être la solution la plus acceptable et permettre, face à l'ensemble de la population, de désigner ceux qui ont failli gravement à leur mission et au devoir de la nation ».

Seul parti politique à avoir immédiatement réagi, le RPR trouve « inadmissible de faire supporter par le public le coût financier » de l'indemnisation des personnes contaminées, les Français devant ainsi « financer les erreurs des socialistes ».

Vaccin antisida : appel à candidatures

Les essais préliminaires de préparations vaccinales contre le sida débuteront sous l'égide de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS), au premier semestre 1992, des que soixante volontaires, séro-négatifs et en bonne santé, auront été recrutés, a annoncé, mercredi 27 novembre, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'ANRS. Cet appel à candidature fait suite à la présentation par le professeur Marc Girard (Institut Pasteur, Paris) de résultats encourageants concernant un « candidat-vaccin » testé sur des chimpanzés.

L'ANRS précise que « la volontaire devra accepter les

conséquences que peut avoir pour lui le fait qu'un produit des anticorps, il devienne faiblement positif au test Elisa durant une période dépassant probablement l'essai. Cette pseudoséropositivité est inhérente à l'injection de la préparation vaccinale, elle ne signifie aucunement la présence du virus; le test Western Blot de confirmation sera négatif ».

Les personnes qui souhaitent participer à ces essais sont invitées à adresser leur candidature écrite à : Agence nationale de recherches sur le sida, Essais vaccin, 86 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris.

Le projet de loi précise par ailleurs que « la victime ne dispose du droit d'action en justice contre le fonds d'indemnisation que si sa demande d'indemnisation a été rejetée, si aucune offre ne lui a été présentée [dans un délai de six mois] ou si elle n'a pas accepté l'offre qui lui a été faite ». Cette action devra être intentée devant la cour d'appel de Paris.

En revanche, si les faits généraux du dommage ont donné lieu à des poursuites pénales, le texte indique que « le juge civil n'est pas tenu de sursis à statuer jusqu'à décision définitive de la juridiction répressive ».

Le fonds d'indemnisation sera alimenté par un prélèvement sur les primes ou cotisations des contrats d'assurance de biens souscrits ou renouvelés à compter du 1^{er} mars 1992. Le montant de ce prélèvement ne peut être supérieur à 500 francs par contrat et le taux qui sera fixé par décret ne pourra excéder 6 % du montant des

primes ou cotisations. Cela concerne pour l'essentiel les contrats d'assurance dommage automobile (hors responsabilité civile), les contrats multirisques habitation et les contrats dommage aux biens des entreprises (c'est-à-dire essentiellement le vol et l'incendie). Il existe en France 57 millions de contrats de ce type.

Selon les services du ministère de la santé, ce prélèvement, qui devrait conduire à percevoir environ de 70 à 80 francs pour une assurance dommage automobile et de 40 à 60 francs pour une multirisques habitation, permettra de réunir environ 4 milliards de francs en année pleine. Les estimations initiales situent à environ 12 milliards de francs le montant total des indemnités à verser au titre de la contamination par le virus du sida. On souligne au ministère de la santé que ces prélèvements seront « éventuellement reconduits si cela est nécessaire ».

J.-Y. N. et F. N.

Un arbitrage difficile

Impatiemment attendu, l'arbitrage sur le financement du fonds d'indemnisation ne fut rendu, selon diverses sources gouvernementales, que dans la soirée du 26 novembre. Le premier ministre comme le président de la République étaient opposés à un recours à la CSG. Les services du premier ministre expliquaient qu'a priori la taxe sur les contrats d'assurance devait suffire à trouver 4 milliards de francs dès 1992 et que, le cas échéant, si les sommes à verser s'avéraient plus importantes que prévu, le budget ferait les avances nécessaires.

L'idée de créer un impôt spécifique était totalement écartée par l'Hôtel Matignon. Quant à M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, il accepta vite l'idée qu'il ne servirait à rien de copier le président et le premier ministre. Favorable, dit-on, à un recours à la CSG, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, fit de même.

La rédaction du projet de loi avait été mise en chantier au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'Etat, M. François Mitterrand prenant, le 10 novembre, l'engagement de faire voter une loi « majeure ». Jusque-là, la solution soumise par le gouvernement consistait à faire participer les assureurs par le biais d'une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance dans le cadre d'un accord entre l'Etat et les compagnies. Au terme de longues tractations entre la Fédération française des sociétés d'assurances et le Quai de Bercy et après plusieurs ultimatums lancés par M. Bianco, un tel accord avait finalement été trouvé dans les derniers jours d'octobre.

Grande imprécision

Le montant annuel qui pouvait de la sorte être dégagé — tenu secret dans un premier temps — était de l'ordre de 1,2 milliard de francs (taxe d'environ 20 francs sur chacun des cinquante-sept millions de contrats). Ce système offrait pour le gouvernement l'avantage de laisser aux assureurs la responsabilité de l'instruction et de la gestion des dossiers. Il devait en définitive être rejeté par deux des trois associations de défense. L'Association française des hémophiles et l'Association de défense des transfusés firent savoir qu'elles souhaitaient la création par voie législative d'une structure équivalente au fonds d'indemnisation des victimes d'attentats, la reconnaissance de l'état de séropositivité et des indemnités calquées sur les dommages et intérêts accordés ces derniers mois en France par les tribunaux (de 1 à 2,5 millions de francs).

On changeait dès lors d'ordre de grandeur, d'autant que l'on découvrait qu'il faudrait également prendre en compte les personnes contaminées par voie sexuelle à partir de celles infectées par transfusion sanguine (soit, au total entre 5 000 et 7 000 personnes). Le Quai de Bercy, tout comme les assureurs, chiffrait entre 10 et 14 milliards de francs les sommes nécessaires à l'ensemble des indemnités.

C'est dans ce contexte que le président de la République, après avoir reçu deux des associations de défense, choisit de trancher en faveur de la loi. Rien pour autant n'était réglé, à commencer par le financement. Rien ne l'est encore, comme en témoignent les déclarations contradictoires des membres du gouvernement et les réactions des assureurs.

La plus grande imprécision règne sur l'origine des financements complémentaires qui seront nécessaires. S'exprimant mercredi 27 novembre sur Antenne 2, M. Jean-Louis Bianco a déclaré que la taxation des contrats d'assurance « ne devrait normalement pas avoir à être reconduite » et souligné la nécessité d'un complément budgétaire. Pour sa part, s'exprimant au même moment sur la Cinq, M. Bruno Durieux a estimé qu'en l'espace de deux ans, maximum trois ans, les fonds nécessaires à l'indemnisation provenant des taxes d'assurance seraient rassemblés et qu'il n'aurait plus « aucune autre mesure complémentaire » pour financer ces indemnités.

La perspective du débat parlementaire inquiète plusieurs membres du gouvernement, qui redoutent débordements et surembellies. Certains députés socialistes critiquent déjà l'aspect inégalitaire de cette nouvelle taxe et l'opposition commence à critiquer violemment le choix du gouvernement.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le gouvernement veut généraliser la formation pratique pour l'usage des cyclomoteurs. — Le cabinet du secrétaire d'Etat aux transports terrestres, M. Georges Sarre, a annoncé, à la veille de l'ouverture, vendredi 28 novembre à Paris, du Salon de la moto, que l'expérience réalisée l'an dernier dans onze établissements scolaires sera étendue à deux cents collèges cette année. Il s'agit de mieux préparer les jeunes à la conduite des engins motorisés de moins de 50 centimètres cubes non seulement par des cours théoriques mais aussi par une formation pratique. L'obtention d'un « brevet de sécurité routière » serait, à terme, obligatoire pour l'usage des deux roues à moteur à partir de quatorze ans.

"CROIRE, C'EST QUOI?" (DES 9 ANS)

ils croient tous, ils ont chacun leur religion
La femme, peut-être... Ils sont chrétiens, musulmans,
juifs, bouddhistes ou hindous

UN DOSSIER SPÉCIAL MIKADO
"RELIGIONS: MIEUX LES CONNAÎTRE"

sur l'HISTOIRE, LES PRATIQUES, LEURS INFLUENCES
POUR COMPRENDRE ET REFLECTER ENSEMBLE

MIKADO 93 - DÉCEMBRE 1991 - 26F - EN VENTE CHEZ TOUTES LES MAGASINS DE PRESSE

INTÉGRATION

Un rapport de la direction de la population et des migrations

Augmentation des mariages mixtes et des demandes de naturalisation

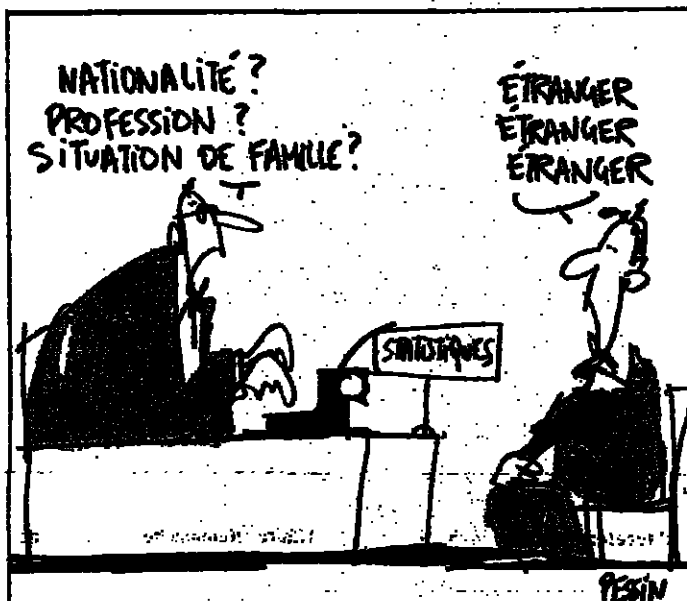
La direction de la population et des migrations (DPM) du ministère des affaires sociales et de l'intégration a présenté, mercredi 27 novembre, son rapport annuel sur l'immigration et l'intégration (1). Ce document, particulièrement précis, fait apparaître, entre autres, une progression des mariages entre Français et étrangers, ainsi qu'une augmentation des demandes de nationalité française.

Si la population étrangère n'a pratiquement pas varié entre les deux derniers recensements (3,58 millions en 1990 contre 3,68 en 1982), c'est essentiellement par le jeu de l'acquisition de la nationalité française : quelque 500 000 personnes répertoriées comme étrangères en 1982 étaient devenues françaises en 1990, soit plus de 60 000 par an contre 35 000 au début des années 70. Ce mouvement d'intégration juridique a compensé les naissances d'enfants étrangers et les nouvelles entrées sur le territoire.

Ces évolutions doivent être interprétées avec précaution puisque, par exemple, un mariage célébré entre une Algérienne et un Français (de nationalité française) est logiquement comptabilisé comme « mixte ». Elles sont néanmoins sans précédent depuis les années 50, et d'ailleurs confirmées par d'autres données. Les parents étrangers sont ainsi de plus en plus nombreux à demander la nationalité française pour leurs enfants mineurs nés en France; alors même que ceux-ci l'acquerraient sans formalité le jour de leurs dix-huit ans (plus de 12 000 en 1990 contre 4 000 à 5 000 par an au début des années 80).

La forte augmentation de la population active féminine parmi les étrangers n'empêche pas ceux-ci d'être une cible privilégiée du chômage. Alors que le nombre de sans-emploi augmente de 0,6 % chez les Français entre 1989 et 1990, il croît de 4,4 % chez les personnes originaires de pays hors CEE.

Dans ce contexte, combien d'étrangers continuent d'entrer en France chaque année ou d'être régularisés comme résidents perma-



En 1990, ils ont été 65 000 à effectuer une démarche pour devenir français (naturalisation, mariage, etc.), soit le chiffre le plus élevé depuis la réforme du code de la nationalité de 1973. On parvient à 88 500 nouveaux Français en ajoutant les quelque 23 500 enfants nés en France de deux parents étrangers, qui deviennent français à leur majorité sans formalité, et dont le nombre est, lui aussi, en hausse. Chiffre qu'on peut à nouveau compléter avec les 20 000 enfants nés français en 1990 en vertu du « double droit du sol », l'un de leurs parents étant lui-même né en territoire français.

165 000 entrées en 1989

Ce mécanisme de stabilisation de l'effectif des étrangers par acquisition de la nationalité française, déjà décrit par le haut conseil à l'intégration (le Monde du 7 novembre), se double d'une mutation profonde des origines géographiques. Les nouveaux Français sont désormais à 42 % originaires d'Afrique (contre 27 % en 1986). Quant à la proportion d'étrangers non européens, elle était de 64 % en 1990 contre 54 % quinze ans plus tôt. Encore les chiffres globaux du recensement de 1990 doivent-ils être maniés avec des pincettes. Parmi les beaux, qui ont la double nationalité, on sait que certains sont comptabilisés à tort comme étrangers.

Mais les étrangers s'intègrent aussi socialement. Le document ministériel indique une forte progression du nombre de mariages mixtes (26 209 en 1989, soit plus 18 %) et une augmentation des naissances d'enfants de ces couples.

Précision inédite révélée par le document, ces chiffres ne représentent qu'une partie de la réalité. Ils ne prennent en compte ni les familles des ressortissants de la CEE, qui bénéficient de la liberté d'installation, ni les enfants des réfugiés, ni les familles algériennes de citoyens français, qui obtiennent une carte de séjour sans formalité. La partie non mesurée de l'iceberg représente « entre 40 et 45 % des entrées effectives » aussi bien pour les immigrants permanents que pour les provisoires.

Le ministère des affaires sociales et de l'intégration estime finalement à 165 000 le nombre d'étrangers étant arrivés réellement en France pour la première fois en 1989.

Des étrangers entrent, d'autres quittent le territoire. La relative précision des statistiques sur les arrivées tranche avec la pauvreté des connaissances sur les départs. On sait que les expulsions sont en baisse (383 en 1990 contre 1 746 en 1987), tandis que les reconduites à la frontière augmentent (18 238 en 1990 contre 13 837 en 1987). On constate la quasi-disparition des départs choisis et aidés. (421 en 1990 contre près de 33 000 en 1985 lors des restructurations dans l'automobile). Mais il faudra attendre le dépouillement complet du recensement de 1990 pour évaluer le nombre d'étrangers ayant volontairement quitté la France, sans doute plusieurs dizaines de milliers par an.

PHILIPPE BERNARD

(1) Immigration et présence étrangère en France 1990-91. Les données, les faits, par André Leboucq. A paraître à la Documentation française à la mi-décembre.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les procès des fausses factures devant le tribunal correctionnel de Paris

Cogedim : les «facturiers» et leur banquier

La trente et unième chambre du tribunal correctionnel de Paris a repoussé, mercredi 27 novembre, la demande de renvoi du procès de la Cogedim formulée par les avocats de la défense. Du coup, le tribunal a aussitôt entamé l'examen de cette «gigantesque affaire d'une très grande complexité».

C'est M^{me} Claude Nocuquet, la présidente, qui le dit : «Il régnait dans cette banque un climat tout à fait étonnant». Et M. Alvaro Fornazini, à l'époque banquier à la Banco Borges Irmao, n'en disconvient pas. Il reconnaît tout : les clients peu recommandables, les faux comptes attribués pour rendre service et les décaissements massifs en espèces très libéralement autorisés.

Il était, ce brave M. Fornazini, la providence des fabricants de fausses factures toujours en manque de liquidités. Un grand garçon de cinquante-huit ans, épaulé par le mauvais exemple de son directeur général : «Chaque fois que la femme voulait un nouveau manteau de fourrure, Madame la présidente, il l'obligeait gentiment en échange de services». A son tour, M. Fornazini reçoit donc, pour prix de son luxueux intérêt, des petits cadeaux...

Tout se passait entre «amis». Les frères Joachim et Gabriel Gomez, grands spécialistes de la fausse facture aujourd'hui en fuite, lui avaient présenté leurs drôles d'associés : Joseph Choukroun, cinquante-neuf ans, Michel Bria, quarante-trois ans, Emiliano Garcia Abella, cinquante ans, Jean-Jacques Ayoun, quarante et un ans, et quelques autres. Et la Banco Borges Irmao de l'aimable banquier était devenue l'un de leurs établissements de prédilection.

Car si le principe du trafic de la fausse facture semble enfantin, il nécessite tout de même quelques complaisances. Après avoir fondé une société fantôme, encore faut-il établir des factures fictives, déposer

sans encombre les chèques d'entreprises alléchées et pouvoir les décaisser aussitôt en espèces. Le facturier rétribue alors son banquier, entre 2 % et 3 %, prélève sa part, entre 20 % et 30 %, et restitue en liquide le reste au «client», qui récupère auprès de l'Etat la TVA (18,60 %) sans avoir à payer d'impôts sur les bénéfices. Élémentaire...

Sa modestie d'ailleurs en souffrir, Joseph Choukroun, facturier multirécidiviste, se vit ainsi reprocher d'avoir émis pour plus de deux cents millions de francs de factures en trois ans. Des fausses et des vraies, peu de vraies et beaucoup de fausses. M. Choukroun voulait s'expliquer : «Je travaillais l'été comme un ouvrier, l'hiver, Madame la présidente. A la fin, j'en avais quarante. Ça ne passe pas inaperçu. Quand on les met bout à bout, ça va de l'Opéra à la gare de l'Est!» Mais ni le fisc, ni les policiers, ni le juge d'instruction ne purent jamais les retrouver.

«J'ai le feeling»

Joseph Choukroun, qui fut autrefois, assure-t-on, le comptable des redoutables frères Zemmour, glisse sur ce mystère. Petit et rond, il ne lui fait perdre un aplomb bonhomme. «Vous avez créé quatre sociétés en trois ans mais nous n'avons pas découvert votre complicité, s'indigne M^{me} Nocuquet.

«Mais je n'en avais pas... je n'ai pas fait de fausses factures, dans l'Opération bancaire, alors!»

«Une fausse facture, Madame la présidente, j'ai le feeling, vous savez».

On évoque son train de vie, son goût pour les Lancia, les Jaguar et les BMW. Le facturier, aujourd'hui détenu, fit une moue pudique. «Ça fait quand même beaucoup de sous, tout ça, insiste la présidente.

«Vous savez, je ne sais pas si ces histoires de centimes intéressent beaucoup, se hasarde-t-elle.

«Des centimes... On est passé cet argent?»

«On ne prête qu'aux riches, répon-

dit l'inculpé, sentencieux».

On écouta alors longuement Emiliano Garcia et Michel Bria, tous deux enlignés dans la fausse facture jusqu'au cou et déjà condamnés. «J'ai traversé une mauvaise passe en 1985, durant l'hiver, explique Garcia. J'ai fait n'importe quoi pour m'en tirer. Les frères Gomez m'ont apporté l'oxygène...» «J'avais quarante-cinq personnes à nourrir», assure Bria, patron modèle autoproclamé, distribuant à pleines poignées de fortes primes en liquide à son personnel.

«On arrive à cinq ou six millions, note M^{me} Nocuquet.

«Oui, il m'est resté six cent mille francs sur trois ans...»

Ca n'est certes pas M. Fornazini, son voisin d'infortune, qui allait pleurer, lui qui touche «à peine» deux cent mille francs en petits cadeaux. L'affaire lui valut hier la prison et aujourd'hui le chômage.

«J'ai honte de le dire, Madame la présidente», souffle la barre ce géant trop complaisant.

Reprise des débats lundi 2 décembre.

LAURENT GRELSAMER

M. Jacques Médécine sera jugé pour délit d'insolence le 23 décembre à Grenoble. — Au terme d'une longue procédure, M. Jacques Médécine, ancien maire (CNI) de Nice, sera jugé pour délit d'insolence, le 23 décembre, devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Il est reproché à M. Médécine d'avoir bénéficié, en tant qu'actionnaire principal de la société d'édition du mensuel *l'Action Nice-Côte d'Azur*, de publicités émanant d'associations subventionnées par la ville ou par le département des Alpes-Maritimes et d'entreprises ayant des liens contractuels avec ces deux collectivités. Il avait été inculpé le 17 novembre 1989, en sa qualité de maire de Nice, puis en septembre suivant comme président du conseil général. — (Corresp.)

La Sormae : quand la politique rôde...

Le procès de l'affaire des fausses factures de la Sormae s'est ouvert, mercredi 27 novembre, devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris. La première audience a été dominée par la constitution de partie civile de la Ligue des contribuables.

Les uns l'annonçaient triomphalement, les autres s'en montraient navrés, mais tout le monde tombait d'accord : ce procès-là serait tout sauf politique. Tous les élus impliqués ayant été amnistiés ou ayant bénéficié d'un non-lieu (le *Monde* du mardi 26 novembre), il ne resterait plus qu'à parler d'argent, cet argent versé par la Sormae, société du bâtiment, au bureau d'études dissous Urba, mais sans se pencher globalement sur les activités de ce dernier, pompe à finances du PS.

Et la première journée, confuse, juridique, verbale — mal dominée, pour tout dire, par une présidente, M^{me} Jacqueline Chevallier, qui sembla dépassée dès les premières minutes — fut presque conforme à ces prédictions. On s'empoigna d'abord sur la question de savoir si la Ligue des contribuables serait autorisée à se porter partie civile.

Présidé par un conseiller général RPR des Alpes Maritimes, M. Bernard Asso, la Ligue des contribuables n'est pas nouvelle venue dans l'affaire. On l'a fréquemment vue s'agiter, s'efforçant, accusant les uns, de politiser le dossier — comme s'il n'était pas en lui-même éminemment politique — se battant, rétorquant les autres, pour en éviter l'enlèvement.

En forçant — légalement — la porte du tribunal, la Ligue avait pour but essentiel de demander l'audition de deux témoins. D'une part, M. Antoine Gaudin, inspecteur de police révoqué, «découvreur» de l'affaire Urba, auteur à succès et candidat déclaré aux prochaines

élections régionales dans les Bouches-du-Rhône. Il y semblait tout à fait disposé, à en juger par la fréquence de ses interviews dans les couloirs du palais.

D'autre part, la Ligue souhaitait faire citer M. David Azoulay, commissaire aux comptes de la société dissoute Urba, et expert-comptable de la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1988. Ce témoin-là, on pouvait sans peine l'imaginer plus réticent.

L'objectif de la manœuvre était limpide : élargir au forcps le cadre restrictif dans lequel était entré ce procès, et déboucher pour l'opinion publique — défaut du tribunal, qui n'en est pas saisi — sur la mise en cause du financement de la campagne présidentielle.

Une certaine confusion

Qu'en pensait le tribunal? Une certaine confusion a régné sur ce point. Si M^{me} Chevallier, implicitement, parut admettre cette constitution de partie civile, elle sembla aussi faire en sorte de laisser à M. Azoulay une possibilité légale de s'éviter l'épreuve, en fixant la date de sa convocation au 5 décembre, soit avant l'échéance du délai de dix jours requis par ce type de procédure. Un procédé dont les avocats de la Ligue n'ont pas manqué de souligner l'étrangeté. Soit on estime le témoignage de M. Azoulay essentiel à la manifestation de la vérité, et on le convoque fermement. Soit on n'estime pas nécessaire de l'entendre, et on s'épargne alors la peine de le convoquer.

Après cette empoignée, on ne fit qu'entrevoir les inculpés. Sur le banc de droite, avait pris place l'ex-député-major d'Urba, MM. Gérard Monate et Joseph Delcroix, respectivement ancien PDG et ancien directeur administratif, avaient des mises modestes de retraités des postes. Leurs pensions respectives se montent à 18 000 et 15 000 F par mois. «J'habite à la campagne. Ma femme

n'a pas retrouvé de travail», expliquait M. Joseph Delcroix, le scribe manique des fameux «carnets» saisis par la police qui mettaient en cause de nombreux dignitaires socialistes. Les flots d'argent sale, d'argent occulte, d'argent noir, ne sont visiblement pas à chercher dans ces poches-là.

Sur le banc de gauche, se trouvaient les «corrupteurs» présumés : quatre cadres du bâtiment, centraiens, ingénieurs, un autre univers, mais tout aussi déplacé sur les bancs de la correctionnelle.

Quant aux représentants de la classe politique, il fallait les chercher sur les bancs du public. Outre le candidat Gaudin, on y notait la présence du directeur du cabinet de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, M. Gérard Welter, qui, à distance, gardait un œil attentif sur les événements. La politique, pour l'instant, n'a certes pas encore pénétré ouvertement dans les débats. Mais elle rôde aux alentours. Le tribunal parviendra-t-il à l'y maintenir?

DANIEL SCHNEIDERMAN

Deuxième inculpation de faux en écriture publique pour le maire de Moyenneville-Grande (Moselle). — Déjà inculpé en mars 1990 de faux en écriture publique pour la passation d'un marché de 120 000 F, le maire (PS) de Moyenneville-Grande, M. René Drouin, député de la Moselle, vient de se voir notifier une deuxième inculpation pour le même chef, par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy à la suite d'une plainte d'un conseiller municipal d'opposition. M. Drouin est soupçonné d'avoir signé, en mars 1989, une délibération de conseil municipal concernant l'octroi d'indemnités au maire et à ses adjoints (auxquelles ils ont droit), alors que le sujet n'aurait pas été débattu en séance.

EN BREF

Accélérateur de Forbach ne sera pas remis en marche. — Le juge des référés de Sarreguemines (Moselle) s'est opposé, mercredi 27 novembre, à la remise en marche de l'accélérateur de la société Electron Beam Service (EBS), à Forbach où trois ouvriers avaient été gravement irradiés en août. Une première ordonnance, en date du 5 novembre, avait autorisé la remise en marche de l'appareil sous réserve d'une «vérification complète de l'installation» par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) (le *Monde* du 7 novembre). Celui-ci a estimé que les améliorations à la sécurité apportées par EBS étaient insuffisantes et s'est opposé à la réouverture de l'unité de production.

Quinze inculpations dans une affaire de trafic de voitures vers le Maghreb. — Quinze personnes soupçonnées d'avoir participé à un trafic d'automobiles entre Marseille et les pays du Maghreb ont été inculpées mercredi 27 novembre d'escroquerie à l'assurance et d'écroulées à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille. Une cinquantaine de voitures de particuliers auraient ainsi été vendues trois fois leur valeur dans les pays du Maghreb, notamment en Algérie, où elles étaient transportées. Ensuite, les véhicules étaient déclarés volés auprès des assurances. Un transitaire marseillais, un footballleur professionnel toulonnais et une gardienne de la paix de Lyon font partie des prévenus.

L'université de droit d'Aix-Marseille condamnée pour avoir refusé un mémoire sur le lycée militaire d'Aix-en-Provence. — La cour administrative d'appel de Lyon a débouté l'université de droit d'Aix-Marseille-III, qui avait fait appel d'un jugement du tribunal administratif de Marseille la condamnant à verser à un étudiant, M. Rémi Darne, une indemnité de 42 908 F et 5 000 F à titre de frais pour lui avoir refusé son mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA) portant sur l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence (des lycéens fascistes avaient obtenu le renvoi de deux professeurs ne partageant pas leurs opinions politiques). Dans son mémoire, M. Darne critiquait le comportement de diverses autorités administratives, dont la direction de l'université.

Affaire Kemmache : la Cour de Strasbourg condamne la France pour lésion judiciaire. — La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France mercredi 27 novembre pour lésion judiciaire aussi bien pour la détention provisoire (quatre périodes pour une durée totale de deux ans, dix mois et dix jours) que pour la procédure criminelle (verdict huit ans après l'inculpation) engagée à l'encontre de Michel Kemmache, un hôtelier parisien de quarante-huit ans, condamné en avril dernier à onze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour détention, circulation irrégulière et usage de faux dollars (le *Monde* du 28 et du 29 mars). Cela ne clôt pas l'affaire : la Cour européenne doit encore examiner une autre requête de l'hôtelier et la Cour de cassation doit se prononcer sur l'arrêt de la cour d'assises des Alpes-Maritimes.

Relaxe de l'entrepreneur responsable du «usage toxique» de Nantes. — La troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes (Ile-et-Vilaine) a confirmé mercredi 27 novembre le jugement de relaxe sur le fond prononcé par le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique) à l'égard de l'ancien directeur d'un entrepôt d'engrais dont l'incendie en 1987 avait provoqué un usage toxique sur l'agglomération nantaise. Le parquet général avait requis une amende de 400 000 F contre l'entrepreneur pour avoir stocké sans autorisation et dans des conditions dangereuses 750 tonnes d'ammonitrate. La cour d'appel a toutefois porté à 58 000 F le montant des amendes prononcées contre l'entrepreneur pour infractions au code du travail.

Inculpation de M. Georges Fontes, ancien maire de Béziers. — M. Georges Fontes, ancien maire de Béziers et actuel président du conseil d'orientation et de surveillance de la caisse d'épargne locale, a été inculpé, mercredi 27 novembre, de complicité d'abus de biens sociaux et d'usage de faux. Il lui est reproché d'avoir signé des documents permettant la vente de sept parcelles d'un lotissement, dont le prix avait été largement sous-évalué par un inspecteur des domaines qui n'était pas habilité pour cela. M. Fontes, qui fut secrétaire d'Etat aux anciens combattants du gouvernement de M. Chirac, préside actuellement le RPR dans l'Hérault. — (Corresp.)

Obsèques à Aix-en-Provence d'un policier municipal tué par un vagabond. — Plus d'un millier de personnes ont suivi, mercredi 27 novembre à Aix-en-Provence, les obsèques de Serge Attard, le policier municipal tué en service, samedi 23 novembre, alors qu'il effectuait une mission d'litotage avec un collègue. Le fonctionnaire avait été mortellement blessé par un vagabond, Jean-Claude Pelletier, qui avait tiré avec un fusil à double canon dissimulé dans un sac. Le vagabond avait été tué sur place par l'autre policier qui, selon l'enquête, se trouvait «en état de légitime défense». Serge Attard a été, à titre posthume, fait chevalier de l'Ordre national du mérite.

L'administration fiscale déboutée dans l'affaire des Girondins de Bordeaux. — La troisième chambre du tribunal correctionnel de Bordeaux a débouté, mercredi 27 novembre, la direction générale des impôts qui avait assigné les deux anciens présidents du club de football des Girondins de Bordeaux, MM. Alain Affelou et Claude Bez, pour avoir omis de déclarer certaines sommes et procédé à des déductions de TVA abusives. Le tribunal a prononcé la nullité des citations qui avaient été délivrées aux deux hommes alors qu'ils n'étaient plus présidents du club.

M. Joseph n'estime pas «soutenable» de modifier la législation sur l'enseignement privé. — M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui répondait mercredi 27 novembre à l'Assemblée nationale à une question de M. René Couanaut (UDC), a indiqué que «le gouvernement ne jugeait pas soutenable de modifier» la législation sur l'enseignement privé (loi Falloux de 1850) et l'équilibre acquis «au terme d'une histoire passionnément tumultueuse» à l'occasion du vote du projet de loi sur l'administration territoriale actuellement en deuxième lecture à l'Assemblée.

TENNIS : les matches de la Coupe Davis. — Le résultat du tirage au sort des matches de la finale de la Coupe Davis de tennis qui opposera, à partir du vendredi 29 novembre à Lyon, la France aux Etats-Unis est le suivant : vendredi, Guy Forget/André Agassi, Henri Leconte-Pete Sampras. Samedi, Guy Forget/Arnaud Boetsch-Ken Flach/Robert Seguso. Dimanche, Guy Forget-Pete Sampras, Henri Leconte-André Agassi.

- Vos enfants n'ont peut-être pas fini les prises de tête, mais il faut savoir souffrir pour être célèbre.

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2 décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1992.

NATHAN Le Monde

1991-1992 - 5ème anniversaire.

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

JEUDI 28 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ÉCRIT, LE SIGNÉ, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ÉCRIVAINS. Galerie du BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MAX ERNST. Retrospective. Grande galerie 5^e étage. Du 28 novembre au 27 janvier 1992.

LE GESTE ET LE REGARD, MOI AUSSI JE SÛS. Atelier des enfants. Jusqu'au 8 janvier 1992.

MARCEL LOOS. Photographies d'architecture. Galerie du CCI. Jusqu'au 6 janvier 1992.

NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH. Galerie contemporaine. Entrée : 16 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Mr Bojangles' memory and son fire. Galerie du CCI. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (42-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAU : DESSINS DES COLLECTIONS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 18 février 1992.

CRAYON, ENCRE OU TERRE CUITE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

EDVARD MUNCH PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

LA PAYE DES MOISSONNEURS, DE LÉON LHERMITTE. Photographies de l'œuvre de Léon Lhermitte. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). Jeu. ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, lun. mar. de 9 h à 21 h 45.

DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVURES ALLEMANDES DU XVI^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Gravures allemandes du XVI^e siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Ouvert exceptionnellement sam. et dim. jusqu'à 19 h.

ALBERTO GIACOMETTI. Entrée : 40 F. Du 30 novembre au 15 mars 1992.

LIEUX COMMUNS. FIGURES SINGULIÈRES. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 12 janvier 1992.

AGNÈS MARTIN. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Lacour (47-23-61-27).

LES AMOUREUX DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

GERICAULT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages (42-99-54-10). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

SALON DES ARTISTES FRANÇAIS. (43-59-52-49). T.J. de 10 h à 19 h. Entrée : 40 F. Du 28 novembre au 15 décembre.

UN AGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848). Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-89-69). T.J. sf mar. de 12 h à 19 h, sam. dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30.

PIERRE DUNOYER, ROBERT GOBER, RAUL RUZ, L'EXPULSION DES MAURES. Galeries nationales du Jeu de Paume. Jusqu'au 1^{er} décembre.

MUSÉES

14-18 A L'AFFICHE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle de l'Assemblée, place des Invalides (45-55-37-70). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Du 30 novembre au 15 février 1992.

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer, 16, rue Chapuis (48-74-06-30). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

GIOVANNI BOLDINI. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDDHIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ CEYLAN. Musée de l'Asie, 105, rue de Valenciennes (42-86-56-56). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

LES CAPITULES DE TOULOUSE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue de Valenciennes (40-27-80-00). T.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40. 27. 82. 18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

CENT ANS D'OLYMPIQUE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-56-56). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 22 février 1992.

LA CITÉ ET LES NÂIFS. Musée d'Art naïf Max Fourny - hôtel Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 23 janvier 1992.

LES COULEURS DE L'ARGENT. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} février 1992.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET. Donation de l'artiste au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 mars 1992.

D'UNE MAIN FORTE. Manuscrits hébraïques des collections françaises. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de la Harpe (47-03-61-10). T.J. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

ÉLÉGANCES ET MODES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée des arts de la mode, galerie de pierre, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 mars 1992.

GIVENCHY, 40 ANS DE CRÉATION. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

HARCOURT OBLIGE. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 1^{er} mars 1992.

HISTOIRE DE VOIR. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

PASCAL KERN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 6 avril 1992.

RENÉ LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 mars 1992.

MARIE DE MÉDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (42-34-25-06). T.J. sf lun. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

MOZART A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40, mer. et ven. jusqu'à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

OPÉRA BULLES. Exposition-spectacle sur la bande dessinée, Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (40-03-39-03). T.J. sf lun. de 13 h à 21 h. Entrée : 60 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le Paris d'Hausmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-33-87). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 26 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

PHOTOGRAPHIE ET SCULPTURE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 26 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 avril 1992.

QUAND L'AFFICHE FAISAIT DE LA RÉCLAME. L'affiche française de 1920 à 1940. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de Méliès (40-67-80-00). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (prix d'entrée du musée). 11 F le dim. Jusqu'au 3 février 1992.

STÉPHANE BORDARIER. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 14 décembre 1991.

BERNARD BORDARIER. Galerie Nikki Diana Marguerite, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 30 novembre 1991.

BERNARD BOSSLET. Galerie Gilles Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 27 janvier 1992.

LE CARRÉ DANS LE CARRÉ. Vernissage commémorant de 120 galeries du Carré rive gauche (42-78-98-37). Jusqu'au 30 novembre 1991.

CÉSAR DIETMAN, KUDO, POMME, ROULE, SPRII. Galerie Mathias Fels & Co, 138, bd Hausmann (46-62-21-34). Jusqu'au 21 décembre 1991.

FRANCESCO CLEMENTE. Galerie Daniel Tempion, 4, avenue Miroso (47-20-15-02). Jusqu'au 30 novembre 1991.

GUSTAVE LE CREACH. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-28-97-52). Du 28 novembre au 11 janvier 1992.

WOLFF. Éditions exclusives. Galerie Artcuriel, 9, av. Maitignon (42-99-16-18). Du 3 décembre au 31 décembre 1991.

LUIGI DE COINTET. Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-35-25). Jusqu'au 14 décembre 1991.

NIKI DE SAINT-PHALLÉ ET TINGUELY. Galerie Artcuriel, 9, av. Maitignon (42-99-16-18). Jusqu'au 30 novembre 1991.

D'ODILON REDON A JEAN FAURIER. Le collectionneur Armand Parent (1863-1954). Galerie 1900-2000, 9, rue de Penthièvre (47-42-93-08). Jusqu'au 3 novembre 1992.

VIRGINIA DWAN. New York, les années 60 et 70. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-36). Jusqu'au 28 novembre 1991.

AVI EISENSTEIN. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 23 décembre 1991.

SYLVIA ELHARRA-LEMBERG. Mémoire et témoignage. Galerie Lella Brodsky, 17, rue de Grande-Augustine (45-33-28-30). Du 28 novembre au 25 janvier 1992.

ANNE FERRER. Galerie Langer Fain, 14, rue Debeyleme (42-72-09-17). Jusqu'au 4 janvier 1992.

GUILLAUME RENO. Blanchard, Boisson, Combes, Di Rosa, Jammes. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 4 janvier 1992.

FOUGERON. Rugby. Galerie Artcuriel, 9, av. Maitignon (42-99-16-18). Du 3 décembre au 31 décembre 1991.

GERARD GAROUSTE. Galerie Durand, 19, rue Mazarine (43-26-35-25). Jusqu'au 30 novembre 1991.

GIACOMETTI. Gravures et lithographies. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merr (42-78-43-44). Jusqu'au 16 janvier 1992.

GIACOMETTI-SCHIEDEGGER. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 15 janvier 1992.

SHIRLEY GOLDFARB. Galerie Zabriz, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 8 janvier 1992.

GERARD GUYOMARD. N'importe quoi, tout à fait. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud, angle 22, rue de Renard (42-77-37-82). Jusqu'au 2 janvier 1992.

CLAUDIA HART. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debeyleme (42-72-99-09). Jusqu'au 28 décembre 1991.

CARSTEN HALLER. Galerie Michel Vidal, 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 11 janvier 1992.

CATHERINE IKAM. A. B. Galeries, 24, rue de Valenciennes (45-55-37-70). Jusqu'au 15 décembre 1991.

VERONIQUE JOURMARD. Galerie Anne de Villepion, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Du 30 novembre au 18 janvier 1992.

ALAIN JULIEN-MINGUEZ. Galerie Françoise Paillet, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 21 décembre 1991.

RACHID K. Galerie Régine Deschênes, 6, rue Sainte-Anastase (42-78-21-25). Jusqu'au 30 novembre 1991.

KANNO. Galerie Prazan Froussé, 25, rue Guénégaud (45-34-77-81). Jusqu'au 18 janvier 1992.

JEAN KIRAS. Galerie Lise et Henri de Manon, 12, rue de la Paroisse (42-72-62-08). Jusqu'au 28 décembre 1991.

LABAUVIE. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Merr (42-78-43-44). Du 30 novembre au 31 janvier 1992.

RENÉ LALIQUE. Galerie Florence Doris, 4, rue Bourbon-le-Château (40-46-00-00). Jusqu'au 30 novembre 1991.

FRANÇOIS LEGRAND. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 20 décembre 1991.

EUGÈNE LEROY. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 7 décembre 1991.

PIERRE LESIEUR. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (42-68-99-73). Jusqu'au 6 janvier 1992.

HÉLÈNE LHOÏE, SUZANNE JUTA. Galerie Christine Marquet de Vasselot, 18, rue Charlot (42-78-00-31). Jusqu'au 21 décembre 1991.

LUMIÈRES. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 11 janvier 1992.

MARINA ABRAMOVIC. Galerie Enrico Vavatta, 75, rue du Faubourg-Saint-Horé (47-42-65-66). Jusqu'au 28 novembre 1991.

EVA AEPPLI ET JEAN TINGUELY. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lud (48-04-34-40). Jusqu'au 20 novembre 1991.

AERONAUT. Les MONTGOLFIERES D'ARTISTES. Espace Kronenbourg aventure, 30, avenue George-V (44-31-16-00). Du 2 décembre au 21 décembre 1991.

MAILLIOL. Sculptures, dessins, peintures. Galerie Oms Vierny, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 25 janvier 1992.

JOSÉ MALDONADO. Galerie Fromant et Putman, 33, rue Chatelet (42-78-03-50). Du 28 novembre au 11 janvier 1992.

PAOLO MARTINUZZI. Clara Scremin Gallery, 18, rue des Filles-du-Calvaire (44-55-38-06). Jusqu'au 31 décembre 1991.

ANDRÉ MASSON. Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre 1991.

ADALBERTO MECARELLI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-38-54). Jusqu'au 5 décembre 1991.

LES MINIATURES ABSTRAITES DE SOUCHI. Galerie de l'Arcade, 2, place des Vosges (40-27-82-34). Jusqu'au 31 décembre 1991.

PASCAL MOURGUE. Galerie Clara Scremin, 38, rue de Charonne (43-55-85-59). Jusqu'au 31 décembre 1991.

JUAN MUNOZ. Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis, rue des Hautefeuilles (48-87-60-81). Du 30 novembre au 8 janvier 1992.

NICE A. B. C., ALOCCO, BEN, CHUBAC. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 18 janvier 1992.

L'ŒUVRE PHOTOGRAPHIQUE CONSIDÉRÉE COMME UN ÉTAT DE SCULPTURE. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-06-62). Jusqu'au 4 janvier 1992.

PAYSAGES FLAMANDS DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Galerie d'art Saint-Jacques, 287, rue Saint-Jacques (42-60-15-03). Jusqu'au 20 décembre 1991.

ARTHUR PENCK. Galerie Lasca-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 décembre 1991.

PETITES ŒUVRES SUR PAPIER. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-68). Jusqu'au 10 janvier 1992.

JEAN-PAUL PHILIPPE. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 14 décembre 1991.

PIERO PIZZI-CANNELLA, WILLIAM MACKENDREE, MAX NEUMANN. Œuvres sur papier. Galerie Vidal-Saint-Pierre, 10, rue du Tréport (42-78-08-06). Du 30 novembre au 28 décembre 1991.

MIQUEL PLANAS. Galerie Bellini, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 21 décembre 1991.

RAYMOND POULET. Galerie Artcuriel, 9, av. Maitignon (42-99-16-18). Du 3 décembre au 31 décembre 1991.

ARNULF RAINER. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 18 janvier 1992.

WILLY RIZZO. Galerie Agathe Galliard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 24 décembre 1991.

MANOLO RUIZ-PIPO. Galerie Charles et André Bailly, 25, quai Voltaire (42-60-36-47). Jusqu'au 28 février 1992.

ANDREAS SHON. Galerie Montmarcy, 31, rue Mazarine (43-54-95-30). Jusqu'au 30 novembre 1991.

SETON SMITH. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turénne, 2^e étage, escalier B (42-74-56-38). Jusqu'au 7 décembre 1991.

ANTONI TAPIES. Galerie Lelong, 19, rue de Valenciennes (45-55-37-70). Jusqu'au 8 janvier 1992.

THE PENCIL OF NATURE. Galerie Samia Scouras, 18, rue des Couronnes-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 5 décembre 1991.

BERNARD TURLOT. Galerie Bernard et Gwéolide Zurcher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 14 décembre 1991.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 29 NOVEMBRE

« Salles souterraines du couvent des Bernardins et de la première faculté de médecine », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (D. Bourcier).

« Promenade de la tour Saint-Jacques à la maison de Nicolas Flamel », 15 heures, place du Châtelet (Lutèce-visites).

« Munich et la France », 13 h 10, devant l'entrée quai Anatole-France (C. Merle).

« Munich et la France », 11 heures, parvis du Musée d'Orsay (Vive Casse).

« Les plus célèbres chefs-d'œuvre du Louvre », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (Aux arts, et cetera).

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 15, 4, bd du Palais (Tourisme culturel).

« Hôtels et jardins du Marais et la place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

« Œuvre et la Renaissance germanique au Musée du Louvre », 15 heures, métro Palais-Royal, place Colette (Paris et son histoire).

« De Watteau à David », 15 h 30, métro Champs-Élysées-Clemenceau (M. G. Leblond).

« Les salons baroques de l'hôtel de Lassay », 14 heures, 33, quai d'Orsay (P. Fernandez).

CONFÉRENCES

25, rue Meunier, Centre associatif Meunier-Saint-Denis, 19 heures :

« Voyages littéraires, Prague la Belle (2) », par Joëlle Thibault.

Centre Georges-Pompidou, 19 heures : « Le temps dans la peinture », avec Daniel Fauvel.

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 9 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de langoustes et de langoustes.
18, place de Châtelet Paris 6^e
Réservations : (1) 40 74 41 70 - Fax : (1) 42 80 43 10

CHEZ HANS
L'Alcove de Paris dans un décor unique.
3, place de la Bastille 75004 Paris 4^e
Anglo-Malgache-Bar de Danse
Réservations : (1) 45 48 00 42 - Fax : (1) 45 44 35 40

FORMIDABLE !

Le Prestigieux Cabaret de Paris

20 H DINER CHAMPAGNE ET REVUE, 505 F
22 H ET 24 H CHAMPAGNE ET REVUE, 420 F
PRIX NETS - TAXES ET SERVICE COMPRIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
82 BOULEVARD DE Clichy • 75018 PARIS
RESERVATIONS : (1) 48 06 00 19 ET AGENCES
FAX : 42 33 02 00
→ ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE

THÉÂTRE

Sonate posthume

JUSQU'À
LA PROCHAÎNE NUIT
à l'Essor

L'homme allume lentement les bougies. Ses yeux sont effrayés. Il est tendu comme un animal aux aguets. Pour du noir. C'est la nuit. Sa femme est là, aussi hébété que lui, elle revient du concert, apparemment abasourdi. Cette sonate posthume de Schubert leur cogne encore dans la tête.

Schubert. Le pianiste, c'est lui l'échelle. Il est passé dans leur vie, violemment sans doute. On ne sait pas. Ils ont peut-être commis un crime, ou bien la passion... On ne saura jamais.

Rien n'est précisé au fil de cette nuit de régal de comptes, où l'on se tue à coup de souvenirs, de regrets. Avec brio, Rezvani laisse courir l'imagination du spectateur. Il vit depuis longtemps dans une maison isolée du massif des Maures, connaît le silence, l'enfermement. Il a écrit un huis-clos avec des mots simples et superbes de densité. C'est une douloureuse musique du désespoir à lire que ce texte en forme d'exorcisme, un très beau texte consciencieusement servi par deux comédiens fidèles, Anna Tatu et Pierre Chabert.

B. M.

► Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre. Tél. : 42-78-46-42.

► Jorge Lavelli à l'Institut international du théâtre. — Jorge Lavelli, directeur du théâtre national de la Colline, vient d'être élu président du Centre français de l'Institut international du théâtre. — L'Institut international du théâtre, créé en remplacement de Jean Podromide, arrivé au terme de son mandat. L'Institut met en place un comité international, chargé d'étudier les problèmes d'économie, de gestion et de création posés par les bouleversements politiques et sociaux.

► M. Alain Decaux, président de l'AFAA. — M. Alain Decaux, ancien ministre délégué à la francophonie, membre de l'Académie française, a été élu, mercredi 27 novembre, président de l'Association française d'action artistique (AFAA). Il remplace Louis Joxe, ancien ministre, décédé en avril.

MUSIQUES DU MONDE

18 H 75 F



JEUDI 5 DECEMBRE 18H

ZAP MAMA

5 "black and white" zappent les musiques : chants d'Afrique, jazz, gospel, reggae, afro-cubain... — a capella

VENDREDI 6 DECEMBRE 18H

DIMI

MINT ABBA

MAURITANIE une des grandes chanteuses d'Afrique

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Polémique autour du Théâtre du Rond-Point

Des comédiens français inquiets de l'« invasion étrangère »

Une polémique s'est engagée à propos du Théâtre du Rond-Point comédié à Cherif Kaznadra, qui doit y installer un Rond-Point des cultures du monde (le Monde du 10 juillet), avec pour mission d'accueillir des productions étrangères et françaises, d'abriter l'Académie internationale du théâtre et certaines manifestations du Festival d'Automne. D'autre part, la salle doit être fermée au public de février à septembre 1992 le temps d'y faire les indispensables travaux de rénovation. Enfin, si l'Etat s'est engagé à épargner la dette accumulée par le théâtre (8 millions de francs), Cherif Kaznadra doit en deux ans présenter un budget en équilibre. Ce qui signifie des mises à la retraite anticipée et des licenciements. Les personnels s'émouvent et protestent.

« Les acteurs français du théâtre », suivant l'exemple des musiciens indignés par la présence de leurs collègues américains dans des productions américaines à Paris, ont envoyé au ministre une lettre-pétition dans laquelle ils expriment leur inquiétude : « (...) « Sans être sectaires, nous ne pouvons élever de nous interroger. Nous avons déjà au cœur de Paris le Théâtre de l'Odéon devenu Théâtre de l'Europe, ayant pour mission d'accueillir les prestigieuses productions de la Communauté européenne, et nous n'y sommes plus invités qu'occasionnellement. Le Théâtre de la Ville privilégie les ballets contemporains internationaux, les musiques du monde, alors est-il opportun de nous priver d'un lieu de travail dans le seul nom de Renaud Barrault, lui-même directeur du Théâtre français à New York, ni Berlin, etc., ne nous offrent de structure d'accueil permettant une réciprocité, des échanges établis équitablement de part et d'autre. Nos professionnels de théâtre ne sont que rarement, voire pas du tout sollicités. Le théâtre est une part importante de notre patrimoine, il comprend, avec les œuvres, les artistes et les lieux de spectacle. A vouloir changer l'attribution de ces lieux, on aggrave le chômage, notre profession et l'on porte atteinte au rayonnement de notre culture. »

A la suite de cette lettre, M. Bernard Favre, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, apporte quelques précisions : « Jean-Louis Barrault reste directeur honoraire du Théâtre du Rond-Point (...). La salle appartient à la Ville de Paris qui la met à la disposition de l'Etat jusqu'en l'an 2000. (...) Cette entreprise, dirigée à

titre personnel par Jean-Louis Barrault, a connu ces dernières années des difficultés financières. (...) Elle garde sa vocation de théâtre d'accueil de créations françaises et étrangères, et participera d'une politique d'échange qui permet à tant de spectacles français d'être présentés à l'étranger. Une association nouvelle vient d'être mise sur pied pour préparer la nouvelle gestion de ce lieu. (...) Place y sera faite à des productions françaises, de la même manière que le Théâtre de l'Europe invite des metteurs en scène européens à travailler avec des acteurs français ou présente la mise en scène d'un artiste français sur la pièce d'un auteur étranger et avec des acteurs français. »

« La restructuration est en cours. Les 43 collaborateurs permanents du théâtre en ont été informés. La plupart d'entre eux bénéficieront d'un plan social mixé en place à cet effet. (...) D'autre part, la direction du théâtre rappelle ce qui a été entrepris sous son égide avec son secteur privé dans la capitale : un appui au secteur privé dans la culture, une aide accrue à l'initiative pour qu'il puisse coproduire des créations étrangères. Le relance sur un projet tout à fait neuf de la Cité universitaire internationale.

nale, dont les trois salles seront renouées avec l'aide de la Chancellerie des universités de Paris, et dont la nouvelle directrice a reçu la charge d'accueillir les jeunes compagnies françaises et étrangères. (...) »

Il est vrai que Paris, où est né le Théâtre des Nations, peut s'engouffrer à briser plusieurs structures d'accueil permanentes pour les grandes productions étrangères, les festivals internationaux prêts à rendre la parole aux spectacles français sont nombreux. D'autre part, l'Almaida à Londres ou le Hebbel à Berlin reçoivent régulièrement des troupes étrangères (théâtre, danse, musique). Enfin, il existe actuellement douze théâtres de l'Europe, à Berlin, Düsseldorf, Milan, Madrid, Londres, Budapest etc.

Il est surprenant de voir reprocher au Théâtre de la Ville son action en faveur de la danse, qui n'a pas à se disputer autant de lieux que le théâtre. On peut décompter cette semaine à Paris 202 spectacles différents dans 129 salles, non compris les cafés-théâtre. Comme dans d'autres professions, notamment intermittentes, le chômage est un problème préoccupant chez les comédiens. Chez eux, c'est sans doute l'organisation du travail, la professionnalisation, qui sont défectueuses. Il est légitime de lire un texte à connotations xénophobes signé par des gens qui sont loin des choses nationales et dont la tradition est justement l'ouverture. — C. G.]

ARTS

Le grand spectacle de Max Ernst

Suite de la première page

Autant celle qui s'était tenue au Grand Palais en 1975 prêtait à la critique, trop nombreuse, alourdie d'œuvres de second ordre, autant celle-ci paraît maîtrisée et disposée de façon à ne jamais laisser l'œil ni saturer le regard.

Dans une architecture réduite au plus sobre, et donc au seul nécessaire, peintures, dessins et collages ont été respectueusement mis en valeur. Cette déference amicale contraste heureusement avec la désinvolture des accrochages à présentation démonstrative qui font l'ordinaire des musées. Mais cette déférence n'est pas non plus sans conséquence : Max Ernst le révolté cède le pas à Max Ernst l'artiste virtuose.

La qualité de l'œuvre se révèle de façon éclatante, qualité formelle, qualité esthétique. A toutes les périodes de son évolution, des très petites peintures exécutées pendant la première guerre mondiale aux huiles de vaste format des années 30 et 50, quels que soient les procédés et les matériaux, qu'il découpe, assemble ou, plus simplement, peigne à l'huile et à la gouache, Ernst appartient à l'étrange aristocratie de ceux que leur main ne trahit pas.

Les tentatives les plus hasardeuses, combinaisons extravagantes, fragments d'illustrations scientifiques en noir et blanc collés sur fond de couleur préparée et rehaussés au pastel ou à l'aquarelle, toile, frottages et coultures, il les mène infatigablement à leur aboutissement. Il en tire le parti le plus

séduisant. Ce savoir triomphant, très tôt, dans les montages dadaïstes exécutés à Cologne et à Paris dans les années de l'après-guerre. Si anarchisme il y a dans leur inspiration, si elles se veulent choquantes, la provocation se tempère de tant d'art qu'elle n'est plus guère sensible désormais. La Grande Roue chromatique, les Piédestals, The Punching Ball ou l'Immortalité de Bagnard, Dada Gauguin et Dada Degas, autant de précieuses images baroques, délicatement composées et colorées, ironiques avec grâce et, quelques-unes, érotiques avec élégance.

Une fertilité prodigieuse

Par comparaison, Picasso paraît brutal et systématique, Schwitters pesant et maladroit. Les manipulations à base de photographies poussent la perfection et l'illusion à leur plus haut degré. On imagine la stupeur et l'admiration de Izara et de Breton à la découverte de ces miniatures admirables surgies d'Allemagne.

Les premières peintures parisiennes, l'illustration *Éléphant Céleste* de 1921 et le non moins fameux *Œdipe Rex* de 1922, qu'achète Eluard, manifestent autant de savoir-faire, quand même le format a grandi et la manière changée. Ces toiles supporteraient sans peine d'être placées contre un Chirico et un Miro contemporains. Celles qu'Ernst exécute ensuite, et tout au long de l'entre-deux-guerres, ne démentent pas ce point. Mieux, si l'on veut : elles le vérifient sans cesse. Alors que le surréalisme bretonien déroule

Côté Beckett

ACTES SANS PAROLES
Square Séverine

Porte de Bagnolet, encerclé par la ronde des voitures, il y a un square et dans le square un chapiteau. On entre, on s'assoit. En face, les bancs en demi-cercle sont vides, si ce n'est un jeune garçon qui semble égaré là. Une femme aux cheveux oranges, moulée dans une robe rouge, chaussée de bottines vertes à talons-aiguilles, mime les attitudes d'une chanteuse de boulevard, accompagnée par un petit orchestre. C'est comme un voyage du côté de chez Kafka.

Et puis arrivent un costaud et un adolescent — chemise blanche, pantalons noirs — qui portent des chaises, les calent sur le sable de la piste, s'assoient, et d'un même mouvement croisent leur jambe. Brusquement, l'adolescent exécute des sauts périlleux et entretient sur les épaules du costaud.

C'est l'ambiance d'Actes sans paroles, spectacle du Compagnie foraine, qui se réfère à cet air de dérision ambre flottant dans le ciel de Beckett, à la désolation de son univers, à l'éternel recommencement des

gestes sans importance transformés en rituel mystérieux, angoissant.

Ainsi, l'un après l'autre, trois personnages se coupent les ongles avec de gigantesques ciseaux, puis tentent en vain d'attraper une bouteille d'eau qui leur échappe, de se pendre à une branche qui disparaît... Trois histoires presque pareilles qui chaque fois se dégradent un peu plus et s'achèvent sur un clown endormi devant les parois du chapiteau ouvertes sur la nuit, sur la rue... Il y a dans ce spectacle d'une heure quelques images rares, d'une fragilité beauté. Mais rien de plus difficile que de « jouer la vide », l'intensité la plus forte est indispensible, et dans ce métissage cirque-théâtre, par moments elle manque. C'est une question de métier. La Compagnie foraine est toute neuve : elle apporte sa vivacité, son intelligence, sa vision artiste. C'est beaucoup.

COLETTE GODARD

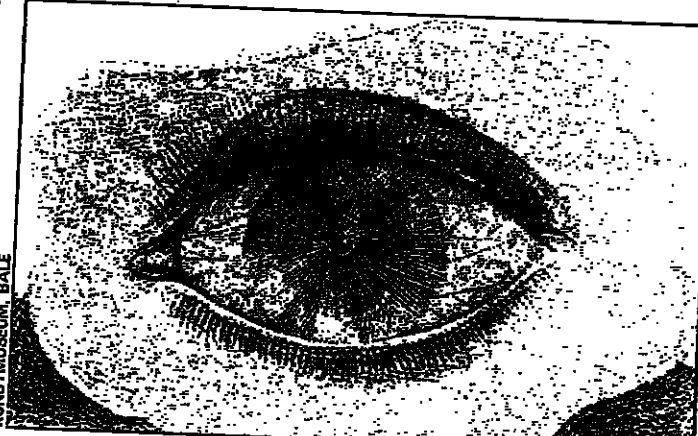
► Porte de Bagnolet, du mercredi au samedi à 21 heures. Jusqu'au 13 décembre. Tél. : 43-31-80-69.

ses fastes, décrète ses théories, met en scène ses disputes de famille, ses trahisons à l'assaut, ses incursions guignolesques. Ernst, que ce psychodrame semble peu affecter et que la libération de l'inconscient ne trouble guère, s'emploie avec succès à inventer des méthodes nouvelles pour beaux dessins et de la peinture, de beaux dessins et belles peintures.

Sa fertilité vient alors du prodige et ne se compare guère qu'à celle de Picasso, si différente soient-elles. Qu'il ait influencé Masson, Brauer, Dali, Leonor Fini, et même Dubuffet semble-t-il quelquefois, ne surprend pas car il y a dans ses travaux matière à de longues variations. Avec une planche, des feuilles

ne résiste pas au plaisir de compliquer à l'infini ses effets, de faire preuve d'une habileté de plus en plus brillante.

En 1942, réfugié aux Etats-Unis après avoir fait l'expérience des camps d'internement français établis en France, il met en chantier une toile dénommée *Le Surréalisme et la peinture*. On y voit un monstre vaguement androgyne, Léda et son cygne emmêlés, pointer un pinceau très fin sur une toile où se disposent des courbes et volutes selon la plus scrupuleuse géométrie. Juste allégorie : le surréalisme, en effet, cède à la griserie du maniérisme. Métier, ni bavures ni gestes, soupçon



« La roue de la lumière », 1925, collection particulière, Suisse.

mortes, une lime à métal, une feuille de papier et une mine de plomb, il suscite des paysages oniriques et des monstres parfaits. Odilon Redon, Blake, Grünewald et les siens ont enfin un héritier qui ressuscite le genre de l'art fantastique. Les forêts, les villes imaginaires, les nuages, les villages de bois, les phosphorescents et peuplés d'insectes désarticulés, envahissent des tableaux de plus en plus larges et panoramiques, des tableaux cinématographiques pour tout dire.

Grande peinture alors ? Grand spectacle plutôt, et particulièrement dans les années 40 et 50, décennies de gloire et de célébrations, décennies américaines. Spectacle, parce que l'au-delà, tant célébré, tant invoqué, ces visions minutieusement imaginaires ne le suggèrent ni ne l'imposent. La surprise, les sensations troublantes, les obsessions inquiétantes supportent mal d'être fixées en images si détaillées, trop propres visions qui doivent tout à la maîtrise du style et bien peu à un besoin irrépressible d'expression. Elles sont prises au piège de la peinture-métier, et Ernst avec elles, qui

d'académisme illusionniste, mais ni émoi ni mystère.

L'ox Angelica, colossale et magnifique composition chantonnée de 1943, le dernier des chefs d'œuvre d'Ernst, celui sur lequel s'achève presque la rétrospective, mais sèche et dogmatique, est plus explicite encore. Quatre toiles rectangulaires divisées elles-mêmes en compartiments carrés et rectangulaires se juxtaposent pour former une anthologie rétrospective d'Ernst par Ernst. Rien n'y manque : ni les oiseaux inquiétants de jadis, ni les effets de matière, ni le sous-bois cauchemardesque, ni la représentation en trompe l'œil des instruments de l'artiste, compas, tire-ligne, équerres et stylet. La peinture décrit son histoire et énumère ses succès, par citations et morceaux choisis, bien, trop bien, presque à froid. La fascination de la belle peinture a vaincu le surréalisme.

PHILIPPE DAGEN

► Centre Pompidou, Paris. Tél. : 42-77-12-33. Jusqu'au 27 janvier.

FONT ET VAL



TLP DEJAZET - LOC. 42 74 20 50
41, bd du Temple - Place de la République

DANSE

Le corps percussif

JOE
à la Grande Halle-la Villette

Que fait Jean-Pierre Perreault, chorégraphe québécois, dans Joe avec les pieds de ses trante interprètes ? De la danse, certes, mais aussi de la musique. Assourdissant martèlement, doux effleurlement de la semelle : c'est le pied qui donne la cadence et détermine l'amplitude des mouvements et les déplacements.

Cette rythmique des pieds indique la grégarité, l'embrigadement. Le bruit des bottes fascistes n'est jamais loin. Les danseurs et danseuses, en imperméables gris ou noirs et chapeaux au ras des yeux, forment une masse indifférenciée. Toute tentative d'échappée en solo, ou à deux, se solde par un échec. L'intérêt de Joe est dans ce parti pris d'une musique exécutée d'un pied ferme, sorte de folklore contemporain de la foule des villes, amplifié par l'immensité de la scène.

La chorégraphie répétitive, qui use du point et du contre-point, manque de vigueur malgré le spectaculaire des chutes. Elle tient de l'exercice de style. La simplicité de la pièce permet sans difficulté d'engager des non-professionnels : ainsi, à Paris, Jean-Pierre Perreault, après des ateliers menés dans le cadre d'elles de Danse, a-t-il choisi dix-huit Français pour compléter son équipe de douze danseurs canadiens. On regrette seulement que cette pièce culte date déjà de 1983.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Jusqu'au 30 novembre, à 21 heures. Tél. : 40-03-38-03.

مكتبة من الكتب

CULTURE

CINÉMA

Il n'y a pas d'amour heureux

Trois personnages dans la ville, un beau film d'aujourd'hui

PARIS S'ÉVEILLE
d'Olivier Assayas

Jeune critique aux Cahiers du cinéma, scénariste d'André Téchiné (*Rendez-vous, le lieu du crime*), Olivier Assayas réalisa à trente ans son premier long-métrage : *Désordre* (1986), essai sur le mal de vivre des adolescents, leur difficile entrée en âge adulte. On y avait vu alors quelque chose de moderne dans les personnages, leur comportement, leur langage, mais une mise en scène, disons, inventée.

En 1988, *l'Enfant de l'hiver* reprenait le thème du malaise contemporain en y ajoutant celui des troubles et des confusions de l'amour. L'élégance et la fluidité du style, une façon de construire les plans-séquences sur la démarche et les mouvements des personnages, comme autrefois Max Ophüls, témoignaient des progrès accomplis par Olivier Assayas. Mais le milieu artistique-intellectuel où il avait situé son étude de mœurs apparaissait vain, inconsistant, ennuyeux. On craignait que ce cinéma d'auteur ne s'enlise dans des clichés sur les rapports de forces masculin-féminin. Or, en trois ans, l'air du temps a considérablement changé. En franchissant le tournant des années 90, Olivier Assayas a maîtrisé tout ce qui, dans son univers, était désordonné, imprécis, voire ambigu. Son troisième film, *Paris s'éveille*, est beau, émouvant, intelligent, sensible : une réussite.

Les cinéastes de la nouvelle vague furent les premiers à filmer le Paris de leur époque, sans images de carte postale, sans itinéraire touristique obligé, réinventant du coup le romanesque du réel. De la même manière, Olivier Assayas filme la ville où les personnages vont se nichier, se déplacer et parfois se perdre dans l'agitation quotidienne. Ils sont le sang qui circule, la vie qui bouge depuis Barbès-Rochechouart jusqu'aux environs du parc Monceau, par exemple. Tel panorama nocturne n'est pas sans rappeler le Paris 1900 vu du haut de la butte Montmartre, sur l'affiche dessinée par

Rochegrosse pour Louise, l'opéra populiste de Gustave Charpentier. Cette attitude esthétique, ici étroitement liée au scénario et aux acteurs, a conduit Assayas à reconstituer en studio - aussi vrais que les vrais - l'appartement délabré et le squat où vivent un père et un fils.

Paris s'éveille est donc essentiellement une relation faussée entre un père et un fils qui vont vaguement se retrouver, puis se séparer à nouveau. A quarante ans passés, Clément - Jean-Pierre Léaud - est un être immature. Il n'a pas assumé ses responsabilités paternelles, se raccroche à sa jeunesse en vivant avec une fille de dix-neuf ans - Judith Godrèche - qui rêve de devenir comédienne, au moins speakerine à la télévision. Clément ne perd jamais une occasion de la rabaisser. Elle n'a pas, il est vrai, de grands moyens intellectuels. Pour se sentir moins paumée, moins nulle, elle se drogue. Lorsque Adrien surgit - c'est le début du film - en cavale depuis Bordeaux où sa mère est mariée, il va forcément attiser le conflit latent entre son père et cette fille qui a le même âge que lui. Il est d'ailleurs plus sûr que son père, en même temps instable, secrètement fragile, pourtant habitué à faire front.

Un itinéraire semé d'embûches

L'admirable, dans ce film, c'est qu'on n'y trouve pas une once de psychologie à la française, aucune tournure explicative dans le langage. Clément, Louise, Adrien s'affrontent verbalement, par éclats. Le choc des mots suffit, on n'en saura pas plus. La mise en scène définit les âges par leur comportement. Comme dans *Désordre*, les plus jeunes qui en sont venus à s'aimer, à former un couple, doivent effectuer un passage. Clément y a renoncé depuis longtemps. Rien ne change pour lui, sinon la décoration de l'appartement mieux qui perdra toute trace de Louise. Elle, à force d'obstination

et de compromission, gagne sa réussite. Quant à Adrien, selon la logique de l'auteur, il lui faut aller plus loin dans le temps, dans l'espace.

Il n'y a pas d'amour heureux, Olivier Assayas nous l'avait déjà montré. L'amour se cogne aux réalités, comme les personnages aux limites de leur existence dans Paris. Louise et Adrien finissent par franchir les frontières invisibles, chacun de son côté : là, le film devient déchirant. Sur l'image d'une Mobyette abandonnée le long d'une grille du parc Monceau, le destin s'accomplit, la marginalité s'efface dans un passé nostalgique. En fin de compte, même le cœur brisé, on peut toujours aller au bout de son rêve.

Il y a chez les personnages de *Paris s'éveille* une terrible et touchante lucidité que le cinéaste, en grand directeur d'acteurs, leur transmet. On ne voyait pas Jean-Pierre Léaud en père. Il en a l'âge, il l'est, avec un mûrissement physique, un regard un peu éteint, sans innocence, tellement « vrai ». Avec un jeu sans nervosité. Thomas Langmann confirme et affirme son tempérament ardent, une sorte de séduction néoromantique. Judith Godrèche, après avoir joué son propre personnage chez Doillon (*La Fille de quinze ans*), chez Benoît Jacquot (*La Désenchantée*), accompli une troublante métamorphose. Au bout du film, elle est désormais femme.

L'élégance de la mise en scène correspond à la fuite perpétuelle des personnages, à la beauté de leurs aspirations, de leur souffrance diffuse. *Paris s'éveille* est le film d'un itinéraire semé d'embûches. Il se termine sur un extraordinaire plan-séquence très exactement « ophülsien », qui met en jeu dans un décor rouge et or une femme oubliée. On savait déjà qu'un « travelling est affaire de morale ». Toute la morale de *Paris s'éveille* est dans ce dernier plan.

JACQUES SICLIER

Un certain sourire

Un film vénézuélien, une vision très surprenante et fascinante de l'Europe

AMERIKA TERRA INCOGNITA
de Diego Risquez

Pour célébrer le cinq centième anniversaire de la découverte de l'Europe par l'Amérique... *Amerika terra incognita*, du Vénézuélien Diego Risquez, raconte le voyage d'un chef indien capturé, remis au roi en même temps que d'autres cadeaux pittoresques, puis ses amours avec la princesse exotisée, d'où naîtra un enfant tout en or. En fait, le film, présenté à Cannes par la Quinzaine des réalisateurs, date de 1988. Il n'était pas encore question de fêter Christophe Colomb, mais Diego Risquez voulait déjà raconter une Europe « terra incognita », lui qui a passé un an en France, dans une troupe de théâtre gestuel dirigée par Emilio Galli, puis de partir pour l'Italie travailler dans l'avant-garde photographique, avant de revenir chez lui essayer - en vain - de profiter du boom pétrolier.

« La crise, dit-il, se révèle finalement positive. Le boom a surtout profité à

un cinéma commercial maladroît. Aujourd'hui la compétition est dure, le talent doit gagner. »

S'il dit vrai, il est bien placé. *Amerika terra incognita* est plus magnifique encore que le souvenir qu'on en garde. Film sans paroles soutenu par une musique grave et ironique, film flamboyant, d'une extravagance riche - bien qu'il ait coûté à peine 200 000 dollars. Bizarrement, d'un faire baroque composé avec art, assumé avec orgueil, naît le réalisme, par exemple quand au début on voit l'effort des hommes torse nu, tirant sur une corde pour amener la caravelle espagnole au plus près du rivage, les hommes s'enfonçant dans l'eau, maîtrisant le très bel indien qui dans sa cage de bambou, s'effiole. Et le débarquement, les Espagnols débouchant sur un chemin escarpé, portant leurs offrandes - crocodiles, perroquets, orchidées - comme des touristes jouant sous le poids des castagnettes peintes et des lampes-gondoles.

Amerika est un anti-péplum : ce n'est pas une affaire d'argent, mais de conception. Diego Risquez traduit en images magiques les récits fabuleux des premiers explorateurs qui n'avaient pas les mots pour dire. La caravelle est toute petite, elle est suivie par des sirènes. La cour est une sorte de grenier labyrinthique, une brocante encombrée de fauteuils Louis XVI, de tableaux, de peintures, de pendules, de fleurs, d'anneaux empilés. Vivaldi (prénommé pour l'occasion Giuseppe) vient donner un opéra-pastiche, mais de musiques contemporaines... Là, c'est donc une autre réalité qui apparaît, une vérité intime qui parle à la sensibilité comme à l'intelligence. Intelligent, le film l'est terriblement, et son délire est maîtrisé. Chaque moment secrète une ironie insolente, la beauté des images porte au rêve, l'équilibre est tenu entre émotion et sourire et rire. Un rire personnel, presque égoïste.

COLETTE GODARD

EXPOSITION

Masson côté scène

« Des linges frais et blancs ! Enveloppez-moi dans des linges ! Enveloppez-moi dans une nappe comme du pain ! » Le dessin à l'encre noire est signé André Masson : un torse nu étendu, l'ombre tragique d'Alain Cuny dans *Tête d'or* de Paul Claudel, mis en scène par Jean-Louis Béraud, Masson, Dullin, uni à eux par le même goût de l'illusion. La qualité de l'expression est souvent là. C'est cette façon de créer une atmosphère dramatique avec les pastels rouges ou violets, d'ajouter un caractère d'un trait noir, d'user de la couleur comme de l'architecture, en harmonie avec la plume, la mise en scène. Masson grand parti : « La princesse dans l'acte du palais portera un masque d'or. Mais les prostituées à

créé à Monte-Carlo en 1933 sur une musique de Tchakovsky, au Numanes de Cervantes lors des Chorégies d'Orange (1986), les projets de costumes, de décors, révélaient autant l'observateur des personnages (Ophélie, Polonius), que le corrélateur de Béraud, Masson, Dullin, uni à eux par le même goût de l'illusion. La qualité de l'expression est souvent là. C'est cette façon de créer une atmosphère dramatique avec les pastels rouges ou violets, d'ajouter un caractère d'un trait noir, d'user de la couleur comme de l'architecture, en harmonie avec la plume, la mise en scène. Masson grand parti : « La princesse dans l'acte du palais portera un masque d'or. Mais les prostituées à

la manière de Toulouse-Lautrec pour Wozzeck (dirigé par Boulez à l'Opéra de Paris, en 1985) comme le projet surréaliste pour l'Armoire à glace un beau soir ne sont jamais des photocopies, voire des agrandissements de l'œuvre. Loin des aléas-retours médiatiques entre la scène et la galerie d'art, des performances visuelles, ces exercices de style donnent la mesure d'un travail d'équipe, d'une exigence, nourrie de l'expérience de ce qui porte au théâtre, selon les règles du métier.

L'AURENCE BENAÏM

► André Masson, œuvres pour le théâtre. Proscenium, 35, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 43.54.92.01. Jusqu'au 7 décembre.

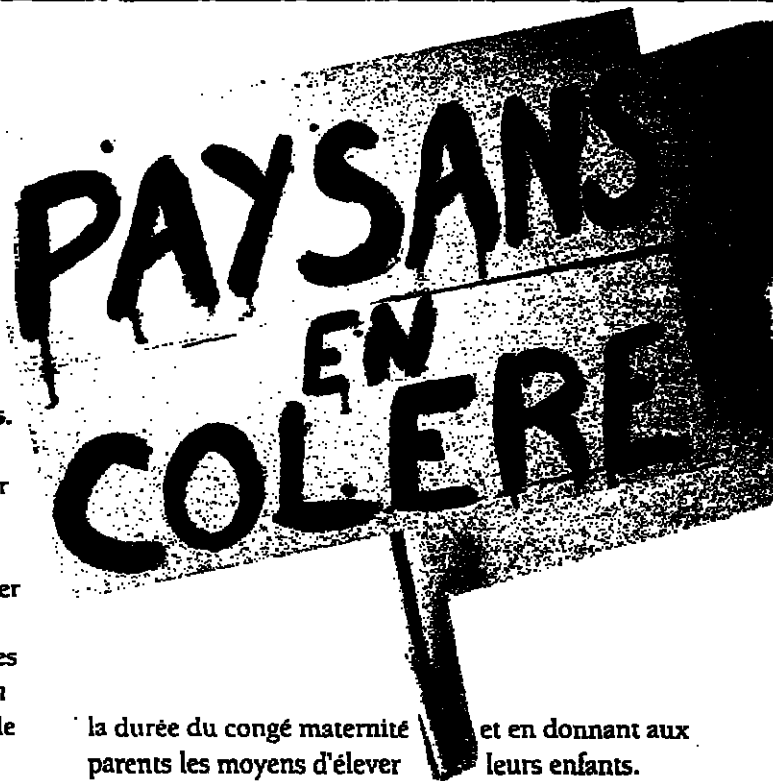
ET MAINTENANT, SI ON ARRÊTAIT LE BLABLA !

Le bavardage n'est pas un mode de gouvernement. Passés les effets d'annonce, les déclarations fracassantes et autres « travaux d'Hercule », que reste-t-il ? Des paysans en colère, des familles en détresse, un environnement dégradé. Face à cet abandon, le Rassemblement Pour la République propose trois idées vraies, trois idées neuves.

Sauver le monde rural. Humaniser nos villes. La mort lente des campagnes et le trop-plein des villes sont les deux faces d'un même problème. Pour rendre nos villes plus humaines, pour faire revivre nos campagnes, nous nous engageons à mener une vraie politique d'aménagement du territoire, à donner à l'agriculture française de nouveaux débouchés. Cela, en réduisant les charges fiscales et sociales des agriculteurs, en favorisant l'installation des PME en zone rurale, en créant des réseaux interrégionaux de communications et en aidant au développement des activités artisanales et commerciales.

Aimer la famille.

Combien de familles aujourd'hui n'arrivent plus à faire face ? Il est temps d'aimer la famille, d'aider toutes les familles, en créant un véritable revenu pour les familles de trois enfants et plus, en augmentant



la durée du congé maternité et en donnant aux parents les moyens d'élever leurs enfants.

Pour un véritable droit de l'environnement.

La France a besoin d'un véritable contrat entre l'Homme et la Nature. Les Français ont besoin d'être rassurés. Il est temps d'instituer le délit d'atteinte à l'environnement et le sanctionner, d'organiser la gestion décentralisée des problèmes quotidiens,

d'harmoniser l'habitat social. Le Rassemblement Pour la République s'engage à fédérer toutes les bonnes volontés pour améliorer le cadre de vie. Ce n'est pas en faisant semblant de gouverner que l'on respecte l'environnement, la famille ou le monde rural. L'écologie, comme l'économie, n'est pas une question de mesures au coup par coup, c'est une politique.

La France est en mouvement. Avec le Rassemblement Pour la République, donnons-lui l'ambition qu'elle mérite.



LE RASSEMBLEMENT
POUR LA REPUBLIQUE

AVEC LE RASSEMBLEMENT, PLACE AU CHANGEMENT.

Un certain sourire

Masson cote scene

TAIT LE BLA

AU CHANGEMENT

LIVRES • IDEES

L'Egyptien de la famille

Flaubert en Égypte n'est ni voyageur, ni archéologue, ni photographe : il est écrivain

VOYAGE EN ÉGYPTE
de Gustave Flaubert
Édition intégrale
du manuscrit original
éditée et présentée
par Pierre-Marc de Biasi
Grasset, 462 p., 148 F.

Rimbaud et Nietzsche ont eu leurs sœurs abusives, expertes dans les mises en scène posthumes. Flaubert, lui, a eu sa sœur, Caroline, qui trouvait que son oncle, autrefois, avant de partir pour l'Orient en désespérant sa mère, aurait pu éviter ce genre de phrase : « Le même soir, j'allai chez la même Guérin et y fis passablement d'ordures avec deux garçons nommés Antonia et Victorine. » Caroline supprime donc ce fragment inconvenant. Elle barre aussi toutes les allusions que son parent glorieux, mais spécial, fait à ses « crises nerveuses ». Elle coupe, elle ratisse, elle aménage. Le voyage en Orient ne doit pas apparaître comme un texte brut, secoué, direct ; le corps de Flaubert y serait trop présent. Elle habille, elle gomme, elle recoud, elle enchaîne.

Voici donc un manuscrit de collectionneur qui va attendre cent quarante ans pour être publié aujourd'hui, par Pierre-Marc de Biasi, dans sa forme réelle. Nous sommes en juin 1851. Gustave (comme dirait Sartre) vient de rentrer d'Égypte. Il a trente ans, on n'insistera jamais assez sur le fait qu'il est très beau et grand (1,83 mètre, taille rare à l'époque). En cinq semaines, il écrit cent quatre-vingt-sept pages pour que ses souvenirs restent devant lui, frais, nets, dressés. Il fait lire sa copie à Louise Colet, sa maîtresse, qui est très choquée. Après la *Yannick de saint Antoine* à laquelle ses amis les plus proches n'ont rien compris, il faut décidément trouver autre chose, quitte à y revenir plus tard (*Salammbo*). En septembre 1851, donc, après avoir rangé son travail, Flaubert entame son attaque frontale con-



Philae, le 14 avril 1850, photographie de Maxime Du Camp

tre la machine à censure et l'idiotie des familles : ce sera *Madame Bovary*.

L'Orient ? Flaubert n'a jamais oublié son impression, à l'âge de douze ans, en voyant passer sous ses yeux, à Rouen, le *Louxor* qui ramenait à Paris l'obélisque de la Concorde. Tout se passe comme s'il avait pris, alors, la décision d'aller se mettre à sa place *là-bas*. Son expérience en Égypte est le contraire d'un mirage exotique ou poétique. Il n'est ni voyageur au sens classique, ni archéologue, ni photographe (comme Maxime Du Camp), encore moins touriste.

Comme d'autres écrivains français, après lui, iront, sous des

prétextes divers, en Afrique ou en Chine, il est d'abord à l'intérieur de son système nerveux, chez lui. Il note ce qui lui arrive au ras de la sensation, bateaux, chameaux, animaux, désert, indigènes, couleurs changeantes, profondeur des plans, silences, nappes de visions, reliefs. Il est peintre, il est musicien, il marche, il tire au fusil, il respire. Sa phrase se fait dure, carrée, rythmée comme un hiéroglyphe. « Tout est gris et noyé dans un grand ton rose » - « Le vent chaud vient du midi, le soleil à l'air d'un plat d'argent bruni » - « Les nuages marbrés le Nil de grandes plaques bleu pâle. » La recherche de la verticalité et de la certitude des mots se marque par

un emploi constant du tiret, on est devant une sculpture.

De temps en temps, il s'ennuie, les temples l'embêtent, sa grande affaire est de savoir pourquoi et comme il jouit. Et voici : une tempête de sable brun-rouge tourbillonne, une caravane flotte à côté de lui comme une ligne fantôme. « Je sens quelque chose comme un sentiment de terreur et d'admiration furieuse me couler le long des vertèbres - je ricane nerveusement - je devais être pâle et je jouissais d'une façon inouïe. » La crise se fait conscience de soi, l'Édipe peut enfin répondre au Sphinx devant Thèbes : « Au moment où je regardais trois fois de vagues qui se courbaient derrière nous sous le vent, j'ai senti monter du fond de moi un sentiment de bonheur solennel qui allait à la rencontre de ce spectacle, et j'ai remercié Dieu dans mon cœur de m'avoir fait apte à jouir de cette manière. » Flaubert souligne : il ne pense à rien mais il est soudain « fortuné par la pensée » dans une volupté intime de tout son être. Il est en pleine révélation, en soi et pour soi.

Voilà qui demande une vérification concrète. La voici. Elle s'appelle Kuchouk-Hânem. C'est une danseuse célèbre, une prostituée professionnelle. Quand Flaubert la rencontre, il est ébloui.

« Elle venait de sortir du bain - sa gorge sentait frais, quelque chose comme une odeur de térébenthine sucrée. » La grande Égypte pierreuse s'incarne ici à son intention (ses amis de voyage ne se rendent compte de rien). C'est une déesse envoyée exprès pour lui : « Elle a sur le bras droit, tatouée, une ligne d'écriture bleue. » Tout le passé vertigineux vivant s'adresse à Flaubert dans cet instant, il est mystérieusement choisi pour en rendre compte : « J'ai vu cette danse sur de vieux vases grecs. »

Les nuits avec Kuchouk et Saphia Zougairah (« très corrompue, remuant, jouissant, petite tigresse, je macule le divan ») sont une naissance définitive : « Second coup avec Kuchouk - je sentais, en l'embrassant à l'épaule, son collier rond sous mes dents - son cor me polluait comme avec des bourrelets de velours - je me suis senti frocé. » Il la regarde dormir en pensant à toutes les autres femmes qu'il a contemplées pendant leur sommeil, à toutes ses nuits blanches. « A 2 heures trois quarts, elle est réveillée - recoup plein de tendresse - nous nous serions les mains - nous nous sommes aimés, je le crois du moins - tout en dormant elle avait des pressions de mains ou de cuisses machinales comme des frissons involontaires. »

Mais voici le plus grave : « Je m'amusa à tuer sur les murs les punaises qui marchaient et ça faisait sur ce mur blanchi de longues arabesques rouge-noir. » Devant cette notation, Louise Colet s'indigne : décidément, Flaubert « dégrade » tout. Il lui répond : « Cela me rappelle Jaffa où, en entrant, je humais à la fois l'odeur des citronniers et celle des cadavres ; le cimetière défoncé laissait voir les squelettes à demi pourris, tandis que les arbustes verts balançaient au-dessus de nos têtes leurs fruits dorés. Ne sens-tu pas comme cette poésie est complète, et que c'est la grande synthèse ? » Non, Louise Colet ne sent pas. Personne ne pense à la « grande synthèse ».

Il faudra donc écrire froid, hiératique, implacable, taillé. Ce sera long, terrible mais triomphal. Voilà pourquoi on peut s'étonner que la République n'ait pas encore célébré, par une plaque ou un petit obélisque, la mémoire de Kuchouk-Hânem. Ce serait pourtant la moindre des choses : « A Kuchouk-Hânem, la littérature universelle reconnaissante. » Allons, un bon mouvement, place de la Concorde, dans un coin.

Philippe Sollers

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Les vingt-quatre heures de Proust

Que fait donc Marcel Proust, en ce matin de novembre 1909 ? Il dort, évidemment. C'est un redoutable problème de scénariste que rencontre Alain Buisine avec un client pareil... « Ce 27 novembre 1909, c'est de plus d'une façon la dernière journée d'un Marcel Proust qui n'existera plus par la suite. »

Page 16

LE DÉBAT

Une histoire des femmes est-elle possible ?

Les volumes de l'*Histoire des femmes* consacrés aux dix-huitième et dix-neuvième siècles mettent en évidence à la fois la nouveauté de l'entreprise tentée par cette relecture de l'histoire occidentale et les problèmes, historiographiques, sociologiques et philosophiques qu'elle soulève.

Pages 18 et 19

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

Pré-dire et pré-voir

Le caché et l'imprévu hantent la conscience des hommes et leur imaginaire depuis le commencement des civilisations. Même si nous avons désenchanté le monde, si nous l'avons soumis à la science, à la technique et à l'organisation, nos maîtrises incomplètes n'ont pas effacé la divination.

Page 21

DES CONTES

A MONTREUIL

Le Salon du Livre de jeunesse de Montreuil fête son septième anniversaire avec près de quatre-vingt-dix éditeurs français et francophones.

Page 25

Le visage extrême de Helder

LES PAS EN ROND

(Os Passos em Volta)

de Herberto Helder.

Traduit du portugais par Marie-Claire Vromans, présenté par Eduardo Prado Coelho.

Arlés, 170 p., 39 F.

LA CUILLER DANS LA BOUCHE

(A colher na boca)

de Herberto Helder.

Traduit du portugais par Marie-Claire Vromans, bilingue.

La Différence, 204 p., 98 F.

Herberto Helder est-il, comme on l'entend dire souvent dans son pays, le plus grand poète portugais vivant ? Il faut certes se méfier des superlatifs et de leur facilité, mais aussi de la prudence qu'on met trop souvent à les éviter... L'effet de la lecture des deux livres de Herberto Helder qui viennent d'être traduits, pour la première fois, en français, ainsi qu'une autre version - fort belle et respectueuse - de l'un des grands poèmes de la *Cuillère dans la bouche* (1), est assez fort pour nous convaincre d'enfreindre cette prudence. Par la puissance et la singularité de son expression, par l'universalité, enracinée dans la langue portugaise, de son inspiration, Herberto Helder mérite amplement d'accéder, hors des frontières du Portugal,

au rang éminent et à la reconnaissance dont il jouit déjà à l'intérieur de celles-ci.

Né en 1930 à Madère, ayant connu une existence précaire et socialement instable, Herberto Helder n'est pas un notable des lettres. « Je n'ai rien en partage dans le temps », écrit-il, « inapte aux obligations mondaines, il ne participe guère à l'auto-promotion de son œuvre, qui n'en a d'ailleurs nul besoin. Considérant qu'elle se suffit à elle-même, il refuse de la commenter ou de s'en expliquer, auprès des journalistes par exemple : « On doit valoir sur ce qui a réussi à s'élever, entre les risques et les menaces, aux conditions de la réalité. »

De ces traits de caractère, qui sont peut-être simplement ceux d'une éthique, on pourrait déduire - on n'a pas manqué de le faire - l'image facile du poète farouche, misanthrope et un peu méprisant. Le fait de ne pas savoir, ou vouloir, faire commerce de soi, d'une part, la valeur et la dignité de l'œuvre, d'autre part, devraient pourtant conduire à donner à cette image un contenu moins mesquin...

Les proses superbes des *Pas en rond*, publiées en 1983, au début de la carrière littéraire de Helder, constituent sans aucun doute la meilleure introduction à son œuvre. A la première page du livre, il définit ainsi son « style » : « Le style est un mode subtil de transférer la confusion

et la violence de la vie au plan mental d'une unité de signification. » Helder dit bien : le style, et non pas la poésie ou la littérature. L'art poétique s'étaye ainsi sur sa vraie matière : le langage.

C'est par le style, par une écriture violente, heurtée, flamboyante, que le poète approche son objet, cette « unité ». Par ce « mode subtil », il traduit son expérience - mot qui revient souvent sous sa plume, - s'engage sur le chemin d'une connaissance lyrique du monde. Connaissance bien sûr problématique, douloureuse, s'efforçant à la « confusion » ; lyrisme qui, au-delà de tout attendrissement, tente de dire le « gain obscur : la pureté acquise dans le désordre, et puis la fusion des jours multiples dans une seule nuit originelle. »

Patrick Kéchichian

Lire la suite et nos autres articles sur la littérature portugaise page 24

(1) *L'Amour en visite*, poème traduit par Magali Montagut, bilingue, Babel éditeur, la Mairie Basse, En Froment, 81200 Mazamet, tél. 63-61-27-67 (30 p., 48 F.). Par ailleurs, on peut trouver des poèmes de Herberto Helder dans une récente anthologie, *La Poésie portugaise (1960-1990)*, préparée par Luis Miguel Navea et publiée par les Cahiers de Louvain (Association européenne pour la promotion de la poésie, Bijde Iekomstraat, 9, B-3000 Louvain) (deux volumes, l'un en portugais, l'autre en français, traduction de Marie-Claire Vromans).

PRIX MEDICIS

YVES SIMON

La Dérive
des sentiments

roman

Grasset

كتاب من اهل

PROUST

d'Alain Buisine.
Jean-Claude Lattès.
coll. « Une journée particulière », 236 p., 99 F.

MON CHER PETIT
Lettres à Lucien Daudet, 1895-1897, 1904, 1907, 1908
de Marcel Proust.
Gallimard, 210 p., 85 F.

DANS une excellente postface qu'on aura intérêt à lire plutôt en préface, Alain Buisine définit fort bien, à propos du Proust qu'il fait paraître, la philosophie originale de la collection « Une journée particulière ». Toute biographie qui se voudrait exhaustive, même conduite par un maître du genre, se heurte à l'impossibilité matérielle de connaître tout et d'en rendre compte. Les 983 pages des deux volumes que Georges D. Painter a consacré à Proust (on en attend pour la mi-décembre la réédition au Mercure de France avec une nouvelle préface de l'auteur) correspondent à dix-neuf pages par année vécue par Proust, soit entre deux et trois lignes par jour.

Certes, il y a des journées nulles, dont il n'y a rien à dire, et d'autres qui demanderaient plusieurs tomes. La densité de l'existence n'est pas constante. D'où le projet de travailler par dilution à partir d'une petite unité temporelle. Une biographie n'envoyant que vingt-quatre heures de la vie d'un homme est « jusqu'à un certain point complète pour autant que l'existence dans sa totalité n'est le plus souvent que la démultiplication de quelques journées majeures, parfois même d'une unique journée ». En choisissant le samedi 27 novembre 1909, et nous verrons en cours de lecture pourquoi ce jour, Buisine ne fait qu'appliquer la méthode des biographes de l'ancienne Chine qui, loin de s'attacher au déroulement de toute une vie, ne donnaient pour un homme illustre qu'une dizaine de pages, se limitant à quelques événements majeurs, l'exhaustivité historique demeurant à leurs yeux toujours inférieure à l'instantané symbolique.

Que fait donc Marcel Proust, en ce matin de novembre 1909 ? Il dort, évidemment. C'est un redoutable problème de scénariste que rencontre Alain Buisine avec un client pareil. Sa caméra est déjà en train de tourner, à 9 heures du matin, et l'acteur principal dort, va dormir aujourd'hui comme d'habitude jusqu'en début d'après-midi. Il faut bien nous donner quelque chose à voir quand même. Commençons par l'appartement, propose Buisine, sur la pointe des pieds, pendant que Monsieur Marcel dort obstinément. Nous sommes au premier étage du 102 boulevard Haussmann, à quelques dizaines de mètres de la rue de Courcelles où Marcel a passé son enfance. Quand le bail de la rue de Courcelles est arrivé à expiration, en 1906, il a bien fallu déménager. Le quartier est sinistre, l'appartement est « la chose la plus laide que j'aie jamais vue, le triomphe du mauvais goût bourgeois à une époque encore trop rapprochée pour être inoffensive. Même pas démodée ».

Mais Proust a quand même choisi cet appartement, qui était autrefois celui de son grand-oncle Louis Weil, pour une raison sacrée : il y a souvent dîné avec maman, maman l'a vu. Donc il peut y habiter et y entasser tout ce qu'il y avait comme meubles rue de Courcelles, quitte à léser sans vergogne son cadet Robert, à lui refuser un vieux tapis, sous prétexte qu'il n'est plus en assez bon état pour lui faire de l'usage. L'endroit étant sensi-

هنا مع الجد

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Robert de Flers, Marcel Proust et Lucien Daudet, vers 1893.

Les vingt-quatre heures de Proust

blement plus petit, est transformé en garde-mauble, on circule à peine entre les fauteuils recouverts de housses, les armoires fermées à jamais, le piano coincé. D'ailleurs on est prié de ne pas trop circuler, de faire le moins de bruit possible.

De plus, les rideaux sont tirés, les fenêtres closes, cafeutrées, pour éviter le moindre courant d'air qui pourrait déclencher une crise, chez cet homme à qui l'asthme fut si littérairement nécessaire. « C'est clair, Marcel n'a jamais eu l'intention de se soigner, il préfère de loin l'irrespirable à l'habitabilité. Plus radicalement encore, être à la limite de l'asphyxie constitue pour lui la principale condition d'habitabilité d'un quelconque appartement. Moins il respire, plus il est chez lui. »

APRÈS cet examen des lieux, et comme Marcel somnole toujours, Alain Buisine nous entretient de ce qui doit vaguement flotter dans le subconscient du dormeur : Cabourg, sa plage, son Grand Hôtel, son casino, ses élégances. On croyait tout savoir de cette aimable station balnéaire. Point. Avec une

érudition enjouée, Buisine nous fait un historique de la construction de Cabourg à l'initiative de deux promoteurs, Durand-Morimbeau et Collin. Cabourg l'inauthentique, avec ses villas grotesques d'artificialité, faux manoirs, faux chalets, cheminées démesurées, tourelles de guet d'où l'on ne guette rien, etc. Et nous offre deux dégagements savoureux, outre une mise au point sur les bains de mer à l'époque satin parme, chapeau melon gris perle, en plein été.

Buisine souligne bien comment Proust est déjà d'une élégance passée. Volontairement il cultivera un certain négligé, un débraillé, pour ne pas être un banal mondain, introduire entre lui et les dandies vrais ou faux une distance. Il lui faut une distance entre lui et les humains, lui et l'air du dehors, lui et le monde réel tout entier, ce cloaque navrant qui nous attend hors du cocon maternel.

A 3 heures Monsieur se lève, à 4 il prend son petit déjeuner. Buisine nous livre alors quelques pages magnifiques sur le café au lait, la préparation maniaque de l'essence de café bien noir, du meilleur torréfacteur, Corcellet, et son anéantissement immédiat dans le lait frémissant, au creux du bol au chiffre familial. Comme s'il prenait plaisir « à engloutir son petit noir dans le corps de la mère. A noircir, à caféiner son innocence dont il n'aura jamais fini de mourir. A lui faire payer systématiquement, quotidiennement, ce pour quoi il ne pourra jamais s'en passer et s'en remettre ». Puis il s'habille, et après moult rituels d'enveloppement sort au théâtre avec des amis de Cabourg voir une pièce de Feydeau, d'ne chez Larue à la Madeleine. Il sent le monde s'éloigner un peu plus de lui. « Ce 27 novembre 1909, c'est de plus d'une façon la dernière journée d'un Marcel Proust qui n'existera plus par la suite. » Il rentre boulevard Haussmann et se met à écrire pour la nuit. Pour la douzaine d'années qui lui restent.

Le travail de Buisine, d'une lecture très agréable, s'appuie sur des lettres de Proust et tout ce que l'on sait de son emploi du temps avec certitude. Bien sûr il doit aussi arranger un peu le déroulement exact de cette journée particulière, mais par une fiction fidèle. On est là bien plus proche de Proust qu'en présence des « vraies » lettres envoyées par lui à son jeune ami Lucien Daudet. Proust avait vingt-quatre ans au début de leur relation et Lucien, dix-sept. Ces lettres qui commencent toutes par « Mon cher petit » ne sont pas capitales pour la compréhension de Proust.

Elles ont été confiées par Lucien, avant sa mort en 1946, à son médecin, Michel Bonduelle, qui les présente aujourd'hui et les commente avec esprit et affection. C'est lui qui nous donne le meilleur de ce petit volume en faisant le portrait sensible et blessé d'un homme — fils d'Alphonse Daudet, frère de Léon Daudet, ami de l'impératrice en exil, et de Proust dont il devine le premier le génie — qui vécut toujours dans l'ombre de plus grands que lui.

* Signalons par ailleurs l'édition en livre-cassette (deux coffrets de deux cassettes chacun) de la première partie de *Le côté de chez Swann*, Combray, la par André Dussolier. Éditions Thémis, 165 francs.

CEUVRES II

d'André Hardellet.
Gallimard, « L'Arpenture »,
418 p., 245 F.

VERS la fin des années 50, on allait danser ou rêver « Chez Temporel », tandis que de Gaulle revenait « aux affaires » et que l'équipe de France de football obtenait, en Suède, les surfrages d'une nation que rendaient soucieuse les désordres d'Algérie. Mais presque tout le monde ignorait que l'auteur de cette chanson — le *Bal chez Temporel* — se nommait André Hardellet. Il ne savait sans doute pas se faire connaître. Il n'était pas fait pour l'immodestie. Son naturel s'y refusait. « Apparence, dirait-il, c'est se désarmer. »

Cette année-là (1958), Hardellet avait reçu, en avril, une lettre d'André Breton. Celui-ci le complimentait pour son roman *Le Seuil du jardin*. La chose n'était pas ordinaire. A l'accoutumée, le genre romanesque ne s'attirait pas les faveurs de Breton. Il le réprouvait et le dénigrerait plutôt. Dans ce livre, on trouvait une certaine M^{me} Temporel, qui tenait une pension à Montrouge. Cela devait être un nom magique...

André Hardellet était né le 13 février 1911, à Vincennes. Fort en thème du lycée Louis-le-Grand, il occupa les loisirs de sa jeunesse à déambuler dans Paris et la banlieue. Certains hommes emploient leur existence à faire connaissance avec leur ville. Ils poursuivent des secrets ou des chimères. Hardellet avait une préférence pour les bords de la Marne et pour les champs de courses. Il allait fureter sur l'ancien hippodrome du Tremblay. Depuis Pascal, les parieurs sont une espèce fascinante. C'est d'ailleurs au Tremblay qu'André Hardellet a situé le *Bal chez Temporel*.

Un surréaliste de la banlieue sud-est

Il lisait Marcel Proust avec passion, et il essayait de trouver l'assassin. Car la *Recherche* lui semblait être la plus belle des histoires policières. Du reste, ce roman-fleuve avait trop distrait la France. En 1940, certains affirmèrent que c'était la faute du petit Marcel si on avait perdu la guerre. Et le caporal Hardellet méditait sans doute sur sa propre distraction, pendant les funèbres journées de « la débacle ». En 1945, il fit la fête. C'est la vocation des après-guerre. Mais il trouvait que Paris avait un air « halluciné ». Les fêtes immodérées dissimulent une mélancolie qui ne guérit pas, malgré leur extravagance. Et elles finissent par avouer ce qu'elles voulaient conjurer. Alors, il faut bien chercher d'autres remèdes. « Il me fallait de plus en plus d'imaginaire », disait André Hardellet.

C'EST pourquoi il écrivit des bouts d'histoire, des poèmes et des romans. Il soumettait ses textes à Pierre Mac Orlan, qui lui servit en quelque sorte de « manager ». La littérature lui rendait le bonheur et la légèreté d'une âme lycéenne à la veille de juillet. Écrire, pour Hardellet, c'était prendre des vacances et se donner le temps de « boire un verre de souvenirs avec des compagnons dont (il était) le seul à déceler la présence ».

Le premier volume de ses œuvres complètes réunissait, entre autres, la *Cité Montgol*, le *Luisant et la Sorgue*, *Sommeils*, le *Seuil du jardin*, *Lady Long*

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott



Solo, la *Belle Lurette* (1). Le deuxième volume, qui vient d'être publié, comprend notamment le *Parc des Archers*, les *Chasseurs*, la *Promenade imaginaire*, la *Dernière Violette*. Et dans le troisième volume, on trouvera *Louises*, lentes, l'Es-suyeur de tempêtes, l'Oncle Jules... Ces titres ont souvent quelque chose de suranné. André Hardellet était un amoureux de l'obsolescence. Ce n'est pas un animal. C'est la couleur que revêtent les choses lorsqu'elles vous avertissent poliment qu'elles vont disparaître et que, déjà, vous les avez perdues. Il

arrive un moment où les passions, les époques, les journées avouent discrètement qu'elles deviennent obsolètes. Les journées de bonheur n'oublient jamais de le faire. Tant pis si nous refusons d'apercevoir les signes qu'elles nous adressent.

Hardellet guettait ces présages. Il surveillait le passage du temps, car il pratiquait le chasseur aux fantômes. C'était même l'un de nos meilleurs chasseurs. Dans le récit qu'il a appelé la *Belle Lurette* (2), il explorait le Jardin des Plantes, au cœur de la nuit. Les lieux que l'espèce humaine abandonne provisoire-

ment s'offrent une sorte de revanche. Ils s'amusent à devenir méconnaissables. Ils se permettent d'importe quoi. Il est donc naturel que les fantômes se rassemblent dans ces endroits. Il faut être noctambule pour le deviner ou le savoir. André Hardellet devait se coucher tard et ne pas dormir beaucoup. Mais il affirmait que toutes les heures peuvent être « tardives »...

Le métier des écrivains, c'est peut-être aussi le dressage des fantômes. Hardellet s'efforçait d'apprivoiser les siens. Ce n'était pas toujours facile, car il lui arrivait de rencontrer des « morts de 1914-1918 déguisés en écoliers » ou des femmes inquiétantes qui se nommaient Lady Long Solo. Il croisait également Gérard Labrunie, alias Gérard de Nerval. Il était surréaliste à sa manière. Un surréaliste de la banlieue sud-est. Il avait « la passion des images » qui semblaient cacher « quelque chose ». « Si nous le pouvions, disait-il, nous passerions notre vie à feuilleter le monde pour lui voler ces images et en composer notre musée secret. »

Cependant, il avait surtout retenu les leçons du vieux sorcier qui aimait s'enfermer dans sa « bibliothèque babylonienne », à Buenos-Aires. Comme Jorge Luis Borges, André Hardellet faisait de la magie avec l'espace et avec le temps. Il en dérangeait les règles. Il mélangeait la belle lurette, le présent, l'avenir et l'obsolescence. Et l'enfant dont il avait eu les traits apercevait, sur

un trottoir de Vincennes, le vieil Hardellet des années 70. Ils se dévisageaient. Ils s'interrogeaient du regard. Ils s'étaient déjà vus quelque part...

Vous l'aurez deviné : André Hardellet souffrait de cette maladie que l'on appelle la nostalgie pour dire que les gens sont remplis d'ombres. Il soignait la sienne, au double sens du terme. Il l'entretenait en essayant de la guérir. C'était contradictoire, et il s'en moquait bien. Quand on éprouve de la nostalgie, il est conseillé d'avoir des souvenirs d'avant-guerre, comme ceux de Hardellet. Ce sont les plus beaux. Mais on ne peut tout de même pas déclarer la guerre pour cela...

André Hardellet allait mourir le 24 juillet 1974, durant les grandes vacances. L'année d'avant, il avait écrit une sorte de testament. « Les Halles, disait-il, c'est par erreur que vous les croyez détruites, les quais par illusion que vous voyez passer une autoroute ; par certaines nuits, si vous déambulez à mes côtés, je désabuserais sans peine vos yeux. » Il annonçait qu'il allait faire une fête avec ses amis. On y verrait aussi des dames fort séduisantes. « Vous avez probablement rencontré quelques-unes d'entre elles, mais c'était dans ces salons et ces couloirs oniriques où elles vous échappaient en se jouant. Cette nuit, sur un simple signe, elles vont accourir, en robe de bal ou sans le moindre étour. »

Cette dernière rêverie s'appelait la *Promenade imaginaire*. Ordonne de lire lorsqu'on pressent que l'on va partir définitivement, et que son existence va devenir obsolète.

(1) Gallimard, « L'Arpenture », 1990.
(2) C'est aussi le titre d'un roman d'Henri Calet.

trouver un
livre épuisé ?
le monde du livre
chez André Des Arts
75016 PARIS
01 43.25.77.04
contact : 3615 MCL
grand poète et
romancier
surréaliste inclassé
grandes étapes
de sa vie et d'une œuvre

La position du lecteur

Le troisième roman de Jean-Daniel Baltassat est un livre gigogne sur le monde inca, la conquête du Pérou et l'apprentissage de la lecture

BATARDS

de Jean-Daniel Baltassat.
Bernard Bataillon, 462 p., 148 F.

Si, par une nuit d'hiver, un voyageur ouvre un exemplaire de *Batards*, le troisième roman de Jean-Daniel Baltassat, il lira l'histoire d'Adam Sibonik en train de lire l'*Étoffe blanche*, dernier cadeau de son amie Eva qui vient de disparaître, de s'envoler comme par enchantement. Un livre qu'on découvre en même temps qu'Adam, l'abandonnant en même temps que lui, partageant son angoisse, son ennui, son plaisir.

Il ne lit ni pour se distraire ni pour satisfaire une passion dévorante, mais simplement pour retrouver Eva : « Cette histoire ne devait pas faire de nous un ordinaire lecteur mais une manière d'enquêteur. » Le livre devient une suite de signes mystérieux à décrypter.

Jean-Daniel Baltassat se plaît à semer la lecture d'Adam d'un certain nombre d'embûches. L'auteur est plutôt d'un genre joueur, celui de Calvino et celui de Perec. Car *Batards* contient plusieurs livres réels ou imaginaires. Du Livre des livres, la Bible, au nom de laquelle se font certains massacres et qui est une des clés de l'*Étoffe blanche*, aux *Sonnambules* d'Hermann Broch, dont une citation est placée en épigraphe de *Batards*.

Adam trouve un exemplaire du roman autrichien et se souvient qu'Eva le réveillait quand elle le lisait : « Voilà enfin un livre qui



Jean-Daniel Baltassat : écrivain joueur

vous montre à la perfection comment vous autres Européens, vous vous étalez comme des pieds de tomate, les racines bouffées par d'anciennes pourritures jamais soignées. Et ces pourritures, sais-tu ce que c'est ? Tout ce que vous n'avez pu ranger dans les tiroirs de vos raisonnements, magies et hasards par exemple, l'irrational comme vous dites et que la vie fourre dans vos poches parce qu'elle, elle ne s'occupe pas que du visible. »

Dans l'*Étoffe blanche*, récit double de la conquête du Pérou par

Pizarro au XVI^e siècle (et Adam fait aussi vite que nous le rapprochement entre ce sujet et l'Eva disparue, la Péruvienne Eva Cascancha Sotomayor), Baltassat confronte deux univers. Le narrateur est tantôt un Inca, tantôt un Espagnol (toujours un bâtard). Les uns intègrent la magie, l'irrationnel, les autres réfutent ces notions et brûlent ceux qui sont sensibles à ces superstitions.

Mais Baltassat ne nous montre pas seulement des Indiens martyrs agressés par des conquérants sau-

vages. Il brosse le portrait d'une grande civilisation à bout de souffle, déchirée par les luttes de clans. Et il n'oublie pas de mentionner les travers et l'intolérance d'une société qui sacrifie des enfants et asservit des populations jugées inférieures.

Parfois, le passage d'un siècle à l'autre, d'un registre à l'autre, du récit de la Conquête aux jeux sur la lecture, est un peu laborieux. Baltassat n'a pas la virtuosité de Calvino dans *Si par une nuit d'hiver un voyageur*. Il semble partagé entre ses deux sujets et Adam, un peu perdu, a du mal à voir le rapport entre ces histoires anciennes et sa recherche d'Eva. Certes la plupart des protagonistes sont bâtards comme lui, certes Eva est péruvienne, mais il n'arrive pas à comprendre que l'écriture, le pouvoir des mots, sont au centre de l'ouvrage sur lequel il s'endort.

Il faudra qu'il rencontre une vraie lecture qui a « décidé de devenir un personnage de roman plutôt qu'une pauvre garde de prof de lettres », pour qu'elle lui apprenne à lire et à vivre : « Te souviens-tu de l'histoire de cet homme à qui échoua un jour un livre apparemment vierge de toute écriture ? Toutes les pages en étaient blanches. Puis elles se remplirent d'une histoire qui n'était autre que celle du lecteur lui-même et qui, jour après jour, lui contait son destin. »

Peu à peu, les pages du livre d'Adam se remplissent. Il suffit qu'il accepte d'être ce qu'il était, un bâtard et un personnage de roman, et qu'il se laisse gouverner par le hasard. Ici, il s'appelle Baltassat.

Akain Salles

Un enfant de Vian

Le délire froid de David McNeil

LETTRES A MADEMOISELLE

BLUMENFELD

de David McNeil.

« L'Arpentier »,

Gallimard, 144 p., 80 F.

Elever des endives en caisson sur sa terrasse est une occupation des plus plaisantes sauf, bien sûr, si les

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE (service 18)

LE MONDE DU LIVRE

80 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

(1) 43.25.77.04

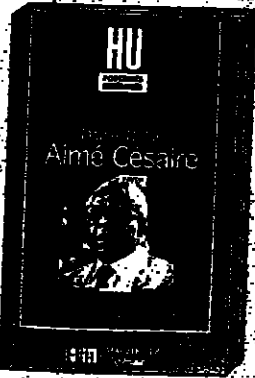
Code Minitel : 3615 MDL

Un grand poète et dramaturge

Un polémiste incisif

Les grandes étapes

d'une vie et d'une œuvre



D. Delas, 224 p., 89 F.

HU PORTRAITS

LITTÉRAIRES

HACHETTE

Supérieur

autres locataires de l'immeuble sont sensibles à la présence de limaces attirées par cette variété de chicorée. Arnold Rumpelmayer, le maraîcher en chambre, n'en a que plus apprécié l'attitude de M^{lle} Blumenfeld, son vis-à-vis au troisième étage du bâtiment B, qui a refusé de signer une pétition contre lui. Il lui écrit donc pour la remercier et lui indique que, désormais, il se consacrerait à sa seule passion, la poésie, tout en rédigeant pour vivre des slogans publicitaires, à l'instar, prétend-il, de son bon maître Boris Vian à qui l'on devrait : « Evian, l'eau des Vian. »

Auteur-compositeur et chanteur, David McNeil n'a pas choisi la facilité en empruntant la forme épistolaire pour son premier roman. La réussite est totale, surprenante même. L'auteur manifeste une sorte de délire froid auquel il est impossible de résister. *Lettres à Mademoiselle Blumenfeld* est un ouvrage pétillant de dérision, une bouffée d'air frais. D'une page à l'autre, ou

ne sait jamais à l'avance où ce diabolin de McNeil nous conduit. D'ailleurs, Rumpelmayer est-il né à Cracovie en 1941 ou à Tel-Aviv en 1953 ? Comment le savoir alors qu'il change de personnalité en fonction du prénom qu'il attribue à sa correspondante ? Sarah, Sibylle, Suzanne, Sonia ou Sidonie, quelle importance en définitive ?

Rumpelmayer voyage sans but ni raison. A Montréal, il crie « Porteur ! » au douanier chef, ce qui lui attire quelques menues ennuis. Sa bouffonnerie ne l'empêche pas de surveiller sa voisine et de commenter les fréquentations masculines de celle-ci. Parfois il l'insulte et rompt avec elle, mais le plus souvent il lui adresse des poèmes ou le début d'un roman « russe », dédié à la comédienne Miron-Miron. Des esprits simplistes pourraient qualifier ce rêveur éveillé de schizophrène, Rumpelmayer est tout simplement un poète doublé d'un philosophe.

A preuve, sa répulsion pour le pal sous le prétexte que « si les Romains

avaient préféré ce supplice infamant à celui de la croix, la moitié du globe porterait de drôles d'objets au cou. On verrait un pieu surmonter la coupole de Saint-Pierre à Rome et que sais-je encore... La beauté symbolique du signe de croix est évidente, mais que dire d'un signe du pal ? A Pâques au Vatican, soixante mille fidèles levant un doigt au ciel ? Romains, merci. »

Il est impossible de dévoiler la chute de ce roman, sous peine de priver ses futurs lecteurs d'une des émotions que seule la littérature a encore le pouvoir de dispenser. La condition humaine, selon Rumpelmayer, n'est pas très gaie, surtout si on la compare à un objet insignifiant en apparence : « Quand on pense à ce que deviennent nos squelettes, on ne peut qu'envier les éponges. Imagine que tu finisses dans la douche de Paul Newman et que ton père ait caressé les épaules de Jean Harlow ! »

Pierre Drachline

Un divertissement d'Abeille

LA CLÉ DES OMBRES

de Jacques Abeille.

Zulma, 310 p., 120 F.

Le parrainage de Marcel Aymé est une facilité pour le critique. Cependant, quand on rencontre au bourg de Journelaime, sous-préfecture, un Brice Cléton fonctionnaire sans envergure qui loge chez M^{lle} Bise, dont la bonne s'appelle Séverine, les patronymes seuls éveillent la réminiscence ; laquelle ne s'estompe pas quand paraissent une mademoiselle Braise, dont le visage évoque le « masque prédateur » et un M. Longuet, « l'homme court et trapu » ; laquelle rebondit quand le merveilleux s'installe avec un inconnu qui, dans la nuit, se confie à Brice et lui donne pour mission de retrouver un dossier disparu.

Mais ce n'est pas tout. Brice,

qui se découvre pour l'administration un « homme sans nom », connaît une véritable métamorphose de son individu, et sa façon de voir les êtres et les choses évolue. Il ira jusqu'à magnifier son travail d'archiviste qui, longtemps, lui parut morne et sans intérêt. Il est vrai que, peu à peu, la connaissance de faits découverts dans le « frottoir » que sont les archives lui fait poser un regard particulier et ironique sur les mœurs de son temps.

Une écriture soignée

A un tel sujet — parrainage n'est pas négation d'originalité — le mot rigueur semble ne pas convenir. Or, il est celui qui définit le mieux ce roman qui glisse de l'onirisme au réalisme, sans jamais déraiser. Rigueur d'une

écriture soignée, sans affecterie, et qui, pour ne pas chercher l'effet, le suscite aussi bien par une teinte d'érotisme que par un humour habilement dosé ; rigueur d'une construction qui, de portrait en dialogue, conduit d'une première partie, qu'on pourrait dire calme — on expose les mystères — à une seconde plus saccadée — on les élucide ; rigueur d'une narration éclatant dans tous les sens ; mais les écarts sont d'autres chemins, pas des déviations.

Voilà bien des qualités pour un divertissement. Et c'en est un que nous propose Jacques Abeille, mais sans doute faut-il aussi lire entre les lignes. Brice Cléton nous dit un peu plus que ses rêves.

Pierre-Robert Leclercq

Julien Green et son ombre

L'HOMME ET SON OMBRE

de Julien Green.

Edition bilingue.

traduction de l'auteur.

Préface et notes

de Giovanna Lucera.

Seuil, 268 p., 99 F.

RALPH ET LA QUATRIÈME

DIMENSION

de Julien Green.

Flammarion, 64 p., 50 F.

Julien Green appartient à la tradition shakespearienne, qui veut que le poète soit l'espion de Dieu, le romancier un homme en quête de son démon. Quand il s'agit de parler de son œuvre, Julien Green se définit comme le simple secrétaire de son ombre, cet être mystérieux qui a le pouvoir d'arpenter les territoires extrêmes, qui connaît aussi bien le langage de la folie que celui du crime. Dans *L'Homme et son ombre*, qui rassemble des cours donnés dans des universités américaines, des textes sur Paris écrits pendant l'Occupation, des traductions de poèmes et une nouvelle de jeunesse peu connue, l'Apprenti psychiâtre, Julien Green donne quelques aperçus de son univers, tout en refusant de livrer les recettes d'un romancier.

On ne trouvera ni définition ni commentaire : « Un vrai roman est un organisme vivant, et, comme tout ce qui vit, il ne faut pas s'attendre à le reconstituer une fois mis en pièces. » On ne trouvera pas de conseils, mais des mises en garde. Un auteur qui dit tout est un raseur, il faut savoir sauter les phrases intermédiaires. L'imitation est un suicide : au lieu de faire les poches des autres, mieux vaut être attentif à sa vision intérieure. La règle d'or étant de veiller à ce qu'on entende le « son de la vérité » : il est impossible de se dire à soi-même un mensonge et de s'attendre à être cru. Et comme pour confirmer le mot d'Erik Satie selon lequel on ne peut être quelque chose et en

avoir l'air, Julien Green brosse le portrait de quelques écrivains : Giraudeau et son allure d'homme d'affaires, Gide semblable à un « diable déguisé en touriste », Valéry qui souriait d'un air amusé quand la conversation menaçait de prendre un virage trop sérieux.

En définitive, Julien Green ne fait qu'une seule distinction : entre les romanciers qui « violent » ce qu'ils écrivent, et les autres. Ceux qui « violent » ont conservé l'imagination de l'enfance, le génie n'étant, à bien des égards, qu'un enfant. Ce n'est pas un hasard si ce que Julien Green tente de cerner dans les textes théoriques trouve son aboutissement dans un livre qu'il destine aux enfants, *Ralph et la quatrième dimension*.

A travers l'histoire de ce jeune homme qui découvre l'existence de son double, Julien Green décrit tout son univers de romancier et les relations qu'il entretient avec son « char inconnu », son « flâneur de l'invivable », ce personnage en noir, citoyen d'une « région que ne troublent pas les réalités de l'existence quotidienne ». Ralph est un jeune homme comme un autre, juste un peu distrait. Seulement, un soir, au moment d'aller se coucher, il s'approche de la porte de la chambre voisine où il s'habille le matin et se déshabille le soir, il colle son œil au trou de la serrure en se demandant de quoi peuvent avoir l'air, lorsque nous n'y sommes pas, les pièces qui nous sont familières.

A partir de ce jour, Ralph ne connaît plus la tranquillité, son double lui rend visite. Ce double, Ralph ne peut le décrire, c'est juste « quelque chose de rouge autour du cou ». Ralph ne sait pas encore qu'en collant son œil à la serrure il a surpris le secret de la création : ce n'est rien d'autre que le secret de la chambre vide.

Roland Jaccard

Bartolomé Bennassar
Lucile Bennassar



1492

Un monde nouveau ?

Perrin

« Le renom international de Bennassar le désignait pour être un des pontifes de l'année Colomb. Or, le livre qu'il vient d'écrire avec sa femme Lucile, est un joli pied de nez à la ferveur commémorative. C'est l'un des plus délicieusement erudits, des plus drôles et des plus impertinents que vous pourrez lire pour célébrer le cinq-centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Colomb. »

ANDRÉ BURGUERE « LE NOUVEL OBSERVATEUR »

Perrin

كتاب من الأدب

Les deux premiers volumes de l'Histoire des femmes en Occident parus au printemps dernier et consacrés à l'Antiquité et au Moyen Âge avaient déjà séduit par leur nouveauté et par l'ampleur des questions que la prise en compte de la différence des sexes posait à l'Histoire et à sa pratique.

La parution des deux volumes qui vont du seizième au dix-neuvième siècle relance le débat sur les difficultés d'appréhender une histoire des femmes qui tienne compte de la différence des sexes, sans retomber pour autant dans les modes de pensée et de représentation qui se fondent sur une opposition masculin-féminin considérée comme naturelle et universelle. Entreprise d'autant plus délicate qu'entre le seizième et le dix-neuvième siècle « la construction de l'identité féminine suppose l'intériorisation des normes proclamées par les discours masculins ».

UNE HISTOIRE DES FEMMES EN OCCIDENT
Tome III, seizième-dix-neuvième siècle
sous la direction de Natalie Zemon Davis et Arlette Farge.
Plon, 366 p., 270 F le volume
jusqu'en mai 1992, ensuite 320 F.

FEMMES ET POUVOIRS SOUS L'ANCIEN RÉGIME
sous la direction de Danielle Haase-Dubosc et Eliane Viennot.
Rivages « Histoire », 312 p., 149 F.

Sur les estampes du monde à l'envers imprimées en nombre par les imagiers européens entre seizième et dix-huitième siècle, souvent femmes et hommes échangent leurs attributs ordinaires. A elles la culotte, l'épée ou le fusil, le pouvoir de commandement; à eux la jupe, le rouet, les soins du ménage et de la propreté. Rien mieux que ces renversements parodiques n'exprime la fixité des fonctions assignées à chacun des sexes. En effet, en rapprochant divers motifs d'inversion, les images énoncent une leçon bien parlante: voir les femmes prendre possession des rôles masculins n'est guère plus probable que d'apercevoir un jour les poissons voler dans les airs ou les oiseaux nager dans les eaux.

Pour comprendre ce grand partage entre le masculin et le féminin qui hante l'imaginaire des sociétés d'Ancien Régime et qui, toujours, est inscrit dans l'ordre irrévocable de la nature, le volume dirigé par Natalie Davis et Arlette Farge questionne avec acuité les présupposés de toute « histoire des femmes », même lorsqu'elle est définie, avant tout, comme une histoire de la « construction sociale de la différence entre les sexes ». Le premier risque consiste à rapporter à une particularité féminine des pensées et des comportements qui, même s'ils sont le fait de femmes, ne sont pas nécessairement propres au genre féminin. Soit l'exemple des femmes écrivains ou journalistes, abordé dans deux chapitres du livre. Les

traits qui, majoritairement, les caractérisent entre seizième et dix-huitième siècle (à savoir la fréquence de l'anonymat et du pseudonyme, la circulation de textes dans une société choisie et complice, l'attachement à la forme manuscrite) indiquent une manière féminine d'entrer en littérature, comme le suggèrent les auteurs, mais prise dans un modèle aristocratique de l'écrivain, qu'il soit masculin ou féminin. Revendiqué bien au-delà de la seule noblesse, il suppose l'effacement du nom propre, le mépris de l'imprimé, jugé trop public et une conception désintéressée de l'œuvre, écrite pour le plaisir ou l'instruction de quelques proches. Même si cette figure de l'écrivain est employée avec des intentions et des modalités spécifiques par les femmes, s'en emparent, soit pour légitimer une activité qui excède leur condition, soit pour éviter les contraintes de la librairie, elle ne désigne pas pour autant une différence féminine.

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage, qui analyse la place des femmes dans les séditions et les émeutes, Arlette Farge met en garde contre les fausses questions nées d'un manquement trop abrupt et trop universel de l'opposition entre masculin et féminin. Elle propose de déplacer l'interrogation: non pas s'étonner de la présence des femmes là où l'on attendait la violence des hommes, mais se demander « au nom de quoi et pourquoi elles seraient absentes quand monte la révolte ». Une telle perspective n'annule en rien la mise en évidence des formes spécifiques de l'intervention féminine au sein des foules en colère, mais elle libère l'historien (femme ou homme) des représentations de la femme que l'âge moderne a sinon forgées, du moins multipliées à l'envi dans les discours et les images.

Inertie des représentations

Toutes ces représentations s'enracinent dans l'évidence, non discutée, indiscutable, d'une nature féminine, toujours exhibée par le corps, de la femme soignée comme l'envers inachevé de l'homme, qu'elle soit dotée d'un tempérament propre, froid et humide, ou que toutes ses conduites trouvent leur raison dernière dans les « fluxus et refluxus ». Du postulat qui fait de la femme un être radicalement autre, tout découle: son cantonnement dans les obligations maternelles et domestiques comme son exclusion des fonctions judiciaires, administratives et représentatives, la méfiance des clercs à l'égard de ses élans religieux comme le refus des philosophes de la croire apte à faire usage de la raison.

Le poids de ces schèmes mentaux est tel que les constituer en objet d'étude ne suffit pas tout à fait à empêcher leur retour dans les modes de pensée qui organisent l'analyse elle-même. En supposant implicitement la pertinence universelle de l'opposition masculin-féminin, en reconnaissant comme allant de soi l'altérité féminine, plusieurs contributions réintroduisent subrepticement l'idée ancienne selon laquelle existerait entre l'homme et la femme une différence fondée en nature.

L'inertie des représentations qui bornent strictement les rôles féminins rend malaisée l'écriture d'une véritable histoire des femmes. Comment, en effet, repérer évolutions ou ruptures lorsque semblent régner la répétition des mêmes discours d'ordre et la perpétuation d'une différenciation sociale, à peine ébréchée par les trajectoires exceptionnelles de quelques femmes qui osent s'aventurer sur les territoires masculins? Les meilleures contributions du livre (par exemple celle d'Elisja Schulte Van Kessel sur la spiritualité des laïques chrétiennes ou celle de Jean-Michel Sallmann sur la figure de la sorcière) répondent au défi en embobinant des héritages temporels parfois contradictoires.

Ainsi, à l'âge moderne, la manière dont les femmes pouvaient vivre et, parfois, dire leur foi est écartelée entre plusieurs exigences: l'idéal du premier

Une histoire des femmes Le grand partage

L'Ancien Régime inscrit l'opposition entre le masculin et le féminin dans l'ordre de la nature et les femmes ont du mal à échapper à l'image que les hommes se font d'elles

christianisme, qui valorise l'abstinence sexuelle et canonise les vierges martyres; les condamnations portées à la fin du Moyen Âge contre le prophétisme et, plus généralement, la dévotion des céditaires vouées à Dieu; la progressive imposition d'un modèle tout masculin de la sainteté. La spiritualité féminine s'en trouve dévaluée ou, à tout le moins, étroitement contrôlée par les directeurs de conscience. Et les constructions démonologiques, qui identifient toute croyance dévante ou toute pratique magique à une preuve de sorcellerie, constituent une modalité exacerbée du trouble clerical et que le dévot Norbert Elias, qui reste seulement esquissé le rôle des femmes au sein des formes de sociabilité intellectuelle qui constituent au dix-huitième siècle une sphère publique, critique et politique. Un thème, déjà reconnu par les travaux, étonnamment absents de la bibliographie, de Joan Landes, de Carla Hesse ou de Dena Goodman. Il est sûrement des ouvrages plus achevés ou moins inégaux que ce troisième volume de l'Histoire des femmes. Il en est peu qui invitent autant à la réflexion et à la discussion.

Domination symbolique

Parfois exercée par la force et la violence, la domination masculine prend le plus souvent la forme d'une domination symbolique, c'est-à-dire d'une domination qui n'a d'efficacité que dans la mesure où les dominé(e)s reconnaissent la validité des principes qui fondent leur propre assujettissement. En ce sens, les femmes d'entre seizième et dix-huitième siècle sont bien ce que les hommes disent qu'elles sont. S'il est peut-être plus difficile que ne le suggèrent l'introduction et le plan du livre de « présenter la femme avant que d'énoncer les discours qui veulent la définir », ce n'est pas uniquement parce que ses pensées et ses gestes sont ordinairement accessibles aux travers d'énoncés qui les projettent à leurs logiques propres, mais surtout parce que la construction de l'identité féminine suppose, entre seizième et dix-huitième siècle, l'intériorisation des normes proclamées par les discours masculins.

Les deux contributions consacrées au corps féminin (dues à Sara Matthews Grieco et à Véronique Nahou-Grape) en font une démonstration probante. Non seulement les femmes s'efforcent d'être conformes aux canons esthétiques dictés par le regard ou le désir des hommes, mais encore elles utilisent l'« effet de beauté » comme l'une des rares ressources à leur disposition pour retourner en leur faveur, autant que faire se peut, le rapport de domination. Plus que sur les différences qui sont et qui doivent être entre les sexes — ressuscitées par les textes anciens, et, parfois, les historiens, — ce sont les mécanismes et les raisons qui

ont fait accepter par les femmes les représentations masculines d'elles-mêmes que ce livre propose (peut-être encore trop discrètement) d'explorer.

L'ambition des seize historiennes et historiens qui l'ont rédigé n'était pas de tout dire. Si l'on se réjouit d'y rencontrer de belles surprises (je pense, en particulier, au chapitre à part entière « Arrêt sur image », rédigé par Françoise Borin, chargée de l'illustration du volume), on peut aussi avoir deux regrets: que n'aient pas été plus largement traitées les mutations dans l'équilibre entre les sexes qu'entraîne le « procès de civilisation » tel que le définit Norbert Elias; que n'aient pas été esquissés le rôle des femmes au sein des formes de sociabilité intellectuelle qui constituent au dix-huitième siècle une sphère publique, critique et politique. Un thème, déjà reconnu par les travaux, étonnamment absents de la bibliographie, de Joan Landes, de Carla Hesse ou de Dena Goodman. Il est sûrement des ouvrages plus achevés ou moins inégaux que ce troisième volume de l'Histoire des femmes. Il en est peu qui invitent autant à la réflexion et à la discussion.

Les sorcières et les clichés

Pour nourrir celles-ci, on pourra prendre appui sur le dossier rassemblé par Danielle Haase-Dubosc et Eliane Viennot à la suite d'un colloque tenu à Paris en décembre 1989. Le point de départ de ce volume, qui réunit dix contributions françaises et cinq anglaises ou américaines, est une irritation partagée devant l'insupportable répétition des clichés sur le partage des rôles sexuels. Comme l'écrit Nicole Pellegrin dans un texte inaugural, provocant et informé, « les femmes du seizième siècle ne furent pas toutes et seulement des mères, des sages-femmes et des sorcières ».

Les pratiques sociales, souvent, démentent les normes affirmées. Ainsi, les métiers donnés comme les plus exclusivement féminins — la couture, l'habillement, la broderie — font durablement une large place aux hommes et, à l'inverse, une présence féminine, plus ou moins forte, se rencontre dans toutes les activités réputées comme spécifiquement masculines, du grand négociant à l'artisan citadin, du commerce du livre à l'économie domaniale.

Hors du travail, une même « androgynie » sociale se retrouve. Soit que les hommes

participent, à leur manière, aux plus féminins des comportements: Nicole Pellegrin note, comme Jean-Michel Sallmann, que les sorcières sont bien souvent des sorcières, et elle rappelle les rites qui donnent aux mères un rôle lors des accouchements. Soit que les femmes aient une part plus large qu'on ne l'a dit aux divers « pouvoirs » identifiés comme masculins.

Même s'il perd quelquefois de vue ce fil conducteur, le recueil construit par Danielle Haase-Dubosc et Eliane Viennot apporte de précieux matériaux sur la participation décisive des mères aristocratiques aux luttes politiques des seizième et dix-huitième siècles, qui sont fondamentalement des affrontements de lignages et de clientèles; sur la condition des veuves, seules femmes à être dotées d'une pleine capacité juridique dans les sociétés d'Ancien Régime; sur la cohérence intellectuelle de ce qu'Ann Willeford désigne comme une « women-centered philosophy », une « philosophie féminine » qui, portée par les salons et le roman, fonde sur le primat de l'imaginaire, l'autorité de la conscience et l'innéité des qualités, donc des différences, naturelles, constitue une véritable alternative à la philosophie des Lumières dans la première moitié du dix-huitième siècle.

La question ouverte par ces deux ouvrages peut ainsi s'énoncer: le premier âge moderne, entre la fin du Moyen Âge et le temps des révolutions, marque-t-il un rétrécissement des possibilités ouvertes aux femmes? En France, l'effacement de leur rôle politique après la Fronde, leur exclusion de la forme académique après 1633, la féminisation d'un certain nombre de métiers et, en corollaire, la « masculinisation » de beaucoup d'autres semblent autant de signes d'un progressif cantonnement des femmes, ajustant les pratiques sociales aux discours qui, en quelque sorte, les avaient anticipés.

La thèse a sa pertinence, mais elle mérite d'être discutée: en opposant à un âge d'or féminin, supposé libre et égalitaire, un temps de hiérarchie et de contrainte, ne met-elle pas en œuvre un modèle de compréhension déjà maintes fois utilisé pour décrire, en différents moments (la mi-dix-septième siècle, la fin du dix-neuvième siècle, les années 60 du vingtième), les malheurs de la culture « populaire », d'abord vigoureux, puis étouffé?

Roger Chartier

— LA VIE DU LIVRE —

COLLECTIONNEURS ! LETTRISME

Recevez nos catalogues d'originales revues, estampes, peintures, sculptures, livres, tracts, manuscrits, etc. du grand mouvement d'avant-garde né depuis le Surréalisme, en écrivant à :

LA GUILDE, 18, rue de Turbigo, 75002 Paris - Tél. : 42.33.39.09

A l'occasion de la parution aux Editions PEEBUS de « MES CHERS ENFANTS » un magnifique album consacré aux portraits d'enfants, nous vous invitons à rencontrer **EDOUARD BOUBAT** le samedi 30 novembre de 16 h à 17 h
Librairie MILLEPAGES
174, rue de Fontenay, à Vincennes
Tél. : 43.28.04.15

**100.000 LIVRES
EN STOCK**

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42.83.93.06

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

FESTIVAL DES LIVRES A PRIX RÉDUITS (1100 m² d'exposition)

**LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS
LIVRES D'OCCASION**

Romans, érotisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants...

Un très grand choix dans tous les domaines

Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1991, de 9 h à 19 h 30
Hôtel Mercure - Paris Vaugirard - 69, boulevard Victor, Paris-15^e

ENTRÉE : 10 F Métro : Porte de Versailles

Un mariage florentin

**GIOVANNI ET LUSANNA
Amour et mariage
à Florence pendant
la Renaissance**

de Gene Brucker.

Avant-propos de Christiane Klapisch-Zuber.

Traduit de l'anglais

par Remy Lambrecht.

Alinéa, 123 p., 95 F.

Comme l'atteste le joli petit livre de Gene Brucker, Giovanni et Lusanna, la thèse d'un âge d'or féminin progressivement étouffé est un peu trop simple. L'histoire qu'il raconte se passe à Florence au milieu du quinzième siècle.

Elle fait s'affronter devant la justice ecclésiastique deux paroles: Lusanna, veuve d'un artisan tolier, prétend que le fils d'une des grandes familles de la ville l'a véritablement épousée, après une liaison de dix années, lors d'une cérémonie secrète, célébrée en présence d'un franciscain dans la maison de son frère: Giovanni della Casa, lui, nie absolument avoir été ainsi uni à celle qui fut seulement sa maîtresse et défend comme pleinement valide le mariage qu'il a contracté, avec la fille d'un grand notable florentin, huit mois après sa supposée

alliance avec Lusanna. Qui croire et ne pas croire? Les déclarations de Giovanni sont crédibles parce que tout à fait conformes aux règles et aux stéréotypes en vigueur dans un monde dominé par les mâles. Il est dans l'usage qu'un jeune noble ait, avant son mariage, des expériences sexuelles avec des femmes de moindre condition, mais il est impossible qu'il puisse songer à se mesurer avec l'une d'elles.

Lusanna est donc une dévergondée et une fabulatrice, dépitée d'avoir été abandonnée par son amant. Mais si pourtant elle disait vrai? L'amour né entre ces deux êtres, alors même que Lusanna était encore mariée, ne pouvait-il être assez fort pour que Giovanni bouscule les habitudes matrimoniales de son milieu et que Lusanna accepte (imprudemment) un mariage sans notaire, sans bans et sans publicité?

Entre ces deux vérités, le lecteur hésitera, comme ont hésité les autorités ecclésiastiques. Un an après que le tribunal de l'archevêque de Florence, adversaire des Médicis, ait reconnu la validité du mariage entre Giovanni et Lusanna et, en conséquence, ait déclaré nulle l'union qu'il avait contractée postérieurement, un

bref pontifical renverse le jugement, donnant raison aux della Casa, alliés du parti médicéen. Pour Gene Brucker, cette histoire d'un amour malheureux révèle avant tout l'indépendance avec laquelle certaines femmes envisageaient leur destinée, au moment où les conventions sociales, de Lusanna, il écrit: « La constante de sa vie adulte fut son amour pour Giovanni della Casa. Si forte était sa passion qu'elle était prête à bafouer le code moral de sa société au risque de perdre honneur et réputation ».

Dans le bel avant-propos qu'elle a donné au livre, Christiane Klapisch-Zuber, directrice du volume médiéval de l'Histoire des femmes publiés l'an dernier, semble moins assurée qu'une Florence de la Renaissance ait pu espérer une existence aussi radicalement détachée des normes familiales et civiques dictées par les hommes. L'événement singulier révèle ainsi les tensions fondamentales qui traversent toute l'histoire des femmes à l'âge moderne — une histoire faite de libertés tentées en bride et de soumissions transgressées.

R. C.

histoire des femmes
partage

est-elle possible ?



DESSIN DE NICOLAS GUILBERT

L'Eve nouvelle et la madone imaginaire

Le XIX^e siècle a été marqué par l'approfondissement de l'identité féminine et la lente désacralisation de la femme

HISTOIRE DES FEMMES
Tome IV, le XIX^e siècle
sous la direction de Geneviève Fraisse et Michelle Perrot.
Flon, 560 p., 270 F.

Écrire une histoire des femmes au XIX^e siècle, ce pouvait être l'occasion de s'égarer dans le dédale des idées reçues, de se laisser emporter par la tentation de la pureté, de la pureté de la poésie, la pure image qui, « matrice de toute magie », a chassé les femmes de la vie en fait des êtres brisés par le jeu symbolique. Médecins, juristes, prêtres, veillent, tout au long du siècle, sur l'infirmité de la femme. Sous prétexte de la révéler à elle-même et de la protéger contre les forces obscures qui l'habitent, ils la modelent selon leurs rêves et selon leurs angoisses.

A dire vrai, deux objets distincts se dessinent : l'histoire de la femme et celle des femmes. Les auteurs font, en effet, une grande place aux représentations. Stéphane Michaud, en des pages magnifiques, met en évidence la primauté de la femme imaginaire, madone, muse et séductrice. L'homme a façonné l'idole qui

est pour lui la clé des rêves ; celle qui indique le chemin de l'infini, qui se confond en son principe avec la poésie ; la pure image qui, « matrice de toute magie », a chassé les femmes de la vie en fait des êtres brisés par le jeu symbolique. Médecins, juristes, prêtres, veillent, tout au long du siècle, sur l'infirmité de la femme. Sous prétexte de la révéler à elle-même et de la protéger contre les forces obscures qui l'habitent, ils la modelent selon leurs rêves et selon leurs angoisses.

Dans le fil de cette histoire des représentations, Joan Scott s'en prend à un stéréotype sans doute indéracinable. L'industrialisation et l'urbanisme n'ont alors radicalement modifié ni le volume, ni le lieu, ni la qualité du travail des femmes. C'est le discours de l'économie politique qui, avec la bénédiction des employeurs et des syndicats, a fondé en nature et a construit en problème la notion de « métier féminin ».

Nouveaux rapports de sexe

La quête de l'identité se dessine toutefois comme l'objet principal du livre. Au cours du XIX^e siècle, le champ des possibles s'agrandit. La prise de conscience, selon de nou-

velles modalités, d'un devenir de l'espèce humaine oblige à réexaminer le statut présent des femmes en fonction d'un passé dévoilé et d'un avenir prophétisé. Les utopies socialistes, les travaux des anthropologues sur le matriarcat, la théorie évolutionniste, conduisent à remettre en cause les structures de la famille, le dessin des relations amoureuses et celui des activités sociales des femmes. Peut-être, la différence des sexes cesse d'être strictement conçue en termes de complémentarité. Durant le dernier tiers du siècle, la femme se voit reconnaître une sexualité. La prise de conscience grandit d'une contradiction possible entre la maternité et la réalisation de soi. Alors s'opère une dispersion des identités féminines. L'un des mérites de ce livre est de mettre en évidence la diversité des formes de la solitude des femmes. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, la pratique du célibat féminin se dessine comme un modèle de vie autonome. Judith Walkowitz décrit la « sous-culture lesbienne » qui s'élabore en Occident. L'élite américaine admet désormais les « mariages de Boston ». On comprend mieux, dès lors, que l'apparition de l'Eve nouvelle ait angoissé les hommes. Ceux-ci

sont fascinés et terrorisés par cette créature inconnue, dépourvue des opulentes rondeurs qui donnaient délicieusement à voir une identité féminine dont le brouillage ébranle l'identité masculine.

Michelle Perrot et Geneviève Fraisse s'intéressent aux actrices de l'histoire des femmes, non aux figures. Elles guettent l'invention des nouveaux rapports de sexe ; elles ne prêtent pas attention aux attitudes, sans doute majoritaires, qui relèvent de la soumission silencieuse, du consentement aux rôles séparés et au double standard de la morale. Cette histoire n'est pas celle de l'adhésion, mais celle du refus et de la transgression (en un mot, la démarche des auteurs est implicitement généalogique). L'accent est mis sur les résistances, sur tous ces « bricolages infimes », ces « circulations spontanées » qui permettent aux femmes de subvertir les usages du temps et de l'espace ; sur toutes les procédures d'appropriation et de détournement qui font de l'assignation à la sphère privée un tremplin pour l'acquisition de nouveaux pouvoirs. Dans ce combat, la démocratie fait pâle figure. Certes, la reconnaissance des droits de l'individu impliquait, à plus ou moins long terme, celle des droits de la femme.

Mais le suffrage masculin a exclu cette dernière de la sociabilité politique. La disparition des émeutes de subsistance et des formes anciennes de protestation populaire, l'affaiblissement des pratiques de la philanthropie, la montée du syndicalisme, ont joué contre la présence active des femmes dans la cité.

La mise en évidence des ambiguïtés, des ambivalences, des retournements inattendus qui constituent cette histoire des femmes fait la richesse d'un ouvrage ambitieux dont le propos s'étend du Pacifique à l'Oural. Geneviève Fraisse et Michelle Perrot ont su montrer ce qui note l'émergence d'une nouvelle conscience de genre à tous les mouvements profonds qui affectent l'histoire de l'Occident au XIX^e siècle. Ce beau livre, que seule pouvait permettre une réflexion menée durant les décennies, retrace, tout à la fois, l'approfondissement de l'identité féminine et la lente désacralisation de la femme. Au lendemain de leur première nuit d'amour, Baudelaire écrivait à M^{me} Sabatier : « Il y a quelques jours tu étais une divinité... Te voilà femme maintenant. » Je ne sais si la pauvre amante a perçu toute la portée de l'arrêt du poète.

Alain Corbin

Les liaisons heureuses de Laclos

DE L'ÉDUCATION DES FEMMES
de Choderlos de Laclos.
Texte présenté par Chantal Thomas.
Ed. Jérôme Millon, 140 p., 85 F.

En 1783, l'académie de Châlons-sur-Marne lance un concours littéraire sur le thème : « Quels seraient les meilleurs moyens de perfectionner l'éducation des femmes ? », une interrogation qui devient instantanée au XVIII^e siècle. Laclos, qui est déjà célèbre — les *Liaisons dangereuses* ont été publiées l'année précédente avec un énorme succès — décide de participer à la joute. Il ne va pas loin dans la rédaction de sa dissertation, et pour cause : dès la première page de son essai, Laclos affirme qu'il n'est aucun moyen de perfectionner l'éducation des femmes.

Pourtant, le sujet lui paraît assez important pour qu'il y revienne quelques mois plus tard dans un essai, également inachevé, *Des femmes et de leur*

éducation, qui est, en fait, la construction d'une vision utopique de la « femme naturelle », élevée dans la liberté et le bonheur de la nature, délivrée de toutes les chaînes et de tous les interdits qu'impose la corruption de la société. Réverie éminemment rousseauiste dans ses présupposés, mais aux antipodes de Rousseau dans son développement, puisque Jean-Jacques concevait l'éducation des filles dans l'optique d'une répression accrue.

Chantal Thomas, dans la présentation de ces deux étranges textes, a parfaitement mis l'accent sur les articulations qui les lient aux *Liaisons dangereuses*. La femme naturelle, élevée dans le bonheur et l'innocence, dans la tranquille jouissance d'un corps libre, est le pendant de la Merteuil gagnant son autonomie dans une société pervertie, par le mensonge, le cynisme et une exacte connaissance des rapports de forces. La paix contre la guerre : deux faces d'une même incision, révolutionnaire, à la libération.

P.L.

Autres parutions

● *L'Exercice du savoir et la différence des sexes*, collectif dirigé par Monique David-Ménard, Geneviève Fraisse et Michel Tort. La différence des sexes est un fait naturel, et pourtant « il se construit aujourd'hui une histoire des femmes fondée sur l'idée que la relation sexuelle et la vie des femmes sont soumises à l'historicité du monde ». Ce pas en avant dans l'appréhension intellectuelle de la relation des sexes en appelle un autre : « Quelle lecture de la différence des sexes l'histoire rend possible dans l'espace philosophique. »

Il ne s'agit pas, comme le souligne Geneviève Fraisse, de dire que les sexes sont absents du travail philosophique, mais au contraire de repérer les textes où on peut les lire et de tirer les conséquences de cette lecture pour la philosophie elle-même. Plus généralement, la philosophie doit prendre en compte cette aporie : les sexes sont semblables et différents.

C'est à ce travail sur l'identique et le différent, à travers l'exercice de l'art, de la langue, de l'amour, de l'analyse, que se livrent les intervenants de ce volume tout à la fois incisif et savant, rigoureux et imaginaire, tout à fait passionnant malgré l'aridité d'un langage de spécialistes. (L'Harmattan, coll.

« La philosophie en commun », 176 p., 95 F.)

● *Pauline Roland, ou comment la liberté vint aux femmes*, de Benoîte Groult. — Selon le principe de la collection « Elle était une fois... », la romancière Benoîte Groult retrace la vie de Pauline Roland (1805-1852).

Influencée par le saint-simonisme, elle fut une figure du féminisme et créa en 1849 le premier syndicat de couturières, d'instituteurs et d'institutrices. Militante socialiste, elle s'opposa au coup d'État du 2 décembre 1851 et mourut des suites de sa déportation en Algérie. (Robert Laffont, « Elle était une fois... » 274 p., 110 F.)

● *Une liaison dangereuse, correspondance avec Constant d'Hermenches*, d'Isabelle de Charrière. — Isabelle et Jean-Louis Vissière présentent une fort belle édition de la correspondance d'Isabelle de Charrière (1740-1784) avec l'ami — sinon l'amour — de sa vie, Constant d'Hermenches.

Un document passionnant sur la liberté et sur les contraintes d'une grande dame du dix-huitième siècle, un roman plein de vie et de charme, une correspondance qui est tout à la fois une œuvre d'art et un tableau complexe du mal de vivre à la veille de la Révolution. (La Différence, 606 p., 198 F.)

Un guide précieux pour vos études ou vos voyages en Grèce



P. Benoit, M.-J. Gélard, 328 p., 440 F.

HU LANGUES ET CIVILISATIONS ANCIENNES
HACHETTE Supérieur

سنة ١٤١٢ هـ

L'explosion journalistique du XVIII^e siècle

C'est bien avant la Révolution qu'a eu lieu l'essor de la presse

DICTIONNAIRE DES JOURNAUX (1600-1789)

Sous la direction de Jean Sgard.
Universitas, 2 vol., 1 211 p., 1 500 F.

THE PRESS IN THE FRENCH REVOLUTION

Sous la direction de Harvey Chisick et Ouzi Elyada.
« Studies on Voltaire and the Eighteenth Century », Oxford, University of Oxford, The Voltaire Foundation, 423 p., 640 F.
Distribué par Universitas.

L'histoire de la presse française de l'Ancien Régime et de la Révolution s'est profondément et vigoureusement renouvelée ces dernières années. La contribution des historiens étrangers, en particulier américains, a été tout à fait considérable et a généralement pris la forme de très précises monographies, consacrées à l'analyse du contenu, de la production et de la circulation d'un titre particulier. A s'en tenir au seul dix-huitième siècle, on peut ainsi rappeler les études de Jeremy Popkin sur la *Gazette de Leyde*, de Nina Gelbart sur le *Journal des Dames* ou de Hans Bots sur les périodiques en français publiés aux Provinces-Unies.

Du côté français, la recherche n'a négligé ni l'approche monographique (pensons aux travaux de Gilles Feyel sur la *Gazette des Renaudot*, de Jean Sgard sur le *Pour et contre* de Prévost, de Jean-Pierre Vittu sur le *Journal des Savants*) ni la réflexion sur les fonctions de ce que Claude Labrosse et Pierre Rétat ont appelé « l'instrument périodique ». Mais elle s'est attachée, de plus, à la construction de grands répertoires bibliographiques et bibliographiques.

Depuis Grenoble, Jean Sgard a été le maître d'œuvre inlassable de ces imposants chantiers, jalonnés par la publication, en 1976, d'un *Dictionnaire des journalistes* (1600-1789), augmenté de cinq suppléments depuis cette date, puis, en 1984, d'un premier inventaire, intitulé *Bibliographie de la presse classique* (1600-1789). Aujourd'hui l'entreprise est achevée — et magnifiquement achevée. Le *Dictionnaire des journaux*, qui vient d'être publié en deux volumes par Universitas, recevra en effet bientôt son pendant avec le *Dictionnaire des journalistes*, qui corrigera lorsqu'il le faut et augmentera considérablement l'ouvrage de 1976 et ses suppléments. Réunis, les deux dictionnaires constitueront, sous le titre général de *Dictionnaire de la presse (1600-1789)*, un outil de travail absolument exceptionnel.

Le *Dictionnaire des journaux* mentionne 1 267 titres, soit un quasi-quadruplement par rapport à la respectable et secourable bibliographie de Hatin, parue en 1866. La définition de ce qu'est un « journal » dans l'Ancien Régime retenue par Jean Sgard et le comité de rédaction du dictionnaire taille assez large, comme il le fallait, incluant toutes les publications imprimées qui ont une périodicité réelle ou annoncée, une stabilité (au moins relative) de leur titre et de leur présentation, et un contenu lié en quelque manière à l'actualité. Les notices comportent toutes une description extrêmement rigoureuse du titre considéré, qui indique les dates extrêmes de sa parution, sa périodicité, la composition de la

collection, l'adresse du libraire et de l'imprimeur, le prix de l'abonnement, le nom du fondateur, des directeurs successifs et des collaborateurs réguliers, le contenu annoncé et les centres d'intérêt, la localisation des collections accessibles, les rééditions, mentions et références bibliographiques. Ce signalement exemplaire est suivi d'une histoire du journal qui, dans le cas des plus importants, devient une véritable petite monographie.

Magnifique instrument de référence, le *Dictionnaire des journaux* peut être aussi exploité comme une véritable source historique. Jean Sgard en fait la démonstration dans une postface où, en confrontant le lexique des titres (« journal », « gazette », « courrier », « correspondance », « spectateur », etc.) et les genres de l'écriture journalistique (le bulletin d'information, l'annonce, le compte rendu, l'extrait, l'« esprit », etc.), il propose une typologie de la production périodique en français et une chronologie de son développement.

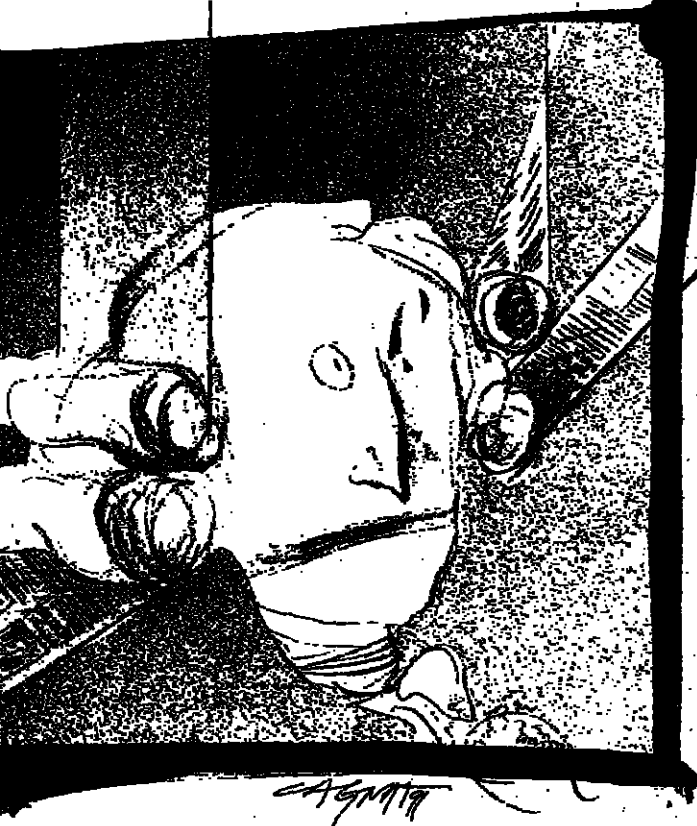
Celle-ci connaît quatre moments forts : le temps de la Fronde, qui voit l'écllosion d'une presse politique, cousine de la littérature pamphlétaire et souvent éphémère ; les années 1680-1699, marquées par l'apparition de titres plus durables dans tous les genres (gazettes d'information, bibliothèques savantes, journaux spécialisés) ; les vingt ans entre 1730 et 1749, qui caractérisent une forte poussée des publications éditées hors de France ; enfin, les deux décennies 1750 et 1760, qui connaissent chacune cent trente-sept titres nouveaux, imprimés en majorité dans le royaume grâce au régime des permissions tacites, et tirés, pour certains d'entre eux, à plus de 5 000, voire plus de 10 000 exemplaires. La croissance s'accroît encore dans les deux dernières décennies de l'Ancien Régime : 188 titres nouveaux dans les années 1780, 277 entre 1780 et 1788.

Les différents index de l'ouvrage (des lieux d'édition, des imprimeurs et libraires, des auteurs cités, des rédacteurs et journalistes, des titres) suggèrent nombre d'autres études. Par exemple, sur la géographie de la presse périodique en français. Dans le royaume, la prédominance parisienne, écrasante lorsque l'on considère le nombre des titres, n'a pas totalement étouffé la production provinciale, disséminée entre soixante villes (en comprenant Nancy, Avignon et Trévoux, plus ou moins tardivement françaises).

Une écriture inédite

Hors de France, le *Dictionnaire* indique la place dominante des Provinces-Unies (177 titres), le poids des cités suisses (69 titres), le rôle de Londres (44 titres), le nombre élevé de villes allemandes (vingt) qui publient au moins un périodique en français et, autre signe de l'« Europe française », la présence sur la carte de Copenhague (8 titres), Stockholm (6 titres), Varsovie (7 titres) et Saint-Petersbourg (4 titres).

Pour l'année 1789, le *Dictionnaire*, qui a retenu comme date terminale le 14 juillet, décrit 68 journaux, soit guère plus du quart des titres nouveaux qui paraissent cette année-là (1). L'explosion journalistique, rendue possible par l'abolition de la censure, accompagne toute la Révolution. Elle a fait l'objet d'études centrées sur une mouvance politique particulière, ainsi avec les livres de Jack Censer sur la presse radicale, de Jeremy Popkin et William Murray sur les journaux modérés et de « droite », de Jean-Paul Bertaud sur les journaux royalistes, puis, récemment, elle a été traitée dans deux bonnes synthèses, toutes deux en langue anglaise : les ouvrages de Hugh Gough (2) et Jeremy Popkin (3).



ment dépendant du pouvoir ». Mais c'est seulement avec la Révolution que les journaux accueillent des genres radicalement nouveaux : la rhétorique dénonciatrice et détractrice, la fabrication d'histoires à sensation (par exemple, dès 1790, dans les différents *Père Duchesne* étudiés par Ouzi Elyada) ou la violence verbale, en toutes ses formes (l'invective, l'insinuation, l'animalisation de l'adversaire, etc.).

Ce surgissement d'une écriture journalistique inédite, désormais considérée comme partie prenante de la lutte politique, explique le déclin des périodiques traditionnels, incapables de s'adapter au nouvel espace public créé en 1789. Il en va ainsi de la *Gazette de Leyde*, du *Journal encyclopédique* ou de l'*Année littéraire*, qui, malgré leurs efforts d'ajustement, perdent leur rôle, leur prestige et leurs lecteurs.

La presse née avec la Révolution impose des modèles nouveaux, analysés au fil des communications : elle s'inscrit en continuité avec la littérature pamphlétaire, multipliée dans les dernières décennies de l'Ancien Régime ; elle partage, en ses formes les plus populaires, les rhétoriques, les stratégies de persuasion et les références culturelles (souvent carnavalesques) qui sont celles de l'estampe et de la chanson ; elle autorise une première professionnalisation du métier de journaliste qui, s'il présente quelques risques, peut assurer de jolis revenus et une grande influence.

Les contributions réunies et présentées par Harvey Chisick confirment donc pleinement le jugement porté par Jean Sgard dans le *Dictionnaire des journaux* : « De 1600 à 1789, on voit naître, se développer et se transformer la presse, avec les premiers mois de la Révolution, on entre dans un autre monde, celui de la presse moderne ».

R. C.

(1) Pierre Réau, *Les Journaux de 1789. Bibliographie critique*, Éditions du CNRS, 1988.

(2) Hugh Gough, *The Newspaper Press in the French Revolution*, Londres, Routledge, 1988.

(3) Jeremy Popkin, *Revolutionary News. The Press in France 1789-1799*, Dartmouth et Londres, Duke University Press, 1990.

La sédition ambiguë

CORRESPONDANCE

de Jean-Jacques Rousseau et Chrétien Guillaume de Lamoignon de Malesherbes. Présentée et annotée par Barbara de Negroni, Flammarion, 370 p., 130 F.

LETTRES 1

d'André Morellet. Publiées et annotées par Dorothy Medlin, Jean-Claude David et Paul Leclerc, Voltaire Foundation (distribué en France par Universitas), 626 p., 690 F.

LINGUET

de Daniel Baruch. François Bourin, 414 p., 139 F.

Malesherbes a joué un rôle considérable dans l'histoire de la diffusion des idées au cours de la seconde moitié du dix-huitième siècle. C'est en 1750 que son père, Lamoignon de Blancmesnil, issu lui-même d'une vieille lignée de hauts magistrats de la monarchie, est nommé chancelier de Louis XV. Parmi les responsabilités qui lui incombent, celle de l'administration de la librairie — l'édition et la diffusion des imprimés — qu'il soustrait en quelque sorte à son fils, Lamoignon de Malesherbes. Celui-ci demeurera à la tête de ce département jusqu'à la disgrâce de son père en 1763. Il reviendra aux affaires sous Louis XVI, tentant encore de faire introduire des réformes qui devaient réduire le fossé entre le roi et la société civile. Et c'est dans la fidélité à Louis XVI, dont il acceptera d'être le défenseur, qu'il mourra, avec sa famille, sur l'échafaud en 1794, à soixante-treize ans.

On attend encore le savant chartiste qui réussira à réunir la corres-

pondance du directeur de la librairie, dispersée dans les bibliothèques et les archives publiques. Elle seule pourrait nous livrer les secrets de ce jeu entre tous ambigu que Malesherbes ne cessa de pratiquer pour réussir l'impossible : satisfaire aux devoirs de sa charge tout en favorisant la diffusion des Lumières. Faute de cette correspondance suivie — à laquelle il manquait de toute façon les nombreuses lettres que Malesherbes a dû livrer aux flammes pour sa sécurité et celle de ses correspondants, — il nous reste celles qu'il a adressées aux plus illustres de ses administrés : Voltaire, Diderot, d'Alembert, Turgot, Suard, Morellet, et Jean-Jacques Rousseau qui fut sans doute celui qui lui fit sentir le plus intensément la servitude et la grandeur de sa situation : celui dont il se sentait affectivement le plus proche et qui était en même temps le plus ingérable de ses « clients ».

Servir le royaume et la philosophie

La correspondance de Malesherbes et de Rousseau est connue. Il s'agit de 86 lettres écrites entre 1755 et 1773 que l'on trouve dans la *Correspondance générale de Jean-Jacques Rousseau*, en quarante-neuf volumes, établie par R.A. Leigh. Mais organiser, comme l'a fait Barbara de Negroni, le face-à-face du magistrat et du philosophe a pour effet de resserrer et de dramatiser le débat. Celui-ci, jusqu'en janvier 1771, nous inextricablement les fils d'une relation officielle, publique, entre le responsable royal de la librairie et un écrivain subversif, et d'une relation affective, privée, entre un adepte de la nouvelle manière de dire et de sentir — sinon de penser — et un écrivain angoissé, persécuté dans son esprit lorsque il ne l'est pas dans les faits et qui cherche une protection, un havre, un ami bien-

veillant et fort qui accueille sans réprimer ses gémissements et ses colères.

Malesherbes ne se contente pas de deux rôles contradictoires — servir le royaume et servir la philosophie — il s'en crée encore deux autres : protéger autant que faire se peut et que son libéralisme l'autorise les « philosophes » des écrits de leurs pires ennemis et protéger lesdits philosophes — et notamment Rousseau — contre eux-mêmes, contre les excès de leurs emportements, contre des libelles venimeux qu'il n'ajoutera rien à leur gloire et leur voudront les pires ennemis avec l'autorité. Rôle de pré-censeur certes, indiquant les bornes qu'on ne pourra pas franchir sans qu'il soit obligé d'exercer sa répression, mais rôle de conseiller littéraire aussi qui veille à ce que les écrivains ne gaspillent pas leur énergie dans les besognes subalternes du journalisme.

Il y a évidemment des limites au grand écart. Malesherbes ne peut éviter la condamnation de l'Émile et le décret de prise de corps prononcé contre Rousseau et qui va l'obliger à fuir à travers l'Europe. Mais il est significatif que Rousseau ne lui en veuille pas, continue à lui écrire — des lettres de plus en plus sombres, de plus en plus hantées par la persécution — cependant que Malesherbes s'épuise à essayer de l'apaiser. Significatif aussi que les deux hommes, recrutés de combats politiques, le magistrat exilé et l'écrivain pourchassé, se retrouvent finalement dans un amour commun de la botanique, échangeant des herbariers, s'envoyant des fleurs séchées et des cahiers d'observation sur les plantes. L'amitié peut enfin s'épancher sans contrainte, mais les héros sont épuisés.

C'est aussi par une lettre à Malesherbes que s'ouvre le premier volume de la correspondance de l'abbé Morellet qui court de 1759 à 1785, date de réception

du petit abbé à l'Académie française. Le directeur de la librairie a demandé à André Morellet, bon théologien, protégé de Turgot et de Trudaine mais aussi ami des encyclopédistes, son avis sur une éventuelle publication des *Mémoires de l'Académie de l'abbé*. C'est ainsi que Malesherbes prend le pouls de l'opinion lettrée. Plus tard, il demandera à Diderot, condamné à tous les feux de l'enfer par la cour, les parlements et l'Eglise réunie, de lui servir de censeur pour quelques ouvrages. Nous sommes décidément loin de l'image d'un dix-huitième siècle coupé en deux par une frontière séparant l'ombre de la lumière.

Morellet est précisément l'un de ces écrivains-publicistes qui jouent spontanément dans l'entre-deux. La parfaite édition de ses lettres complètes — rectifie — heureusement — le portrait qu'il a donné de lui-même et de son temps dans ses *Mémoires* (1). Ainé de quatorze enfants, fils d'un marchand papetier de Lyon, Morellet a franchi le mur qui séparait les gens de peu du « monde » en se plaçant sous la protection d'un de ses condisciples de la Sorbonne, Turgot, qui lui fit connaître les plus célèbres — et les plus fortunés — économistes de l'école libérale, Vincent de Gournay et le clan des Trudaine. Morellet devint leur homme de plume. Homme des Lumières donc, mais du côté béurré de la tartine, avec des commandes gouvernementales, quelques pensions, quelques prébendes ecclésiastiques et un faux qui Conté — qui annoncent une traversée profil bas de la révolution française.

Mais tout serait trop simple pour le dix-huitième siècle si la plume, élégante et rapide, de l'économiste libéral ne connaissait pas de dérapage, si Morellet demeurait sage dans son rôle de propagandiste européen des théories du marché. Il abandonne l'*Encyclopédie*, lâchement, comme tous ses

amis, lorsque le roi interdit l'entreprise de Diderot ; mais il ne peut pas supporter les attaques dont on accable les encyclopédistes. Il réagit par un pamphlet, violent, inconscient, incroyablement courageux de sa part, une *Préface à la comédie des philosophes* qui lui vaut six semaines de Bastille, une interdiction de séjour à Paris et la perte de son logement. Il y gagne aussi la gloire : « Mords-les », l'a surnommé d'Alembert. Ce qui vaut mieux qu'une carrière réussie.

Linguet appartenait, lui, au camp des antiphilosophes, au clan de Pellissot et de Fréron, auquel s'attaqua Morellet. Ce n'en fait pas pour autant un homme simple, et il suffit de rappeler que ce monarchiste ultra fut le défenseur du chevalier de La Barre et connu la Bastille avant de mourir guillotiné en 1794 pour comprendre que le pamphlétaire, le journaliste, l'avocat n'est pas, comme le montre bien son biographe Daniel Baruch, à l'abri des ambiguïtés, des hésitations et des déchirements de son époque.

Linguet, comme tant d'autres écrivains d'alors issus du peuple, aspirés par l'espace politique qui s'ouvre et par la possibilité, dangereuse mais réelle, de faire connaître son opinion, est un aventurier dans sa vie comme dans ses écrits. Il est dévoré par le désir de se faire connaître et — indissolublement — par celui d'être utile à la société. Daniel Baruch met bien en lumière cette éternelle contradiction qui anime son personnage — comme la plupart des publicistes de son époque. Il est simplement dommage qu'il essaie aussi de nous faire partager les idéaux antidémocratiques de Linguet. La biographie a tout à perdre à ce genre de procès en réhabilitation.

Pierre Lepage

(1) Mémoire de France.

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESSNE
RELIGION SOCIÉTÉ POLITIQUE

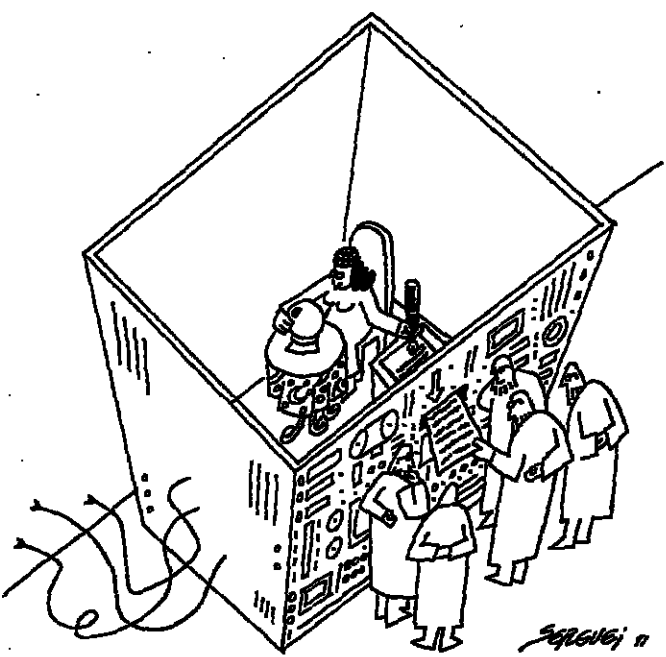
ÉTHIQUE ET COMMUNICATION
CHRETIENNES
PROFANESELS DE LA COMMUNICATION
I.R.C.O.M. ANGERS
22-23 mars 1991

La vérité se cache,
la vérité dérange...
PHILIPPE GUILHAUME
160 pages 72 FF

BEAUCHESSNE
72, rue des Salins-Pres - 75007 PARIS

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



Pré-dire et pré-voir

L'INVENTAIRE produit par Raymond Bloch révèle un monde grec et latin élargi à l'Orient proche et à l'Égypte, inventeur et utilisateur de la plupart des procédures de la divination. Dans la proximité du sacré s'établissent les oracles des sanctuaires grecs, comme à Delphes, où la Pythie parle au nom d'Apollon, livre sa parole inspirée aux interprètes qui traduisent les messages pour les consultants. Dans la proximité du pouvoir, comme à

Rome où la religion est « étroitement unie au fonctionnement de l'Etat », on recourt à la lecture des signes, des présages, des prodiges : elle oriente la politique de la cité et fonde la nécessaire entente avec les dieux.

De façon plus générale, la divination est un instrument utile aux gouvernants, parce qu'elle permet de prendre appui sur les émotions et de fortifier l'argumentation. Cicéron, dans le traité qu'il lui consacre et tout en manifestant son doute quant à la possibilité de connaître l'avenir, « fait preuve de conservatisme à l'égard de la religion et de la divination officielle ». Et Aristote, déjà, conseillait de recourir à la divination pour régler les affaires d'ordre politique et militaire, de l'aligner à la rhétorique, à l'art oratoire. Les souverains s'associent des devins dans toutes les sociétés étatiques du passé lointain.

Certaines des pratiques divinatoires conduisent aux frontières de la connaissance scientifique, soit qu'elles mettent en œuvre les ressources de la logique combinatoire, soit qu'elles se constituent à partir d'une observation et d'interrogation de la nature. Elles relèvent alors de la rationalité, pour une part. Raymond Bloch considère à ce propos l'art des prêtres égyptiens, les haruspices. Ils interrogent les entrailles des victimes offertes en sacrifice, les foudres et les prodiges. Leur étude se fonde sur une théorie de l'univers, qui établit une homologie entre tous les ensembles structurés le constituant, depuis la configuration

des corps célestes jusqu'à l'organisation des êtres vivants, et sur une pratique quasi expérimentale.

De même, la divination peut être unie à la médecine, aux thérapies qui recourent à l'action efficace des dieux spécialisés, à leurs prescriptions révélées, comme dans les sanctuaires grecs de guérison, dont celui d'Épidaure, renommé pour les miracles d'Asklépios. Mais, dès que la science est en voie de se faire, la crédibilité des devins se dégrade ; ils ne deviennent porteurs de vérité que lorsque la chance les sert.

La divination n'en reste pas moins l'objet des débats philosophiques, depuis les présocratiques et Platon, qui accorde une place à la mantique inspirée et aux grands oracles dans la « législation religieuse de la cité ». C'est que la divination, à partir du moment où elle est utilisatrice d'un savoir acquis par la pratique et suffisamment formalisé, recoupe certains chemins de la philosophie. Elle traite des rapports que l'homme entretient avec le temps, elle lui donne l'illusion d'en être moins captif, mieux à même de préparer le futur par une gestion éclairée du présent.

Elle révèle les limites auxquelles se heurte le gouvernement de la cité, les insuffisances de la loi, de la justice, de la compétence dans la gestion des affaires collectives ; il faut, au-delà, ruser avec les dieux ou les forces qui régissent l'Histoire, réduire l'incertitude. Plus généralement, et dans ses élaborations les plus poussées, la divination pose la question de la liberté humaine face au hasard et à la nécessité, de la place du destin et de la chance dans le cours des vies, individuelles et collectives (1).

Nous avons désenchanté le monde, nous l'avons soumis à la science, à la technique et à l'organisation, mais nos maîtres incomplets n'ont pas effacé la divination. Ses figures anciennes sont revêtues d'apparences modernes, ou technicisées, ou transformées en manifestations du possible. Emportées dans les turbulences du présent, nous sommes toujours à la recherche inépuisable de ces trous où le futur pourrait un peu paraître.

(1) Dans un grand livre, *Sorciers grecs*, l'helléniste André Bernard réunit d'autres aspects, plus cachés, du monde des mages (voir ci-dessous l'article d'Hervé Duchêne).

LA DIVINATION
Essai sur l'avenir
et son imaginaire
de Raymond Bloch
Fayard, 210 p., 110 F.

Le caché et l'imprévu hantent la conscience des hommes et leur imaginaire, depuis le commencement des civilisations. Dans les sociétés de la tradition, ce qui se dérobe à la connaissance ordinaire peut être à l'origine de l'inattendu, de l'imprévisible, de l'événement, qui porte atteinte à l'être des vivants et au cours normal des choses. Ce qui met en jeu la responsabilité humaine à l'égard des forces, des dieux qui gouvernent les vies individuelles et les destins collectifs. Mais, plus généralement, le caché est reconnu sous l'aspect de ce qui surgira du futur inné. L'incertitude entretient la crainte de l'avènement du néfaste ; elle conduit à la recherche des procédés permettant de réduire l'ignorance, d'opérer des choix mieux éclairés dans le présent et de faire obstacle à l'irruption des malheurs et des maux.

A ces menaces s'oppose la volonté de savoir et d'agir. Pour savoir, il faut interroger, consulter, questionner : les puissances du sacré, par l'interpellation mystique, par la communication révélatrice à la faveur des rêves et du recours aux oracles ; les acteurs cachés responsables des conjonctures critiques ou néfastes, par le moyen des techniques divinatoires. Deux démarches concurrentes, ou complémentaires, qui visent en quelque sorte à forcer l'information. Il s'agit d'anticiper sur l'événement, de voir et de dire « avant », de trouver une part de liberté face aux contraintes qui sont extérieures à l'homme et le subordonnent.

Dans l'espace de la divination sont placées des pratiques très diverses, et foisonnantes tant que la rationalité et la laïcisation de la société ne les ont pas expulsées vers la périphérie. Depuis les visions reçues ou provoquées jusqu'à l'interprétation des signes proposés par la nature et le monde des choses, jusqu'aux procédures savantes constitutives d'une divination dite mathématique et à la lecture des présages et des phénomènes

extraordinaires selon une table de référence. A une divination intuitive – inspirée, essentiellement exprimée par la parole – est opposée une divination inductive – fondée sur l'observation, le raisonnement, le décryptage d'ensembles de signes ou de figures porteurs de messages.

C'est ce partage que retient Raymond Bloch pour traiter de la divination, et avec une ambition plus téméraire de « l'avenir et de son imaginaire ». Spécialiste renommé des civilisations étrusque et romaine, des religions de l'Antiquité, il ne fait que de brèves et peu fructueuses incursions dans les territoires des civilisations plus lointaines. En ouverture, il montre la difficulté à délimiter le domaine des phénomènes divinatoires : religion, magie, divination entrent en interférence – et à identifier ceux et celles qui y opèrent – prophètes, devins, sibylles, mages et prêtres en leur qualité de « déchiffreurs ». Il souligne l'ambiguïté de la dénomination dans l'univers gréco-romain : la mantique grecque est l'art du devin, du prophète, de « la personne qui prévoit l'avenir » ; la divination latine, avec la double origine, classique et populaire du mot, évoque le commerce entretenu avec les dieux et les qualités exceptionnelles de « qui sait prédire l'avenir ». Dans le premier cas, l'accent est porté sur l'inspiration ; dans le second, sur une pratique « bien réglée et conduite par les hommes avec le concours des êtres célestes ».

La Grèce de l'ombre

La cité tolérante les sorciers, qui recrutent dans ses marges, hors de toute religion officielle

SORCIERS GRECS
d'André Bernard
Fayard, 516 p., 190 F.

Le monde des sorciers grecs n'avait pas encore trouvé en France son guide. Avec le livre d'André Bernard, c'est chose faite. Les hellénistes explorateurs de ces terres inquiétantes n'ont certes jamais manqué, mais les récits de leurs expéditions, réservés aux spécialistes et trop souvent entachés de querelles philologiques, décourageaient les candidats au voyage. On peut maintenant fréquenter en bonne compagnie cette Grèce de l'ombre.

Sa richesse est insoupçonnée. Ses charmes débordent le cadre scolaire du siècle de Périclès et de la cité athénienne ; ils se déploient sur toute la durée de la civilisation grecque, d'Homère à Séséris, et dans un espace élargi à l'ensemble de la Méditerranée. Souvent en mal de documentation, l'historien de la Grèce ancienne dispose pour étudier cette « planète du mal » d'un grand nombre de sources écrites : papyrus magiques où le texte figure d'étonnantes calligrammes ; tablettes de plomb inscrites roulées ou repliées et généralement percées d'un clou ; amulettes, pierres précieuses et gemmes couvertes de signes.

Les sorciers grecs utilisent en effet largement l'écriture. Accompagnant l'opération magique ou s'y confondant, elle revêt par elle-même une force surnaturelle : elle impose une présence, assure d'une permanence et institue avec les démons une communication qui rompt en partie avec celle des hommes. D'où une langue brutale où les barbarismes et les fautes de syntaxe abondent. Moins parce que la sorcellerie est la culture de marginaux que parce qu'il faut passer en force, que le temps presse et que la tablette est petite.

Ce rôle de l'inscription a de quoi surprendre. Les anthropologues nous ont habitués à côtoyer des sorciers appartenant à des sociétés sans écriture. Quant aux historiens de la criminalité dans l'Europe médiévale et moderne, ils se sont servis d'archives judiciaires, vestiges de « chasses aux sorciers », pour révéler la personnalité d'accusés qui, risquant leur vie, étaient moins bavards sur leurs pratiques que leurs accusateurs. Au portrait de la sorcière du village peut donc faire écho celui de sa consœur dans la cité.

André Bernard le brosse avec vigueur en empruntant aux poètes qui ont imposé des types peuplant toujours notre imaginaire : la Circé d'Homère, la Médée d'Euripide, la magicienne de Théocrite. Mais la partie consacrée à « littérature et sorcellerie », en dépit de sa richesse, est aussi la moins convaincante. On la parcourt comme les galeries d'un musée trop encombré ; on s'étonne en même temps de ne pas y rencontrer un chantre de la sorcellerie grecque d'expression latine : Apulée, le romancier de l'Ane d'or.

Le « monde des mages »

On appréciera en revanche le tableau du « monde des mages » qui ouvre le volume et celui de la « sorcellerie au quotidien » sur lequel il se réfère. Traduisant et commentant des papyrus ou des textes épigraphiques inaccessibles au profane et d'interprétation difficile, André Bernard domine cette « langue de plomb ». Il donne à voir ce maléfique des signes grâce aux vignettes reproduites en tête de chaque chapitre. Avec humour et sympathie, il ressuscite un univers foisonnant où les envoûtements font plier les cœurs et où les tombes se défendent. Nourrie d'influences égyptiennes et babyloniennes, la magie revêt en Grèce autant de formes qu'il y a de mots pour

nommer le sorcier. Il est tantôt le « mage », l'héritier d'un savoir étranger comme le rappelle cet emprunt à l'iranien, tantôt le « goète », l'enchantement, celui qui étymologiquement pousse des cris de lamentation, tantôt le *pharmakeus*, l'homme du sorcier, du remède et du poison.

Diverse, la sorcellerie grecque trouve son unité dans un fait social et une réalité psychologique. Elle se développe sans la médiation de la cité, dans ses marges, hors de toute religion officielle et de croyance collective. Elle recrute parmi ceux, les plus nombreux, qui sont exclus du corps civique : les femmes, les esclaves, les adolescents. Elle se nourrit d'autre part de l'Envie, le *phthonos* qui attire le « mauvais œil » et dont il faut se défendre. Elle implique enfin constamment un appel aux morts. Sans la conquête de leur bienveillance, vouloir orienter le comportement des vivants reste illusoire.

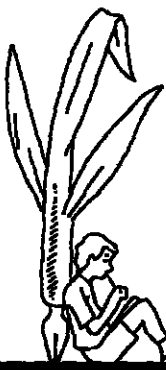
De l'ensemble se dégage une image optimiste des rapports de la cité et de ses sorciers. Sans les encourager, elle les aurait tolérés, histoire de laisser aux plus humbles l'espoir de trouver dans la magie quelques compensations à leurs souffrances et à leurs rancoeurs. Que les pratiques ésotériques aient fonctionné comme des soupapes de sécurité, sans doute. Mais comment croire qu'elles impliquent « une théologie de la libération » ? Peut-on imaginer, sans rester prisonnier du « miracle grec », que « la liberté de parole et la tolérance allaient de soi » ?

Dans les Grecs et l'Irrationnel, il y a trente ans déjà, E. R. Dodds soutenait des thèses plus noires. Les procès de sorcellerie dans la cité ont laissé peu de traces dans la mémoire des hommes. Il y en eut pourtant. Faut-il oublier qu'accusée d'empoisonnement par Démétrios, la magicienne Thérès de Lemnos fut condamnée et mise à mort avec toute sa famille ?

Hervé Duchêne



- Vos enfants vont pouvoir prouver qu'ils sont loin d'avoir une case de vide.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images à paraître dans Le Monde des 1^{er} et 2^e décembre, et disponibles ensuite gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde

1991-1992. 50^e anniversaire.

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS



مكتبة في الحظ

سكنا من لاجل

Le Spinoza de Yovel

Un inclassable entre tradition juive et modernité

SPINOZA ET AUTRES HÉRÉTIQUES

de Yirmiyahu Yovel.
Seuil, coll. « Libre examen »,
560 p., 220 F.

Les éditions du Seuil inaugurent la série *Histoire de la pensée* de la nouvelle collection *Libre Examen* dirigée par Olivier Bétourné avec Spinoza et autres hérétiques de Yirmiyahu Yovel, fondateur et président de l'Institut international Spinoza (I) et professeur de philosophie à l'université hébraïque de Jérusalem après avoir enseigné à Oxford, à Princeton et à la Sorbonne.

Publié en anglais en 1989 par Princeton University Press et en

hébreu par Sifriat Posolim, l'ouvrage de Yovel a soulevé en Israël de très vifs débats, qui se sont étendus bien au-delà du cercle des philosophes de métier. Finement documentée et rédigée dans une langue accessible à un large public cultivé, l'enquête s'interroge en effet à la fois sur le statut d'une pensée juive laïque et sur l'influence souterraine de la pensée spinoziste, sur la modernité, de Kant à Freud.

Construit en deux parties, ce travail se propose en premier lieu d'éclaircir un aspect mal connu de la genèse de la pensée de Spinoza, en mettant en lumière des convergences multiples entre sa doctrine et la culture des marranes. Ces juifs convertis de force en Espagne et au Portugal concurent en effet au cours

de la Renaissance de nouvelles relations entre les Écritures et la raison, le monde et Dieu, le langage et le sens, dont les analogies avec la philosophie spinoziste sont frappantes. Ce volet de l'ouvrage est stimulant mais discutable, dans la mesure où bien d'autres éléments entrent en jeu dans l'évolution de la pensée de Spinoza. Yovel ne prétend d'ailleurs ni réduire ce philosophe à cet aspect méconnu de son arrière-plan historique ni faire de cette influence marrane, qu'elle soit directe ou indirecte, la cause de sa philosophie.

Le second volet du livre a une plus grande portée. Il cherche en effet à faire voir combien la « révolution spinoziste » fonde la philosophie moderne en installant l'immanence au centre de la pensée,

refusant l'absolu transcendant d'un Dieu ou d'une vérité hors du monde aussi bien que le nihilisme privant de toute portée les valeurs forgées par les seuls hommes. Comment les penseurs dont dépend notre présent se sont-ils « débrouillés » de cette œuvre inclassable ? Yirmiyahu Yovel, en des pages très intéressantes, suit les « aventures de l'immanence » chez des auteurs aussi divers que Kant, Hegel, Heine, Moses Hess, Feuerbach, Marx, Nietzsche et Freud. Il brosse ainsi une histoire de la modernité d'un style inattendu et souvent passionnant.

Roger-Pol Droit

(1) P.O.B. 4133 Jérusalem-91041 Israël.

« Nos sociétés ont encore besoin d'hérétiques »

Un entretien avec Yirmiyahu Yovel

« Comment expliquez-vous qu'un livre consacré à un philosophe soumette toute une société à lire et à réfléchir ? »

D'abord parce que mon livre est moins difficile à lire que Spinoza lui-même. Ensuite parce qu'il aborde une question essentielle pour le monde occidental d'aujourd'hui : celle de la naissance de la modernité – la modernité juive – y est soulevée de façon particulièrement brûlante. Qu'est-ce que l'entend par « modernité juive » ? Simplement une participation aux débats qui agitent le monde moderne en général, avec en sus un attachement à la « judéité » – que je préfère nommer, pour ma part, « peuple juif ».

– Spinoza a-t-il selon vous été le premier à vivre cette situation ?

– Jusqu'à présent, on pensait que ce type de question s'était posée aux juifs seulement lors de leur émancipation à partir de la fin du dix-huitième siècle. Je crois avoir montré dans mon livre qu'il s'est posé en fait bien plus tôt, au dix-septième siècle, avec le cas Spinoza. Je parle bien ici du « cas » Spinoza, et non de ses écrits. Chassé de la communauté juive d'Amsterdam par une mesure de *Herem* (exclusion ou excommunication), en juillet 1656, le futur philosophe n'en a pas pour autant adopté une autre religion. Il est resté un juif « en suspens » qui incarnait toutes les réponses des siècles suivants à la question de l'entrée des juifs dans la modernité : assimilation, nationalisme juif, sionisme, etc. – sans en adopter aucune. Cette tension entre modernité et appartenance au peuple juif, dont Spinoza a été le premier à faire l'expérience, les Israéliens la vivent aujourd'hui avec la même intensité. Les juifs en diaspora



Yirmiyahu Yovel à Jérusalem

aussi, mais pour des raisons inverses : les premiers parce qu'ils ont un Etat juif, les autres parce qu'ils n'en ont pas. Cela a nourri le débat que mon livre a soulevé en Israël.

– Il y a peut-être aussi des raisons de politique plus immédiate...

– Certainement. Depuis qu'il existe un Etat juif, la tradition théocratique propre au judaïsme médiéval cherche à s'affirmer dans cet Etat. Nous, les juifs modernes, qui sommes tout de même la majorité, nous voulons résister par des moyens politiques mais aussi culturels.

– L'Institut Spinoza que vous avez fondé à Jérusalem en 1984 est-il un de ces moyens ?

– Tout à fait. Au début des années 50, Ben Gourion avait demandé aux rabbins d'Israël d'an-

nuler le *Herem* qui pesait sur Spinoza. A mes yeux, cette démarche était inutile : on peut réintégrer Spinoza dans le peuple juif sans demander aux rabbins de le faire ! Car aujourd'hui – à la différence du dix-septième siècle – il y a plusieurs manières d'être juif. Le pluralisme est d'ailleurs une des idées centrales qui anime cet institut où Juifs, Druzes et Arabes se côtoient pour parler non seulement de Spinoza mais de politique, de médias et de religion. Nous sommes fidèles en cela à Spinoza lui-même, qui, contrairement à l'image que l'on s'en fait parfois, fut un homme engagé dans la vie publique de son époque, et non un penseur reclus dans sa tour d'ivoire.

– Qu'est-ce qui, en dehors de sa *Wrethation au monde juif*, fait de Spinoza un « moderne » ?

– Pour comprendre ce qu'est la modernité et la postmodernité, qui n'en est qu'une variante, j'ai pensé que le meilleur moyen était d'en remonter le cours. C'est pourquoi mon livre se veut avant tout une réinterprétation de la modernité occidentale à partir de la théorie spinozienne de l'immanence et des aventures de cette idée dans la pensée moderne, notamment chez Hegel, Nietzsche et Freud.

– En quoi l'immanence est-elle synonyme de modernité ?

– La théorie de l'immanence prétend que l'être véritable n'existe que dans le monde concret. Même si Dieu existe, il n'existe que dans ce monde et en tant que ce monde. Ce monde devient du coup l'horizon total de l'être et la seule source de valeurs morales et d'autorité politique. Toute émancipation et tout salut non illusoire dépend de l'acceptation et de l'intériorisation de ces vérités.

– Quels sont les contretypes de cette idée d'« immanence » qui est celle de Spinoza ?

– L'orthodoxie, chrétienne ou juive, mais aussi d'autres premiers « modernes » plus ou moins contemporains de Spinoza : les « déistes » cartésiens puis leibniziens. Par rapport à ces derniers, le modèle de la modernité façonné par Spinoza frappe par sa radicalité. Une radicalité qui l'a fait pendant les siècles suivants exister dans une situation clandestine et « marrane ». Pour poser quelques jalons, disons que de Goethe à Einstein, en passant par Hegel, Nietzsche et Freud, c'est cette idée d'immanence radicale que les uns et les autres n'ont cessé de faire varier.

– La modernité, c'est donc pour vous le détachement de la religion, le fauvisme « désenchantement du monde » ?

– Je dirais plutôt que c'est l'acceptation du monde avec toutes ses dimensions dans le contexte réel de la vie. Le monde terrestre qui n'est plus dominé par la religion et ses institutions. Cela implique une sécularisation du politique, de l'éthique et du savoir, et la reconnaissance de leur finitude et de leur inachèvement.

– Pensez-vous que nos sociétés occidentales – plus ou moins sécularisées – aient encore besoin d'hérétiques ?

– Oui, car elles ont besoin d'autorité, c'est-à-dire d'un rationalisme qui ne cherche pas à s'achever dans un dogmatisme clos, mais qui reconnaît sa finitude et se dépasse toujours.

Propos recueillis par Nicolas Weill

Leo Strauss, de la Bible à Hobbes

LE TESTAMENT DE SPINOZA

de Leo Strauss.

Traduit et annoté par Gérard Almaleh, Albert Baraquin et Mireille Depadi-Eichenbaum.
Cerf, coll. « La nuit surveillée »,
360 p., 240 F.

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE HOBES

de Leo Strauss.

Traduit par André Enegren et Marc B. de Launay.
Belin, coll. « Littérature et politique », 298 p., 150 F.

Si Leo Strauss n'était connu en France que par des articles d'encyclopédie ou des recensions parues dans des revues spécialisées, il opère désormais un retour en force. Ce n'est que justice. Qui était ce savant d'origine allemande, émigré en Grande-Bretagne et plus tard aux Etats-Unis d'Amérique, où il assura, à l'université de Chicago, un enseignement durable ? Sa personnalité explique un peu la diversité de son œuvre et lui confère une certaine unité : Strauss a, depuis les débuts des années 30 (ses dates de naissance et de mort sont 1899 et 1973), consacré son attention à Spinoza, bien sûr, ainsi qu'à Thomas Hobbes, mais aussi, on le sait un peu moins bien, à la philosophie juive du Moyen Age ainsi qu'au renouveau de celle-ci en Allemagne notamment, avec Moïse Mendelssohn (1), Franz Rosenzweig et Hermann Cohen.

Dans ce contexte, les deux ouvrages évoqués ici aident à mieux situer l'auteur dans un ensemble plus vaste : savoir de formation authentiquement classique (il savait l'hébreu, le grec, le latin et, probablement aussi, l'arabe), Strauss a pu poursuivre des leur naissance les problématiques qui l'intéressaient et dominer ainsi leurs tenants et leurs aboutissants. Un exemple : d'aucuns considèrent – à tort – que Spinoza constitue l'aboutissement (au sens de couronnement et de dépassement) de la pensée juive médiévale. Strauss, qui ne partageait pas ce point de vue, pouvait remonter directement aux sources juives de Spinoza et se plonger sans difficulté dans les exégèses bibliques d'Abraham Ibn Ezra et dans le *Guide des égarés* de Moïse Maïmonide, sans omettre certaines citations bibliques puisées sans détour dans la Bible hébraïque elle-même.

Théologie et politique

Par ailleurs, il a consacré des années 30 des études à la science politique de Maïmonide et d'Al Farabi. Plus tard, il s'intéressera de près à une autre œuvre fondamentale du Moyen Age juif, le *Sefer ha Kuzari* de Judas Ha-Lévi, dont M. Charles Touati (2) nous offrira bientôt une version française. Toujours à la même époque, décidément bien féconde pour l'auteur, on relève la parution de *Philosophie und Gesetz* (Berlin, 1935) (3), où Strauss réagissait entre autres choses à la publication par Julius Guttmann de la *Philosophie dans le judaïsme* (Munich, 1933). C'est encore à cette époque que l'auteur de la *Philosophie politique de Hobbes* allait contribuer à plusieurs volumes des œuvres de Moïse Mendelssohn, dans l'édition du jubilé (à partir de

1929). On voit mieux à présent l'univers conceptuel où évoluait Strauss.

Ce *Testament de Spinoza* est un recueil de plusieurs textes de Strauss remarquablement présentés et agencés par trois universitaires lillois ; et, comme l'indique le sous-titre, il est entièrement centré sur Spinoza et le judaïsme. Pour qui veut comprendre l'interprétation présentée par Strauss des rapports entre la philosophie et la religion, la raison et la révélation, la théologie et la politique (pas seulement chez Spinoza, mais chez un bon nombre d'autres auteurs cités plus haut), la lecture et l'étude de ce livre sont indispensables. Sa richesse éclaire lorsqu'on avance progressivement dans sa lecture.

Ce fut par exemple une brillante idée de reproduire un long texte de Hermann Cohen, *Etat et religion : judaïsme et christianisme chez Spinoza*, qui fit justement l'objet d'une réfutation minutieuse de Strauss. En effet, Cohen ne pouvait admettre l'attitude de Spinoza face au judaïsme. Cohen parlait d'une « trahison humanitaire incompressible ». Plus tard, Strauss reviendra sur cette affaire tout en protestant de son respect et de son admiration pour le grand penseur juif de Marbourg. On ne peut cependant pas nier que le procès du judaïsme instruit par Spinoza a longtemps prévalu en milieu chrétien, de la même manière que l'image du judaïsme offerte par Salomon Maïmon dans son *Histoire de la vie et à l'œuvre* de Kant. Peut-être y a-t-il ici quelque chose à reprendre et à revoir.

Strauss fut aussi, avec Shlomo Pines, l'éditeur de la version anglaise du *Guide des égarés* de Maïmonide (Chicago, 1963). L'étude intitulée « Comment commencer l'étude du Guide », parue à cette date, est reprise en traduction française.

De Spinoza à Hobbes, la transition n'est guère laborieuse : dans son introduction, Strauss note qu'il est venu à Hobbes en faisant des recherches sur la critique biblique au dix-septième siècle. Certes, l'univers mental est différent, mais la problématique sensiblement la même : quelle vie pour l'homme dans un milieu social, avec quelles lois et surtout quelles perspectives.

Les traducteurs ont eu la bonne idée d'introduire un appendice où figurent deux longues recensions d'ouvrages données par Strauss en 1936 et en 1954 ; dans ces annexes, l'auteur a pu donner à sa pensée une forme plus ramassée et porter des jugements critiques sur d'autres commentateurs de la pensée de Hobbes. Cela permet donc de mesurer les limites propres à l'interprétation de Strauss, auquel il serait temps, aujourd'hui, de consacrer une monographie.

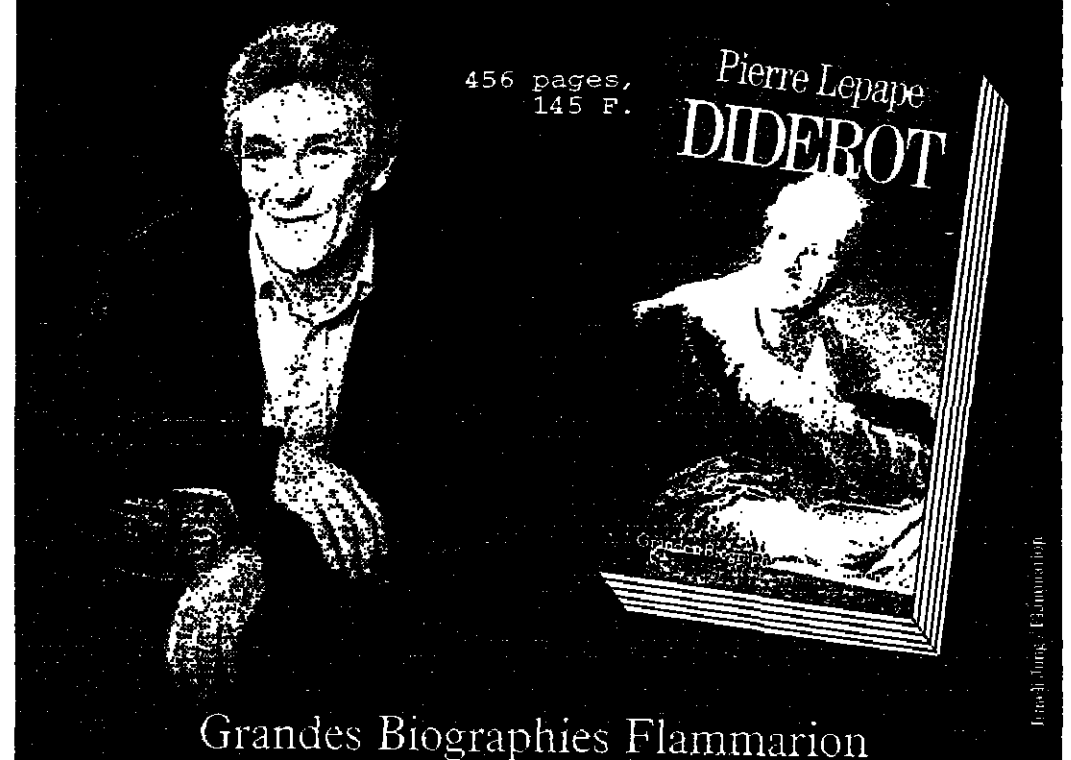
Maurice-Ruben Hayoun

(1) La querelle autour du panthéisme de Spinoza avait rebondi après une conversation entre G. E. Lessing et F. H. Jacobi ; Mendelssohn y fut impliqué indirectement et rédigea un texte intitulé *Aux amis de Lessing*.

(2) Voir dès à présent son *Prophétie, l'immortel philosophe* (Cerf, 1990) (ouvrage coédité par l'Institut).

(3) Voir Leo Strauss, *Maïmonide* (PUF, 1988). On trouve aussi d'autres textes traduits de l'auteur dans le *Libéralisme antique et moderne* (PUF, « Politique d'aujourd'hui », 1990).

PIERRE LEPAPE.
DIDEROT.
UN ESPRIT UNIVERSEL,
LE PREMIER DES MODERNES,
UN INTELLECTUEL D'AUJOURD'HUI.



Grandes Biographies Flammarion



LA MAISON DE LA POESIE
REND HOMMAGE AUX POETES DE
L'ECOLE DE ROCHFORD

JEAN BOUHIER - MARCEL BEAU - JEAN ROUSSELOT
MICHEL MANOLL/LUC BERIMONT - RENE GUY CADOU
Lectures/Conférences à partir du 3 Décembre
Terrasse du Forum des Halles Tél. 42.36.27.53

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Le style et la philosophie

Un texte jamais traduit en français
de Friedrich Nietzsche

Datant du printemps 1888, ce fragment de jeunesse (Nietzsche a vingt-quatre ans) fut rédigé à Leipzig, peu après l'éclatement provoqué par la découverte de la pensée de Schopenhauer. (Le texte allemand se trouve dans *Jugend-schriften*, Munich, Musarion, 1923, 265 et sq.)

Lorsqu'il s'agit de trancher la question du style, tout dépend de ce qu'on attend du philosophe.

Si l'on veut la connaissance pure ou si l'objectif est la vulgarisation de connaissances philosophiques.

Si cet objectif est d'instruire ou d'éduquer.

Voici ce qu'est l'époque de Schopenhauer : un saine pessimisme qui, à l'arrière-plan, partage l'idée d'un sursaut viril, un dégoût de ce qui est creux sans substance, un penchant pour ce qui est séni et simple.

En regard de Kant, Schopenhauer est le poète ; par rapport à Goethe, il est le philosophe.

Par rapport à Kant, il est naïf et classique.

Mais il a vraiment un style : tant que la plupart des philosophes

n'en ont pas, et que certains nient que les sciences comme les mathématiques, la logique, etc., puissent en avoir un.

On peut assez souvent déterminer quand il innove, quand il devient fluide et quand il fait un saut génial.

Même les jugements de Schopenhauer ont leur originalité : bien des choses qui, à titre de legs transmis à tous, se sont trop épuisées et sont désormais plates, apparaissent chez lui comme autant de créations. Il a su purifier des monnaies méprisées et retrouver leur or brillant.

Schopenhauer est le philosophe d'une Allemagne régénérée ; dans cette mesure, il dépasse de beaucoup les limites de son époque qui commence seulement de se rapprocher de lui. Il est plus lucide que son époque, en même temps plus sain, mais aussi plus beau et plus idéal qu'elle, et, surtout, plus véridique : il est celui qui sait le plus puissamment s'abstraire auprès des autres penseurs.

Pour Schopenhauer, la philosophie est une impéieuse pulsion.

(Traduit de l'allemand par Marc B. de Launay.)

Un penseur artiste

INTRODUCTION A NIETZSCHE

de Gianni Vattimo.
Traduit de l'italien
par Fabienne Zanussi.
Editions universitaires - De Boeck
Université, 150 p., 98 F.

Gianni Vattimo est aujourd'hui l'un des héritiers majeurs du courant qu'on appelle en philosophie « herménéutique ». Or les adeptes de cette école lui attribuent deux fondateurs : Schleiermacher et Nietzsche. Rien d'étonnant, donc, si l'œuvre de ce dernier occupe, dans les pensées de Vattimo, une place considérable, d'où *Introduction à Nietzsche*, qui, sous la forme la plus accessible, offre le meilleur résumé des thèses de Vattimo.

Nietzsche, pour ce dernier, est à la fois un métaphysicien au sens classique du terme et un poète qui, par la manière très subjective dont

il déchiffre le monde dans lequel il vit, nous aide à comprendre le sens de notre propre actualité. Herméneute, c'est-à-dire interprète - et d'abord interprète de son temps, Nietzsche n'a pas pour autant « oublié » la question de l'Être, contrairement à ce que disait Heidegger. Il a seulement tenté de la poser - comme Heidegger le faisait lui-même lorsqu'il faisait Heidegger - dans un langage plus métaphorique que conceptuel, et avec des préoccupations d'artiste plutôt que de logicien. Bref, Vattimo nous offre le portrait - qui n'est pas totalement incompatible avec celui brossé par Karl Löwith - d'un Nietzsche qui serait en train de dépasser la métaphysique en direction de l'art, ou plus exactement de la « déconstruction » par l'écriture. Ce faisant, il se rapproche de certaines interprétations françaises de Nietzsche, en particulier de celle de Derrida.

Ch. D.

Une lettre de M. Robert Legros

A la suite de la chronique de Roger-Pol Droit du 15 novembre, consacrée à l'ouvrage collectif *Pourquoi nous ne sommes pas nihilistes* (Grasset), nous avons reçu de l'un des auteurs, M. Robert Legros, une longue lettre de protestation, où il affirme que l'article de notre collaborateur est marqué par « l'amalgame, la falsification, la contradiction interne et la méconnaissance de Nietzsche ». Nous en publions quelques extraits :

- L'amalgame. Cet article englobe dans une même accusation des problématiques très dissemblables et même incompatibles. Il présente notamment comme l'une des « positions communes aux huit auteurs » de prétendre que Nietzsche est « un ne peut plus réactionnaire », attiré « vers la force brutale, la cruauté, la domination », alors que, par exemple, Philippe Raynaud s'applique à montrer que Nietzsche a pu accueillir l'Anfänger, et qu'il « nous appartient à notre tour de faire de son « irrationalisme » le moyen d'une continuation de l'émancipation commencée avec les Lumières » (p. 202) ;

- La falsification. En effet, loin de conclure de la multiplication des points de vue à l'incohérence, certains auteurs cherchent à faire ressortir la cohérence qui peut se dégager des perspectives différentes que Nietzsche multiplie, et à montrer que, s'il y a une incohérence ou contradiction, elle n'est nullement liée à une multiplicité de perspectives ou à des points de vue divergents ;

- La méconnaissance de Nietzsche. « Du fond de la vallée, nul ne considère la rivière qui y serpente du même oeil qu'il la somme »,

écrit Roger-Pol Droit. Ce « perspectivisme » n'a, explique-t-il, « rien à voir avec des contradictions ». Certes, mais ce « perspectivisme », qui ne serait renié ni par Platon, ni par Kant, ni par Hegel, ni par Husserl, ni du reste par le bon sens, n'a rien à voir avec ce qu'on appelle le perspectivisme de Nietzsche. Voilà une position commune aux huit auteurs : ils n'ont pas réduit le perspectivisme de Nietzsche à une platitude du bon sens.

D'autre part, l'article publié mentionne « deux erreurs » : croire que l'Être Retour n'est par définition l'idée de progrès, et penser que la « brute blonde » a « dans l'imaginaire de Nietzsche une existence physique ». Or il se fait qu'aucune de ces deux « erreurs » n'est une erreur. L'Être Retour n'est certes pas un simple retour « au même », mais elle n'est l'idée de progrès, entendons évidemment l'idée habituelle, traditionnelle, « progressiste » du mot « progrès ». En un certain sens du mot « physique », la « brute blonde » a bien, aux yeux de Nietzsche, une « existence physique » puisque, pour la décrire, il se réfère à des figures historiques dont l'existence ne fut pas purement immatérielle : « aristocratie romaine, arabe, germanique ou japonaise, héros homériques, Vikings scandinaves ».

[On pourrait se demander en lisant cette lettre, pour pousser Nietzsche, « pourquoi je suis si méchant », et si simple, et si facile. Il y a de nombreuses hypothèses pour expliquer cette triste situation. La plus simple peut-être est de constater que les intentions de chacun des auteurs de ce collectif, l'effet produit par l'ensemble du volume, et le ton que j'ai délibérément choisi pour en parler sont visiblement incohérents. R.-P.D.]

Toujours dérangeante, forte et stimulante. Ainsi apparaît plus que jamais l'œuvre de Michel Foucault, mort en 1984. A tant d'autres indices de cette évidence, il faudra désormais ajouter le contenu du neuvième colloque de la Société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse (1), consacré, samedi 23 novembre, dans le grand amphithéâtre du centre hospitalier parisien Sainte-Anne, à « L'Histoire de la folie, trente ans après ».

1961 : les éditions Plon - auxquelles succéda, en 1972, pour le facile et tardif repentir d'une réédition, Gallimard (qui avait initialement refusé le livre) - publiaient, grâce au soutien de l'historien Philippe Ariès, *L'Histoire de la folie à l'âge classique*, folie et déraison. C'est la thèse de doctorat d'un philosophe né en 1926, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, qui n'a guère fait parler de lui jusqu'alors. Philosophie ? L'historien, lui-même anémique, qu'était Philippe Ariès rendait en fait justice, en même temps qu'une soutenance-événement, à un autre « mouton noir ».

Car Michel Foucault fait, dès ce livre, voler en éclats les frontières, les barrières, qui séparent ordinairement histoire, philosophie et histoire des idées. Il ne cessera plus, jusqu'à son interrogation ultime et inachevée sur la sexualité, d'agiter ainsi les savoirs et les questionnements, de mettre en question leurs agencements et leurs sous-jacents.

Dès lors, comment s'étonner de l'énervement et, quelquefois, de la virulence de critiques aussi variées que la riche matière première de *L'Histoire de la folie*. Si 1961 « reste l'année où s'est découvert un vrai grand philosophe », Georges Canguilhem, qui fut, il y a trente ans, comme rapporteur de la thèse, « le troisième lecteur du manuscrit de Michel Foucault (...) après Georges Dumézil et Jean Hyppolite », le premier grand texte de Foucault ne peut être aujourd'hui, et pour longtemps encore, immobilisé comme un monument stable aux contours identifiés et reconnus de manière invariable, incontestable.

La critique de *L'Histoire de la folie* n'est ni récente ni achevée. L'une des affirmations centrales qu'y formule Michel Foucault : celle du « grand renfermement » (la folie, dont la Renaissance vient de libérer les voix, mais dont elle a maltraité déjà la violence, l'âge classique ne la réduit au silence par un étrange coup de force) a été très discutée. Tout comme sa description de la « naissance de l'asile ». Le livre de Marcel Gauchet et Gladys Swain *La Pratique de l'esprit humain, l'institution asilaire et la révolution démocratique* (Gallimard, 1980), par exemple, prenait, une nouvelle fois, le contrepied des thèses foucauliennes, déjà, ici ou là, mises en doute.

On a vu ressurgir, au cours du colloque de la Société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse, un florilège de ces critiques, appuyées souvent sur des travaux en cours. A la question, pour lui purement rhé-

torique : « Faut-il critiquer Foucault ? », l'historien de l'Internement psychiatrique Claude Quézel répond par une démolition systématique d'un texte qui a de quoi, dit-il, « enchanter le lecteur, pas l'historien ». Selon lui, « Foucault parle d'histoire, s'intéresse peut-être à l'archive mais pas aux archives ».

Vieux reproche encore, souvent formulé. Claude Quézel, pour qui il n'y eut « jamais de confusion entre les insensés et les correctionnaires sous l'Ancien Régime », soutient aussi, contre Foucault, qu'« une pensée médicale a bel et bien présidé à une nouvelle conception de l'asile ». Un tel historien et ses semblables sont donc bien loin de partager l'impression de lecture de Georges Canguilhem : « Foucault ne s'obligeait à reconnaître l'existence historique d'un pouvoir médical équivoque ».

Claude Quézel fait-il de « l'histoire bête », comme le lui objecta, vertement, le philosophe Pierre Macherey ? Oppose-t-il, toujours selon ce dernier, à « un ouvrage fécond (...) le vieux topos continuiste d'après lequel rien n'a jamais changé » ? Ou bien faut-il, estimer, avec Georges Canguilhem encore, en mettant les choses au mieux, qu'il s'agit là de l'« inextinguible « critique néopositiviste de l'Histoire de la folie » ?

Une autre historiennne, Arlette Farge, soulignait, loin de ce débat ou de cette querelle, à quel point « la perception immédiate de l'archive ne lâche pas Foucault » et se mue en une série de rencontres « avec la stupeur et l'effroi » qui laissent le philosophe bou-

Présence de Foucault

Un colloque consacré à l'Histoire de la folie montre que cette thèse reste, trente ans après, au centre des débats



Une œuvre toujours dérangeante.

versé par « la singularité de visages aperçus dans les archives ». Rencontres et stupours qui arrachent ces visages à l'anonymat absolu. Elle observait que, sans naïveté aucune (« il brouille le système d'analyse ; c'est un grand rusé »), Michel Foucault s'est plus d'une fois dit prêt à « livrer des archives au public, sans autre considération (...) Il croyait à la dimension brute du document perçue par tout le monde (2) ».

L'intellectuel militant - parfois acerbe ou injuste - d'un genre nouveau que fut Michel Foucault se serait-il amusé de ces regains d'écrits ou agacé de ces redoublés de critiques auxquelles il fut plus d'une fois soumis ? L'émotion, en tout cas, contenue mais réelle, ne lui aurait pas échappé, d'un Jacques Derrida relisant avec une belle perspicacité « L'Histoire de la folie à l'âge de la psychanalyse ».

La brouille avec Derrida

Peu après la parution de *L'Histoire de la folie*, Jacques Derrida avait interrogé avec perplexité l'interprétation de Descartes et du cogito cartésien qui servait à Michel Foucault de point d'appui de son livre. Cette conférence de 1963, reprise quatre ans plus tard dans *L'Écriture et la Différence*, entraîna réponse de Michel Foucault... en 1972 et brouille entre les deux hommes pendant près de dix ans.

En se proposant « d'éviter Descartes » pour, cette fois, « se porter vers un autre : Freud », Jacques

Derrida entreprenait de poser, « d'un autre bord (...), la même question (...), celle de la possibilité même d'une histoire de la folie ». Il observait que Foucault, qui « parle assez peu de Freud dans son livre (...), veut et ne veut pas situer » ce dernier « dans un lieu stabilisable ».

Ce Freud, « charnière qui partage le livre (...), appartient et n'appartient pas à aucune des séries où il est inscrit » : tantôt son nom est associé à ceux de Nietzsche, Artaud, Nerval, Hölderlin, créateurs démesurés, disloqués par la folie, qui fascinent Foucault ; tantôt le nom de Freud est associé à celui de l'aliéniste Pinel comme une autre figure de l'ordre. Au fond, nous dit Derrida, Foucault ne cesse de retravailler dans l'inquiétude une formule extraordinairement ambiguë (« Il faut être juste avec Freud », en faisant osciller le père de la psychanalyse, dans une indécidabilité absolue, entre le « mauvais génie » et le « bon génie » (finalement pire que le mauvais).

En rendant cet hommage aride et interrogatif au « projet passionnant, nécessaire, courageux » de Michel Foucault, Jacques Derrida inscrivait fortement sa propre parole dans la trace laissée par celle de l'auteur de *L'Histoire de la folie*. Echo étonnant et tragique, à plus de vingt ans de distance, des propos tenus par Michel Foucault, en hommage aussi, mais à son maître et prédecesseur Jean Hyppolite, lors de sa leçon inaugurale au Collège de France. « C'est vers lui, disait alors Foucault, vers ce manque - où j'éprouve à la fois son absence et mon propre défaut - que se croisent les questions que je me pose maintenant ».

Michel Kajman

(1) Société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse, 1, rue Cabanis, 75674 Paris Cedex. Tél. : 45-65-80-00.

(2) Ce rapport aux archives fait surgir l'objet d'appréciations peu bienveillantes. Dans le numéro 66 de la revue *Le Débat*, chez Gallimard, un spécialiste de l'autobiographie, Philippe Lejeune, et un ethnologue des sociétés rurales coréennes, Daniel Fabre, se livrent à une critique en règle de *Moi, Pierre Rivière (...)* un cas de paranoïa au dix-neuvième siècle (Gallimard-Julliard, 1973), présenté par Michel Foucault et édité par une équipe de chercheurs. Philippe Lejeune dénonce une « stratégie politique de connivence subtile » qui « s'accompagne d'une certaine naïveté textuelle : l'idée d'une sorte de transparence ou de vérité littérale du texte ». Dans la même livraison, Jean-Pierre Pétit, historien de la médecine, qui assura alors l'établissement du texte du mémoire de Pierre Rivière, répond à ces critiques.

Le Salon du livre de Montréal

Le quatorzième Salon du livre de Montréal a accueilli, entre le 14 et le 19 novembre, plus de cent mille visiteurs sous le drapeau « Je lis ». Une fréquentation et des ventes en hausse par rapport à l'an dernier, en dépit de l'apparition de la « taxe sur les produits et services » (TPS), et une augmentation moyenne de plus de 50 % sur le livre québécois. Cette manifestation, abondamment fréquentée par les enfants et les adolescents, se déroulait dans son espace traditionnel de 15 000 mètres carrés, place Bonaventure, et faisait cette année l'anniversaire de quatorze maisons d'édition (Gallimard, Robert Laffont, Beauchemin, les éditions du Noroît...). Débats, rencontres, signatures et tables rondes en abondance, avec pour invités d'honneur, notamment, Hervé Bazin, Régine Deforges, Suzanne Jacob et Paul Nizon. Parmi les principaux prix décernés au cours de ces journées, le Grand Prix du public est allé à Arlette Constant pour son roman *Les Filles de Caleb* (un best-seller publié aux éditions Québec-Amérique), et le Prix « 12-17 » du livre pour la jeunesse - remis par les organisateurs de la Foire du livre de Brive, jumelée avec le Salon de Montréal - à Denis Côté et Claude Guzman pour l'ensemble de leur œuvre.

Val. C.

Severo Sarduy

Pour que personne ne sache que j'ai peur

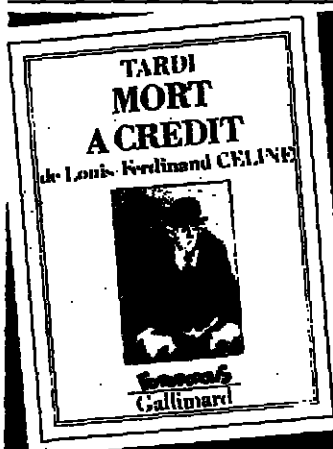
Roman traduit de l'espagnol
par Alain Schmitt et Jeanne.



"Dans les constellations enchevêtrées de la littérature sud-américaine, Severo Sarduy brille d'un éclat splendide et solitaire".

Traduit de l'espagnol / Le Monde

LA NOUVELLE ÉDITION DE SEVERO SARDUY
GALLIMARD



432 P. 712 Dess. 240 Frs.

Handwritten signature or text.

LETTRES PORTUGAISES

L'écheveau et les oiseaux

EXPLICATION
DES OISEAUX

(Explicação dos passaros)
de Antonio Lobo Antunes.
Traduit du portugais
par Geneviève Leirich,
Christian Bourgois,
316 p., 150 F.

Inutile, en lisant *Explicação dos passaros*, de se précipiter à la dernière page pour avoir la fin mot de l'histoire. Dès le début, Antonio Lobo Antunes en vient au fait : c'est d'un suicide qu'il s'agit. Celui de Rui S., professeur d'histoire d'une trentaine d'années.

On fait sa connaissance dans un hôpital de Lisbonne où sa mère, atteinte d'un cancer, se meurt. On le suit sur la route de Tomar où il doit se rendre à un congrès sur le dix-neuvième siècle, accompagné de Marília, sa seconde femme. On le surprend préférant renoncer à ce déplacement et prenant la direction d'Aveiro où il compte annoncer à Marília son intention de la quitter. On est toujours là, lorsque son corps est retrouvé dans l'estuaire du Vouga : Rui S. est mort, suicidé.

Le récit se déroule du jeudi au dimanche. Quatre jours qui rythment les chapitres du livre. Un découpage commode et une temporalité rassurante pour une histoire, a priori, banale. Mais, fidèle à la manière de ses précédents romans (1), Lobo Antunes fait s'entrechoquer passé, présent et futur, mène, de façon anarchique, le « je » et le « il » : fait cohabiter, sans souci logique apparent, récit et dialogue. Ce parasitage de l'histoire linéaire,

ce brouillage des cartes temporelles, loin de perturber la lecture, éclairent le personnage central. Rui S. apparaît comme un être déboussolé, tiraillé entre un milieu familial conservateur, où la figure du père se révèle écrasante, et une épouse, militante communiste, à laquelle il sait ne jamais pouvoir ressembler.

Fil conducteur dans cet écheveau complexe, les oiseaux. De l'enfance au suicide, ils sont là, omniprésents, obsédants. L'« explication », qui donne son titre au livre, renvoie aux questions incessantes du fils au père, au besoin de savoir, comme on demande : « Comment ça marche un train ? » Interrogations qui ne trouvent évidemment jamais de réponses satisfaisantes et qui créent un manque, un vide, dans lequel l'angoisse a augmenté et avec elle la gêne, la peur, le corps qui se débat dans les draps de la vie, sans y trouver sa place.

Le malaise est perceptible jusqu'aux dernières pages. Lobo Antunes transforme le suicide en bouffonnerie. Le roman quitte pour de bon la réalité et plonge définitivement dans le fantastique. Rui S. se retrouve dans un cirque mettant en scène sa propre mort, au milieu de ceux qui l'ont connu : « Réussir au moins convenablement mon numéro, pensa-t-il (...) au moins ne pas faire honte à l'imprésario. »

Acacio Pereira

(1) Antonio Lobo Antunes a déjà publié en France le *Cul de Judas* (Anne-Marie Métailié, 1983), *Fado Alexandrine* (Albin Michel, 1987), *Le Retour des caravelles* (Christian Bourgois, 1991).

L'essence de la poésie

LE LIVRE DE L'IGNORANCE

(O Livro da Ignorância)
de Antonio Ramos Rosa.
Traduit du portugais
par Michel Bréchon,
préface de Chantal de la Roche,
Lettres vivres (4, rue Beaufort),
75004 Paris, 124 p., 100 F.

La poésie d'Antonio Ramos Rosa est tout entière éclose et silencieuse, ouverture au monde et attention à soi. L'intériorité est son lieu mais non son refuge. « Être désemparé / c'est ne plus avoir de lieu », écrit Ramos Rosa. Le monde, dont le regard n'épuise jamais le mystère et dont le visible n'est que l'enveloppe, est gage de présence, non de fuite.

Comme dans le *Dieu nu* (1), traduit l'an dernier par Michel Chandeigne chez le même éditeur (Le Monde Livres-Idees) du 30 mars

1990), mais d'une manière plus ample, moins condensée autour d'un objet unique, Antonio Ramos Rosa décrit de l'intérieur les étapes d'une expérience spirituelle. La limpidité, la sobriété, la beauté des vers, l'égalité apparente du ton - cette « dévotion tranquille » - donnent à ce *Livre de l'ignorance*, publié au Portugal en 1988, un poids et une vérité incontestables.

Les poèmes de Ramos Rosa invitent à la même écoute méditante, au même recueillement qui les a fait naître. Cette communion singulière, cette amitié secrète, entre le poète et son lecteur restant, qui qu'on dise ou tente de faire croire, l'essence et la vérité de la poésie : « La conscience s'élève dans la transparence de l'autre. » Ce que nous transmet Antonio Ramos Rosa est étincelle de cette essentielle « transparence ».

P. K.

Le goût du sublime

LA COUR DU NORD

(A Corte do Norte)
de Agustina Bessa Luis.
Traduit du portugais
par Françoise Debecker-Bardin,
Ed. Métailié, 342 p., 110 F.

Lorsqu'à la fin de l'hiver 1860-1861, la jeune impératrice Elisabeth quitte les rives de Madère pour ceux de Venise, elle laisse plus d'un esprit troublé. D'épouse soumise, la belle Rosalina de Sousa, dame de Funchal et baronne de Madalena do Mar - qui ressemble étrangement à l'exubérante Sissi - devient une femme indépendante et fantasque. Délaissant enfants et mari, elle se réfugie dans sa villégiature de la Cour du Nord et défraye la chronique par son mode de vie. Peu de temps plus tard, Rosalina « s'évapore », tombée du haut d'une falaise, dit-on.

Mais de génération en génération, à travers les recherches, les obsessions et les fantasmes de ses descendants, fascinés et parfois marqués au plus profond d'eux-mêmes par l'ancêtre frondeuse, l'énigme s'épaissit. Avant elle cherché à séduire la loi en essayant de voler ? Était-elle morte assassinée, malade mentale ou encore défigurée par le choléra ? Cultivait-elle une double

identité, actrice brillante et adulée ?

« Mon intention est de montrer comment le sentiment d'insularité s'installe quand on cultive la saudade, écrit Agustina Bessa Luis ; comment il envahit et immobilise tout, telle une forme civilisatrice et précaire à la fois. » Cette histoire foisonnante et labyrinthique où la réalité dramatique s'abreuve au surnaturel se veut emblématique de certains aspects du destin portugais, qu'Agustina Bessa Luis analyse de façon récurrente au détour de sa narration.

D'une plume lucide et acérée, l'auteur de *la Sybille* (1) a réussi un tour de force stylistique, mêlant avec érudition et intelligence les genres et les époques. Écrit en 1986, ce roman - « un théâtre sans amour », complexe, ambigu et douloureux, où chacun apporte, avec maladresse ou superbe, la preuve d'un « goût inné du sublime » - n'est que la troisième (très bien) traduit de cette romancière du nord du Portugal, née en 1922, directrice du Théâtre national de Lisbonne et auteur de plus de soixante ouvrages, essais et fictions.

Valérie Cadet

(1) Gallimard, 1982. *Fanny Owen* a été traduit par Françoise Debecker-Bardin, chez Actes-Sud, en 1987.

Le triangle de Copernic

Maria Gabriela Llansol met en scène une utopie amoureuse et symbolique

LES ERRANCES DU MAL

(Contos do mal errante)
de Maria Gabriela Llansol.
Traduit du portugais
par Isabel Meyrelles,
postface d'Eduardo Prado Coelho,
A. M. Métailié, 228 p., 105 F.

Ecrivain secret et difficile, Maria Gabriela Llansol a vu au Portugal plusieurs de ses livres salués par des récompenses littéraires. Née à Lisbonne en 1931, elle a vécu plusieurs années en Belgique et travaillé, notamment à Louvain, dans le cadre d'expériences pédagogiques en direction des jeunes enfants. A l'écart des grands courants littéraires, elle poursuit une œuvre en prose exigeante et marginale, dans laquelle le genre romanesque s'enrichit d'éléments poétiques, de réflexions à caractère philosophique ou intime.

Étrange et profondément déroutant, son roman - le premier à être traduit en français - *Les Errances du Mal* - a été publié au Portugal en 1986. La séduction de ce livre est à la mesure du mystère qu'il enveloppe son propos. A la lecture, s'installe la conviction à la fois confuse et solide qu'un univers littéraire singulier, intensément personnel, se constitue.

Les Errances du Mal n'a d'histoire que le cadre, celui de la guerre menée en 1935 en Allemagne du Nord contre les anabaptistes - hérétiques aux yeux des protestants aussi bien que des catholiques - qui avaient fondé à Münster, sous la direction de Jean de Leyde, une communauté théo-



MIGUEL CARVALHO E SILVA

Maria Gabriela Llansol : une œuvre exigeante et en marge

cratique où régnaient la polygamie et la luxure. A l'intérieur de ce cadre, Maria Gabriela Llansol met en scène une utopie amoureuse et symbolique dont les principaux protagonistes forment un triangle : Copernic, l'homme, et aux deux angles féminins, Isabeau et Hadewijch.

A ces noms déjà lourds de multiples significations, ajoutons celui d'Eckhart. Le maître spirituel rhénan du treizième siècle, déguisé pour l'occasion en cuisinier, et sa contemporaine, la béguine flamande Hadewijch, tous deux admirables représentants de la

mystique médiévale nord-européenne, sont les figures d'une sorte de drame hiératique et énigmatique. Dans lequel se dissimule le sens de la superposition et du croisement de ces figures.

Aidés dans notre perplexité par la postface d'Eduardo Prado Coelho, nous pouvons déceler sous cette prose glacée et parfois mystérieusement belle, dans cette écriture distante et précieuse qui ne daigne manifester aucune émotion, l'intention de l'auteur : à partir d'une symbolique du nombre impair, Maria Gabriela Llansol

solécisme la pensée d'une complexité érotique des pôles masculin et féminin : complétude qu'exprime le mythe de l'androgynie - « une relation sensuelle, et tout ce qui complète une relation amoureuse, si elle n'a pour horizon qu'un seul être, me semble institutionnelle, et poussière ». Cette quête, cette « errance » transgressive prend dans la pensée du personnage nommé Copernic une tonalité proche des rêveries d'un Georges Bataille : «... Consumer les corps/afin que l'esprit trouve des obstacles/et devienne amour, pure joie, discernement, volonté et qu'il puisse, enfin, partir. »

La forme du roman de Maria Gabriela Llansol n'est pas moins curieuse et déconcertante que son contenu. De brefs chapitres sans continuité visible, entrecoupés de blancs ou de passages à la ligne, donnent au livre les apparences d'un récit dont la narration poétique serait comme interiorisée, obscurcie. La pensée se dissimule ou se cherche, égarant le lecteur tout en le maintenant sous un certain charme. L'écrivain parle lui-même d'une « confidentialité enveloppée ». Après quelques efforts, on finit par éprouver cet enveloppement et quelque plaisir - très cérébral. Eduardo Lourenço rapprochait l'œuvre de Maria Gabriela Llansol de l'onirisme visionnaire de Jérôme Bosch. La très subtile alchimie érotique des figures et des corps en perpétuelle métamorphose donne à la composition sa pertinence. Elle n'écrit cependant pas vraiment l'opacité dont ce livre demeure obstinément revêtu.

Patrick Kéchichian

L'homme sans Dieu

La force poétique et l'humanisme profond de Vergilio Ferreira

JUSQU'À LA FIN

(Até ao fim)
de Vergilio Ferreira.
Traduit du portugais par Anne Viennet et Marie-José Lerche,
La Différence, 299 p., 120 F.

Quelquefois, on tourne autour d'un livre. On le feuillette, on regarde la première et la dernière phrase. On veut se faire une idée de ses contours. Mais il est des livres qui n'ont pas ces contours. Il suffit d'en lire une page pour que l'on soit directement au centre du roman, pour qu'il nous atteigne en plein cœur.

« Quelle heure est-il ? Le matin sera bientôt là. Mes yeux qui brûlent à force de veiller, mon corps fatigué. À la porte de la chapelle, qui se trouve sur une hauteur près de la mer. À la porte de la chapelle, je regarde à l'horizon nocturne, je regarde le ciel plein d'étoiles. C'est une nuit d'innocence tranquille, comme la paix qui m'envahit. Je pourrais trouver des raisons qui troubleraient cette paix. Je n'en trouve pas. Tout s'est passé en dehors de moi, je n'en trouve pas. Peut-être est-ce le sommeil, la fatigue, quelle heure est-il ? »

On est en train de lire le nouveau roman de Vergilio Ferreira et l'on sent, et l'on sait qu'on le lira, précisément, « jusqu'à la fin ». Non que l'intrigue soit haletante, non qu'il s'agisse d'une des grandes machines romanesques du vingtième siècle. Mais parce que chaque page semble tout simplement

affirmer que la littérature est nécessaire pour vivre.

Un homme veille le corps de son fils. Il attend l'aube. L'action se déroule durant ces quelques heures de la fin de la nuit, entre la chapelle et son esplanade au-dessus de la mer. Dans cet espace et ce temps clos, le narrateur poursuit son dialogue avec le fils mort, car « les gens ne meurent pas comme ça du jour au lendemain ». Ce dialogue n'a rien de pathétique, il est parfois drôle, mais souvent dur : « Je ne suis le fils de personne. Est-ce que tu l'es assumé comme père quand tu m'as fait ? »

Cette crudité contraste violemment avec la force poétique de la langue de Ferreira, dans ses descriptions panthéistes du soleil, de la mer, de la nuit, et dans ses évocations du « tourbillon de la mémoire » qui submerge le narrateur. Comme si l'écrivain portugais voulait enlever ces élan lyriques, suspendre le flux incessant de la mémoire et de la mer. Mais il sait que son narrateur se laissera emporter par ce mouvement qui irrigue tout le livre. Car l'homme de Ferreira est un homme qui se souvient.

« Mémoire
fiction »

Tous ses romans pourraient commencer comme *Apparition* (1) : « Je m'assieds ici, dans cette salle vide, et je me ressouviens. » C'est cette quête qui constitue la matière romanesque de ses livres. C'est d'elle que vient

la fiction : « Tout est fictif dans ma mémoire. »

La première plongée du narrateur de *Jusqu'à la fin* dans sa « mémoire fiction » est une visite à ses parents. Son père est à l'église, sa mère reste face au mur sans parler, sans le saluer. Lorsque le père revient, la vieille femme se retourne, accueille son fils, et lui confie : « Tu sais, mon petit Claudio, Dieu n'existe pas. » C'est dit avec naturel, avec simplicité, comme une évidence, et c'est d'une grande violence.

Dieu est mort, il reste l'homme, seul. Seul face à la mer, aux souvenirs, au corps du fils mort. Est-ce tragique ? Les romans de Ferreira, né en 1916, s'inscrivent dans un paysage littéraire où la mort de Dieu a cessé d'être une tragédie. Elle continue certes de hanter ce lecteur de Dostoïevski, mais simplement en s'ajoutant à une porte de sens plus générale, à l'aube du deuxième millénaire.

L'homme sans Dieu de Ferreira ne fuit pas sa condition humaine. Il est un peu faible, sans grande volonté, mais il assume sa soli-

tude. Et c'est sa faiblesse, sa même reconnaissance de sa fragilité qui font sa force, qui lui permettent de croire en l'homme, de fonder un humanisme minimal mais profond, parce que sans illusions : « Je suis seul dans ma condition d'homme et maintenant un dieu n'a rien à m'apprendre. » Il sait qu'il vivra, toujours en état d'« intranquillité », mais qu'il peut jouer du temps présent, échapper à la mémoire en sachant qu'elle reviendra, mais qu'elle n'empêchera pas « l'affirmation lente mais sans réplique possible que la joie existe ».

Dans *Apparition*, le narrateur définit l'art comme « une communion avec l'évidence ». Lorsqu'on achève la lecture intense, bouleversante, de *Jusqu'à la fin*, publié dix-huit ans après, on se dit qu'il n'y a effectivement pas de meilleure définition à l'art de Vergilio Ferreira.

A. S.

(1) Publié en 1959 au Portugal et en 1990 aux éditions Métailié (Le Monde Livres-Idees) du 29 juin 1990.

Le visage extrême de Helder

Suite de la page 15

Souvenirs, évocations de paysages principalement urbains - Anvers, Bruxelles... - retour sur soi, un soi démultiplié, disséminé dans tous les lieux traversés et perdus, en tout visage entrevu... L'insomnie comme expérience de l'éveil et de l'illumination, la saine tendresse des nuits vagabondes, la solitude déchirée, errante, la sexualité qui, jusque dans la désolation, rend le corps et l'esprit à la vie... « L'amour et le désespoir et la désolation - c'est cela notre part du jeu... » Tels sont quelques-uns des thèmes de ces proses dansées, à la fois limpides et riches de sens multiples : « Nous renouvelons l'espoir inutile et le miracle là où il n'y a pas de miracles ; la lumière au fond, toujours au fond. Nous sommes illégaux, chaque jour nous créons une beauté rapide, très brève, surprenante, contre la face de l'épouvante. »

La poésie de Helder, qui constitue la part la plus importante de son œuvre, manifeste avec force ce qu'Eduardo Prado Coelho, dans sa préface des *Pas en rond*, nomme « le tumulte et l'insurrec-

tion que l'apparition des textes de Herberto Helder a provoqués dans la littérature portugaise des trente dernières années ». Publié en 1961, *Le Cœur dans la bouche* - titre qui fait plus de place à la désolation et au cœur qu'à la séduction - est le premier recueil du poète. La surréalisme n'a été qu'un lieu de passage, rapide et critique, vers une liberté plus grande, une conscience moins grettée de soi et du monde. Liberté et conscience - et aussi flamboyamment surprenant des métaphores - qui rapprochent Helder de Dylan Thomas bien davantage que d'André Breton.

«...Le sang passait par les arbutus de mon corps et les pensées / brûlaient en moi, dans cette monstrueuse / nuit de la création. » Exaltation d'une croissance vitale, la poésie de Helder est bien ce « visage extrême » qui se lève pour conjurer la terreur dont elle est l'expérience. Antonio Ramos Rosa a pu écrire qu'il a dans cette poésie « une mystérieuse transparence dans laquelle la lumière se révèle à elle-même avant de se révéler au monde ».

P. K.

Un supplément consacré au Portugal paraîtra dans le Monde daté 6 décembre 1991

Des contes à Montreuil

Le Salon du livre de la jeunesse de Montreuil fête joyeusement son septième anniversaire avec près de quatre-vingt-dix éditeurs, français et francophones, de livres et de presse enfantine, sous le chapiteau de 8 000 mètres carrés qui recouvre pour une semaine la place de la Mairie.

L'édition de jeunesse, en effet, qui représente plus de 9 % du chiffre d'affaires global de l'édi-

tion, se porte bien : en 1990, 7 250 titres, soit plus de 77 millions d'exemplaires et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, soit une augmentation de 11 % par rapport à 1989.

La thème choisi cette année, le conte, est sans doute le genre littéraire le plus important dans la production par le nombre de collections, de titres et d'exemplaires vendus.

A cette occasion, trois espaces seront consacrés à Perrault, Grimm, aux Mille et Une Nuits où se rejoignent des conteurs pour tous publics.

Un hommage sera rendu à deux grands écrivains disparus à quelques semaines de distance, Pierre Gripari et Roald Dahl, avec des lectures chaque jour à 15 heures. Enfin, outre la présence de sept illustrateurs invités d'honneur

(Nicole Claveloux, Jean Claverie, Estasys Edrige-vicius, Michael Foreman, Roberto Innocenti, Dusan Kallay, Lisbeth Zwerger), qui exposeront dans les bibliothèques de la Seine-Saint-Denis, «Figures futur 91» présente une exposition de 144 jeunes illustrateurs, français et étrangers, qui circulera en 1992 à Salamanque et à Bologne.

Les classiques

Les grands auteurs de contes ne savent pas qu'ils écrivaient pour des enfants. Tant mieux pour les enfants !... Pour commencer par l'auteur du *Petit Chaperon rouge*, dont les contes sont une source d'images, tant pour les illustrateurs que pour les autres conteurs, à peu près inépuisables, qui se renouvellent sans cesse depuis Gustave Doré et les images de colportage, dans d'innombrables éditions. Par exemple, pour *Barbe-Bleue*, Jean Claverie (Prix de Montreuil 1990 avec *Lou*) a suivi très exactement le texte du conte avec des aquilles aux couleurs pâles et un dessin épuré presque théâtral qui insiste sur la psychologie de la femme de ce seigneur presque inabordable. Pour un nouveau *Chat botté*, Fred Marcellino revient davantage vers la tradition et son chat manque un peu de présence, mais la noyade du marquis de Carabas (sans bottes) est tout à fait réussie.

► *Barbe-Bleue*, de Charles Perrault, ill. de Jean Claverie, Albin Michel, album cartonné 48 p., 85 F.

► *Le Chat botté*, ill. de Fred Marcellino, Gallimard, album cartonné, 32 p., 79,50 F. (A partir de 5 ans.)

Les trois volumes du *Cabinet des fées*, dans la série édition réunie par Elisabeth Lennire (Pion 1988-1989) ne sont pas destinés aux enfants à l'exception des plus connus. Pour eux, après *Chante blanche*, Frédéric Clément poursuit l'illustration de l'œuvre de M^e d'Aulnoy pour le somptueux *Oiseau bleu* avec de véritables tableaux qui multiplient le côté féerique et onirique du roi charmant transformé en oiseau pour vaincre la méchante reine.

► *L'Oiseau bleu et autres contes de la Biche au bois*, Griseuse et Perrault, de M^e d'Aul-



Un alphabet des Mille et Une Nuits...

noy, ill. de Frédéric Clément, «Grasset Jeunesse», 104 p., 160 F. (A partir de 8 ans.)

En Allemagne, les frères Grimm, ces érudits philologues, avaient appliqué leur expérience à une étude scientifique des anciennes chroniques, des propos des paysans et des fables qu'ils se transmettaient. Ils auraient certainement été très étonnés de la postérité des contes, traduits dans toutes les langues, qu'ils avaient recueillis pour une histoire de la langue allemande et de la poésie populaire. Deux beaux albums contribuent à rendre leur œuvre vivante : une réédition des *Musiciens de Brême*, un album du Suisse Hans Erich Fischer (1909-1958), paru en 1944 à Zurich, dont la liberté de trait, l'assommoir naïf, restitue bien.

Le second, qui nous revient lu «à la japonaise» par Mitsumasa Anno avec son humour habituel, est une habile restitution, en partie double, du *Pêcheur et sa femme*, assaisonné de folklore japonais : un jeune renard, qui vient de trou-

ver un livre à la lisière du bois, demande à son père de lui en faire la lecture : celui-ci plutôt que d'avouer à son fils qu'il ne sait pas lire, invente une histoire tout à fait différente en s'inspirant des images qu'il interprète à sa façon.

Autre conte des Frères Grimm, dans une transposition libre, une *Blanche-Neige*, qui n'accorde qu'une importance réduite aux naïfs - des naïfs empruntés de dignité qui ressemblent à des grands-pères vénérables - pour nous faire partager le sort de la malheureuse princesse dont le visage et le peu sacré illuminent de superbes illustrations d'inspiration préraphaélite.

► *Les Musiciens de la ville de Brême*, des Frères Grimm, ill. de Hans Fischer, Circonflexe, coll. «Aux couleurs du temps», album cartonné 32 p., 75 F. (A partir de 5 ans.)

► *Le Pêcheur et sa femme* (un conte de Grimm lu par Maître Renard, Circonflexe, coll. «Aux couleurs du temps», album cartonné, 32 p., 75 F. (A partir de 7 ans.)

► *Blanche-Neige*, raconté par Josephine Poole, ill. d'Angela Barrett, Kaléidoscope (diffusé par l'École des loisirs), 32 p., 75 F. (A partir de 7 ans.)

Le *Pinocchio* de Carlo Collodi est, lui aussi, un classique. Dans un style tout autre que celui d'Innocent, superbement réalisé (Callinard, 1988), Mette Ivers s'est attachée, dans ce bel album, un peu comme le menuisier Gepetto - rebaptisé le père La Cerise (?), à donner vie par le trait au pantin de bois au nez pointu. Et quelle vitalité !

► *Pinocchio*, de Carlo Collodi, ill. de Mette Ivers, Trad. de Madame de Genck, Hapier, 143 p., 118 F. (A partir de 7 ans.)

Un panache Grimm-Perrault-Aulnoy pour ces huit contes à lire aux plus jeunes, dans ce livrecadeau aux dessins plutôt conven-

tionnels, comme des BD agrandies, mais qui suivent un texte simplifié.

► *Mes contes célèbres*, racontés par Marie Tenaile, de Christian Messier, Rouge et Or, 130 p., 130 F. (A partir de 5 ans.)

Autres pays, autres légendes

Les contes ne sont pas seulement un voyage dans l'imagination ; ils peuvent vous faire faire le tour du monde... Maja, dont on ne se lasse pas de découvrir le style tonique et vigoureux, si personnel, donne une nouvelle jeunesse et une vraie drôlerie à trois contes exotiques, connus - persans, chinois, russes, - réécrits par Natha Caputo, qui fut une des pionnières de la littérature des enfants... On encore l'histoire de ces trois frères qui veulent faire fortune en essayant de trouver la licorne qui se cache au fond des bois... Les superbes illustrations du Russe Gennadij Spirin - dont il faut admirer aussi le *Brochet* ou la *Foire annuelle de Sorotchinsky* (Sorbie) - trouvent cette fois leur inspiration dans une Flandre médiévale.

C'est aussi une découverte de l'Afrique. Si identique, si différent ! C'est pourquoi les petits curieux voudront lire, ou écouter, des récits de pays pas forcément lointains qui, même s'ils leur sont inconnus, leur rappelleront des mythes et des légendes d'ailleurs. Ainsi, des *Contes de Lituanie*, un pays de lacs et de forêts où les croyances païennes et chrétiennes, les sorcières et les curés cohabitent étrangement pour se disputer les âmes... Ainsi, les *Oiseaux de Palestine*, contes bilingues de Palestine, symboliques et poétiques, composés par des conteurs d'aujourd'hui nés à Tibériade, à Acre, à Jérusalem ou à Nazareth, attachés à ne pas perdre leur identité.



... dessiné par Esma Khemir

Ou bien encore, pour les plus âgés, la belle histoire indienne du *Garçon qui inventa la libellule* rapportée par l'auteur de thrillers Tony Hillerman... Ou encore *Miklos Fils-de-Jument*, les contes d'un Tzigane hongrois transmis oralement, recueillis pour la première fois depuis 1940 grâce à l'un des leurs. Édition savante, mais savoureuse, destinée avant tout aux folkloristes et aux chercheurs. Mais pas forcément.

Enfin revenons plus près de nous avec un beau volume d'histoires du Roussillon, de Cerdagne ou de l'Arège, venues de ces montagnes particulièrement riches en contes qu'on se disait à la veille.

► *Trois contes enroulés*, de Natha Caputo, ill. de Daniel Maja, Nathan, 98 p., 129 F. (A partir de 5 ans.)

► *La Légende de la licorne*, d'Ortrud Preussler, ill. de Gennadij Spirin, Sorbie, 32 p., 86 F. (A partir de 7 ans.)

► *Contes de Lituanie*, texte de Françoise Rachmuhl, ill. de Hélène Muller, Syros Alternati-

ves, 40 p., 69 F. (A partir de 8 ans.)

► *Les Oiseaux du retour*, (Contes de Palestine, en arabe et en français) traduits par Jocelyne et Abdelatif Laabi, ill. de Laura Rosano Messier/La Farandole, coll. «Parolimages» 72 p., 92 F. (A partir de 8 ans.)

► *Le Garçon qui inventa la libellule*, un mythe zuni rapporté par Tony Hillerman, Rivages, 92 p., 69 F. (pour adolescents.)

► *Miklos Fils-de-Jument*, Contes d'un Tzigane hongrois racontés par Janos Berki. Recueillis et présentés par Veronika Görög, Akadémiai Kiadó, Budapest et Éditions du CNRS, 258 p., 130 F. (Pour grands adolescents.)

► *Contes traditionnels des Pyrénées*, par Michel Cossem, ill. de Sourine, Milan, 170 p., 88 F. (Pour tous.)

N. Z.

► *Place de la Mairie*, Montreuil. Jusqu'au 2 décembre : vendredi 29, de 9 heures à 21 heures ; samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre, de 10 heures à 19 heures ; lundi 2 décembre, de 9 heures à 19 heures (Téléphone : 48-57-57-78)

o Les prix Salon 1991. - Totem album : les *Quatre Fils de la terre*, de Jacques Cassabois et Jozef Wikon. Messidor/La Farandole (voir «Le Monde des livres» du 20 septembre) ; Totem documentaire : *Un dimanche avec Léonard de Vinci*, de Rosabianca Skira-Venturi, Skira ed ; Totem roman : *L'Hôtel du retour*, de Claude Guttman, Gallimard (voir «Le Monde des Livres» du 10 novembre) ; Prix de la Nouvelle pour la jeunesse : *Un monde à géométrie variable*, de Florence Bouchier. (Les cinq premières nouvelles seront publiées en 1992 par les éditions Messidor/La Farandole.)

Un journal, du biberon aux baskets

Avec un tirage de cent cinquante millions d'exemplaires pour cent vingt-cinq titres, la presse destinée aux enfants ne vit pas dans l'ombre de celle des adultes. Elle constitue un des phénomènes importants de communication de notre société.

Phénomène non récent. Il date de 1789, année de la sortie du journal d'éducation, *L'Étude de Rousseau* à six ans. L'éducation et l'éveil à toutes les connaissances techniques et scientifiques servent de thèmes. Les jeux rompent la monotonie de la présentation. Cette presse conserve sa propre identité depuis 1788. Des hommes et des femmes passionnés par l'enfant ont su l'entourer de tous leurs soins attentifs. Les publications ne se transforment pas en de simples recueils d'histoires et de nouvelles piochées de ci, de là. Des écrivains (Balzac, Charles Nodier, Louis Desnoyers, Alexandre Dumas, Victor Hugo, Jules Verne...) sont conviés à s'adresser aux enfants. Comme les meilleurs illustrateurs : Gavarni, Devéria, Grandville, Daumier... Cette ligne rédactionnelle, toujours poursuivie, a été l'élément fondamental de la survie de cette presse qui s'ouvre, aujourd'hui, à tous les enfants de neuf mois à dix-huit ans.

Ces dernières années, les tirages et le nombre de titres étaient plus élevés. Les journaux «distractifs», conçus autour de la bande dessinée, dominent ; mais les éditeurs, incapables de briser le «mythe» du 44 planches de l'album, voient une partie de cet important jeune public se tourner vers les feuilletons télévisés et vers les jeux électroniques. Adieu *Tintin* et les autres... Face à ce repli, Edimarche, avec le *Journal de Mickey* et ses héros de Walt Disney, tient le choc. La prochaine ouverture d'EuroDisneyland va-t-elle réviser ce secteur ?

La presse dite pédagogique maintient le cap et progresse. Elle sait se rendre à la fois utile et attractive. Elle s'adapte aux différents stades d'éveil de l'enfant en jouant le rôle de la segmentation par tranches d'âge de plus en plus fines. Cette politique dite de «châlonage» permet aux principaux éditeurs, comme Bayard Presse, Fleurus-Presse, Milan, de conserver le plus longtemps possible un lectorat en constant renouvellement.

La succès des magazines pour petits ne s'achète pas lire provient de deux constats : l'importance croissante prise par l'école maternelle, le meilleur niveau culturel des femmes, notamment des plus jeunes qui permet l'entrée précoce de l'enfant dans leur foyer. L'aspect lecture apparaît de plus en plus dans cette presse entre neuf mois et trois ans, ce qui donne l'impression que certaines publications s'approchent plus au livre qu'au journal.

Édition ou presse, entend-on souvent dire. Cette ambiguïté, si elle ne laisse pas indifférent, ne constitue pas a priori un problème. Cette presse souhaite jeter une première passerelle en direction du livre. Une enquête sur les pratiques culturelles des jeunes de huit à seize ans (1) relevait qu'en 1980 la lecture des livres restait un plaisir/loisir jusqu'à neuf ans puis déclinait ensuite jusqu'à treize ans. Dans ce combat difficile pour inciter les enfants aux joies de lire, cette presse est invitée à faire pénétrer la lecture dans des couches de la population jusque-là éloignées de cette pratique. Des publications comme *J'aime lire*, *Je lis déjà*, *Je bouquine*, *Je lis Diabolo*, n'y sont pas étrangères, offrant aux enfants la possibilité de constituer leur première bibliothèque.

Si la télévision a plus dévoré le «temps social» des enfants (jeux collectifs) que le temps consacré à la

lecture, elle les a ouverts aux événements du monde et les a conduits à s'intéresser à leur environnement social et culturel. Certains titres vont rejoindre la démarche réussie du quotidien régional *l'Alsace* avec son hebdomadaire le *Journal des enfants* (180 000 abonnés) en traitant l'actualité. Les Éditions de Milan ont publié, cette année dans *Mikado* deux dossiers réalisés avec la collaboration du Monde sur la guerre du Golfe et l'immigration. Pour la même tranche d'âge (sept-onze ans), *Astrol* insère depuis le 15 septembre un supplément de quatre pages, sur papier journal, qui se veut «une petite fenêtre ouverte sur le monde à la hauteur des yeux d'enfants».

Peu de recettes publicitaires

Longtemps absente des journaux en raison des délais d'impression dus à l'utilisation de la couleur, l'actualité revient par l'incorporation d'un cahier en noir et blanc. Le public suit *Triolo* (Fleurus-Presse) avec son même journal, *Triolo plus*, a retrouvé un nouveau lectorat. Les journaux du mouvement Jeunes années ont embossé le pas avec *Guilivere* et *Croquillon*. A côté, l'écologie se défend bien avec *Wekou*, *Wapiti*, *Coucou*, *Hibou* et sans oublier le *Hulotte*. Si diversifiée, cette presse qui va du biberon (Pion) aux baskets avec *Phosphore* est-elle à l'abri de tous les dangers ? Elle ne peut compter que sur elle-même. Son tirage élevé, son taux de pénétration dans les foyers ne suffisent pas pour attirer les annonceurs. Les recettes publicitaires ne représentent que 2,5 % de son chiffre d'affaires annuel évalué à environ 2 milliards de francs.

Cette presse peut vivre et se développer exclusivement par les ressources que lui apporte sa diffusion (abonnements et vente au

numéro). Cette conquête du lecteur l'a engagée dans une politique de grande qualité (papier, impression, couleurs, illustrations, photos) et de prix élevés. Mais ce dernier point ne semble pas être un handicap, tant que les parents achètent. La qualité a développé chez le lecteur le sentiment de propriété : on garde son journal pour le relire et le collectionner.

La plus grande menace pour ce type de publications, en dehors d'une profonde crise de la natalité, peut venir de la pratique télévisuelle, puisque 55 % des jeunes de huit à seize ans ont un casque posé à la maison et pour 30 % d'entre eux ce poste leur est réservé. Avec la multiplication des chaînes l'enfant peut salarmer entre celles-ci. Pour Mijo Baccaria, directeur général adjoint, responsable de la division jeunesse du groupe Bayard Presse, «cela peut conduire à une recherche instinctive du connu plutôt qu'à la séduction de l'inconnu».

Un récent sondage Ipsos réalisé à la demande de *Télérama* (2) et du *Journal des enfants* pourrait dissiper cette crainte. Il fait apparaître que les enfants de huit à treize ans regardent moins la télévision - ne passant devant elle que huit heures et demie par semaine au lieu de seize heures voici quinze ans. Mais ce sondage n'indique pas si la presse ainsi éconormisée a entraîné une plus grande pratique de la lecture des journaux.

La chance de cette presse est de conserver sa personnalité, comme elle a su le faire au cours des dernières décennies ; en s'adaptant à toutes les évolutions de la société et en restant - hors les modifications de formule - proche de ses lecteurs.

Alain Fourment

(1) Médiamétrie 1990.
(2) *Télérama* annonce pour le 15 janvier un *Télérama junior* de seize pages.

Grand concours NATHAN Le Monde du «Meilleur critique littéraire en herbe»

Pour les 7/10 ans

Ecrivez vos impressions sur le livre *Marie-Camille*, reporter (Nathan) et devenez le plus jeune critique à être publié dans *Le Monde*.

Bulletin de participation à retirer au SALON DU LIVRE DE JEUNESSE du 28 novembre au 1^{er} décembre 1991. Halle aux livres - MONTREUIL sur les stands : le Monde (A4) et Nathan (C34)



"Un ouvrage fondamental et indispensable". France Huser / *Le Nouvel Observateur*

"...parfait, riche en informations, bien écrit ; tout visiteur devrait le lire avant d'aller faire le pied de grue devant l'entrée du Grand Palais". Jean-Louis Ferrier / *Le Point*

ART ET ARTISTES
GALLIMARD

سلا من الخط

GRAND DICTIONNAIRE DE LA PSYCHOLOGIE, ouvrage collectif. Cent trente spécialistes dressent un panorama des connaissances dans le domaine des sciences psychologiques, regroupant les apports de la psychiatrie et de la psychanalyse. Plus de trois mille termes répertoriés, accompagnés notamment de notices sur l'histoire des disciplines et de nombreuses bibliographies. (Larousse, 862 p., 395 F.)

28 Les difficiles négociations sur l'assurance-chômage
30 Le soutien aux entreprises en zones rurales

30 Deux candidats à la reprise de « la Truffe »
31 « Le Monde Affaires »

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Un contrat mal accueilli

C'est peu de dire que le projet de contrat de plan entre l'Etat et La Poste sur la période 1991-1994 a été mal accueilli. Les syndicats, à qui il a été présenté mardi 26 novembre, lors de la réunion du conseil d'administration de l'établissement, se sont montrés unanimes dans l'indignation. « Inacceptable », ont déclaré les représentants de Force ouvrière, qui y voient « la subordination de La Poste au ministère des finances » et redoutent qu'il ne conduise « inexorablement La Poste à la faillite ». Pour la CGT, « l'Etat envisage de surtaxer les usagers et les postiers », et les contraintes imposées vont entraîner « la course à la productivité, par des suppressions massives d'emploi, et au désinvestissement d'une Poste ingélatrice ». Pour la CFT, il « peut conduire très vite La Poste à une situation précaire », et les postiers cédistes ajoutent : « Le gouvernement refuse des relations contractuelles sur des bases saines et demande l'équilibre financier pour simplement gérer à court terme la politique budgétaire de l'Etat. » La commission supérieure du service public des postes et télécommunications, composée en majorité de parlementaires et chargée de veiller à la bonne application de la réforme des PTT, ne s'est pas prononcée le 19 décembre, après une série d'auditions ; mais lors du premier examen du projet gouvernemental, mercredi 27 novembre, ses membres ont, semble-t-il, rejoint les syndicats dans la critique. Ils ont notamment regretté, en même temps que la faiblesse de la rémunération des postes-chèques et de la Caisse nationale d'épargne, l'insuffisance des objectifs fixés à La Poste en termes de qualité de service, de « présence sur le territoire » et de développement. Les problèmes sont en effet liés. La Poste dépend très fortement de l'Etat, pas seulement parce que celui-ci fixe l'évolution des tarifs - et les membres de la commission ont déploré aussi qu'aucune règle d'évolution ne soit fixée, - mais aussi directement, dans ses dépenses et ses recettes. Dès 1992, les versements de l'Etat aux services financiers vont baisser de 3,8 milliards de francs, soit l'équivalent de 5 % du chiffre d'affaires de l'établissement. Dans ces conditions, de quelle autonomie disposera celui-ci ? Si l'est légitime de lui demander des gains de productivité, jusqu'à quel point peut-on en exiger, et pour quel objectif ?

GUY HERZLICH

En constituant un comité présidé par M. Jean Gandois

M^{re} Aubry veut provoquer une dynamique sur le thème « changer le travail »

Par une communication en conseil des ministres, mercredi 27 novembre, M^{re} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a précisé un thème qui lui tient à cœur, le changement du travail (le Monde du 28 novembre). Le ministre a présenté la constitution d'un comité regroupant des dirigeants convaincus de la nécessité de créer une dynamique. Il sera présidé par M. Jean Gandois, PDG de Pechiney. M. Pierre-Louis Rémy, qui vient de quitter ses fonctions de conseiller social auprès de M^{re} Cresson, est chargé d'une mission d'impulsion et de sensibilisation.

La méthode consistera à utiliser les outils existants. L'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) sera mise à contribution, notamment pour des diagnostics courts. Les fonds de la formation et la Ligue d'innovation pour la gestion de l'emploi (LIGE) fourniront des aides financières pour des opérations innovantes. Enfin, les contrats d'études pour la gestion prévisionnelle de l'emploi seront crédités jusqu'à 30 % des investissements engagés. Mais la mise en application de ces orientations suppose une évolution des mentalités, autant chez les salariés que les chefs d'entreprise.

A. L.

Perrier, Château-Margaux, un parc immobilier

Agnelli lance une OPA sur Exor

Les participations du groupe italien en France

Pour développer l'ensemble de ses activités regroupées dans l'IFI (Institut financier industriel), la famille Agnelli s'appuie sur trois sociétés distinctes : Fiat pour les activités industrielles, l'IFIL (contrôlée à 52 % par l'IFI), holding détenant des participations minoritaires mais significatives dans des secteurs diversifiés mais proches de l'activité de base, et l'IFINT (déjà à 23,8 % par l'IFI), société luxembourgeoise chargée de la diversification internationale.

Chacune de ces trois sociétés possède des actions de firmes françaises. Si Fiat possède des participations dans le secteur industriel, avec notamment, grâce à un système d'échanges croisés, 6 % d'Alcatel-Alsthom, il détient aussi, via une série de sous-holdings, 4 % de TFI, l'IFIL, de son côté, est plus présent dans l'agro-alimentaire et l'habillement. Ce holding détient 5,8 % de BSN (lequel a reçu en échange 20 % de l'IFIL Participation), 7,4 % de Worms et Compagnie, 6,4 % de

Saint Louis. Il est aussi associé avec le groupe Accor dans Sifalbergh, chargé de développer des hôtels en Italie.

La part des investissements réalisés en France par l'IFINT représente à peu près 15 % du montant global de ce holding. Les secteurs sont plus variés puisqu'ils vont de la banque (24 % de l'IFINT) à l'immobilier (100 % de la Foncière de Levallois) en passant par des vins de Bordeaux (Domaine de Codern, producteur dans le Médoc des châteaux Grassy, château de Monthil et château des Barins).

L'IFINT possède aussi 43 % de Saffic Alcan (société de latex), 2,9 % du Club Méditerranée, 5 % d'Albatros Investissement (un holding détenant 38 % de Bollors Technologies) et bientôt le contrôle d'Exor.

Le lancement de cette OPA intervient au moment où, dans une interview au journal *l'Indépendante* du 26 novembre, M. Giovanni Agnelli, soixante-dix ans, évoquant sa succession, envisage

l'arrivée à la tête du groupe Fiat de son frère Umberto. « Mon frère est parfaitement préparé à assumer les responsabilités qui sont les miennes », déclare le président de Fiat, sans donner toutefois d'indication sur la date à laquelle il pourrait être conduit à se retirer. M. Agnelli avait déjà avancé cette hypothèse en 1987, année où le groupe Fiat avait procédé à une importante restructuration de son capital (le Monde du 7 mai 1987).

Nommé en 1980 vice-président du groupe Fiat et président de Fiat-auto, M. Umberto Agnelli, cinquante-sept ans, est réputé pour sa bonne connaissance du Japon et des marchés est-européens. Son arrivée prochaine à la tête du holding, touché de plein fouet par la crise du secteur, est perçue comme un atout face à la concurrence accrue des producteurs automobiles nippons et à la nécessité de rechercher de nouveaux débouchés à l'Est.

D. G.

Read our minds.

The Economist

Every Friday

TRADUCTION DE L'ANNONCE CI-DESSUS • LIREZ NOS PENSÉES • CHAQUE VENDREDI

شركة من إيطاليا

ÉCONOMIE

SOCIAL

Difficiles négociations patronat-syndicats

Des problèmes internes au CNPF empêchent la conclusion d'un accord sur l'assurance-chômage

Prévue à l'origine pour être la dernière, la séance du 27 novembre des négociations sur l'assurance-chômage n'a pas permis d'aboutir. Les délégations patronales et syndicales se sont séparées au milieu de la nuit et, en s'accordant « une semaine de réflexion », ont décidé de se retrouver le 4 décembre. Pendant ce temps, le déficit de l'UNEDIC, qui avait été estimé à 16 milliards de francs d'ici à la fin de 1992, est maintenant évalué à 18 milliards, compte tenu de la progression du nombre des chômeurs...

A chacun son tour. Au terme de la séance du 14 novembre, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, avait menacé de suspendre les négociations, en raison de l'attitude des syndicats (le Monde du 16 novembre). Haussant le ton, il réclamait alors des propositions écrites et sérieuses pour pouvoir reprendre la discussion. Après quelques conciliabules, il obtenait satisfaction. FO, la CFDT, la CFTC et la CGC avançant des solutions jugées convergentes, si ce n'est communes.

Dans la nuit de mercredi 27 au jeudi 28 novembre, le scénario était à peu près inversé. Aux ouvertures des syndicats (CGT

exceptée) s'opposait une raideur patronale imprévue qui amena M^{me} Chantal Cumuel (CFE-CGC) à affirmer que « le CNPF avait un mandat restreint ». En cours de réunion, M. Giral laissa entendre que, dans ses rangs, « le camp grandit de ceux qui sont disposés à laisser les pouvoirs publics prendre leurs responsabilités ». Dans les couloirs, il était question d'une divergence interne. Du jamais vu, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie. Commentant la réunion, les propos de M. Giral ressemblaient à un aveu : « Les mandats des uns et des autres, et je pense aussi bien au mandat patronal, ne permettaient pas de conclure. »

Seuil d'intolérance

Le patronat ne voulait pas entendre parler d'une augmentation des cotisations pour l'assurance-chômage, alors que l'ensemble de ses propositions n'assurait pas plus de 8 milliards de recettes ou d'économies en année pleine. Il a certes accepté le principe d'une augmentation de 0,12 % de la cotisation, partagée à égalité entre les salariés et les employeurs, qui correspond à une baisse équivalente appliquée depuis le 1^{er} janvier 1991, au temps où les finances étaient bonnes. Mais il ne voulait pas aller plus loin.

A la recherche d'une solution globale et équilibrée, les syndicats seraient, pour leur part, décidés à

faire un effort sur ce point. Mais ils savent aussi - et des réactions de leurs troupes le démontrent - qu'ils ne peuvent pas non plus prendre trop de risques, le seuil d'intolérance en matière de prélèvement étant semble-t-il atteint. Satisfait d'avoir obtenu que l'objectif de retour à l'équilibre soit reporté de 1992 à février 1994, pour que la ponction soit moins douloureuse, ils ont aussi manifesté des craintes.

Tout en se félicitant de la création d'un groupe de travail, la CGC refuse une modification des règles d'indemnisation pour les plus de cinquante-cinq ans. La CFTC et FO ne voient pas d'un bon œil la création d'une commission de gestion particulière pour les salariés intermittents du spectacle, même soutenue financièrement par l'UNEDIC. Elles s'inquiètent surtout du passage de 0,80 % à 1,20 % de la cotisation des chômeurs aux régimes complémentaires de retraite (ARRCO). Quant à la CFDT, elle estime que le projet ne comporte pas assez de recettes et préconise une pénalisation accrue pour les entreprises qui utilisent l'UNEDIC pour faire de la préretraite. Enfin, FO s'étonne du comportement du CNPF, « qui ne reprend pas nos propositions », et constate un retour « au point de départ ».

ALAIN LEBEAUE

Lors d'une réunion nationale

La CFDT, la CFTC la CFE-CGC et la FEN réclament des « états généraux pour l'emploi »

La CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FEN ont proposé, mercredi 27 novembre, l'organisation d'« états généraux pour l'emploi » réunissant les principaux membres du gouvernement, les organisations syndicales et le patronat. Ces assises auraient pour objectif de « regarder sur pièces ce qui a été engagé et ce qui peut l'être ».

Les quatre centrales, qui ont réuni cent cinquante responsables nationaux pour une « journée de travail », ont aussi « décidé de diffuser à plusieurs millions d'exemplaires une adresse aux salariés » sous forme d'un tract intitulé « Ensemble pour l'emploi ». Elles rencontreront les dirigeants du CNPF le 9 décembre.

De son côté, la CFE-CGC a fait connaître son intention d'organiser en janvier 1992 une « grande manifestation nationale à Paris » sur le thème du chômage avec ses partenaires du « groupe des quatre » mais aussi avec Force ouvrière. La CFDT, la CFTC et la FEN n'excluent « aucune forme d'action », mais ne se sont pas associées dans l'immédiat à cette proposition.

Un coup de colère de M. Edmond Maire

Un projet fiscal du ministre du budget menace le tourisme social

M. Edmond Maire, président de l'association de tourisme Villages-Vacances-Familles (VVF), a vivement critiqué, le 27 novembre, le projet d'amendement à la loi de finances élaboré par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, qui prévoit la suppression du remboursement de la TVA aux communes qui confient les équipements dont elles sont propriétaires à des associations. Cette mesure « d'inspiration Reagan-Thatcherienne », selon M. Maire, aurait

pour conséquence de faire supporter aux associations de tourisme une TVA de 18,6 % sur les travaux de construction ou de rénovation. Ainsi, VVF n'aurait d'autre solution, pour faire face à ce surcroît de dépenses, qu'entre une augmentation de ses tarifs qui découragerait les familles modestes et la fermeture des villages isolés. « Ces villages sont condamnés, a-t-il affirmé. Et les années suivantes, nous serons obligés de fermer dix villages par an. Quel gâchis ! »

Un entretien avec M. Le Drian

Suite de la première page

- Avez-vous recherché l'appui des autorités de Bruxelles ?

- Ce n'était pas vraiment nécessaire. Il n'existe pas à l'heure actuelle de politique communautaire des ports. La CEE s'intéresse peu à ce secteur on peut le regretter. C'est une affaire franco-française. Ce qui ne veut pas dire que le contexte européen soit à négliger. La concurrence entre grands ports est féroce et la libéralisation progressive du transport terrestre l'avive encore. Il faut évidemment prendre en compte ce qui se passe avec quel dynamisme ! - à Rotterdam, Anvers, Gênes ou Barcelone, voire Algésiras, port de redistribution des conteneurs à l'entrée de la Méditerranée.

- Quelles sont les dispositions essentielles du plan ?

- Les ports sont des outils majeurs pour le commerce extérieur, le développement économique, l'aménagement du territoire, dans une économie ouverte. Or depuis dix ans, que ce soit en termes de compétitivité, de parts de marché ou de fiabilité sociale, l'image de nos ports s'est continuellement dégradée. La restauration de la confiance des usagers - surtout étrangers - appelle une action en profondeur, vigoureuse, et une volonté politique ferme. A cet aspect économique correspond un brillant problème social avec un taux d'emploi, c'est-à-dire de chômage, des dockers, qui atteint 40 %, voire plus par exemple à Rouen, Dieppe, La Rochelle.

Je donne aujourd'hui mandat aux autorités portuaires pour ouvrir des négociations, port par port, en renforçant l'autonomie de chaque plan, pour mettre à plat l'ensemble des problèmes d'organisation du travail. D'ici à la mi-février 1992, il faudra que chaque communauté portuaire

ait négocié la modernisation de l'organisation du travail, l'évolution des effectifs et les modalités de mise en œuvre de son plan social qui fera appel aux préretraites, aux congés de conversion, aux départs volontaires proposés par le gouvernement. On compte 8 300 dockers. Il faudrait arriver fin 1993 à des progrès de productivité d'au moins 35 %.

- Vous-a-t-il dans votre plan une phase législative ?

- Oui, l'ampleur que je veux donner à la réforme l'impose : mais seulement après les négociations portuaires qui vont s'engager, c'est-à-dire pour la session de printemps. Je n'ai aucun a priori législatif. Mais il faudra bien modifier la fameuse loi de 1947 sur deux points essentiels : - substituer largement au régime du travail intermittent des dockers (ils doivent se présenter chaque jour à l'embauche) un régime où ils seront mensualisés auprès des entreprises de manutention, comme dans tous les autres secteurs de l'économie ;

- supprimer la péréquation nationale. Aujourd'hui en effet, par le biais d'une cotisation patronale de chômage identique dans tous les ports, ceux qui « marchent bien » payent pour ceux qui vont mal. Ce n'est pas admissible. C'est anti-économique.

- Pourquoi préférez-vous agir port par port plutôt que par une négociation nationale ? Seriez-vous favorable au transfert aux conseils régionaux de la gestion des grands ports ?

- Une cinquantaine de ports sont concernés en métropole. Comment voulez-vous régler de la même manière la question de l'accueil des car-ferry de la Manche à Roscoff, celle des les minéraliers à Fos et celle du déchargement des caisses de poisson à Lorient ? Le système national actuel pousse à l'irresponsabilité puis-

ÉNERGIE

La fin de la conférence de Vienne

Les pays de l'OPEP continueront de produire au maximum de leurs capacités

VIENNE

de notre envoyée spéciale

« Ce fut une conférence efficace », a simplement commenté le secrétaire général de l'OPEP, à l'issue de la réunion ordinaire des treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, les 26 et 27 novembre à Vienne. En moins de quarante-huit heures, le cartel a en effet réussi, sans dispute et sans coup d'éclat, non seulement à élire un nouveau président - le ministre nigérien du pétrole, M. Jibril Aminu - et à s'entendre sur le maintien du statu quo au cours du premier trimestre de l'an prochain, mais aussi, ce qui était moins évident, à débayer le terrain pour la prochaine réunion, prévue le 12 février, et qui promet d'être nettement plus délicate (le Monde du 27 novembre).

Une demande soutenue

Il était difficile d'aller beaucoup plus loin tant sont grandes les incertitudes. Le retour progressif du Koweït sur le marché, celui, plus problématique mais néanmoins possible, de l'Irak, les difficultés soviétiques, qui pourraient entraîner une nouvelle chute spectaculaire de la production de l'ex-URSS (de 10 à moins de 9 millions de barils/jour) et de ses exportations (de 1,6 à 1 million de barils/jour), sans oublier les hésita-

tions de la reprise économique mondiale, tout cela rend impossibles les prévisions, même à court terme.

Seule certitude : la demande devrait rester soutenue au cours des deux ou trois prochains mois, excédant probablement les capacités d'extraction maximales du cartel, pour chuter ensuite dès la fin de l'hiver. Il faudra réduire à cette date la production. Un certain consensus semblait se dégager pour prendre comme base de départ à l'avenir non plus la production passée ou les anciens quotas mais les capacités maximales de production de chaque pays. Cette solution, évoquée de manière très indirecte dans le communiqué par la référence faite à l'accord de juillet 1990, qui déjà liait les quotas aux capacités de production de chaque pays, ne semblait toutefois pas assez « mûre » pour être officiellement annoncée. Le principe retenu, il reste en effet, et ce n'est pas évident, à définir de façon précise ce qu'est la capacité de chacun. « La notion de capacité de production est un concept élastique et... évolutif », notait mercredi soir le secrétaire général de l'OPEP. En attendant février, il y a en tout cas fort à parier que chaque pays s'appliquera à prouver ladite capacité en poussant sa production au maximum.

VÉRONIQUE MAURIS

ÉTRANGER

Filiales soviétiques

La BCEN et la Banque Narodny reçoivent le soutien des banques centrales occidentales

La Banque d'Angleterre et la Banque de France ont annoncé, mercredi 27 novembre, avoir clarifié la situation, l'une de la Banque Narodny, l'autre de la Banque commerciale de l'Europe du Nord (BCEN, dite Eurobank). Les deux organismes sont des filiales des autorités monétaires soviétiques, durablement touchées par l'assèchement de leurs ressources après le putsch du 19 août (le Monde du 1^{er} novembre).

L'accord signé entre le groupe des sept principaux pays industrialisés et huit Républiques soviétiques, le 21 novembre, exigeait une clarification de la situation de ces organismes. Le gouvernement russe, qui a annoncé il y a quelques jours qu'il prenait le contrôle des autorités monétaires de l'ex-URSS, a donné la garantie aux banques centrales occidentales qu'il soutiendrait financièrement les deux établissements.



lance chaque semaine des grèves d'avertissement ?

- Alors que l'image de nos ports est déjà bien mauvaise, un mouvement comme celui-là serait à la fois irresponsable et suicidaire, pour les dockers d'abord. Mais croyez-vous qu'au moment où le gouvernement dit « négociation », il serait compréhensible qu'un syndicat réponde « grèves » ? La voie que je propose est étroite, certes, mais c'est la seule garantie d'avenir.

- Les dockers, dont le nombre a beaucoup baissé depuis dix ans, sont-ils les principaux responsables de la baisse de la compétitivité des ports français ? N'en fait-on pas des boucs émissaires ? Le quasi-monopole de la CGT chez les travailleurs portuaires ne vous paraît-il pas légitime ?

- Les ouvriers dockers ne sont pas individuellement responsables de la situation et ne constituent pas collectivement des boucs émissaires. C'est un état d'esprit général et un comportement laxiste port souvent de nos communautés portuaires qu'il faut modifier. Quant au monopole syndical de la CGT, il n'est pas inscrit dans la loi de 1947, il n'est que le fruit excessif de ce comportement fait d'irresponsabilité collective.

- De quels moyens financiers disposez-vous pour mener à bien votre projet ?

- J'ai obtenu un arbitrage favorable du gouvernement avec le plein soutien de MM. Bédaride et Charasse. Les plans sociaux, financés par l'Etat et les entreprises, seront attractifs pour les dockers, surtout dans les ports en difficulté. Les contraintes juridiques et financières qui s'appliquent aux entreprises qui veulent investir sur le domaine portuaire maritime vont être allégées, sans qu'on puisse redouter d'ailleurs une quelconque privatisation des ports. Les ports autonomes verront leurs charges financières allégées. Au total, pour l'ensemble du plan portuaire, l'Etat dégagea environ 200 millions de francs en 1992 et davantage en 1993.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur surenchère du 1/10^e au Palais de justice de PARIS
le JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 à 14 h 30, en 1 lot,
APPARTEMENT DE 2 P.P. + cave
au 4^e étage du bâtiment A d'un immeuble sis
à PARIS (18^e) - 5, rue Buzelin
Mise à Prix : 110 000 F
S'ad. à M^{re} C. RICHON, av. à la Cour, 4 bd Beaumarchais, PARIS (11^e) - Tél. : 45-67-99-94 - M^{re} J. DEVOS-CAMPY, av. à la Cour, 57, av. de Suffren à PARIS (7^e) - Tél. : 45-67-96-94 - M^{re} H. CASSEI, av. à la Cour, 18, rue de Vienne, PARIS (8^e) - Tél. : 43-87-91-22 - Au TGI de Paris. S'place par visit. en s'ad. à l'av. pour.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice à PARIS
le JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991 à 14 h 30, EN UN LOT,
UN APPARTEMENT DE 2 P.P. à PARIS (13^e)
1 à 21 et 31 A, rue Bobillot - 18 à 20, place d'Italie - 2 à 42 avenue d'Italie - 2 à 30, rue Vauvrezanne - au 6^e étage, dit « TOLIER 5 » ou « RUBIS » - CAVES - et un emplacement de voiture au niveau - 5, bld. dit « SOCLE » ou « PARKING ».
M. à P. : 165 000 F S'ad. à M^{re} Jean-Serge LORACH, AVO. - 50, boulevard Malesherbes - Tél. : 47-20-38-37 - Au Greffe des criées du TGI PARIS où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991 à 9 h 30
PAVILLON DE 2 ÉTAGES
comportant au sous-sol : une cuisine américaine et buanderie. Au rez-de-chaussée : entrée, une grande pièce principale, WC. Au 1^{er} étage : deux chambres équipées chacune d'une salle d'eau. Au 2^e étage : une chambre et une grande salle de bains. JARDIN - DÉPENDANCES, le tout cadastré pour 3 a 27 ca
SAINT-MAURICE (94)
11, rue Adrien Damelin
MISE À PRIX : 1 000 000 F
S'adresser à M^{re} Daniel-Julien NOËL, avocat à CHARENTON-LE-PONT (94) 16, avenue Jean-Jaurès - Tél. : 48-93-36-15
M^{re} Simone SCENK-AMATRIAIN, avocat à PARIS (8^e) 50, boulevard Malesherbes - Tél. : 43-74-37-72

Vente après liquidation de biens au Palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 à 14 h, en un seul lot dans un imm. sis
à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)
145, bd de Créteil et 31, rue Solferino
APPARTEMENT DE 3 P.P.
au rez-de-chaussée de l'im. CRÉTEIL, cave et local en sous-sol, box par voiture et un emplacement de parking en surface. Droit jouissance jardin privatif
LIBRE - Mise à Prix : 700 000 F
+ arriéré des charges de 18129,71 F dû au 30-09-91 ainsi que charges et prestations allant du 01-10-91 à date adjudicat. définitive. - S'adresser pour renseignements M^{re} WISLIN, avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, av. de Madrid. - M^{re} Gustave JOHANET, ancien avoué, avocat associé de la SCP NEVEU SUDAKA & associés, 43, av. Hoche PARIS (8^e) - Tél. : 47-66-03-40 (poste 416) - M^{re} Didier SEGARD, administ. jud., place de l'Hôtel-de-Ville de NANTERRE - Au greffe du TGI de NANTERRE où le cah. des ch. est déposé. Pour visiter sur les lieux les 16 & 18-12-1991 de 10 h à 11 h.

Vente au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991 à 9 h 30
EN UN SEUL LOT :
IMMEUBLE à CRÉTEIL (94)
93, avenue Laffitte et 6, avenue de Maisons
comportant UN BATIMENT sur l'avenue Laffitte avec un AUTRE BATIMENT en aile sur la gauche cour et diverses constructions
cadastré par 11 a 30 ca
MISE À PRIX : 200 000 F
S'adresser à M^{re} Véronique BERNÉ-GRAYE, avocat au barreau du Val-de-Marne, 18, rue Monmorey (94300) VINCENNES - Tél. : 43-74-37-72 (entre 9 h et 13 h) Et sur MINITEL : 3616 JAVEN

Une star entre en Bourse



Christian Dior

Tradition et création, prestige et perfection.

Christian Dior sait provoquer l'émotion
devant la création en perpétuel mouvement.

Christian Dior c'est aussi une réalité économique:
un ensemble qui représente

21 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé
et 3,6 milliards de francs de résultat net consolidé.

Christian Dior c'est, à travers LVMH, un ensemble
exceptionnel de marques prestigieuses, qui ont pour nom
Moët & Chandon, Dom Pérignon, Veuve Clicquot,
Pommery, Hennessy, Louis Vuitton, Givenchy,
Parfums Christian Lacroix, Parfums Christian Dior...

Une star entre en Bourse le 4 décembre 1991.

Le prix : F 410 par action.

Christian Dior SA entre à la Bourse de Paris le 4/12/1991.

1 300 000 actions sont mises à la disposition du public par une offre publique de vente de F 410 par action.

Introduceurs: Crédit Lyonnais - Demachy Worms & Cie - Société de Bourse: Cholet Dupont SA - Notice au Balo 28/11/1991.

Visa COB n° 91 - 470 en date du 26/11/91.

PR Communication

شركة كريستيان ديور

Les candidats à la reprise de la Truffe

Le Monde AFFAIRES

Les luxes de Bernard Arnault

Le président de LVMH profite de l'introduction en Bourse, le 4 décembre, de Christian Dior pour réorganiser son groupe

A Bourse est atone, le luxe est morose. Pourtant cela n'empêchera manifestement pas Bernard Arnault, le président de LVMH (Louis Vuitton, Moët Hennessey), de procéder, le mercredi 4 décembre, à l'introduction en Bourse de Christian Dior, une des perles de son groupe.

Déjà reportée deux fois pour cause de déprime économique, cette opération était prévue depuis l'augmentation de capital de 3,3 milliards de francs qui, en 1988, avait permis la conquête de LVMH. Aujourd'hui, elle permet à Bernard Arnault de réaliser un joli coup de communication à un moment où il franchit une nouvelle étape dans la construction de son groupe. Après le rachat de Bouscasse, puis la prise de pouvoir dans LVMH grâce à la cascade des holdings et à l'aide du britannique Guinness, voilà maintenant le temps de la clarification et de la « visibilité financière », selon l'expression d'un de ses collaborateurs. « Il met de l'ordre dans son groupe pour le rendre plus présentable vis-à-vis des investisseurs », commente Bernard Barner, directeur des études à la société de Bourse Didier Philippe. Dans le même temps, il procède à une mise en valeur des marques.

Cette fois encore, ce champion de la finance a pu exercer sa virtuosité en élaborant une opération à double détente. Un mois avant l'introduction en Bourse, il avait concocté une augmentation de capital réservée à ses actionnaires : An Bon Marché, 50,4 %, Guinness, 16,8 %, Total, 5 %, Nippon Life, 5 %, Clinvest, 5 %, et Financière Truffaut, 5 %. D'une valeur d'un milliard de francs, cet appel de fonds a été souscrit pour moitié par les banquiers traditionnels de Bernard Arnault. Le reste a été pris par An Bon Marché. Ces acheteurs ont déboursé 370 francs par action qu'ils pourront revendre, à partir du 4 décembre au prix de 410 francs. Soit 10 % de plus-value en un mois. Bernard Arnault fait là un joli

qu'en 1990, l'activité mode a généré 92 millions de francs de résultats pour un chiffre d'affaires de 733 millions de francs.

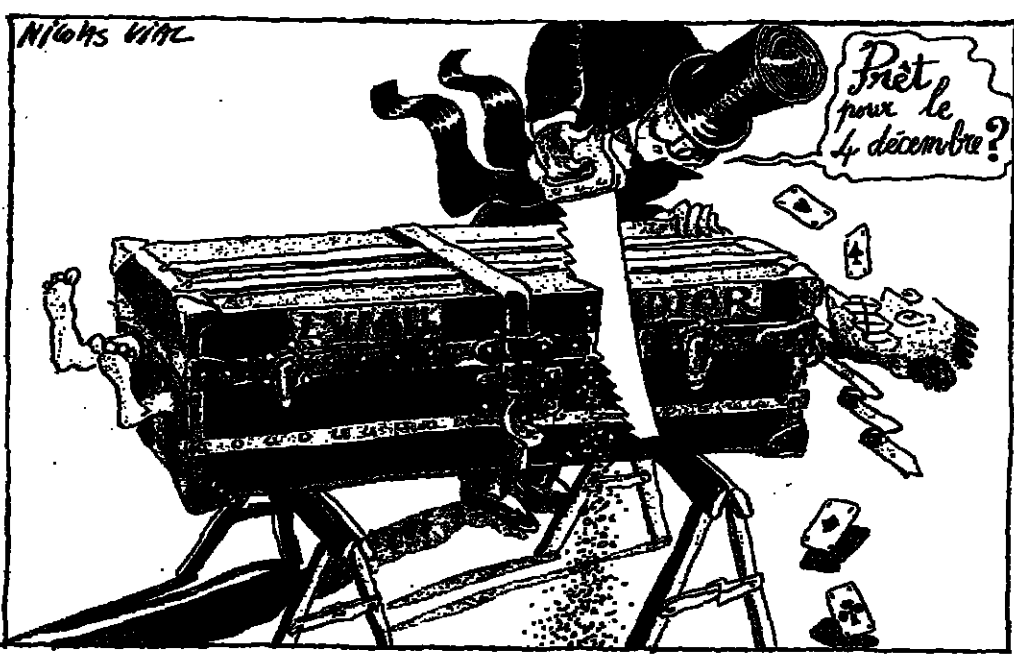
Dès 1988, Christian Dior a été une des armes utilisées par Bernard Arnault dans l'assaut contre LVMH. Cette société a notamment été le lieu de l'alliance avec le groupe britannique Guinness, qui en détenait 16,8 % du capital. Et c'est Christian Dior qui est copropriétaire à 54 % avec Guinness (46 %) de Jacques Rober, la société mère qui détient 46 % de LVMH.

Pourtant Christian Dior n'est pas le pivot du groupe Arnault. N'en déplaise aux basquiers, qui l'avaient pourtant souhaité. Mais il est vrai que ceux-ci ont l'habitude d'être malmenés : certains se souviennent encore de cette assemblée générale d'Arnault et Associés où, au dernier moment, Bernard Arnault a voté contre la résolution qui prévoyait leur élection au conseil d'administration de cette société. Ils en sont restés exclus environ six mois, le temps sans doute pour Arnault de négocier un projet qui lui tenait à cœur.

La fin de l'enchevêtrement

Pas étonnant du coup que l'homme n'ait pas bonne réputation. Au point d'ailleurs que sa mauvaise image finit par réjaillir sur celle de son groupe. Nombreux sont ceux qu'il a plus ou moins bernés et qui du coup s'empressent de jouer les oiseaux de mauvais augure, en transformant la moindre baisse de chiffres d'affaires en prémices de catastrophe.

Uniquement préoccupé de sa réussite et endurci par la bataille contre Henry Racamier pour la maîtrise de LVMH, Bernard Arnault semble totalement indifférent à ces conversations de diners en ville. Du genre solitaire, cet homme auquel on connaît plusieurs proches collaborateurs mais qui se garde bien



Bon Marché. Ce qui met fin à l'enchevêtrement des participations qui précipitait jusqu'ici.

En revanche les holdings de tête, SEBP (famille Arnault), Arnault Associés et Financière Agache ne bougent pas. Ces trois étages de la fusée confectionnée pour la prise de pouvoir ne sont plus d'aucune utilité à Bernard Arnault. Mais leur suppression entraînerait la perte de contrôle du groupe. Ce qui bien évidemment est hors de question. On alors, il faudrait dépenser beaucoup d'argent pour racheter leurs parts aux investisseurs qui ont accompagné ses premiers pas, parmi lesquels Clinvest, filiale du Crédit lyonnais, Worms & fils, et qui maintenant se retrouvent un peu prisonniers de ces « poupées russes » mais bénéficient ainsi d'un véritable moyen de pression sur Bernard Arnault. Seul Cerus, le holding français de Carlo De Benedetti, s'est retiré d'Arnault et Associés en novembre 1990. Par la suite, les holdings et en revendant ses parts à Clinvest. Avec l'augmentation de capital réservée, Bernard Arnault a offert aux autres un lot de consolation. Et la cotation permettra à ceux qui le désirent de se désengager de Christian Dior.

revenu à Marne et Champagne pour... 1,5 milliard de francs.

De même, Bernard Arnault a conservé la haute main sur les relations avec son partenaire Guinness. Les accords de distribution, signés en 1987, entre le brasserie britannique et LVMH prévoient aussi des participations croisées. C'est ainsi que Guinness est indirectement présent dans LVMH par l'intermédiaire de la société Jacques Rober. En revanche, LVMH détient directement 24 % du capital de Guinness. Pour atteindre ce taux, il a fallu déboursier 8 milliards de francs en juin 1990. Mais la dépense valait la peine : en 1990, Guinness, qui est réputé être le groupe de boissons le plus profitable après Coca-Cola, a affiché un bénéfice net de 578 millions de livres (3,62 milliards de francs).

Cette même année, l'impact du britannique sur le résultat net de

LVMH s'élevait à 240 millions de francs. Contre 169 millions de francs en 1989.

Sans doute la guerre du Golfe et la récession mondiale, accompagnée d'une baisse de la consommation et de variations monétaires, ont-elles quelque peu ralenti la progression de certains secteurs au début de 1991. Au point que Louis Vuitton, par exemple, avait dû mettre certaines de ses unités de production en chômage technique. Le groupe semble globalement avoir bien résisté : en septembre 1990, le chiffre d'affaires avait progressé de 8,6 % par rapport à l'année précédente. Et, bien que le marché des parfums ait été le plus affecté, le groupe n'a pas hésité à lancer à l'automne deux nouveaux produits : « Dunes » chez Dior et « Amarige » chez Givenchy. « Dans les deux cas, les objectifs de lancement ont été

dépassés », assurent les responsables de LVMH (lire l'encadré ci-dessous).

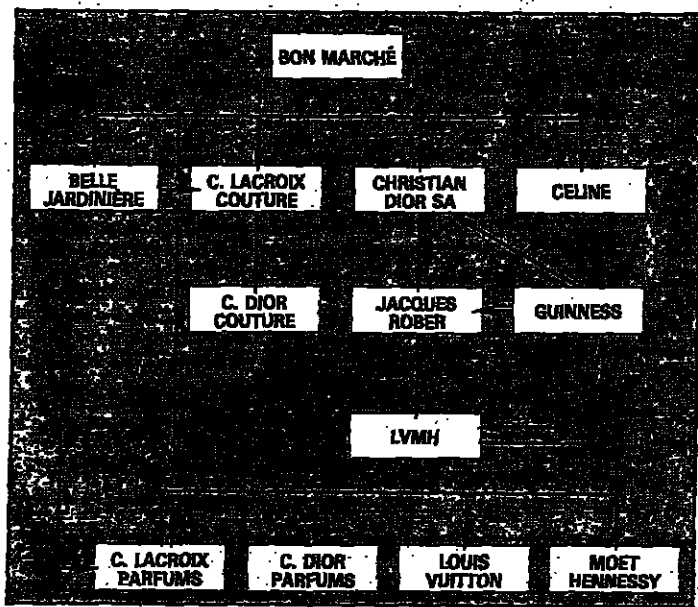
Au second étage du groupe, les chiffres ne sont pas aussi affolants. Les résultats de Dior couture décollent difficilement des 100 millions de francs. Chez Céline, le bénéfice de 1990 est de 62 millions de francs pour 990 millions de francs de chiffre d'affaires. Quant à Christian Lacroix, il continue à construire les fondations de sa croissance future. Coût : plus de 140 millions de francs par an. Et si n'est pas évident que le fait d'habiller les présentatrices de télévision du Tac-o-Tac compense l'absence d'image qui avait empêché le parfum « C'est la vie » d'atteindre les objectifs ambitieux qui lui avaient été fixés.

En revanche, il semble qu'après quelques années de valse-hésitation Bernard Arnault a fini par résoudre les problèmes de management de ces sociétés. A la tête de Christian Lacroix, il a installé Pierre Godé, son alter ego juridique et financier. Et à la tête de Dior, il a nommé en septembre dernier Philippe Vindry, un HEC, qui au cours des deux dernières années s'est appliqué à donner un coup de jeune au Bon Marché. Pour certains, ce spécialiste de la distribution apparaît comme le nouvel « homme fort » du groupe.

Derrière Bernard Arnault évidemment, qui partage son temps entre ses deux bureaux décorés de gris au siège de Dior, avenue Montaigne, et à celui de LVMH, avenue Hoche. A quarante-quatre ans, il a atteint l'objectif qu'il s'était fixé il y a cinq ans : diriger le numéro un mondial du luxe. Il lui reste à le faire prospérer. « La consommation de produits de luxe est une tendance de fond, estime-t-il. Et dans cette période, les marques les plus fortes se renforcent. » D'une certaine manière, c'est aussi ce qu'il aura voulu démontrer avec l'introduction en Bourse de Christian Dior.

FRANÇOISE CHIROT

Le Bon Marché comme pivot



coup : tout en remplissant l'escarcelle du Bon Marché, il efface les dettes de Dior, offre un lot de consolation à ses banquiers et se débarrasse de l'obligation qu'il avait de leur verser, depuis 1988, des dividendes prioritaires pour un montant d'environ 79 millions de francs par an.

Des banquiers malmenés

En ce qui concerne l'introduction elle-même, Bernard Arnault ne prend en réalité pas beaucoup de risques. Car en ce temps où il y a peu de « papier » à acheter, il va mettre sur le marché 6 % du capital pour environ 750 millions de francs. Alors que la privatisation partielle du Crédit local de France représentait 2,5 milliards de francs.

Sans doute pour les investisseurs le luxe a-t-il perdu de ses attraits par rapport à juillet 1989, où les titres Yves Saint Laurent s'élevaient à 853 francs. Mais l'activité de Dior ne se résume pas à des défilés de haute couture et à la distribution d'accessoires griffés. Cette raison sociale cache aussi la société grand-mère de LVMH. Un joli pactole : en 1990, la remontée des bénéfices du numéro un mondial du luxe a représenté 803 millions de francs dans l'escarcelle de Dior, soit 80 % des résultats de cette société. Alors

d'avoir un numéro deux officiel ne fait guère d'efforts pour se faire aimer. Ses prestations publiques sont décevantes : devant les analystes financiers, il met moins d'enthousiasme à évoquer les bulles de ses champagnes, et les fragrances de ses parfums qu'un patron de la sidérurgie à débiter des chiffres respectifs des produits longs et des produits courts. Quant à ses détracteurs, il a vite fait de les cataloguer dans la catégorie des jaloux.

Cette incapacité – on se refuse – de céder à la communication ne l'empêche pas de poursuivre la consolidation de son groupe. A coup d'opérations – aussi complexes les unes que les autres et dont il ne dévoile les objectifs qu'un fur et à mesure qu'il les réalise. Ce fut par exemple le cas lors de la vente pour 4,4 milliards de francs de Conforama au groupe Pinault. Cette cession a par ailleurs été l'occasion d'un bouleversement des structures du groupe.

C'est à cette occasion qu'An Bon Marché est devenu le véritable pivot du groupe Arnault. « De la cascade de holdings, il est passé à la structure en réseau », commente un analyste. La vente de Conforama lui a notamment permis de faire sauter l'étage RSF (Boussac Saint Frères) par un système d'offre publique d'échange. Désormais Céline, Christian Lacroix, Christian Dior et Belle Jardinière dépendent directement d'An

La restructuration financière menée ces derniers mois a aussi des allures de réorganisation industrielle. Désormais, le groupe Arnault se présente comme une structure à deux étages. En bas, LVMH avec ses champagnes, ses cognacs et ses parfums : au total une dizaine de sociétés anciennes et de marques célèbres dans le monde entier. A l'étage du dessus sont installées des sociétés plus jeunes ou récemment créées : Céline, rachetée en 1987, Christian Lacroix, le jeune grand couturier, lancé aussi en 1987.

Les bénéfices de Guinness

Troisième groupe français par la capitalisation boursière avec 60 milliards de francs, LVMH réalise 19,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, un résultat net de 3,37 milliards de francs et emploie 14 300 personnes. Sa marge nette de 17 % pour faire des envieux chez les industriels. Les quatre grands secteurs – champagnes et vins, cognacs et spiritueux, bagages et accessoires, parfums et produits de beauté – représentent chacun environ un quart de l'activité. Du coup, les relatifs insuccès ou baisses d'activités des uns peuvent être compensés par l'envolée des autres. L'engouement des Japonais pour le cognac de grande qualité rend moins problématique le ralentissement des ventes de champagne, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Dans la plupart des sociétés de LVMH, Bernard Arnault a laissé en place les directions qui gouvernaient à son arrivée. Sauf chez Louis Vuitton, dont la plupart des dirigeants avaient suivi Henry Racamier à l'issue de la bataille entre les deux hommes. S'il n'a manifestement pas le virus de l'interventionnisme direct, il suit néanmoins de près l'évolution de chaque société et en fixe les objectifs. Et dans le montage de certaines opérations, on reconnaît sa patte : ainsi le rachat de Pommes-Lanson à BSN pour 3,1 milliards de francs prévoyait un paiement en deux temps. La moitié a été versée immédiatement ; le reste doit l'être à la fin de 1991 sans intérêt. Entre-temps, Lanson a été

La stratégie au petit point de Givenchy

Ce fut une belle fête. Quelques mille cinq cents invités trépassés sur le volet sont venus, le mois dernier au musée Galliera à Paris, inaugurer avec Hubert de Givenchy la rétrospective consacrée à son œuvre : quarante ans de couture. Mais cette consécration mondiale est peut-être pour le couturier son chant du cygne. L'aura ainsi conférée à la marque (couture et parfums confondus), l'affirmation de son ancrage dans la tradition, ouvrant en fait la voie à l'après-Givenchy.

Bien que Jean Courtyère refuse de le confirmer, ce sont les Parfums Givenchy, dont il est président depuis 1982, et les licences japonaises de Givenchy Couture (dont Jean Courtyère est aussi président, depuis janvier 1991) qui ont apporté les quelques millions de francs nécessaires à l'opération. Certainement pas pour le beauté du geste. En hommes d'affaires avisés, ils se sont ainsi assurés de la pérennité de la marque, que son créateur continue d'être présent ou non dans l'entreprise.

Il est en effet de notoriété publique que les relations entre Hubert de Givenchy et Bernard Arnault ne sont pas au beau fixe. Le président de LVMH n'a pas voulu mettre un sou dans l'exposition et il n'assistera pas à l'inauguration. Quant au couturier, il a récemment confié son désenchantement au magazine américain W. Il regrette, entre autres, d'être tenu à l'écart du fonctionnement de l'affaire, cantonné à son studio de création. Les managers ont pris le pouvoir. Hubert de Givenchy mettrait-il fin prématurément, comme il le peut, au contrat qui le lie pendant au moins deux ans encore à la maison de couture ? « La question n'est pas d'actualité », tranche Jean Courtyère. A vrai dire, elle ne semble guère le préoccuper. Ce qui compte, pour lui, c'est la mise en application de sa stratégie, qui a reçu l'approbation de Bernard Arnault. D'autant plus facilement, sans doute, qu'elle

n'exige pas d'investissement de LVMH. « Je ne fais avec mes moyens, je ne dépense que ce que j'ai gagné », se plaît à répéter le gestionnaire qui a fait carrière dans la banque, les transports et le textile avant de prendre les rênes des Parfums Givenchy.

De 1982 à 1990, le chiffre d'affaires de l'entreprise est passé de 170 millions à 800 millions de francs. En 1991, une mauvaise année pour l'industrie de la parfumerie, il devrait atteindre 900 millions, et le bénéfice devrait progresser plus que prévu. L'introduction en septembre d'un nouveau parfum féminin, Amarige, a en effet permis de réaliser en un trimestre le quart du chiffre d'affaires annuel du parfum vedette Ysatis. « Les ventes dépassent mes espérances les plus folles », jubile Jean Courtyère.

Au rythme des collections

Autre sujet de satisfaction, le succès grandissant de la ligne de maquillage lancée en 1989 et qui représente aujourd'hui 6 % du chiffre d'affaires.

Son espoir : que la ligne de soins Swisscare, lancée elle aussi en 1989, bénéficie de la vitrine offerte par l'ouverture prochaine d'un centre d'esthétique Givenchy au Trianon Palace, à Versailles, pour véritablement « décoller » elle aussi. « Jusqu'à présent, elle a stagné, faute d'une promotion suffisante », déclare Jean Courtyère. Les fameux moyens...

Sa tâche chez Givenchy Couture (220 millions de francs de chiffre d'affaires, dont quelque 10 % dans la haute couture, et 100 millions de redevances des licences) risque d'être plus compliquée. « Les choses ne changent pas en six mois, dit-il. Les inerties sont gigantesques : on vit au rythme des collections. » Remettre de l'ordre dans une maison qui semble s'être développée au gré des opportunités

prendre donc du temps. A écouter Jean Courtyère, il y a fort à faire. Ainsi découvre-t-on que Givenchy Gentleman (filiale à 51 %, avec des partenaires japonais) est une des premières marques de prêt-à-porter masculin en Asie, où elle est commercialisée depuis vingt ans. Bien que fabriquée en Europe, les produits y sont peu connus et ce n'est qu'en septembre 1990 que la première boutique à son enseigne a ouvert à Paris...

La prêt-à-porter féminin se vend aussi très bien au Japon, où un joint-venture de longue date unit Givenchy à Daimaru. Il a donné naissance à dix-neuf boutiques (contre moins d'une dizaine entre l'Europe et les Etats-Unis) implantées dans les grands magasins Daimaru ou Mitsukoshi. « Si je pouvais leur vendre des accessoires, ce serait l'idéal », soupire Jean Courtyère. Pour le moment, il n'en existe, bizarrement, pratiquement pas. Or, chez les couturiers, la source habituelle d'une source importante de revenus. Autre développement à prévoir : « Une approche cohérente de produits Givenchy pour la maison. » Actuellement à l'état embryonnaire, cette activité vivote grâce à des licences aux Etats-Unis et au Japon (tissus d'ameublement, linge de maison, porcelaines).

« Il n'y a pas de raison d'être bon en parfumerie, en maquillage et d'être inexistant dans des domaines où la marque a une légitimité, comme les accessoires de la maison », dit Jean Courtyère. Tous les secteurs doivent être développés, dans les mêmes conditions d'excellence. C'est fort bien dit. Mais sans l'aide financière de la maison-mère, et sans une plus grande adhésion d'Hubert de Givenchy au projet, la tâche sera rude. Même si, c'est vrai, la marque a un très grand potentiel.

MARTINE LEVENTER

مكتبة من الخطوط

Le Monde

AFFAIRES

Un marché de la moto à plusieurs vitesses

Les constructeurs de « deux-roues à moteur » sont loin d'être euphoriques. Mais les organisateurs du Salon de la moto de Paris attendent plus de visiteurs que l'an passé

PREMIER débouché en Europe pour les constructeurs de « deux-roues à moteur » devant l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, le marché français (230 000 ventes annuelles) n'est pas euphorique. Pourtant, l'édition 1991 du Salon de la moto (du 29 novembre au 3 décembre au Parc des expositions de Paris, porte de Versailles) ne devrait pas trop s'en ressentir. Les organisateurs attendent 200 000 visiteurs, soit un peu plus que l'an passé.

Le recul de 11 % observé sur les neuf premiers mois de l'année recouvre des mouvements d'ampleur variable, voire contradictoires. Le marché de la moto n'est plus une entité unique. C'est une addition de multiples segments dont certains affichent une forte progression alors que d'autres périclitent.

Ainsi, la catégorie des moins de 50 cc, autrefois dit les cyclomoteurs (130 000 unités par an), a connu un recul de 35 % en deux

ans qui dissimule des évolutions divergentes. Le bon vieux cyclomoteur (la fameuse « Mobylette ») ne fait plus recette. En trois ans, les ventes ont diminué de moitié. Par contre, le scooter confirme son essor, trente ans après sa première apparition. Il représente désormais plus d'un cinquième de l'ensemble des ventes et Peugeot (5 300 exemplaires depuis le début de l'année) devance Vespa (3 000).

Les motocyclettes, après une croissance de 10 % en 1990, ont chuté de 5,6 % depuis janvier et repassent légèrement sous la barre des 100 000 immatriculations. Toutefois, les plus de 750 cc enregistrent une progression de 7,5 % : parmi les vingt modèles les plus vendus, onze font partie de cette catégorie. Désormais, le « gros cube » (plus de 500 cc), qui s'approche du tiers du marché, n'est plus forcément une machine ultra-sportive au carénage agressif. Les *trails* (« tout-terrain ») rencontrent un engouement grandissant, et pas seulement parmi les cylindrées les plus

élevées. Quant aux *customs* et *choppers*, leur essor confirme que ces motos ne correspondent pas à un effet de mode éphémère. Ce succès permet d'ailleurs à Harley-Davidson de réaliser une jolie performance avec plus de 2 000 ventes par an.

Impératifs de sécurité

L'avènement de machines souvent plus calmes et plus dociles, destinées à des publics ciblés, est lié à l'évolution sociologique de la clientèle, à la montée des contraintes de la circulation urbaine comme aux impératifs de sécurité. Dans ce contexte, on aurait pu penser que BMW, principal constructeur européen, tire son épingle du jeu. Les résultats ont été décevants : les célèbres machines allemandes n'occupent qu'un modeste huitième rang sur le marché français. Certes, BMW a réalisé en 1990 sa meilleure performance de la décennie, mais, depuis

janvier 1991, un recul de 10 % (1 884 machines vendues) est perceptible.

Jean-Michel Cavret, directeur du département motos de BMW-France, entend néanmoins redresser la situation et dépasser dès 1992 le niveau atteint l'an passé. « L'aspiration à des motos plus tranquilles, plus confortables, davantage respectueuses des impératifs de sécurité, va tout à fait dans notre sens. Notre politique va porter ses fruits », assure-t-il. Pour y parvenir, BMW présente au Salon de Paris deux nouveaux modèles. La K1110 LT, la plus grosse cylindrée jamais réalisée par le constructeur de Munich, renouvelle le haut de gamme. A l'autre extrémité, apparaît la R100 R - proposée à moins de 52 000 F, c'est la BMW la moins chère - qui dispose d'une présentation ouvertement « rétro » pour séduire les nostalgiques du *flat twin*. D'autres constructeurs se sont déjà lancés avec quelque succès dans des opérations de retour aux sources.

Quant aux italiennes (Aprilia, Cagiva, Ducati), leur réveil indique que l'industrie européenne de la moto n'est pas condamnée. Cagiva, qui a conclu des accords avec les marques tchécoslovaques CZ et Jawa, confirme sa percée. La firme transalpine vient de décrocher auprès de l'armée française un contrat portant sur la livraison de 1 450 modèles tout-terrain 350 cc.

Avec 78 % des parts de marché, les Japonais restent néanmoins les leaders incontestés. En tête des ventes depuis trois ans, Yamaha (28,4 % des immatriculations) présente la FZR 400, une moyenne cylindrée sportive, et introduit quelques retouches sur plusieurs de ses modèles. Devancé par Suzuki, Honda (20 % du marché) refait peu à peu son retard en 1991. Pour ce salon, le numéro un mondial concentre ses efforts sur les grosses cylindrées (Fireblade CBR 900, CB Seven Fifty, Pan European 1100).

Selon les professionnels, la stagnation du marché français de la moto ne devrait pas s'éterniser.

Alors que les immatriculations d'automobiles reprennent de la vigueur, des signes de reprise apparaissent depuis deux mois du côté des ventes de deux-roues. L'arrivée de modèles toujours plus diversifiés - dont les machines « rétro » ou « basiques », c'est-à-dire moins chères et plus dépouillées - devrait alimenter ce redémarrage.

A plus long terme, les constructeurs cherchent aussi, mais sans trop le dire, à relever deux défis. Le premier concerne l'image de marque du deux-roues, qui reste encore négative, notamment du point de vue de la sécurité (les accidents de moto ont moins baissé que les accidents de voiture). Le second porte sur le nécessaire renouvellement de la clientèle, dont la moyenne d'âge augmente régulièrement. Une bonne partie des acheteurs actuels est constituée de 30-40 ans qui reviennent à la moto. Si cette tendance devait se poursuivre durablement, le marché français serait condamné au déclin.

JEAN-MICHEL NORMAND

Yamaha et Sonauto créent un joint-venture pour la France

Après vingt-cinq ans, le partenariat entre Yamaha et Sonauto (groupe Porsche), son distributeur pour la France, va changer de formule. Au 1^{er} janvier 1992, les deux partenaires vont constituer un joint-venture en créant une nouvelle société, Yamaha Motor France. Celle-ci assurera la commercialisation non seulement des deux-roues de la firme nipponne, mais aussi de ses autres activités (voitures et clubs de golf, moteurs de hors-bord, scooters, des neiges, tondeuses à gazon). Les instruments de musique - activité originaire de Yamaha, dont le chiffre d'affaires consolidé atteint 5 milliards de dollars - restent en dehors de cet accord.

Plutôt que de renoncer purement et simplement son distributeur (une option choisie dans le passé par la plupart des constructeurs japonais, y compris dans le secteur automobile), Yamaha a préféré maintenir ses rapports avec Sonauto. Mais sous une autre forme. La nouvelle société, dont le chiffre d'affaires annuel sera de l'ordre de 1,5 milliard de francs, comprendra 182 salariés. Elle sera détenue à 60 % par Sonauto et à 40 % par Yamaha, dont les dirigeants seront associés au sein d'un conseil de surveillance et d'un directoire.

Au gré des opérations d'augmentation de capital, dont le principe est explicitement envisagé, la part respective des deux partenaires pourra évoluer. La logique de cet accord devrait aboutir à ce que l'influence de Yamaha s'accroisse. Cependant, les partenaires assurent que rien n'est encore décidé. Sonauto continuera par ailleurs à commercialiser pour son propre compte les automobiles Porsche et Chrysler dans l'Hexagone.

J.-M. N.

ROMILLY-SUR-SEINE

de notre envoyé spécial

« **O**n nous a fourni une mauvaise peinture. Il faut arrêter la chaîne. » Jean-Pierre Dornier, directeur industriel de Peugeot Cycles, renvoie chez eux la majorité des 650 ouvriers de l'usine de Romilly-sur-Seine (Aube). Ce chômage technique permet de ralentir la production. L'automne 1991 n'a pas les couleurs radieuses de 1990, qui fut un millésime exceptionnel pour l'industrie du cycle : 2,9 millions de vélos vendus en France, 20 % de plus qu'en 1989. Des conditions climatiques très favorables ont coïncidé avec le sommet du phénomène VTT (le « vélo tout terrain ») qui relance depuis trois ans les ventes de bicyclettes. Aujourd'hui l'industrie du cycle, comme toute l'économie des loisirs, est touchée par le marasme économique.

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde INITIATIVES

Changement de culture

Entre 1987 et 1990, l'usine de Beaulieu dans le Doubs ainsi que les filiales aux Pays-Bas et aux Etats-Unis ont été fermées, l'ensemble de la production et tous les services administratifs regroupés sur le site de Romilly-sur-Seine. Patrick Emeury, le nouveau directeur de la société, décide de modifier complètement la stratégie commerciale : « Nous perdions de l'argent sur les séries économiques : environ 150 000 unités par an. Nous avons décidé de repositionner notre production sur le moyen et le haut de gamme. »

L'entreprise connaît alors une véritable « révolution ». Elle passe de ce que Patrick Emeury appelle « l'âge du commerce, celui où l'on vend tant bien que mal la production des usines, à l'âge du marketing, celui où l'on analyse les besoins du consommateur pour

fabriquer ce qu'il demande... ou ce qu'on s'attache à lui faire désirer ». Ce changement de stratégie correspond aux débuts de l'engouement pour le VTT. Si Peugeot n'a vendu en 1985 que 5 000 exemplaires de ce qu'on appelle encore le « mountain-bike », la direction croit à ce nouveau produit. Elle organise le raid de La Plagne en 1987, met 300 VTT à la disposition d'une quinzaine de villes. Les ventes de VTT deviennent vraiment significatives en 1989. L'image de la « petite usine » prend un coup de jeune et devient un objet de consommation à la mode.

Pour produire une gamme beaucoup plus étoffée qui réponde à un marché diversifié, la production est complètement reorganisée. « Faisons sous-traiter à l'extérieur la production de ces VTT qui ne sont pas vraiment des vélos » : la première réaction du chef de fabrication témoigne du véritable changement de culture que ce tournant représente pour un personnel attaché aux traditions des artisans du cycle. On lui demande aujourd'hui d'être polyvalent : de passer de la brasure à la peinture pour suivre les flux de production. Dans les ateliers, des tableaux permettent de suivre les compétences de chacun. Le « suivi-qualité » intervient dans le processus de fabrication : des pièces prises au hasard dans la chaîne sont maltraitées par des robots pour vérifier leur solidité. Avec le VTT, le produit vélo a en effet changé de nature : pas question de lâcher sur une pente de montagne un engin dont la résistance n'est pas éprouvée.

Toute cette réorganisation permet de « placer le carnet de com-

mandes en tête de l'usine ». Les stocks sont limités au minimum. Les concessionnaires exclusifs de la marque consultent par Minitel les programmes de fabrication et peuvent éventuellement orienter leur client vers un modèle légèrement différent, si le modèle choisi n'est pas immédiatement disponible. La direction commerciale de Peugeot Cycles envisage même d'adopter prochainement le système mis au point par Panasonic au Japon : un véritable « bodygraph » qui permettra à l'animateur de choisir non seulement les dimensions et les couleurs de son engin, mais les différents équipements (transmission, pneus, accessoires...).

Accord avec Gitane et l'espagnol BH

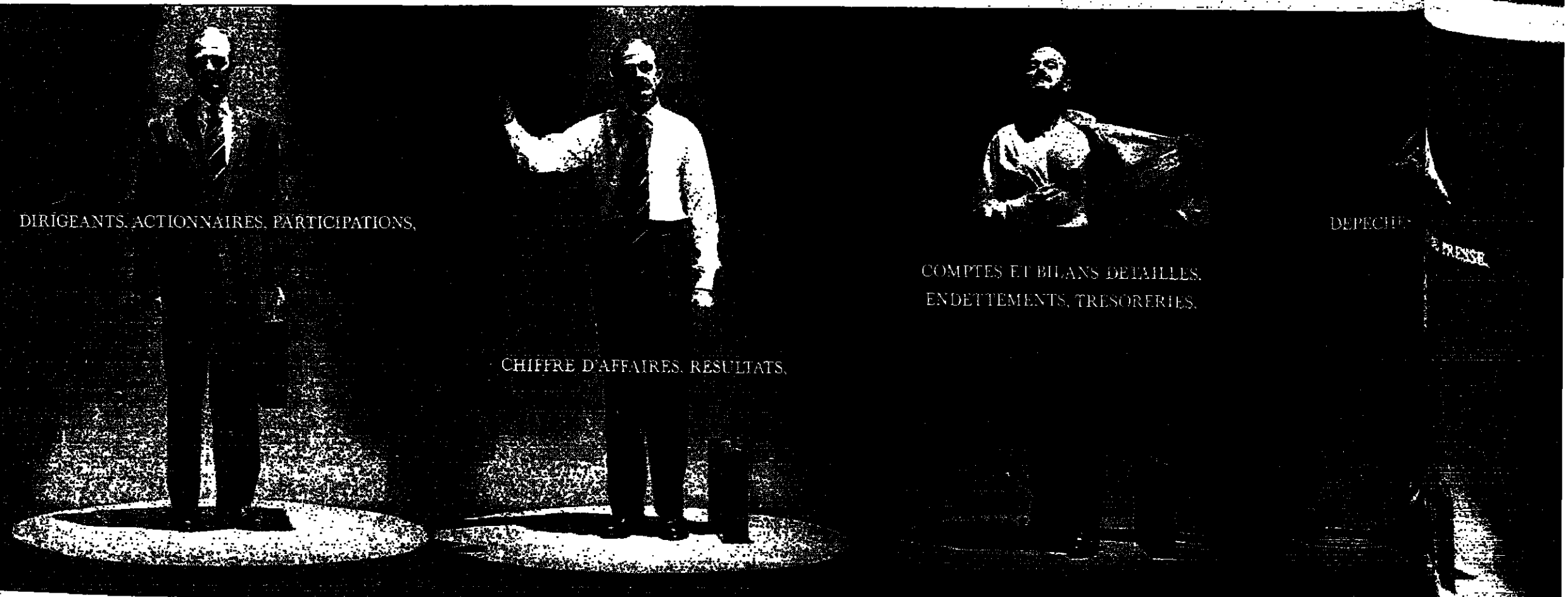
La relative récession actuelle n'inquiète pas les dirigeants de Peugeot Cycles, qui avaient prévu une certaine stagnation de la demande. « Nous allons passer à un marché de renouvellement », annonce Patrick Emeury. La marque commence à imposer un nouveau concept : le « free-bike », compromis entre le vélo de tourisme et le VTT, qu'il serait peut-être plus juste d'appeler VTC (vélo tout chemin) : près de 20 % de la production cette année au lieu de 3,4 % des commandes en 1990.

Mais ce ne sont pas les aléas conjoncturels du marché qui inquiètent le plus les responsables de Peugeot Cycles. La moitié des vélos vendus en France sont importés. Parmi ceux-là une grande partie vient d'Extrême-Orient (Chine, Malaisie, Indonésie, Taiwan). Ces

engins, souvent de qualité médiocre malgré des équipements de marque (la quasi-totalité des nouvelles transmissions de VTT sont fabriquées au Japon), sont arrivés en France sans aucun droit de douane jusqu'au 1^{er} septembre. La Commission européenne a alors décidé de les taxer jusqu'à la fin de l'année. Et depuis le 23 novembre, les importations en provenance de Chine populaire sont soumises à licence. Les grandes surfaces, qui en avaient vendu 355 000 l'an dernier, en ont importé 876 000 au premier semestre, en prévision d'une poursuite de la demande. Pour se débarrasser de leurs stocks, elles vendent certains de ces modèles à prix coûtant (moins de 1 000 francs).

Pour affronter cette concurrence et pour préparer le futur marché européen, la société Peugeot Cycles a annoncé le 25 novembre que des pourparlers sont sur le point d'aboutir avec la société française Gitane et avec BH (Beistegui Hermanos), le premier constructeur espagnol, qui possède d'ailleurs 50 % du capital de Gitane. Ce rapprochement devrait permettre la constitution d'un groupe européen, qui représenterait à terme 20 % de la production de cycles de la CEE. Cet accord porterait avant tout sur des bureaux de recherche et un réseau de commercialisation communs. Gitane et BH commercialisent en effet des vélos de moyenne gamme, complémentaire de la production Peugeot. « Nous devons trouver une solution pour donner à notre entreprise une dimension suffisante sur le marché européen », explique Patrick Emeury.

CHRISTOPHE DE CHENAY



DIRIGEANTS, ACTIONNAIRES, PARTICIPATIONS,

DEPECHE

COMPTES ET BILANS DÉTAILLÉS, ENDETTEMENTS, TRÉSORERIES,

CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTATS,

AFFAIRES

Le prix du bourgogne à la chute

A la vente annuelle des Hospices de Beaune, la dégringolade a été brutale, pour une vendange très inégale, entraînant un retour aux tarifs pratiqués avant 1985

A la veille de la cent trente et unième vente annuelle des Hospices de Beaune, qui s'est tenue le 17 novembre sous la présidence de la navigatrice Florence Arthaud, l'humeur était morose dans la Bourgogne viticole, à l'image de la France et du monde entier. Elle le fut encore plus à l'issue des enchères, le marteau du commissaire-priseur assénant un verdict sévère : une baisse moyenne des prix des vins voisinant 30 %, les blancs chutant de 44 % et les rouges de 25 %. Cette baisse succédait au recul de 25 % enregistré l'an dernier, après, il est vrai, une hausse du même ordre tout en 1988 qu'en 1989. Mais la dégringolade a été brutale, entraînant un retour loin en arrière, aux tarifs pratiqués avant 1985.

Dans le vignoble, c'est la consternation. Plusieurs vigneronnes évoquent même la terrible crise du début des années 30, lorsque leurs pères durent parfois vendre leurs vignes à bas prix, ce qui est tout de même fort exagéré, car les dernières années ont été extrêmement fructueuses, pour ne pas dire plus. Dans le négoce, qui affronte durement le marché national et international, le ton n'est pas tout à fait le même, loin de là. Pour Claude Bouchard, chef de la maison Bouchard Père et Fils, et pour les autres maisons de la place de Beaune, la chute des prix est « une très bonne chose », du moins à terme. « Les grandes filles, c'est fini », lui fait écho André Gaget, de la maison Jadot, tandis que, pour Bertrand Devillard (Antonin Rodet), président des négociants en vins fins, « les vignes

ont enfin conscience de la crise ».

La crise ? Comment pourrait-il en être autrement avec un environnement aussi déplorable. A l'étranger, qui absorbe environ la moitié de la récolte, les marchés sont excruciantement baissés, avec une chute de 20 % des exportations en volume. Les vins rouges sont les plus touchés, notamment dans les pays où la conjoncture économique est médiocre ou mauvaise : 37 % aux Etats-Unis, 31 % en Grande-Bretagne avec, fait nouveau, un recul du Japon, - 45 %, où les ventes progressaient très vivement depuis plusieurs années : l'économie du pays du Soleil-Levant présente, elle aussi, des signes de ralentissement. Même la Suisse, premier client étranger pour les rouges, affiche un repli de 22 %, ramené à 11 % pour l'Allemagne, îlot de prospérité. Pour les blancs (45 % des exportations), la régression est moindre : - 21 % pour les Etats-Unis, - 17 % pour la Grande-Bretagne, - 9 % pour le Japon et tout de même + 11 % pour l'Allemagne.

Contraction continue

Aux Etats-Unis, autrefois premier débouché, la contraction est continue : 170 000 hectolitres en 1984-1985, 75 000 maintenant. « Ce marché nous inquiète », reconnaît Robert Drouhin, de la maison Drouhin. La concurrence y est forte de la part des Californiens, comme de celle des autres pays et des régions françaises, tel le Bordelais. Les campagnes anti-alcooliques y prennent la physiologie d'une

obsession et la chute du dollar (- 25 % en 1990) a renchééri les importations, bien qu'une reprise de 20 % l'ait récemment évité bien des espoirs en Bourgogne, comme ailleurs. En juin 1991, à Vinexpo à Bordeaux, on percevait les frémissements d'achats dans l'espoir d'un dollar à 6,50 francs à Noël. Hélas, à l'heure actuelle, il se retrouve à 5,40 francs ou moins.

Quant au marché français, premier débouché des vins de Bourgogne, il donne des signes de faiblesse, le volume des ventes fléchissant de 11 % : la crise du Golfe est passée par là, notamment dans les restaurants, très touchés l'hiver dernier. En 1990 pourtant, la consommation des ménages à domicile n'a guère fléchi (+ 11 %), bien qu'une recrudescence se produise depuis le début de l'année. Mais des phénomènes de détachement se manifestent dans des circuits commerciaux très enorgés, les commandes s'effectuant au coup par coup : toujours la morosité. A l'étranger, ce détachement est aussi très sensible, notamment en Grande-Bretagne, où les revendeurs ont littéralement été étranglés par leurs banquiers, ce qui, en Champagne, a entraîné une chute de 40 % des exportations. Après ce coup d'accordéon, quelques symptômes de reprise se manifestent tout de même, notamment aux Etats-Unis, où un renversement de tendance est noté depuis la fin du mois d'août. Les stocks en Bourgogne, où un vrai problème en Bourgogne, où ils s'inscrivent à un niveau record, notamment à la propriété, qui a dû conserver dans ses caves et dans des conditions pas toujours excellentes la plus grande partie de la récolte 1990, tandis que le négoce doit encore « porter » 50 % de la récolte 1989, en cours de commercialisation pour les crus grands et moyens.

Un tiers très bon

Tout cela ne laisse pas de poser des problèmes de trésorerie, avec des coûts de refinancement battant leurs records historiques. « La Bourgogne sait maintenant que la vente de ses vins est très élastique, avec une grande sensibilité aux prix. Auparavant, on pensait le contraire », diagnostique Didier Mommesin, président de l'interprofession. De fait, auparavant, les vignerons, en cas de mévente, accusaient les négociants de « complot ». A Beaune et à Nuits-Saint-Georges, beaucoup estiment que la profession viticole avait besoin d'un choc salutaire pour remettre les pendules à l'heure, après les hausses folles depuis 1985 : voilà qui est fait !

Il faut tout de même parler du millésime 1991. Epruvé modérément par le gel (la terrible nuit du 19 au 20 avril), sauf dans le vignoble de Chablis, il était parti pour être très grand, comme ses prédécesseurs de 1988, 1989 et 1990. Fabuleux tiercé, sans véritable précédent, d'un été très chaud, très sec et ensoléillé, trop probablement, ce qui a nui à la qualité dans certains cas. A la veille de vendanges relative-

ment tardives, on notait une grande hétérogénéité dans la maturation des raisins selon les cépages, la situation des parcelles et l'âge des vignes. Puis, deux journées de pluie continue, accompagnées d'une baisse sensible des températures, vinrent malheureusement perturber ces vendanges. Dans ces conditions, confesse pudiquement le communiqué officiel, « on note une assez large disparité qualitative, l'art et le savoir-faire des vitificateurs prenant toutes les dimensions ». En clair, cela veut dire qu'un tiers de la récolte 1991, un peu inférieure à la moyenne, est vraiment très bon, avec de la couleur, du fruit et du tanin ; qu'un tiers est « seulement bon » et que le troisième n'est pas vraiment bon, voire franchement mauvais.

Un mot sur le beaujolais. Ayant disposé de suffisamment d'eau en septembre, vendangé avant les pluies, il est très belle année, avec un degré naturel élevé (11 à 13°), donc peu ou pas de sucrage, des parfums de raisin frais et de petits fruits rouges (cassis, groseilles, etc.). Doté d'un remarquable équilibre, il ferait même partie des fameux dix crus (Julienas, chenas, fleurie, chirobles, brouilly, côte-de-brouilly, moulin-à-vent, morgon, saint-amour et régnié), des vins de longue garde, avec « des potentialités étonnantes ». Comme rien n'est parfait, les prix à la production chutent de 20 % en raison, là aussi, de stocks importants. Notons, enfin, de très belles réussites en côtes-du-rhône, à l'Hermitage en particulier.

Saluons enfin la mémoire du chanoine Liger-Belair, décédé à quatre-vingt-six ans. Propriétaire de la Romanée, célèbre parcelle de 0,86 hectare contrainte à la non moins célèbre Romanée Conti, il avait sauvé du morcellement ce bien familial, lors de la crise des années 30, en le rachetant avec ses maigres économies. Bourguignon tout d'une pièce, prenant un soin jaloux de sa vigne, il savait remarquablement goûter les vins, et d'abord le sien, appliquant la maxime : *vinum bonum latet cor hominis* (le bon vin réjouit le cœur de l'homme). Que saint Vincent, patron des vignerons, l'accueille en Paradis : il l'a bien mérité.

FRANÇOIS RENARD

Le retour de Gustave Leven

« Ah si j'avais eu un oncle milliardaire, prêt à développer l'affaire, je n'aurais pas été obligé de vendre ma charge », confiait, rêveur et légèrement jaloux, un agent de change en apprenant le rachat par Gustave Leven de l'affaire familiale. A soixante-dix-sept ans, l'ancien président de Parier revient sur son terrain de prédilection, la Bourse, en reprenant la société Leven-Chaussier dont sa famille avait cédé le contrôle à Pierre Chaussier en 1988, sans toutefois complètement se retirer.

Grand amateur de coups financiers, Gustave Leven n'a jamais cessé d'en pratiquer au cours de sa carrière pour hisser au premier rang mondial sa société d'eaux minérales. Son intuition lui a souvent permis d'acheter au bon moment et de vendre au meilleur prix. Seul accroc dans ce parcours, sa participation, aux côtés de Georges Pébereau, à la tentative de raid sur la Société Générale en 1988. Gustave Leven, associé à François Dalle, ancien président de L'Oréal, et à Jean-Louis Des-cours, patron des chaussures André, se retrouvait alors au centre d'un imbroglio politico-financier. Ces trois « golden papies », comme ils furent surnommés à l'époque, réalisèrent de confortables bénéfices personnels mais ternirent au passage leur réputation. Et cette délicate affaire n'est pas étrangère au départ de Gustave Leven de la présidence de Parier à l'été 1990.

Des fantômes de place

Coincidence : un an et demi plus tard, alors que l'italien Agnelli est en passe de s'emparer de Parier (via Scor), son fondateur revient sur le devant de la scène, pour s'installer à un secteur présenté comme sinistré : celui des sociétés de Bourse. La plupart souffrent mais sont adossées à des banques ou à des compagnies d'assurances françaises ou étrangères. Celle qu'il reprend est l'une des dernières à être restées indépendantes. Et Gustave Leven la connaît bien puisqu'elle appartient à sa famille depuis 1889. Fils d'agent de change, il a d'ailleurs travaillé dans cette maison, avec son frère Edouard, avant de reprendre ensemble

Parier, tandis que son autre frère, Raymond, poursuivait la tradition familiale. Ce dernier avait transmis le flambeau en 1975 à son fils Hubert qui s'en occupa jusqu'en 1988.

Son arrivée, ainsi que le retour de son neveu Hubert, suscite des commentaires variés. Certes, d'un point de vue stratégique, sa venue ne va pas véritablement bouleverser le paysage. La société Leven-Chaussier est de petite taille dans ce secteur. Elle emploie 75 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 80 millions de francs l'an dernier et enregistré une légère perte de 1 million de francs. Cette prise de contrôle contribue à alimenter ce que ses proches appellent des « fantômes de place ». Toutes les intentions sont prêtées à ce joueur qui, selon les rumeurs, amènerait avec lui ses deux « golden papies » de la Société Générale, ce qui laisse espérer des coups de Bourse audacieux dynamisant le marché boursier, et n'est pas par philanthropie que Gustave Leven revient dans l'entreprise, aussi familiale soit-elle. Cette démarche à contre-courant serait guidée par la conviction d'une reprise à terme des marchés boursiers, et par l'impérieuse nécessité d'avoir des intermédiaires indépendants pour réaliser des transactions.

Au passage, la famille Leven pourrait même avoir réalisé une bonne affaire. N'a-t-elle pas vendu voilà cinq ans, à la période la plus florissante de la Bourse, sa participation à Pierre Chaussier, pour reprendre le contrôle à un coût nettement moindre cinq ans plus tard ? Entre-temps, la société a été modernisée, sous l'impulsion de Pierre Chaussier, et tous les investissements importants ont été réalisés. Signe de reconnaissance, ce dernier, devenu actionnaire minoritaire avec 12 % du capital, devrait rester à la tête de l'entreprise.

Dans l'immédiat, le changement d'actionariat devrait se traduire par une extension des locaux. Le groupe ne quitte pas la rue Sainte-Anne, où il est installé depuis 1924 au fond d'une cour, à la place d'anciens bains-douches. Au contraire, il devrait s'étendre sur le devant pour prendre ainsi pignon sur rue.

D. G.

BUREAUX - 1992

Marché Unique Européen

Envie de vous étendre vos opérations commerciales au Royaume-Uni pour les débuts du Marché Unique Européen de 1992 ?

Totalmain Euro Business Services fournira à votre société une image prestigieuse grâce à ses bureaux modernes qui satisfont à vos exigences les plus rigoureuses en matière de temps et d'espace. Disponibles pour des périodes allant de 6 mois à 5 ans et sans frais juridiques cachés, frais de réparations ou renouvellement obligatoire du bail à long terme.

Votre versement mensuel inclut la location et les taxes locales, l'ensemble des réparations et des travaux de rénovation, le chauffage central, le double vitrage, les charges d'électricité et d'éclairage, le nettoyage quotidien des bureaux, l'ameublement, les décorations, la pose de la moquette et les frais d'assurance, (à l'exception des biens personnels) etc.

Des secrétaires totalement bilingues, un équipement informatisé, des services de dactylographie, de téléx, de photocopie et de télécopie sont également à votre disposition et vous ne payez que ce que vous utilisez.

Confiez à Totalmain Euro Business Services le soin de s'occuper de vos bureaux et de votre secrétariat pendant que vous ferez ce que vous savez le mieux faire - diriger vos propres affaires.

Pour de plus amples informations contactez M. Hollis par téléphone ou par télécopie.

Téléphone: UK 071 739 3604 Télécopie: UK 071 739 1982

Totalmain Euro Business Services
28 Redchurch Street, London E2 7DP

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6° F. midi SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

PAVILLON MONTSOURIS 45-88-38-52 20, rue Gazan, 14° TLJ. Volontier Sous sa verrière 1900, en bordure du parc automnal, venez goûter les gibiers et venaisons de choix. CARTE A PRIX FIXE 225 F. Salon particulier de 12 à 40 P.

36 29 30 30

INFO SOCIETES,
PERSONNE NE PEUT
EN DIRE AUTANT.

TOUT, TOUT, TOUT.
VOUS SAUREZ TOUT SUR LES ENTREPRISES.

30-30
INFO SOCIETES

FAILLITES.

36 29 30 30

36 29 30 30

MARCHÉS FINANCIERS

Rachetant la branche énergie du groupe Skoda

Siemens et Framatome renforcent leur présence en Tchécoslovaquie

PRAGUE

correspondance

Le groupe allemand Siemens, associé à la compagnie française Framatome, a annoncé lundi 25 novembre la création, en avril, d'une société mixte au capital de 100 millions de dollars (545 millions de francs) avec la firme tchèque Skoda dans le secteur de l'énergie. Les projets, jugés sérieux, du groupe américain Westinghouse et de la firme sud-slovaque Asea-Brown Boveri (ABB) ont été refusés.

Alors que la direction de Skoda n'a toujours pas clos l'appel d'offres concernant sa branche transports, où elle souhaite rester majoritaire - Siemens et ABB sont toujours en lice, - elle s'est montrée beaucoup plus souple pour la création de Skoda-Energoprojekt. Ainsi, la maison mère ne détient plus que 33 % des actions de la nouvelle compagnie, 67 % des parts revenant à Siemens, qui en

retiendra 10 % à Framatome pour la partie nucléaire. La firme allemande se consacrera à la production de mécaniques lourdes alors que la française s'emploiera à celle de pièces mécanosoudées.

C'est à travers le joint-venture Nuclear Power International - 50 % Siemens, 50 % Framatome - créée il y a deux ans à Paris que l'opération tchécoslovaque a pu se réaliser. « Le fait de ne pas avoir à se présenter comme un partenaire uniquement germanique a joué en faveur de Siemens », indique M. Thierry Müller, représentant de Framatome à Prague. Une synergie qui n'empêche pas Siemens et Framatome de mener en plus leurs affaires chacun de leur côté. Ainsi, l'accord de coopération préalable signé par Framatome en février avec l'usine métallurgique de Vitkovice (à Ostrava), un spécialiste du nucléaire, est, lui aussi, sur le point d'aboutir.

CATHERINE MONROY

Le Congrès américain approuve le renflouement du Fonds d'assurance bancaire

Le Congrès américain (Sénat et Chambre des représentants) a approuvé, le 27 novembre, un projet de loi autorisant la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), agence fédérale de garantie des dépôts bancaires, à emprunter jusqu'à 70 milliards de dollars (environ 385 milliards de francs) auprès du Trésor américain. Mise à sec par la multiplication des faillites bancaires enregistrées ces dernières années, la FDIC a vu ses capitaux réduits à quelque 2 milliards de dollars (environ 11 milliards de francs), alors qu'elle est censée garantir plus de 2 000 milliards de dollars de dépôts.

Les capitaux empruntés par la FDIC devaient être remboursés par la vente des actifs des banques en faillite et par une augmentation des primes d'assurance versées par l'ensemble des banques à la FDIC pour

garantir leurs dépôts. En raison de la mauvaise santé financière des banques américaines, les experts estiment peu probable un tel remboursement. A terme, ce sont donc les contribuables américains qui devraient prendre en charge le renflouement de la FDIC. (AFP)

1) Baisse des réserves de change de la France. - Les réserves de change de la France ont baissé en octobre de 3,15 milliards de francs, s'établissant début novembre à 379,2 milliards de francs, contre 382,3 milliards un mois plus tôt. En un an (c'est-à-dire par rapport à début novembre 1990), les réserves de change de la France ont augmenté de 19,6 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

UNI-REGIONS

Assemblées Générales

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 18 décembre 1991 à 9 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour modifier les statuts. En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée est prévue le 9 janvier 1992 à 11 h - même adresse.

2) Les actionnaires sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 9 janvier 1992 à 11 h 30, 23 Place de Catalogne - 75014 Paris, principalement pour arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991 et de fixer le montant du dividende à distribuer.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.

SEGESPAR

Francis Pierre
La Sicav des Bâtisseurs

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 30 septembre 1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 20 novembre 1991 présidé par M. Claude LAMOTTE.

Actif net au 30.09.1991 : F. 149 millions

Performance entre le 28.12.1990 et le 19.11.1991 : + 4,02 %

Valeur liquidative au 19.11.1991 : F. 104,20

Capitalisation du coupon

GROUPE CIC

NEW-YORK, 27 novembre

Faux pas

Une fois encore, la reprise à court terme et mercredi 27 novembre Wall Street a fait un faux pas. Amorcée dès l'ouverture, la séance allait se poursuivre à faible allure durant la matinée, à la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles enregistrait une baisse de 18,10 points (- 0,55 %) à 2 900,04. Le bilan général de la journée a été comble à ce résultat. Sur 2 134 valeurs traitées, 856 ont baissé, 733 seulement ont monté et 545 ont reproduit leurs cours précédents.

C'est presque un euphémisme de dire que, quand IBM n'est pas en forme, le marché tout entier frissonne. Il a suffi que « Big Blue » rebuiche, c'est-à-dire que de courage dont Merrill Lynch ayant abasourdi la note d'appréciation de sa signature, pour que Wall Street dérape. Du coup, les investisseurs n'ont pas tenu compte des meilleures nouvelles de l'économie, comme la diminution des demandes d'allocation chômage (- 80 000), l'accroissement des commandes de biens durables (+ 9 % en octobre), etc. En attendant, l'activité s'est ralentie à 159,79 millions d'actions seulement ont changé de mains contre 213,65 millions la veille.

VALEURS	Cours du 26 nov.	Cours du 27 nov.
Alcoa	87 3/4	86 3/4
AT&T	54 1/4	54 1/4
Borg	44 1/4	44 1/4
Chrysler	16 1/8	16 1/8
DuPont de Nemours	44 1/8	44 1/8
Eastman Kodak	46 7/8	46 7/8
Exxon	56 1/4	56 1/4
General Electric	55 3/4	55 3/4
General Motors	31 3/8	31 3/8
Goldman Sachs	46 3/4	46 1/2
IBM	277 7/8	274 1/4
ITT	61 3/4	61 3/4
Johnson & Johnson	67 3/4	67 3/4
Merck	69 1/2	69 1/2
Pfizer	67 3/4	67 3/4
Rockwell International	124 1/8	123 5/8
Union Carbide	47 3/4	47 3/4
Westinghouse	18 1/8	18 1/8
Yale Corp.	61 5/8	61 5/8

LONDRES, 27 novembre

Nouvel accord de change

Après deux séances consécutives de hausse, les valeurs ont nettement reculé, mercredi 27 novembre au Stock Exchange. En clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en repli de 24 points, soit une baisse de 0,9 % à 2 447,5. Le volume des échanges a été réduit à 183 333 actions contre 213 650 la veille.

La tendance, à l'image de celle des autres places, a été affectée par des rumeurs de coup d'État en URSS. D'autre part, la faiblesse persistante de la livre a continué de peser sur le marché, les investisseurs craignant que le gouvernement ne soit obligé de relever les taux d'intérêt pour soutenir la monnaie britannique au sein du SME. Les négociations en vue du sommet européen de Maastricht ont aussi rendu le marché nerveux.

FAITS ET RÉSULTATS

Christian Dior entre en Bourse.

Quarante-cinq ans après sa création, le groupe de luxe Christian Dior va faire le 4 décembre une entrée timide à la Bourse de Paris en proposant seulement 6 % de son capital aux investisseurs français et étrangers : 1,3 million de titres seront offerts à la vente en France et 620 000 à l'étranger, a indiqué son dirigeant Bernard Arnault, également président du groupe de luxe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton). Évalué par les analystes à 255 francs, le titre Christian Dior sera introduit à 410 francs afin d'attirer un maximum d'investisseurs dans un contexte boursier déjà déprimé (lire notre enquête sur le groupe Arnault dans « Le Monde affaires » page 31).

1) Atochem rachète les activités « dérivés de l'hydrazine » à Rhône-Poulenc. - Atochem (groupe Elf) vient de racheter la Société française d'organosynthèse, filiale de Rhône-Poulenc, l'ensemble de ses activités « catalyseurs de polymérisation et agents gonflants » dérivés de l'hydrazine. Le prix de cette cession, qui pour le numéro un français de la chimie s'inscrit dans la politique de recentrage du groupe sur ses métiers de base, n'a pas été indiqué. Atochem renforce ainsi sa position dans les dérivés de l'hydrazine et dans les additifs plastiques, qui constituent ses deux axes stratégiques. Outre son application dans la fabrication d'agents gonflants pour les matières plastiques, l'hydrazine est employée comme intermédiaire de synthèse dans les industries pharmaceutiques et pharmaceutiques, ainsi que comme réducteur d'oxygène pour les chaudières industrielles.

2) Sandoz et Jenoptik GmbH s'associent dans le recyclage des déchets. - L'association de l'optique industrielle est-allemande Jenoptik GmbH et le groupe chimique suisse Sandoz ont créé un joint-venture spécialisée dans la lutte contre la pollution et le recyclage des ordures. Sandoz détient 51 % du capital de la nouvelle société, qui s'élève au départ à un million de deutschemarks (3,4 millions de francs) et en assurera la direction. Sandoz est le premier partenaire étranger de Jenoptik GmbH, société héritière de Carl-Zeiss Jena, fleuron technologique de l'ex-Allemagne communiste.

PARIS, 28 novembre

Une morosité persistante

Pour la deuxième journée consécutive, la tendance s'est alourdie jeudi à la Bourse de Paris. Un léger espoir de reprise était pourtant apparu à l'ouverture avec une progression de 0,23 % du mercure. Mais la température se ramollit rapidement à baisser et vers 13 heures l'indice CAC 40 s'établissait à 0,40 % au-dessous de son niveau de la veille. Dans l'après-midi, il avait pris un retard de 0,39 %.

Manifestement les données nouvelles venues du front de l'économie ne sont pas du goût des investisseurs. Les très bons résultats du commerce extérieur pour le mois d'octobre ? « Impossible de prendre des positions sur l'annonce, même inattendue, de cette amélioration, quand on sait que structurellement nos échanges sont déficitaires », nous a rétorqué un jeune trader.

En revanche, beaucoup rue Vivienne ont suivi avec une grande attention la dernière enquête faite par l'INSEE auprès des industriels : le résultat en est une grande morosité. Celle-ci justifie l'attentisme de la Bourse. Les investisseurs étrangers seraient vendeurs, dit-on, tandis que les institutionnels français seraient, eux, plutôt acheteurs. Mais rien ne presse. Beaucoup jugent les taux d'intérêt encore trop élevés maintenant que le franc va un peu mieux, et puis la communauté financière trouve un peu fort qu'on taise les assurances pour venir en aide aux hémophiles atteints du sida. « Quel est le scénario national ? », entendent-on. Bref, nul ne sait trop que faire.

TOKYO, 28 novembre

Deux de chute

Pour la deuxième journée consécutive, le Keibutsu-cho a baissé jeudi 28 novembre. Le mouvement a duré la journée entière, en s'accroissant un court moment avant de se ralentir un peu. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à la cote 22 700,2, soit à 192,88 points (- 0,84 %) au-dessous de son niveau précédent. Au plus bas, il avait perdu 338,37 points (- 1,47 %).

Une fois encore, c'est le marché des « futures » qui a déstabilisé la Bourse. « La Bourse donne des signes de raffermissement avec la bonne tenue des obligations », assure un opérateur. Et d'ajouter : « Mais personne ne veut acheter ». En fin de journée, l'annonce d'une réunion interministérielle sur la situation économique a été confirmée. D'où quelques prises de position. Des étrangers ont fait quelques emplettes, mais sans force. Les institutionnels restent toujours l'arme au pied. Bien qu'en légère augmentation, l'activité est restée faible avec 220 millions de titres échangés contre 200 millions la veille.

VALEURS	Cours du 27 nov.	Cours du 28 nov.
Alcoa	87 3/4	86 3/4
AT&T	54 1/4	54 1/4
Borg	44 1/4	44 1/4
Chrysler	16 1/8	16 1/8
DuPont de Nemours	44 1/8	44 1/8
Eastman Kodak	46 7/8	46 7/8
Exxon	56 1/4	56 1/4
General Electric	55 3/4	55 3/4
General Motors	31 3/8	31 3/8
Goldman Sachs	46 3/4	46 1/2
IBM	277 7/8	274 1/4
ITT	61 3/4	61 3/4
Johnson & Johnson	67 3/4	67 3/4
Merck	69 1/2	69 1/2
Pfizer	67 3/4	67 3/4
Rockwell International	124 1/8	123 5/8
Union Carbide	47 3/4	47 3/4
Westinghouse	18 1/8	18 1/8
Yale Corp.	61 5/8	61 5/8

PARIS :

Second marché

(sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citibank	3825	3828	Imtech. Hénaff	780	780
Amat. Assoc.	257	259	Intern. Comput.	180	180
B.A.C.	89	91 80	IP.B.M.	62	62
Banq. Verc.	800	800	Luca Invest.	246	246
Bolton (Ly.)	302 50	309	Locam.	71 30	70
Bolton (Ly.)	240	239	Mara Comm.	62 45	60 20
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	807	800	Mellor	148	148
Calsonic	406	406	Pol. Filippi	385 50	406
Carif	884	890	Racal	430	430
CEGEF	138	138	Rhône-Alp. (Ly.)	285 90	307 70
C.F.P.I.	287	288	S.H.M.	168	168 50
CAJ.M.	900	900	Select Invest (Ly.)	98 50	101
Codisat	278	272	Serbo	382	384
Conform	780	844	S.M.T. Goupil	130	130
Credac	158 50	152 10	Sopis	250	247
Daphin	308	306	T.F.I.	329 70	320 20
Delfin	1220	1220	Thomson H. (Ly.)	314 80	315
Demachy Worms Co.	337 60	337 60	Unilog	211	212
Dewavil	922	921	Val et Ch.	88 50	88 50
Devil	249	253 50	Y. St-Laurent Group	800	800
Difin	128	128			
Edison Bulland	245	245			
Europ. Propriété	186 30	188			
Finacor	128 50	128 50			
Frankopolis	105	105			
G.F.F. (Ly.)	122 70	120			
Grand Lira	394	394			
Grauph	200	200			
Groupe Odys	930	930			
Gutroff	910	910			
I.C.C.	189	189			
Mariva	122	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 27 novembre 1991

Nombre de contrats : 154 150

COURS	ÉCHEANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	105,76	106,34	106,34
Précédent	106,06	106,18	106,74
Options sur notional	Options de vente		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
187	0,01	0,50	1,29
CAC 40 A TERME	Options de vente		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
187	0,01	0,50	1,29

Volume : 12 004

MATIF

COURS

Novembre

Décembre

Janvier

Dernier

Précédent

1 757

1 759,58

1 763

1 790

1 787,58

CHANGES

Dollar : 5,514 F

Le dollar poursuivait sa hausse jeudi 28 novembre, s'échangeant à 5,514 francs contre 5,5030 francs la veille à la cotation officielle. A Paris, le franc progressait grâce à l'annonce d'un important excédent du commerce extérieur, le deutschemark revenant à 3,4045 francs.

FRANCFORT	27 nov.	28 nov.
Dollar (en DM)...	1,6103	1,6137
TOKYO	27 nov.	28 nov.
Dollar (en yens)...	129,25	130,07

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (28 novembre) : 9 916 - 9 916/16

New-York (27 novembre) : 4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

26 nov.

27 nov.

Valeurs françaises

115,90

115,30

Valeurs étrangères

110,30

110

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC

471,68

481,89

Mises d'oe

172,20

170,60

Fonds d'Etat

85,66

85,76

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

26 nov.

27 nov.

Industrielles

2 916,14

2 900,04

LONDRES (Indice Financial Times)

26 nov.

27 nov.

100 valeurs

2 475,59

2 447,50

30 valeurs

1 887,79

1 867,50

Fonds d'Etat

85,66

85,76

FRANCFORT

26 nov.

27 nov.

Dax

1 602,87

1 586,16

TOKYO

26 nov.

27 nov.

Nikkei Dow Jones

22 722,22

22 700,2

Indice général

1 759,58

1 734,18

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	base	diff.	base	diff.	base	diff.
\$ E.-J.	5,5165	5,5180	+ 214	+ 224	+ 442	+ 1290
\$ can.	4,8522	4,8557	+ 81	+ 99	+ 187	+ 592
Yen (100)	4,2395	4,2430	+ 118	+ 127	+ 250	+ 755
DM	3,4147	3,4163	+ 1	+ 18	+ 7	+ 20
FF (100)	16,5760	16,5800	+ 19	+ 13	+ 8	+ 24
PS	3,8642	3,8679	+ 47	+ 65	+ 95	+ 120
L (1 000)	4,5254	4,5304	+ 184	+ 85	+ 196	+ 162
£	7,9304	7,9358	+ 128	+ 92	+ 153	+ 107

TAUX DES EUROMONNAIES

BOURSE DU 28 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					Règlement mensuel				
Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Comptes enfin	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Comptes enfin	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Comptes enfin	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Comptes enfin
4141	182	182	0	172	182	182	0	172	182	182	182	0	172	182	182	182	182	0	172
829	182	182	0	172	182	182	0	172	182	182	182	0	172	182	182	182	182	0	172
1253	1226	1226	0	172	1226	1226	0	172	1226	1226	1226	0	172	1226	1226	1226	1226	0	172
1469	1469	1469	0	172	1469	1469	0	172	1469	1469	1469	0	172	1469	1469	1469	1469	0	172
1491	1491	1491	0	172	1491	1491	0	172	1491	1491	1491	0	172	1491	1491	1491	1491	0	172
835	835	835	0	172	835	835	0	172	835	835	835	0	172	835	835	835	835	0	172
835	835	835	0	172	835	835	0	172	835	835	835	0	172	835	835	835	835	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172
1410	1410	1410	0	172	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	0	172	1410	1410	1410	1410	0	172

COMPTANT (sélection)

SICAV

27/11

VALEURS	% du titre	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																							
C.I.T.R.A.M. 85			C.I.T.R.A.M. 85	1145	1154	Magnat	750	750	A.A.A.	1012 97	988 28	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
Emp. Ind. 8.5/87	123 45	4.54	Emp. Ind. 8.5/87	2800	2810	Midi-Départ	595	60 90	Acclion	208 73	243 14	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
DAT 10.5/90	100 38	3.72	DAT 10.5/90	255	267 25	Midi-Départ	595	60 90	Aggrégat	779 58	765 02	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
10.5/90 7/94	102	2.50	10.5/90 7/94	255	267 25	Midi-Départ	595	60 90	Amé-Gen	715 80	741 95	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
Emp. Ind. 8.5/85	107 15	12.55	Emp. Ind. 8.5/85	650	644 00	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
Emp. Ind. 12.25/94	102 01	1.70	Emp. Ind. 12.25/94	376	377	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
Emp. Ind. 11.5/85	109 30	8.43	Emp. Ind. 11.5/85	670	681	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
10.5/90 5/91	102 35	7.41	10.5/90 5/91	37 50	37 50	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
DAT 10.5/90	105 30	5.05	DAT 10.5/90	775	770	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
DAT 10.5/90 12/1987	102 35	9.30	DAT 10.5/90 12/1987	464	427	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
DAT 10.5/90 1/1988	102 50	8.10	DAT 10.5/90 1/1988	112 10	112 10	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
DAT 10.5/90 1985	102		DAT 10.5/90 1985	112 10	112 10	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
PTT 11.25/85	104 80	0.08	PTT 11.25/85	104 80	0.08	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	102 70	9.02	CF 10.5/90 06	2200	2259	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90	104 86	7.22	CF 10.5/90	2200	2259	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	101 10	10.75	CF 10.5/90 06	1050	1050	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71
CF 10.5/90 06	98 07	3.72	CF 10.5/90 06	2200	2240	Opéra	214	214	Amé-Gen	25361 62	25361 62	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71	Franch-Spurs	32 38	31 88	Pons Group	82569 71	82569 71</

■ : coupon détaché - □ : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

SPORTS

Les mousquetaires de Yannick Noah

Les tennismen français disputent la finale de la Coupe Davis contre les Américains à Lyon

LYON

de notre envoyé spécial

C'était encore l'époque des raquettes en bois. Yannick Noah, vingt-deux ans, avait déjà sa coiffure « rasta » et l'assurance d'un futur vainqueur de Roland-Garros. Henri Leconte, dix-neuf ans, faisait ses débuts avec les traits juvéniles et l'air emprunté d'un premier communiant. Plus que par les Américains John McEnroe, Pete Sampras et Andre Agassi, les deux espoirs du tennis français avaient été emportés par le vent de folie qui avait soufflé sur Grenoble en 1982. Tous deux s'étaient promis de prendre leur revanche et le rêve paraissait à leur portée.

Neuf ans, une tranche de vie d'homme mais une longue carrière de tennismen, se sont pourtant écoulés avant que ces deux vétérans des courts ne se retrouvent pour une deuxième finale face à d'autres Américains. Paradoxalement, c'est au moment où Yannick Noah consacre plus de temps à sa reconversion de chanteur et où Henri Leconte, opéré du dos pour la troisième fois, n'a pratiquement pas joué depuis six mois, que Guy Forget, le nouveau leader du tennis français, leur offre cette deuxième chance.

Avec un seul joueur classé parmi les quarante meilleurs du monde, la présence de l'équipe de France en finale de la Coupe Davis peut, a priori, surprendre. Pour parvenir à ce stade après avoir battu Israël (3-0 à Rennes), l'Australie (3-2 à Nîmes) et la Yougoslavie (5-0 à Pau), elle a, certes, bénéficié d'un coup de pouce du destin avec un tirage au sort qui lui a permis de recevoir tous ses adversaires, mais aussi avec les évé-

nements politiques qui ont perturbé la préparation de ses visiteurs. Ainsi la guerre du Golfe a repoussé, de février à Pâques, le premier tour contre Israël et les deux Croates, Goran Ivanisevic et Goran Prpic, ont refusé de disputer la demi-finale avec la Yougoslavie.

Si l'équipe de France a su saisir sa chance (1), elle le doit surtout au parcours quasi exemplaire de Guy Forget, qui a remporté cinq de ses six matches en simple et les trois doubles, associé à Henri Leconte puis à Arnaud Boetsch, mais aussi à la promotion de Yannick Noah au rang de capitaine. L'aventure de la « bande à Noah » en Coupe Davis rappelle, en effet, celle de la « bande à Platini » qui vient de se qualifier pour la phase finale du championnat d'Europe de football sans perdre un match.

Comme joueurs, Yannick Noah et Michel Platini ne manquaient pas de points communs. Le talent qui leur a permis d'atteindre le plus haut niveau mondial s'accompagnait d'une personnalité et d'un charisme qui leur conféraient déjà une autorité naturelle sur leurs partenaires. Devenus jeunes responsables d'équipes nationales, ils ont pu miser sur ces atouts pour susciter une adhésion et créer une dynamique de groupe plutôt exceptionnelle dans le sport français.

La perspective d'affronter en finale les États-Unis, vingt-neuf fois vain-

queurs du saladier d'argent, a d'ailleurs provoqué une émulation qu'on n'avait pas connue depuis longtemps entre les meilleurs joueurs français. Chez les jeunes comme Olivier Delaitre, Arnaud Boetsch, Fabrice Santoro, Thierry Champion et Guillaume Raoux, qui ont tous atteint des finales de tournoi ATP au cours des deux derniers mois, mais aussi chez les anciens comme Henri Leconte et... Yannick Noah, qui ont remis les bouchées doubles à l'entraînement avec l'ambition d'être prêts pour le grand rendez-vous.

Pour venir à bout de Pete Sampras et d'Andre Agassi en simple, de Ken Flach et Robert Seguso en double, Yannick Noah misera avant tout sur Guy Forget, mis en confiance par sa récente victoire dans l'open de Paris, où il avait battu Sampras en finale. Mais il entend aussi tirer les leçons du passé. « En 1982, nous avons été battus par manque d'expérience, estime-t-il. Pour tout le groupe, c'était la première fois que nous abordions une rencontre de cette importance. Nous avions été dépassés par l'entraînement. Psychologiquement, nous n'étions pas encore au niveau. Cette fois, nous ne venons pas à Lyon pour jouer la finale, mais pour la remporter. Même si nous n'avons qu'une chance sur cinq, il faut être prêt, mentalement et physiquement, pour pousser de toutes ses forces si la porte s'ouvre. »

Pour tenter de préparer aussi

sérieusement que soigneusement cette finale, les Français ont effectué un stage en Suisse, à Montreux, du 17 au 24 novembre, avant de rejoindre Lyon. Ce stage a, en particulier, rassuré Yannick Noah sur l'état physique et la forme de Henri Leconte. Même à court de compétition, le gaucher est encore, avec son expérience, sa vitesse de bras et un peu de réussite au service, le seul avec Guy Forget qui puisse espérer se hisser au niveau des Américains.

Les Français, qui n'auront pas la faveur des pronostics, peuvent aussi espérer un excès de déconcentration ou de confiance de leurs adversaires. Pour préparer la cinquième finale de leur histoire, les tennismen américains n'ont été réunis que le 25 novembre à Lyon. Et, à la veille d'affronter les Français, ils ont décidé de ne pas déroger à la coutume en célébrant le Thanksgiving Day. Avec à leur menu la traditionnelle dinde aux canneberges, préparée à titre exceptionnel par Paul Bocuse.

GÉRARD ALBOUY

(1) C'est la onzième fois depuis la création de la Coupe Davis, en 1900, mais la deuxième fois seulement depuis 1933, que la France dispute la finale de cette épreuve. Les Français ont gagné cinq fois la Coupe, de 1927 à 1932, grâce aux « mousquetaires », mais ont perdu (4-1) leur dernière finale contre les Américains, en 1982 à Grenoble.

qualifiés pour la finale), a donné mercredi 27 novembre les résultats suivants :

POULE A :
Anderlecht (Belg.) et Panathinaïkos (Gr.) 0-0 ; Sampdoria Gênes (Ita.) b. Botev Rouge Belgrade (You.) 2-0

POULE B :
Dinamo Kiev (URSS) b. Benfica Lisbonne (Por.) 1-0 ; FC Barcelone (Esp.) b. Sparta Prague (Tch.) 3-2.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 27 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici les principaux extraits :

● **Traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.**
(Le Monde du 28 novembre.)

● **Élection des sénateurs.**
Le ministre de l'Intérieur a présenté un projet de loi relatif à l'élection des sénateurs (Le Monde du 28 novembre p. 8.)

● **Indemnisation des personnes contaminées par le sida à l'occasion d'une transfusion sanguine.**
(Lire page 10.)

● **Le changement de l'organisation du travail.**
M. Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a présenté une communication sur le changement de l'organisation du travail (Le Monde du 28 novembre).

● **Le sommet de la francophonie.**
M. Tassat, ministre délégué à la francophonie, a présenté une

communication sur les résultats de la quatrième conférence des chefs d'État et de gouvernement des États ayant en commun l'usage du français, qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 novembre (Le Monde du 23 novembre).

● **Bilan et perspectives de la lutte contre le sida.**

Le ministre délégué à la santé a présenté une communication sur le bilan et les perspectives de la lutte contre le sida.

I. - La prévention. Celle-ci demeure la seule réponse efficace à la progression de l'épidémie. L'Agence française de lutte contre le sida a réalisé des campagnes de sensibilisation du public sur l'usage des préservatifs. Le service téléphonique « Sida Info Service » a reçu plus de 300 000 appels au cours de sa première année de fonctionnement. En 1992, l'agence sera mise sur l'incitation au dépistage, le recours plus précoce aux soins et l'utilisation du préservatif par les jeunes.

II. - La prise en charge des malades. L'activité hospitalière aura crû de 17 % en 1991 en ce domaine. Environ 1 450 millions de francs y auront été consacrés, permettant de créer 1 750 emplois supplémentaires dont 250 emplois de médecin.

Dix-neuf contrats ont été conclus entre l'État, les hôpitaux et les associations d'aide aux malades pour planifier sur trois ans l'évolution des moyens consacrés à la prise en charge des malades. Vingt-

trois réseaux de coopération ont été organisés entre les médecins libéraux et les médecins hospitaliers pour favoriser le maintien des patients à leur domicile et diminuer la durée et le nombre des hospitalisations. Les médecins traitants sont autorisés à renouveler les prescriptions d'AZT délivrées par les hôpitaux.

L'importance et la qualité des concours apportés par les associations de lutte contre le sida ont été soulignées.

III. - La recherche. En 1992, l'agence nationale de recherche sur le sida conclura 76 nouveaux contrats de recherche et attribuera une cinquantaine de bourses de recherche, ce qui portera à 513 le nombre des actions de recherche soutenues par l'agence sous forme de contrats depuis quatre ans.

IV. - La solidarité. L'agence française de lutte contre le sida a réalisé une campagne de sensibilisation sur la solidarité envers les personnes séropositives. Une convention a été conclue entre l'État et les organismes d'assurances pour permettre à ces personnes de souscrire des emprunts immobiliers dans des conditions raisonnables.

Les actions entreprises en matière de solidarité seront poursuivies en 1992.

V. - L'action internationale. Les actions de coopération technique ont été conduites selon quatre priorités : la sécurité des transfusions, l'aide à la formation du personnel, l'éducation pour la santé, la recherche. Un effort particulier a également été fait pour informer les 120 000 Français vivant à l'étranger.

« La Famille Adoptive Française »

vous invite à sa fête annuelle le 29 novembre de 15 heures à 20 heures, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1991 de 10 heures à 19 heures 40, rue La Fontaine 75016 Paris
Nombreux stands pour les cadeaux de Noël
Salon de thé
Tél. : 48-25-61-86

CARNET DU Monde

Décès

M^{me} d'Alverny.
Les docteurs Jean et Roseline Vitton, M^{me} Magali Besson d'Alverny, M. et M^{me} Michel d'Alverny, M. et M^{me} Gilles d'Alverny, Et leurs enfants.
M^{me} Suzanne d'Alverny.
La comtesse Alain de Chateaubou-
den, Le comte et la comtesse Gaël de Rohan-Chabot.
Leurs enfants et beaux-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean d'ALVERNY,
capitaine au long cours.

survenu le 16 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Aix-en-Provence.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Fougères (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de la Blaque,
13080 Larnes.

M^{me} François Billetdoux,
son épouse,
Guy et Virginie Chapellier-Billetdoux,
Paul Guilbert et Raphaël Billetdoux,
ses enfants,
Aurélien et Héliane Chapellier,
Augustin Guilbert,
ses petits-enfants,
M^{me} Jean Collet,
sa belle-mère,
Les familles Andreani, Hatin, Chap-
plain, ont la douleur de faire part du décès de

M. François BILLETDoux,
auteur dramatique,
président de la Société
des gens de lettres (1981-1986),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre
des Arts et Lettres.

survenu le 26 novembre 1991, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

L'inhumation suivra au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, square Montsouris,
75014 Paris. (Le Monde du 28 novembre.)

M^{me} Michèle Bouchereau,
sa fille,
Sœur Marie-Fernande,
moniale dominicaine,
M. et M^{me} Henri Millaut,
ses cousins,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Abel-Raoul BOUCHEREAU,
docteur en droit,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
Médal of freedom, USA, 1939-1945,
inspecteur général honoraire,
chef du domaine de la SNCF,
expert honoraire
près la Cour de cassation
et la cour d'appel de Paris.

survenu le 19 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale le 22 novembre 1991, à Tournant (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jean Thenault,
M. et M^{me} Jean-Marc Thenault,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Claude Le Coz,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

M. Jean THENAULT,
ingénieur général
des Ponts et Chaussées,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 24 novembre 1991.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

25, avenue de Brezerville,
92200 Neuilly-sur-Seine.
S. rue du Plateau,
94800 Villejuif.
Pour Eve, 1, place du Sud,
92800 Paris-La Défense.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL per la 11

On nous prie d'annoncer le décès,
survenu le 27 novembre 1991, du

Père Alain (Thomas)
COSMAO-DUMANOIR O.P.,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu au couvent des Dominicains, 20, rue des Tanne-
ries, Paris-13^e, le lundi 2 décembre, à 10 h 30.

De la part du
Père provincial des Dominicains de la province de France,
Des Pères de la communauté domini-
caine de Moscou et de Bagdad,
De la résidence Sertillanges,
Des membres de la famille Cosmao-Dumanoir.

M. Philippe Engelmann,
son époux,
M. Francis Engelmann,
M^{me} Martine Engelmann,
M. et M^{me} Olivier Rain,
M. Pascal Engelmann,
ses enfants,
Régine, Adeline et Xavier,
ses petits-enfants,
M^{me} Marie-Louise Frager,
M^{me} Geneviève Poisson,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne ENGELMANN,
née Poisson.

survenu le 25 novembre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 novembre, à 8 h 30, en l'église Sainte-Madeleine, place de la Madeleine, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chalo-Saint-Mars (Essonnes), à 11 heures.

24, rue de l'Armée,
75008 Paris.

M^{me} Yvonne Moatti,
sa sœur,
M. et M^{me} Georges Mesguich,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Mesguich, Moatti,
Medioni, Abbon,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MESGUICH,
ancien notaire.

survenu le 26 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

Selon ses vœux, le défunt sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise, le 4 décembre, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

38, rue Rodier,
75009 Paris.
18, rue Fournier,
75017 Paris.

Ses proches ont la tristesse de faire part de la mort de

FUYSEGUR.

Les obsèques ont eu lieu à Rémolent, en Allier.

(Né le 23 octobre 1923 à Rémolent dans le Tarn, Edmond Madelon, qui avait choisi le pseudonyme de Fuysegur, est l'auteur de la Grande Encyclopédie. Ce livre richement illustré a été publié par son éditeur de 1984 par Flammarion le 1^{er} novembre des Livres à 24 heures 1984. Fuysegur est mort le 15 novembre à son domicile de Villeneuve-Saint-Georges.)

Madeline et Claude
vous demandent, pour la deuxième
année de sa disparition, une pensée
pour

Dodier LEON.

Pour le neuvième anniversaire du
décès de

Michel RUBIN,

une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

Le 29 novembre 1991

Franck SÉRUSCLAT
nous quitte.

Unissons-nous dans le souvenir...

Erratum

Dans le Monde du 27, daté
28 novembre 1991, il fallait lire :

Ally MAZAHÉRI,

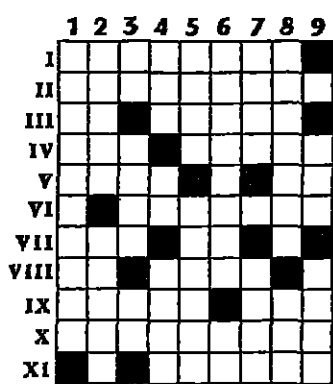
né à Téhéran, historien et sociologue,
membre de l'Académie internationale
d'histoire des sciences, a collaboré aux
Annales de l'histoire mondiale de l'hu-
manité (UNESCO) et enseigné à l'EHESS.

faire-part de mariage
papier à lettre
invitations
ex-libris
bagues chevalières

75 bd Malesherbes 75008 Paris
tél. (1) 43 87 57 39 - fax (1) 43 87 13 68

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5661



HORIZONTALEMENT

I. Fut cause de départs rapides.
II. Fera sortir du noir.
III. Placé dans le champ de vision. Progresser vers le but.
IV. Emis par une foule. Moitié de capitale.
V. A de nombreux bras. Pronom.
VI. Fait ce qu'il faut pour que l'on soit poli devant lui.
VII. Possessif. Fut amenée à se remplir les poches.
VIII. Symbole. Lieu de sorties remarquées.
IX. Sera « repoussant ».
X. Pour lui, c'est clair !
XI. Fait acte de violence.

VERTICALEMENT

1. Lutte contre le froid.
2. Production interne. Est au ciel.
3. Qui n'est plus à l'abri des regards. Favorise les bonnes actions. Amené à la ramener.
4. Entraîne un changement de direction. Préposition. N'alle pas droit au but.
5. Ce n'est évidemment pas la fin. Les grandes personnes.
6. Cause d'abus. Extrait de diplôme.
7. Un homme du moment. Fait cent bonnes.
8. Témoigne d'une faute reconnue. Un peu de notre pays.
9. Qui n'oserait peut-être pas aller se faire voir. Espèce de « poule ».

Solution du problème n° 5660

Horizontalement

I. Pantalons.
II. Ecarlate.
III. Rits. Caps.
IV. Rets. El.
V. Ures. Ne.
VI. Senins.
VII. Ur. Riquet.
VIII. Ios. Fumée.
IX. Empalme.
X. Réole. Ré.
XI. Terreur.

Verticalement

1. Perruquiers.
2. Acier. Rome.
3. Nattes. Spot.
4. Trasser. Ale.
5. Al. Rifier.
6. Laconique.
7. Ota. Enumère.
8. Nèpe. Sée.
9. Elu. Téter.

GUY BROUTY

19855
9 15 16 33 38 45 6
10 13 34 37 45 48 16

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

MM. Jacques Badier et Jacques Senecat sont nommés inspecteurs généraux de l'éducation nationale.

M. Bertrand Labrousse, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes.

M. Léon Saint-Prix, nommé préfet hors cadre, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes en service extraordinaire.

M. Jean-Pierre Dintilhac, magistrat, est nommé directeur général de la gendarmerie na-

tionale (Le Monde du 28 novembre).

M. Gilles Sanson, directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris, est nommé préfet, directeur du cabinet du préfet de police de Paris.

Né le 3 octobre 1951 à Marrakech, ancien élève de l'ENA, M. Sanson est inspecteur général de l'Administration. Il a fait toute sa carrière au ministère de l'Intérieur. J'ai débuté comme secrétaire général de l'inspection générale de l'administration, puis comme chargé de mission auprès du directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe, dont il a été ensuite le directeur du cabinet. En 1988, il a suivi M. Verbrugghe à la préfecture de police de Paris, devenant le directeur adjoint de son cabinet.

هنا من لاجل

22 milliards de francs sur cinq ans

Les schémas Universités 2000 sont approuvés dans vingt régions

Le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) réuni jeudi 28 novembre a entériné les plans de développement universitaire de dix régions. Ces schémas Universités 2000 s'ajoutent à la dizaine déjà approuvée le 3 octobre. Au total, ce sont quelque 22 milliards de francs qui seront investis, entre 1991 et 1995, en faveur de l'enseignement supérieur, dont une douzaine en provenance des collectivités locales.

En approuvant, jeudi 28 novembre, dix nouveaux schémas d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs pour les régions Alsace, Auvergne, Centre, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, c'est l'essentiel de la carte universitaire de l'an 2000 que le gouvernement vient en réalité de parachever. Ces dix régions rejoignent en effet celles qui avaient déjà fait l'objet d'un accord entériné le 3 octobre par un comité interministériel d'aménagement du territoire.

Au total, les plans de développement universitaire de vingt régions sont désormais bouclés. Ils définis-

sent, région par région, département par département et ville par ville, l'ensemble des opérations de construction, extension et rénovation qui seront mises en œuvre entre 1991 et 1995 par l'Etat et les collectivités locales pour tenter d'endiguer le flot des quelque 350 000 étudiants supplémentaires attendus dans les prochaines années (le Monde du 28 novembre).

Seules la Corse, les universités d'Antilles-Guyane et du Pacifique, et surtout l'Île-de-France restent pour l'instant à l'écart. Toutefois, dans le cas de la région parisienne, qui accueille 27 % des étudiants français, les principales décisions ont déjà été adoptées par l'Etat (création de quatre nouvelles universités, restructurations dans Paris intra muros et fort développement des instituts universitaires de technologie). Et le ministère de l'éducation nationale ne désespère pas de parvenir à un accord sur la répartition des charges avant la fin de l'année.

Pôles européens et villes moyennes

En terme d'aménagement du territoire, l'essentiel est donc fait. Rien n'était moins évident, il y a deux ans, lorsque le gouvernement a commencé à tracer les grandes lignes du schéma Universités 2000.

Et la longueur des délais qui auront été nécessaires pour aboutir à cette complexité du dossier. Les obstacles à surmonter n'étaient pas minces. Le premier consistait à convaincre l'ensemble des collectivités locales de s'engager aux côtés de l'Etat dans une politique de développement universitaire de grande envergure, alors que l'enseignement supérieur ne fait pas partie de leur champ de compétences.

L'accord désormais acquis de vingt régions sur vingt-deux démontre que les élus locaux, en dépit de réticences de principe ici ou là, ont pris conscience de la nécessité de rénover leur potentiel universitaire et ont joué le jeu du partenariat avec l'Etat.

Deuxième obstacle : réunir les moyens de financement très importants nécessaires à la réalisation du schéma national. L'enveloppe de 16,2 milliards de francs mise sur la table par le conseil des ministres du 23 mai 1990, l'invitation faite aux collectivités locales d'épauler l'Etat et la possibilité qui leur a été accordée, sous conditions, d'assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations auront largement amorcé la pompe.

Enfin restait à faire coïncider - et ce fut l'objet des longues négociations de ces derniers mois - les impératifs du développement universitaire, les objectifs de l'aménagement équilibré du territoire et les attentes locales. L'architecture générale des schémas Universités 2000 permet de penser que l'on y est largement parvenu, même si les préoccupations électorales n'ont pas été absentes de telle ou telle implantation. Elle repose sur le renforcement d'une dizaine de pôles régionaux à vocation internationale (les pôles européens), la restructuration du potentiel universitaire des grandes villes pour mieux servir le développement local, la consolidation, enfin, des villes moyennes grâce à la création de multiples instituts universitaires de technologie.

Au bout du compte, l'engouement des régions a dépassé les espérances initiales. Alors que l'Etat souhaitait trouver auprès d'elles un complément de financement de l'ordre de 7 milliards de francs, les vingt premiers contrats font apparaître un apport des collectivités locales de plus de 12 milliards, sans compter l'Île-de-France ni le Nord-Pas-de-Calais dont l'enveloppe n'est pas encore définitivement fixée mais qui devrait rajouter un bon milliard de francs dans la dot des collectivités locales.

Si, dans deux régions (Alsace et Limousin), l'Etat finance davantage que les collectivités locales, celles-ci, en revanche, consacreront

davantage que l'Etat aux investissements universitaires dans une dizaine de cas. Ce déséquilibre est spectaculaire en Haute-Normandie où les élus locaux prévoient de financer près des trois quarts des opérations, mais aussi en Midi-Pyrénées (61 % à la charge des collectivités locales), en Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur (60 %) ou en Picardie et en Franche-Comté (58 %).

Au total, sur les 20 régions dont les schémas sont approuvés, l'Etat ne devrait assumer que 45 % du financement total. La mobilisation des collectivités locales va en outre renforcer l'enveloppe globale : le gouvernement tablait sur 23 milliards de francs; une fois intégrées l'Île-de-France et la Corse, on devrait approcher des 30 milliards. Reste une question clef : les surcoûts à venir, en fonctionnement et en personnels, de ce développement massif des infrastructures universitaires. Largement occultés jusqu'à présent, ils vont rapidement apparaître, et l'addition sera alors très lourde pour l'Etat.

GÉRARD COURTOIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Si on se parlait ?

VOUS savez où j'étais, hier après-midi ? Assise sur une chaise au Luxembourg à faire de la retape en brandissant, sous les yeux amusés, curieux, des passants, une pancarte : « Si on se parlait ? » avec mon amie Lili, une Bruxelloise de passage à Paris. Elle, son truc, c'est de briser ces milliers de solitudes qui se côtoient sans se mélanger, de casser le code du savoir-vivre interdisant d'adresser la parole à quelqu'un à qui on n'a pas été présenté. On peut lui demander l'heure, si, à la rigueur. Ou son chemin. En s'exclamant de le déranger : Pardon, monsieur, pour aller au Châtelet... ?

Il faisait soleil. On bavardait en attendant le chaland qu'elle cherche à attirer depuis bientôt douze ans en ouvrant des coins conversation, des conversations pas fumeuses, parfois, dans les bistros ou les jardins publics. Et ça marche ! Les gens, des retraités, des étudiants, des mères de famille venues s'écarter leur gamin, hésitent d'abord à s'approcher. A ce moment-là, faut les interper-

ler : Venez, venez, que je vous explique. Ils écoutent : Tiens, bonne idée ! Ils y vont de leur : Pas facile dans ce pays très à cheval sur les bonnes manières. Et, très vite, ils discutent entre eux : Vous habitez le quartier ?

Ah ! Je vous en prie, effacez ce sourire salace et déplacé. S'agit pas de draguer, s'agit de prendre langue et même rendez-vous, pourquoi pas, encore que ça arrive rarement. S'agit surtout de ne pas rester une heure à touiller sa solitude avec son morceau de sucre dans un café où de ne pas se sentir isolé sur un banc pourtant occupé. Ça coûte rien, le prix d'un feu et d'un bout de carton. Alors, qui que vous soyez, hommes ou femmes, vieilles ou jeunes, beau ou laid, faites pareil. C'est super, vous verrez !

A condition, bien sûr, d'assurer, de ne pas éveiller la moquerie ou la pitié en donnant l'impression de mendier : Je sors de l'hôpital, j'ai pas baissé, j'ai pas parlé depuis huit jours, j'ai faim de contact humain. A vot'bon cœur, m'sieurs dames !

Le Manifeste contre le Front national rencontre un accueil favorable dans la jeunesse de gauche

Le temps des meetings était revenu, mercredi soir 27 novembre, à la Mutualité. Plus de deux mille personnes emblaient la grande salle à l'appel du Manifeste contre le Front national, lancé il y a un peu plus d'un an par un député socialiste de Paris, M. Jean-Christophe Cambadélis, et qui a reçu l'appui de nombreux élus et militants de gauche. Annoncée par une campagne d'affichage - militante, se réjouiront les uns, sauvage, regretteront les autres - dans la capitale et dans plusieurs villes de sa banlieue, comme on n'en avait plus vu depuis longtemps, la réunion de mercredi, sur le thème « Non à l'extrême droite, non à Le Pen ! », a attiré un public à dominante jeune et pas très bien disposé envers le gouvernement et le Parti socialiste.

M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, seul membre du gouvernement à s'être déplacé, a été sifflé par une partie de l'assistance lorsque sa présence dans la salle a été signalée. M. Cambadélis a pris le parti de lire les messages de soutien avant d'indiquer l'identité de leur auteur, mais les noms de M^{me} Edith Cresson et de M^{me} Michel Rocard, Lionel Jospin, Laurent Fabius ont néanmoins été hués. Du coup, d'autres participants manifestaient le désir que

toutes les bonnes volontés fussent considérées comme bienvenues dans le combat contre la menace d'extrême droite. Le discours de la gauche institutionnelle n'en était pas moins perceptible dans la fraîcheur de l'accueil fait aux propos de M. Cambadélis et de ses collègues députés socialistes de Paris, M. Jean-Marie Le Guen, et du Val-de-Marne, M. Patrick Sève, comme dans les réactions rencontrées par les propos de M^{me} François Asenel, député communiste de la Seine-Saint-Denis, ou Noël Mamère, porte-parole de Génération-Écologie.

L'assistance partageait sans doute la conviction, exprimée par

M. Cambadélis, qu'il faut « opposer au national-populisme la construction européenne », « la préférence sociale à la préférence nationale » et construire une « réponse politique, qui est, avant tout, un rapport de forces ». Elle sonnait assurément, avec M. Le Guen, un « retour à l'éthique du militantisme et de l'engagement ». Elle pensait surtout, comme elle l'a montré en se levant pour saluer M^{me} Marie-Claire Mendès France, que la lutte contre l'extrême droite est affaire de principes et qu'elle ne peut être menée efficacement que si elle est exemptée d'arrière-pensées politiciennes.

P. J.

Le plan de financement (en millions de francs)

	ETAT	COLLECTIVITÉS LOCALES	TOTAL
Alsace.....	470	255	725
Aquitaine.....	476,5	460,2	936,7
Auvergne.....	280	325	585
Bourgogne.....	300	319	619
Bretagne.....	650	614,6	1 274,6
Centre.....	543	684	1 227
Champagne-Ardenne.....	210	210	420
Franche-Comté.....	300	411,5	728,5
Languedoc-Roussillon.....	540	540	1 080
Limousin.....	126,6	71,4	198
Lorraine.....	600	573,3	1 173,3
Midi-Pyrénées.....	600	959	1 559
Nord-Pas-de-Calais.....	(1 000)	(1 000)	(2 000) (1)
Basse-Normandie.....	320	320	640
Haute-Normandie.....	360	1 000	1 360
Pays de la Loire.....	625	625	1 250
Picardie.....	435	599	1 034
Poitou-Charentes.....	370	550,9	920,9
PACA.....	840	1 267	2 107
Rhône-Alpes.....	1 100	1 300	2 400
TOTAL.....	10 136,1	12 084,9	22 236

(1) Enveloppe indicatrice qui n'est pas définitivement arrêtée.

SOMMAIRE

DÉBATS

D'une souveraineté à l'autre, par Rudiger Dornbusch et Pierre Jacquet : Avis de tempête dans le ciel d'Europe, par Bernard Attali..... 2

ÉTRANGER

La reprise des négociations de paix israélo-arabes..... 3
Les enquêtes sur les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA..... 3
La pollution est menacée de famine en Haïti..... 5
URSS : les dirigeants des Républiques tentent d'éviter l'embrasement..... 7
Le Conseil de sécurité approuve la nouvelle mission de M. Cyrus Vance en Yougoslavie..... 7

POLITIQUE

Le débat sur la construction européenne..... 8
La discussion budgétaire au Sénat..... 9

SOCIÉTÉ

Contaminés par transfusions : le fonds d'indemnisation ne sera financé que par un prélèvement sur les contrats d'assurance de biens..... 10
Les procès des fausses factures devant le tribunal correctionnel de Paris..... 11

CULTURE

« Paris s'éveille » d'Olivier Assayas : trois personnages dans la ville, un beau film d'aujourd'hui..... 14

LIVRES • IDÉES

« L'Égypte de la famille » : Le visage extrême de Helder • La position du lecteur • Un enfant de Vénus • Le débat : une histoire des femmes est-elle possible ? • Le triangle de Copernic

• L'homme sans Dieu • Des contes à Montreuil..... 15 à 26

ÉCONOMIE

Le groupe Agnelli lance une OPA sur Exor..... 27
M^{me} Martine Aubry nomme M. Jean Gandois à la tête d'un comité sur le thème « changer le travail »..... 28

COMMUNICATION

Deux candidats à la reprise de « La Truffe »..... 30

MONDE AFFAIRES

• Les luxes de Bernard Arnault • Le prix du bourgois de nouveau à la chute • Le retour de Gustave Leven • Un marché de la moto à plusieurs vitesses • Peugeot Cycles dans la roue du VTT..... 31 à 33

SPORTS

Les mousquetaires de Yannick Noah..... 36

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 30
Carnet..... 36
Mots croisés..... 36
Loto..... 36
Marchés financiers..... 34-35
Météorologie..... 37
Radio-télévision..... 37
Spectacles..... 12
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 novembre 1991 a été tiré à 493 509 exemplaires.

La Chine s'apprête à fournir un réacteur nucléaire miniature à la Syrie

Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a annoncé, jeudi 28 novembre, que Pékin s'apprête à fournir à la Syrie un réacteur nucléaire miniature. La Chine a sollicité le feu vert de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué, lors de son point de presse hebdomadaire, que son gouvernement souhaitait vendre à Damas un « réacteur miniature à source de neutron d'une puissance de 30 kilowatts utilisé pour les analyses d'activation neutronique et de production d'isotopes ». - (AFP) (Lire page 1 l'article de Jean-Pierre Clerc sur la prolifération nucléaire en Asie.)

Un concours Nathan « le Monde »

Le « meilleur critique littéraire en herbe »

Un concours du « meilleur critique littéraire en herbe », organisé par Nathan et le Monde pour les enfants âgés de sept à dix ans, aura lieu pendant le Salon du livre de la jeunesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui s'ouvre jeudi 28 novembre (voir le Monde Livres-Idees page 25). Les enfants sont invités à écrire une critique de cinquante lignes maximum sur le livre Marie-Carène reporter (Ed. Nathan). L'article du lauréat sera publié dans le Monde daté du vendredi 6 décembre.

Un communiqué de la Société des rédacteurs du « Monde »

Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs du Monde « désapprouve la parution, dans nos éditions du 28 novembre, d'une publicité du Rassemblement pour la République établissant un lien entre immigration et insécurité. Il estime qu'un tel amalgame est contraire aux valeurs que le Monde a toujours défendues ».

ALLEMAGNE : l'inflation dépasse de nouveau 4 %. - La hausse des prix à la consommation va atteindre 0,4 % en novembre, selon les données provisoires publiées par l'Office fédéral des statistiques : ce chiffre fait repasser l'inflation sur douze mois à 4,1 % (en glissement), comme à la fin d'août, alors qu'elle était redescendue à 3,9 % en septembre et 3,5 % en octobre.

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in American French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Nanterre (1) 47-45-09-19

SCIENCE & VIE MICRO
SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

TEST
DÉCOUVREZ
VOTRE
ORDINATEUR
IDÉAL

Dans son numéro de décembre, SVM vous fait découvrir votre profil micro. Indispensable pour bien choisir l'ordinateur et les logiciels à vos mesures.

- EXPLOSIF : la rencontre Bill Gates/Steve Jobs.
- LUDIQUE : les meilleures machines de jeu.
- NOUVEAU : le CD interactif de Philips.
- CHOISIR : les matériels et logiciels incontournables.

TÉLÉCHARGEMENT 3615 SVM ou 36.25.01.58
5.000 LOGICIELS EN LIBRE SERVICE